

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Prévention et Répression de la CRIMINALITÉ DES FOULES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 19 décembre 1936, à 14 h. 30

PAR

Maurice VIOT

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy
Ingénieur Commercial de l'Université de Nancy
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs.	TEITGEN, agrégé.
	GONNET, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage
1936

*Thèse Nancy
1936*

Prévention et Répression
de la
CRIMINALITÉ DES FOULES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Prévention et Répression

de la

CRIMINALITÉ DES FOULES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 19 décembre 1936, à 14 h. 30

PAR

Maurice VIOT

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy
Ingénieur Commercial de l'Université de Nancy
Attaché au Parquet Général

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . . }	TEITGEN, agrégé.
	GONNET, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1936

* 39877.

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ✚, ☿ I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, ☿ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☿ I), MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (*, ☿ I).

GÉNY (C *, ☿ I).

RENARD (☿ I).

MICHON (*, ☿ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☿ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, ✚, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☿ I), professeur de Droit criminel.

KRCELL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☿ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚, ☿ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (☿ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☿ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

La foule à proprement parler, le groupe d'individus qu'il est convenu de désigner sous ce vocable, a existé à l'origine de toutes les sociétés; les historiens, les philosophes ont de tous temps eu conscience de son individualité distincte. Mais cette connaissance restait vague, à l'état latent, réduite au stade de l'intuition; il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle pour que la réalité du « fait de foule » perce la pénombre où elle était confinée, pour qu'elle scintille aux yeux des philosophes, gens professionnellement prédestinés à la dissection de tous les groupements, volontaires ou spontanés, homogènes ou hétérogènes, temporaires ou permanents.

Le mouvement déclenché en Italie vers 1890 s'est donné le nom de Psychologie des foules ou « Psychologie collective »; on a fait remarquer (1), avec juste raison, l'impropriété de cette dernière dénomination. Le terme de Psychologie collective doit être réservé logiquement à l'étude des manifestations psychologiques nées de l'état de société ou bien influencées par lui. Classés sous ce vocable général, le langage, par exemple, relève de la première catégorie, certains phénomènes comme la perception, rentrent dans la

(1) BLONDEL, *Introduction à la Psychologie collective*, p. 8.

seconde.. La Psychologie des foules apparaît, à la lumière de ces observations, comme une simple branche — dont il convient de ne pas sous-estimer l'importance — de la Psychologie proprement dite.

Cette question de terminologie une fois élucidée, il importe de souligner l'ampleur du mouvement philosophique, un peu trop précipité peut-être, sans direction d'ensemble et sans grande méthode, qui se situe entre 1890 et 1910 et qui eut pour objet la « Science des foules ». Les conclusions tirées par ses instigateurs principaux (TARDE, SIGHELE, ROSSI) de remarques parfois hâtives, faites à propos d'événements d'actualité, ne sont pas certes dénuées d'importance ni de fondement. Il ne faudrait pas cependant déduire de ces observations toute une succession de « lois » précises et prétendre régir les groupes biologiques comme les phénomènes physiques ; ce serait négliger systématiquement la composition d'une foule, réunion faite d'un certain nombre d'individus aux volitions difficilement pénétrables.

A côté de découvertes durables, faites sur des points précis, indispensables au juriste et au criminaliste, il existe en la matière des généralisations regrettables, des jugements sans appel lancés dans la fièvre de recherches neuves à l'époque et passionnantes. Les graves problèmes soulevés furent livrés en pâture aux romanciers, toute une floraison d'articles s'épanouit dans les revues, ressassa à l'envi les idées mises en avant par les éminents promoteurs du mouvement. La majeure partie de ce fatras vulgarisateur s'élimine par elle-même du cadre de notre étude psychologique,

simple avant-propos à une monographie de Droit criminel. Le problème du « fait de foule », au point de vue philosophique, serait d'ailleurs à reprendre entièrement, avec la méthode que permet un recul d'une quarantaine d'années sur les premiers travaux. Dans leur état actuel, ces enseignements sont néanmoins précieux pour l'étude juridique que nous nous sommes proposés de tenter. Jusqu'ici la criminalité des foules a fait l'objet d'aperçus incidents et théoriques, à l'occasion des principes dégagés en psychologie. L'étude pratique de la foule criminelle, les moyens légaux, jurisprudentiels ou administratifs, dont disposent ou ont disposé les tribunaux et la police des différents pays pour prévenir et réprimer ces « mouvements de masse », les améliorations qu'il conviendrait d'y apporter, toutes ces questions sont restées étrangères aux théoriciens de la Psychologie des foules.

La lacune est d'importance: il suffit d'avoir pu constater, devant la recrudescence de l'agitation contemporaine, l'inextricable embarras dans lequel se trouvent les Parquets pour poursuivre, les Juges pour réprimer les crimes de foule; les diverses législations ne semblent pas encore adaptées à cette forme de criminalité collective, elles l'ont soupçonnée, mais n'ont pas construit de théorie générale; la plupart du temps, magistrats et jurés se trouvent d'accord pour absoudre, faute de textes appropriés, les rares accusés ou inculpés échappés aux non-lieu du Juge d'instruction.

TITRE PRÉLIMINAIRE

Etude psychologique de la foule

Le crime de foule n'est d'ailleurs pas la seule infraction dont la nature déroute et énerve la répression : les délits commis par les associations, les sectes politiques et religieuses, les bandes armées ou non, voire les simples publics de spectateurs, possèdent le même don d'exaspérer la Justice. Ils posent, à côté des forfaits accomplis sous l'influence indirecte du milieu, le problème des méfaits perpétrés par collaboration de plusieurs personnes et dont le « crime de foule » ne forme qu'une variété.

Les groupes capables de délinquer pullulent à notre époque ; leur importance objective dépend du nombre de leurs membres : il est donc facile de les ordonner en un simple classement quantitatif :

- 1° Le couple social ;
- 2° Le triumvirat ;
- 3° Les diverses masses ;
- 4° La totalité provinciale ou nationale ;
- 5° Les nations dans leurs rapports respectifs formant un ensemble supérieur représenté imparfaitement par la Société des Nations.

A égalité d'adhérents, les différentes masses se différencient à leur tour par l'intensité de la collaboration des individus à l'action collective: leur degré d'activité, partant leur témébilité, se proportionne à leur cohésion. Aucun lien, par exemple, n'existe entre les travailleurs de tous ordres qui se pressent à la sortie d'une usine; ouvriers, employés, contremaîtres, patrons, ils possèdent des mentalités, des préoccupations disparates: leur simple agglutination ne forme qu'un groupement physique de rencontre (1). Mais qu'un fait extérieur à l'amalgame se produise et détermine chez tous un sentiment identique, nous verrons ces individus, jusque-là étrangers l'un à l'autre, s'associer, communier dans la même réaction sociale; à cette multitude remuée par le même sentiment, nous appliquerons l'étiquette de « foule ». La cohésion de ce groupe hétérogène est extrêmement faible puisqu'elle ne tient souvent qu'à la communauté d'une émotion fortuite. Elle s'augmente dans certaines réunions volontaires d'individus moralement dissemblables, telles que les assemblées électorales, les jurys, les auditoires de théâtre, etc... Régis par une organisation propre, ces groupements se soumettent à des normes juridiques ou mondaines qui leur facilitent un

(1) Le gréganisme purement physique se produit fréquemment chez les animaux inférieurs, algues, coraux, larves; chez les Vertébrés, on distingue deux sortes de groupements: groupements sédentaires qui prennent la forme tantôt de rassemblements hibernaux (abeilles), tantôt d'aggrégations nuptiales, tantôt d'agglomérats limités à la durée du sommeil (chauves-souris), et groupements migrants constitués par des insectes (criquets, sauterelles) ou des oiseaux s'amalgamant pour voler. M. BOHN semble expliquer ces derniers phénomènes par une sorte de contagion du mouvement.

embryon d'homogénéité. Enfin lorsque les personnes groupées cultivent les mêmes idées politiques, sociales, esthétiques, religieuses, lorsqu'elles sont embrigadées dans des organisations permanentes destinées à canaliser leur activité, le lien qui unit les différentes unités se développe sur un terrain de choix et se resserre au maximum: nous sommes en présence de sectes, de corporations, de bandes, d'associations fortement disciplinées, dont les agissements en réunion procèdent d'un esprit de corps immuable et dont l'institution survit à toutes les manifestations. « La foule est composée d'une multitude de grains de sable sans grande cohésion, la secte, c'est le bloc de marbre qui résiste à tous les efforts » (2).

La hiérarchie des masses embrasse donc, entre la foule et la corporation, une série de paliers intermédiaires figurés dans la classification suivante (3):

A) *Masses hétérogènes:*

1° momentanées:

a) agglomérées: foule - jury - public-auditeur.

b) dispersées: public-lecteur - le monde.

2° permanentes: le Parlement.

B) *Masses homogènes:*

1° involontaires et dispersées: personnes de même âge, de même sexe, de même condition.

(2) S. SIGHELE, *Le crime collectif*, in *Compte Rendu du Congrès d'Anthropologie criminelle* de 1901.

(3) Empruntée, avec quelques retouches, à R. DE LA GRASSERIE, in *Annales de l'Institut international de Sociologie*, 1903, t. X.

2° volontaires :

- a) dispersées : coreligionnaires en idées politiques, sociales, religieuses - sectaires - membres d'associations secrètes, de corporations.
- b) agglomérées : les mêmes dans leur réunion.

Insérer la foule (4) dans un tel classement, c'est déjà la définir. Elle forme en effet, comme on l'a écrit (5), « une sorte d'association inférieure », une société momentanée, sans aucune différenciation interne, sans aucun organe. Dans le phénomène-type de foule, — le lynchage —, la multitude qui, sans raison apparente, se jette sur un malheureux prisonnier et l'écharpe, renferme des individus de tous âges, sexes, conditions, degrés de moralité, que le hasard ou la curiosité a réunis. Mêlés pour quelque temps en un véritable troupeau, ils n'ont aucun souci d'établir entr'eux une certaine subordination, ou tout au moins des relais de commandements : leur groupe est donc essentiellement *hétérogène et inorganique*.

En temps ordinaire, tous ces hommes rentrent dans les cadres de la société, y sont répartis en classes, professions, catégories distinctes : la foule les réunit au petit bonheur et du même coup supprime tous ces groupements intermédiaires : elle brise, balaie, déborde ces cloisons : elle constitue à elle seule une petite société décroisonnée au sein du grand corps social préordonné.

(4) Etymologiquement, le mot « foule » vient de fouler (presser, serrer) : il signifie la presse qui résulte d'une grande multitude et, par extension, cette multitude elle-même (*Dictionnaire de Littré*).

(5) DAVY, in *J. de Psychologie*, 1920, p. 543.

Or, c'est l'organisation qui permet à ce dernier, comme à tout groupement, de vivre et de durer : la foule au contraire ne peut substituer aucun agencement à celui qu'elle vient de bouleverser : elle fait figure de masse sociale à la fois naissante et sur le point de finir. Phénomène passager et instable, qu'il est difficile de saisir à l'état pur, elle tend à se transformer, — si elle n'est dissoute aussitôt évanouis l'émotion ou le fait qui lui ont donné le jour — en un groupement plus viable : bande, réunion, assemblée, secte ou même simple public-lecteur. La grande Jacquerie d'Angleterre nous fournit l'exemple saisissant d'une telle mutation ; ce soulèvement eut pour point de départ, en 1381, la bourgade de Dartford où un paysan, exaspéré des vexations fiscales, assomma sur le seuil de sa demeure un des commis de perception. La foule ameutée par cet incident courut aux armes, toute la région s'embrasa et les rebelles se formèrent en bandes pour ravager le pays. Les bandes se fondirent à leur tour en une véritable armée qui vint menacer Londres et y pénétra quelques temps (6). Ainsi, en s'organisant, la foule se métamorphose en association d'individus et prend rang *d'institution*. De simple état anarchique elle s'élève, dès qu'elle est nombrée, à un stade de vitalité durable : que de sectes revendiquent pour origine un mouvement de foule ! Elles ont survécu au phénomène qui leur a donné naissance et en perpétuent les effets. Les foules engendrent des associations comme les associations engendrent des foules.

(6) Germain LEFÈVRE-PORTALIS, *La Jacquerie d'Angleterre*, in *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1911.

En effet, malgré son caractère hétérogène et inorganique, la foule ne se constitue pas toujours spontanément, par le pur effet du hasard. Un simple individu ou une association quelconque, particulièrement intéressés à sa réunion, peuvent la susciter à dessein.

Cette distinction entre la *foule spontanée* et la *foule provoquée* présente trop d'importance au point de vue juridique pour que nous ne l'appuyons par quelques exemples. Le 27 juillet 1830, après la proclamation par Charles X des ordonnances supprimant la liberté de la Presse, la foule s'amassa au Palais-Royal pour lire et entendre lire le *Moniteur* introuvable ailleurs : cette assemblée était purement fortuite et personne n'avait pu préméditer la baignade (7) que, pour manifester son mécontentement, elle fit prendre dans le bassin du jardin, aux marchands du journal officiel. A l'inverse, un parti ou une secte qui désire passer à l'action ou simplement « faire de la propagande » n'est pas en peine de déclencher au moment favorable des « démonstrations », politiques ou non, destinées à produire des « mouvements de foule ». Pendant le Boulangisme, Paris et la province ont été infestés de bandes de camelots rénumérés par des « entrepreneurs de manifestations », à charge d'émoustiller l'instinct grégaire des inévitables badauds que recèlent les grandes villes. La méthode était simple : il suffisait de parcourir les principales artères de l'agglomération en débitant un journal aux cris de « Vive un tel » ; la foule rapidement entraînée et bien encadrée ne manquait jamais d'exprimer son

(7) G. GIRARD, *Les Trois Glorieuses*, Paris 1929.

« enthousiasme spontané » pour le personnage en question (8).

Sans doute les démonstrations de sectes convoquées à grand renfort d'affiches et de tracts, ne constituent pas des faits de foule à l'état absolument pur : la plupart des manifestants appartiennent à une classe ou à un parti et le groupe qu'ils forment, s'il est toujours inorganique, y gagne en homogénéité. Mais ce noyau est vite submergé par les éléments étrangers qui s'y agglutinent : les badauds sortis de chez eux pour regarder une manifestation finissent irrésistiblement par la suivre et l'atmosphère de foule naît rapidement de l'amalgame de tous ces individus. La Révolution de 1848 a débuté à Paris par un rassemblement d'étudiants conviés à un banquet tardivement décommandé ; leur cortège corporatif se grossit en chemin de toute une multitude bariolée et lorsqu'il arriva devant le pont de la Concorde, ce fut une véritable foule que la troupe dût disperser, sans d'ailleurs y parvenir complètement (9).

Ces constatations nous conduisent à reconnaître l'existence de deux variétés de foules, la foule spontanée ou *agrégat fortuit*, née d'un fait imprévisible, et la foule provoquée ou *rassemblement volontaire* à l'apparition préméditée et déclenchée. Cette distinction ne concerne pas le phénomène collectif précédemment défini : les deux hypothèses supposent toujours un « fait de foule » ; elle n'est relative qu'aux modes de formation d'un groupe qui, une fois constitué, présente les mêmes caractères distinctifs.

(8) Paul POTTIER, *Psychologie des manifestations parisiennes*, in *Revue des Revues*, 1899.

(9) GARNIER-PAGES, *Histoire de la Révolution de 1848*, IV, 280.

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DE L'AGRÉGAT FORTUIT

Si la foule dite « spontanée » (1) surgit à l'improviste, sa formation est loin de se produire d'elle-même. Elle présuppose, en un lieu donné, l'existence antérieure d'un agglomérat d'individus à l'état d'esprit dispersé : gens circulant dans une rue, stationnant sur une place publique, etc... Toutes ces personnes vivent de pensées, d'opinions, de professions différentes et rien ne les dispose à se grouper. Mais survienne un fait extérieur quelconque qui les frappe, l'émotion ressentie de concert réveillera chez eux un même sentiment véhément : de cette communauté affective va naître le groupement en foule.

Pendant la Commune de Paris, à la suite d'une sortie des Fédérés, les troupes du Gouvernement victorieuses ramenèrent à Versailles un certain nombre de prisonniers. Le cortège, encadré de gendarmes, devait traverser toute la ville : il était environ quinze heures et les promeneurs déambulaient nombreux. « Un ins-

(1) Si nous avons qualifié de « spontanée » la foule formée par une agrégation fortuite, c'est seulement pour attirer l'attention sur le caractère imprévisible de son apparition et non pour la prétendre sans causes et sans substratum antérieur.

tant les badauds contemplent le défilé bouche bée, puis la grande huée « assassins, assassins » ; les autres spectateurs se sont instinctivement tassés. Tout-à-coup le premier geste s'accomplit. Une femme s'est détachée et vient de casser son ombrelle sur la tête d'un vieux : « Tiens bandit ». Alors dix, vingt, cent se précipitent avec des cris, des bravos, des insultes, des rires. La bourgeoise de Versailles, la grande dame exilée de Paris, la femme de fonctionnaire qui veut signaler le nom de son mari, la cocotte qui en est aux ambassadeurs, et qu'un clubman escorte, la fille qui simplement jouit de créper un chignon et que son cavalier excite, et les hommes, les vieux, les jeunes, gantés et monoclarés, que ces mains et ces visages irritent comme s'ils étaient d'une autre espèce... tout se rue, se précipite la canne ou l'ombrelle haute... Les hommes y vont du poing et de la canne, écrasent un nez, déchiquettent une oreille, arrachent une barbe, et après cela les faces seront meurtries, marbrées et sanglantes, mais les femmes savent pointer l'ombrelle ou simplement l'index tendu et crever un œil, et puis griffer à deux mains, les dix ongles sur une face et ramener des mains sanglantes quand on s'y prend comme il faut. Ce sont des chiens et rien n'est plus cruel qu'un chien de luxe. « Arrêtez-vous un peu » crie-t-on aux gendarmes. Parbleu ! Qu'on ait le temps de faire souffrir ! Les gendarmes font arrêter la colonne. Un vieux les remercie d'une voix qui tremble » (2). Un fait extérieur, le passage des prisonniers, a transformé cet inoffensif public de promeneurs en

(2) P. DOMINIQUE, *La Commune*, Paris 1930.

une foule cruelle, animée d'un même sentiment de vengeance.

Le moindre incident suffit à déclencher ces « turbulences » au sens étymologique du mot : à Milan, en 1847, pour ne pas fournir aux Autrichiens, alors maîtres de la ville, de nouvelles ressources financières, les Italiens avaient décidé de ne plus faire usage de tabac ; ils remirent en vigueur une ancienne ordonnance interdisant de fumer dans la rue. Quelques jours après un groupe d'officiers se promenait le cigare à la bouche : les passants ameutés au spectacle de cette « provocation intolérable » les huèrent et leur eussent fait un mauvais parti sans l'intervention de la force armée (3). De même, la simple arrivée d'ouvriers embauchés pour remplacer des grévistes, peut courroucer dans certains cas les petits attroupements pacifiques de compagnons réunis à l'entrée des usines et les amasser en une multitude unanime, prête à tous les excès.

Parfois, au contraire, malgré l'apparition d'un fait extérieur, le public ne réagit pas et ne se mute pas en foule. C'est ainsi qu'à la sortie de l'élection du Président LOUBET, à Versailles, quelques membres de la « Ligue des Patriotes » avaient organisé une manifestation anti-dreyfusarde. « Comme nous l'avions prévu, sans pouvoir l'éviter, les conjurés étaient munis de cartes d'accès ; des apostrophes grossièrement injurieuses saluèrent cette sortie et l'uniformité des cris nous prouva bien qu'il y avait eu concert préalable. Nous ne pûmes empêcher tout contact effectif des

(3) GARNIER-PAGES, *op. cit.*, I, 45.

manifestants avec la voiture ministérielle. On a dit que des immondices avaient été lancées à la tête du Président, c'est faux... Mais qu'ai-je entendu ! « Panama ! A bas le vendu ! Démission ! » *Et ces cris d'énergumènes dominaient de beaucoup les acclamations d'un public favorable à l'élu, plus nombreux, j'en suis sûr, mais dont les manifestations de sympathie n'avaient été ni préparées, ni disciplinées.* En France seules les minorités sont disciplinées » (4). Nous pensons plutôt que l'émotion ressentie par les spectateurs à la vue de cette démonstration intempestive n'avait pas été assez ardente pour les transformer en une foule capable de contrebalancer l'action d'une poignée de manifestants.

Aussi la mutation d'un agglomérat en une foule spontanée revêt-elle un caractère essentiellement fortuit. Si le fait extérieur est assez impressionnant pour créer chez les individus agglutinés un sentiment unanime, alors se forme la foule unie par et dans une communauté d'émotion et de passion. Pendant un instant, attérée et stupéfaite, elle se charge et se comprime dans l'attente, puis elle explose et, comme un seul être, se libère en mouvements, en cris, en actes; ceux qui possèdent le moins de contrôle sur leurs muscles et sur leur esprit font le premier pas; le reste suit, entraîné par la force invincible que crée le sentiment collectif du groupe.

(4) J. FRANCE, *Ligues et complots*, Paris 1931, p. 49.

CHAPITRE II

FORMATION DU RASSEMBLEMENT VOLONTAIRE

Cette communauté d'émotion, cette unanimité de la foule spontanée se retrouvent chez la foule provoquée. Le rassemblement volontaire peut être l'œuvre de tous les individus qui le composent, ou simplement d'une seule personne qui suscite le mouvement.

Quand, dans le premier cas, les hommes se groupent par l'effet d'un concert préalable, l'état de foule s'institue de prime abord et sans l'intervention d'un fait extérieur. Le type de cette foule se confond avec la « manifestation » à but politique, social ou religieux : c'est une sorte de succédané de la « réunion » prise dans son acception juridique ; elle s'en distingue par l'absence d'organisation, bureau, président, commissaires, etc... Telles furent, en Angleterre, les processions de délégués ouvriers qui vinrent, lors de la grande grève de 1821, déposer sur le bureau du Parlement des pétitions « couvertes de trois à cinq millions de signatures, si volumineuses qu'il fallut les couper par fragments pour qu'elles puissent entrer par la porte de la Chambre des Communes » (1) : dès

(1) L. REYBAUD, *Les agitations ouvrières*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 juin 1869.

le début de la manifestation, ces longues théories constituaient de véritables foules plus ou moins déréglées. Le meeting (2) lui-même, dont les membres cessent d'écouter l'orateur et passent à l'action, peut se convertir à l'instant même de public-auditeur en foule. « Le 24 juin 1855, premier dimanche de l'application du bill (3), 20.000 hommes se rassemblèrent à Hyde-Park, convoqués par voie de presse et d'affiches à un meeting. Après quelques tentatives d'orateurs pour haranguer le public, tentatives dispersées par la police, quelques voix crièrent : « A l'allée des «voitures» (c'était une allée de Hyde-Park où les voitures prenaient la file, comme il en était de même à Paris vers 1900 aux Champs-Élysées) et la foule suivit le cri. C'est là que le rassemblement se porta et se forma sur deux rangs. La première voiture qui apparut fut saluée d'une telle explosion de cris et de sifflets que les chevaux prirent peur et s'emportèrent : il en fut de même avec d'autres et les cris ne s'arrêtaient pas. Des voix menaçantes criaient « Allez à « l'église ! Ne faites pas travailler vos domestiques le

(2) Cf. P. NIKIFOROV, *La grève*, Paris 1931. L'auteur, ancien agitateur bolcheviste sous la Russie tsariste, note qu'un moyen très simple de créer de l'agitation et de paralyser la police moscovite consistait à lancer une foule, à l'issue d'un meeting révolutionnaire, en direction des principales places de la vieille capitale.

(3) J. LEMOINE, *Les émeutes du dimanche à Londres*, in *R. des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1885. Le bill dont il s'agit interdisait la vente des objets de consommation le dimanche après 9 heures du matin ; il avait été voté à la demande des puritains, partisans de l'observation stricte du dimanche, et à la requête des commerçants désireux de fermer boutique le même jour. Le peuple protesta contre cette mesure dans des meetings : il n'était payé que le samedi soir et n'avait pas le temps de faire ses provisions pour le dimanche.

« dimanche! A bas le bill! » Plusieurs personnes furent obligés de descendre de voiture et ces scènes se prolongèrent jusqu'à huit heures du soir, répandant dans la ville une inquiétude générale ».

Dans le second cas, une seule personne ou un petit nombre d'individus associés provoque en un lieu donné — rue, place, etc. — le rassemblement volontaire de gens préalablement dispersés à l'entour. C'est ainsi qu'à l'occasion du Premier Mai 1891 quelques aventuriers s'étaient donné rendez-vous à Rome dans l'intention de susciter une foule en tumulte et de lui faire commettre des crimes: ils réussirent dans leur entreprise et la journée fut marquée d'émeutes sanglantes (5). Le mécanisme de formation de la foule provoquée s'identifie, en cette hypothèse, avec celui de la foule spontanée, à une différence près: le fait extérieur qui a déterminé les individus à se grouper réside ici en l'action volontaire d'une ou de quelques personnes, au lieu d'être un événement purement fortuit et imprévu. Les agglomérats humains naturels — marchés, fêtes publiques, attroupements pour lire le courrier ou entendre les nouvelles, etc., — fournissent à ces agents provocateurs un terrain de prédilection. Créateurs de la foule, ceux-ci en deviendront les meneurs et nous les retrouverons sous cette dénomination dans les chapitres subséquents.

En résumé les modes de formation de la foule peuvent se schématiser dans le tableau suivant:

(5) S. SIGHELE, *Foule criminelle*, p. 160.

Foule	Etat des individus avant la formation du groupement	Causes immédiates de la formation du groupement
—	—	—
Spontanée (Agrégat fortuit)	Individus à l'état dispersé dans une rue, une place.	Un fait extérieur fortuit.
Provoquée (rassemblement volontaire)	1° Aucun individu sur le lieu de réunion avant cette dernière.	Convocations par voie d'affiches, de presse, etc..., en un lieu donné.
	2° Individus à l'état dispersé dans une rue, une place, etc.	Action directe d'un ou de plusieurs individus.

Dans tous les cas, la foule spontanée ou provoquée ne s'établit pas sans raison, sans but : ce dernier dans l'agrégat naît de l'émotion causée par le fait extérieur ; dans le rassemblement volontaire il est indiqué par les organisateurs de la manifestation ou par les individus qui ont créé le mouvement. Sans doute, à la naissance de la foule il existe relativement peu de personnes qui le connaissent : les autres s'amalgament « pour voir ». Mais bientôt à un cri, à un discours, la foule la plus hétérogène revêt par la divulgation du motif de la réunion un certain caractère d'homogénéité : elle n'a plus qu'une seule « âme » ; elle ne ressent plus qu'une seule émotion, elle ne donne plus qu'une seule note « dans la dissonnance de ses mille voix » (6). Et pourtant ce but commun ne préexistait

(6) S. SIGHELE, *Foule criminelle*, p. 157.

pas à l'assemblée (7) : les individus avant leur entrée dans la foule se comportaient de cent manières différentes ; par quel prodige l'unanimité a-t-elle pu se réaliser dans une telle masse ?

(7) Même au cas de rassemblement volontaire annoncé par voie de tracts ou d'affiches : le but précis de la manifestation n'y est en général pas indiqué : les organisateurs savent bien qu'il ne peut être fixé définitivement, suivant les dispositions de la foule, qu'au moment même de passer à l'action.

CHAPITRE III

L'UNANIMITÉ DE LA FOULE

Plusieurs théories prétendent pénétrer ce secret : elles ont dépensé des trésors d'ingéniosité pour expliquer comment une émotion, engendrée par un fait ou par un individu, gagne de proche en proche un ensemble de personnes jusqu'à les accorder pour une action commune.

A observer superficiellement ce phénomène, on est tenté d'y voir une application de la loi générale de l'*imitation* (1) : au milieu d'un rassemblement par exemple, un quidam lancerait une idée ; le groupe la recueillerait et l'adopterait pour copier l'inventeur du concept. Fidèle à cette doctrine dont il fut l'un des pionniers (2), G. TARDE écrivait dans un rapport au Congrès d'Anthropologie criminelle de 1893 : « Comment se forme une foule ? Par la vertu de quel miracle tant de gens se sont-ils solidarisés, agrégés en chaîne magnétique, poussent-ils les mêmes cris, courent-ils ensemble, agissent-ils de concert ? Par la vertu de la sympathie, source d'imitation et principe vital des corps sociaux ». Cette élucidation très simple d'un

(1) BORDIER, *La vie des Sociétés*, Paris 1888, p. 76.

(2) Cf. notamment son ouvrage sur *Les lois de l'Imitation*.

phénomène aussi complexe ne démontre pas grand chose. Nous avons déjà vu que des foules peuvent très bien se former sans intervention à leurs débuts d'un être quelconque ; en outre déduire l'unanimité de l'imitation revient presque à expliquer, avec les médecins de Molière, l'action de l'opium par sa « vertu soporifique ». C'est reporter un peu plus loin la discussion, car il reste toujours à prouver comment et pourquoi l'homme englobé dans la foule imite son semblable.

Afin d'explicitier à son tour cette notion d'imitation, on s'est rabattu sur le concept de *contagion mentale*. A proprement parler cette dernière expression sert à désigner la transmission d'une maladie mentale ou nerveuse par contact médiat (journal, livre) ou immédiat (vue, ouïe, etc...) (3). Certains psychologues ont employé ce terme en le rapprochant, à la suite de La Rochefoucault, du phénomène physique de propagation par résonnance. L'émotion dans une foule se transmettrait aux cerveaux des individus comme l'onde sonore à des résonnateurs appropriés pour la recevoir et l'amplifier, mais alors la contagion mentale ne semble différer de l'imitation que par son expression verbale.

Aussi d'autres philosophes l'ont assimilée à une cause dont, sans en tirer toutes les conclusions logiques, ils soupçonnaient la réalité et l'importance, le phénomène de *suggestion*. Dès 1884, dans un article de la *Revue Philosophique*, TARDE avait mis timidement en avant cette explication et toujours au Congrès

(3) Cf. DUMAS, *La contagion mentale*, in *Revue Philosophique*, 1911, p. 225.

d'Anthropologie criminelle de 1893, il observait incidemment que « c'est seulement quand l'unité est établie de la sorte (par l'imitation) dans une multitude que, par leur mutuel reflet, les sentiments unanimes croissent en intensité *dans le cœur de ceux à qui ils ont été suggérés* ». Cette constatation contenait en germe toute une évolution qui a confirmé le célèbre aphorisme de BERNHEIM: « Tout n'est pas dans la suggestion, mais la suggestion est dans tout » et principalement dans les mouvements de foule; elle donne la clef de leur formation et l'intelligence de leurs résultats.

A côté de la volonté et des formes élevées de l'esprit humain, il existe en effet une activité automatique normale (4) soumise à un déterminisme rigoureux. « On a constaté que l'intermédiaire du consentement volontaire (pour faire exécuter un acte par une autre personne) était inutile et disparaissait même entièrement: des individus subissaient une influence étrangère, obéissaient ponctuellement sans avoir consenti à obéir et sans savoir qu'ils obéissaient; on a donné le nom de suggestion à cette influence de l'homme sur un autre qui s'exerce sans l'intermédiaire du consentement volontaire » (5). L'hétéro-suggestion (6) consiste donc en un transfert de sensations, de représentations et surtout d'impulsions s'effectuant non en vertu de certaines raisons ou de certains mobiles,

(4) Par opposition à l'automatisme anormal: hypnotisme, somnambulisme. (Cf. BEAUDIN, *Manuel de Psychologie*, 6^e édit., p. 563 seq.)

(5) P. JANET, *L'automatisme psychologique*, Paris 1899.

(6) Qu'il ne faut pas confondre avec l'auto-suggestion, automatisme créé par une personne elle-même.

comme pour la persuasion, mais directement à la manière d'excitations. Or, cette transmission n'a lieu qu'au prix d'un rétrécissement du champ de la conscience : pour s'emparer de cette dernière, l'idée communiquée ne doit y être contredite par aucune autre représentation. « La suggestion ou l'abolition de la volonté personnelle s'expliquerait sans doute par une sorte d'amnésie. Au moment où les sujets s'abandonnent à la suggestion, ils ont tout oublié et ne peuvent se rappeler aucun souvenir opposé à l'idée qui envahit leur conscience » (7). Et de fait, comment s'ils n'avaient été frappés d'amnésie, les émeutiers de la Révolution eussent-ils pu assassiner le malheureux Réveillon, accusé d'avoir dit qu'un ménage d'ouvriers pouvait vivre avec quinze sous par jour. S'ils avaient été en possession de toutes leurs facultés mentales, ils auraient considéré que ce patron leur octroyait le double de cette somme et que, l'hiver précédent, malgré le chômage, il avait gardé tous ses compagnons au même prix (8). Mais la seule idée d'un raconter grotesque subsistait en leurs cerveaux vides et comme toute la puissance de crédulité dont ils disposaient était concentrée sur elle, cet état de monodéisme les détermina à l'impulsion homicide.

Lorsque nous faisons partie d'une foule, nous sentons peu à peu disparaître de notre esprit les concepts étrangers au but du rassemblement. Comme certains animaux, pour se dissimuler, se transforment suivant les milieux, nous prenons le ton, les allures, les façons

(7) RICHET, *L'homme et l'intelligence*, p. 236.

(8) TAINÉ, *Origines de la France contemporaine*, I, 36.

de parler et de sentir des personnes qui nous entourent. Grâce à ce mimétisme moral, joint à un conformisme que toute notre éducation a préparé, nous passons rapidement à l'état de *monoidéisme*: rares sont ceux qui peuvent y échapper. Comme on l'a fait justement remarquer (9), ce monoidéisme n'est d'ailleurs pas synonyme d'une seule idée, mais il admet une idée centrale avec ses dérivées.

Dans les foules spontanées, réunies à la suite d'un fait extérieur, seuls quelques individus ont pu ressentir directement l'émotion causée par cet événement. Les autres personnes qui composent l'agglomérat restent en état d'attention expectante: elles s'intéressent uniquement à l'agrégat et tout ce qui ne s'y rapporte pas disparaît du champ de leur conscience: elles sont toutes préparées pour la suggestion. Or, d'après William JAMES (10), « les changements corporels, qui sont considérés ordinairement comme l'expression d'une émotion, suivent directement la perception du fait qui en est la cause et la sensation de ces changements ou plutôt l'élément de sentiment qui l'accompagne, c'est l'émotion même ». Les quelques individus qui ont éprouvé l'émotion primitive en laissent apparaître les signes extérieurs; ceux-ci sont perçus par les gens groupés à l'entour. Etant donné le rétrécissement du champ de la conscience causé par le monoidéisme d'attention, cette perception, qui n'est autre chose qu'une représentation vive, reproduira chez ces derniers, par suggestion, les mêmes changements corpo-

(9) P. SOURIAU, *La suggestion dans l'art*, Paris 1893, p. 243.

(10) *Principles of Psychology*, II, 449.

rels. Ils ressentiront donc tous l'émotion qui selon l'hypothèse de W. JAMES, est en relation directe avec ces modifications matérielles. En définitive, c'est le « processus d'attention collective » (11) qui contribue à unifier la foule spontanée: il permet de réaliser le monoidéisme de la masse, donc de transférer par suggestion une seule émotion à tout un agrégat.

Si la formation de la foule a été provoquée, l'amalgamation est beaucoup moins complexe. Le rassemblement volontaire a été décidé dans un but déterminé: ce dernier, dès qu'il est connu des assistants, se transforme dans leur esprit en une représentation qui prend possession de la conscience et en exclut toute image non conforme: les sentiments et les volontés individuelles tendent vers un objet commun et créent l'unité du groupe.

Ainsi fondue en une seule masse, la foule, spontanée ou provoquée, est en mesure de recevoir les chefs qui la pousseront à l'action.

(11) PARK, *Masse und Publikum*, Berlin 1904.

CHAPITRE IV

LES MENEURS

On a parfois contesté l'existence de ces chefs à la tête des foules, surtout des foules spontanées; en Russie, vers la fin du siècle dernier, des paysans s'étaient soulevés, à la suite d'une famine, pour commettre toutes sortes de dépravations: le mouvement était essentiellement populaire et ses meneurs semblaient invisibles: d'éminents savants en avaient conclu que la présence de ces personnages n'était nullement nécessaire à de tels groupements.

En réalité les meneurs sont plus ou moins apparents, mais ils restent indispensables pour donner l'impulsion stimulante aux agrégats comme aux rassemblements volontaires. Lorsqu'il ne s'en révèle pas la foule mort-née doit se disperser sans être passée à l'action. Si dans sa lutte contre le Gouvernement régulier la Commune de Paris a été finalement vaincue, c'est que le groupe des émeutiers, rassemblé au hasard, n'a cessé de tourner sur place et d'attendre toujours, faute de chefs pour le conduire à Versailles: lors d'une sortie sur cette ville, une véritable horde de 10.000 individus, sans conducteur, fut tenue en échec à Meu-

don par quelques gendarmes retranchés dans une maison fortifiée (1). Il faut donc poser en principe que les meneurs existent dans toute foule apte à l'action : pour mettre en doute leur présence, il faut les confondre avec les instigateurs (publicistes, hommes politiques, etc.), qui, eux, se tiennent à l'écart du mouvement et pour cette raison sont étrangers à la foule spontanée.

Ces derniers sont de froids calculateurs intéressés aux perturbations qu'ils déclenchent. A l'inverse les meneurs sont avant tout des émotifs : ils s'imposent à la foule par leur passion vive et impétueuse et « projettent l'ombre énorme de leur psyché sur l'amorphisme des menés, les fascinent par le charme le plus grand qu'un homme puisse exercer » (2). Dans le milieu de *fermentation psychologique* où ils sont placés, ils se révèlent comme des êtres maladifs et anormaux, des personnalités psychiques profondément malades ; mêlés aux agrégats fortuits on rencontre souvent de véritables fous qui en temps normal détonneraient dans la société et seraient enfermés. Les meneurs des rassemblements volontaires se classent en élus désignés antérieurement et en personnes choisies parce qu'elles se sont révélées au cours de l'action. Désintéressés ou agents provocateurs, ils ne se recrutent pas ordinairement dans l'élite morale ou intellectuelle des hommes supérieurs : l'énergie de la volonté doit jouer dans l'entraînement des foules un rôle plus considérable que la capacité et la vigueur de l'intelli-

(1) P. DOMINIQUE, *op. cit.*, p. 100.

(2) P. ROSSI, *Les suggesteurs et la foule*, chap. premier.

gence. Il s'y joint aussi probablement « quelque action physique inanalysable, exercée par des particularités de traits, de la physionomie, de la constitution corporelle. Il se peut qu'elle se rattache par un invisible lien à la sexualité » (3).

Le meneur peut agir pour son propre compte, mais souvent il relève d'un parti, d'une caste ou d'une secte. Par exemple, pendant la Révolution de 1830, la foule fut souvent encadrée par des Polytechniciens échappés de leur école; en Espagne, au XIX^e siècle comme de nos jours, nombre de révolutions ont été l'œuvre d'officiers et de soldats traînant la masse à leur suite (4). Plus d'un mouvement grégaire, pendant les grèves contemporaines, a eu pour promoteur l'un de ces militants socialistes que M. Gabriel DEVILLE, lui-même d'opinion identiques, dépeignait en ces termes (5): « La théorie des syndicats révolutionnaires est la même que celle de l'absolutisme divin ou éclairé. Les militants se considèrent comme supérieurs à la masse et arrivent à constituer une aristocratie, avec tous les défauts inhérents à cette classe. Ils veulent conduire par la lisière les travailleurs dans leur intérêt et n'attendent pas qu'ils s'affranchissent eux-mêmes. La minorité s'attribue le devoir d'imposer à la majorité un bonheur à sa façon ». La foule peut posséder un ou plusieurs meneurs; parfois une véritable bande professionnelle s'empare du rassemblement et le galvanise: le chef de la horde à ce moment

(3) TARDE, *L'opinion et la foule*.

(4) Ch. DE MAZADE, *La révolution de 1834 et l'Espagne*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 juin 1855.

(5) In *Sozialistische Monatshefte*, janvier 1905.

fait figure de meneur au second degré: il dirige une bande qui à son tour conduit le groupe.

Cette conduite, qui peut être fort difficile en fait, s'exerce par des moyens très simples: ils consistent essentiellement à suggérer à la foule en état de monoidéisme l'idée d'une action en rapport avec le motif qui l'a réunie et unifiée: « Quand une fois on a trouvé le moyen de prendre la multitude par l'appât de la liberté, elle suit en aveugle, pourvu qu'elle en entende le nom » (6). La méthode ne varie guère: le meneur procède par affirmations simples, sans raisonnements; il n'a pas crainte, par la répétition inlassable, d'enfoncer cette pensée dans le crâne de ses auditeurs. Il possède un remarquable pouvoir d'évocation qu'il mettra à profit: parfois d'un seul geste, il déclenchera un mouvement irrésistible. Un chef royaliste d'Action française déclarait au cours d'un interrogatoire: « Ce qui fait qu'on me suit, c'est que je marche en tête et qu'on me trouve toujours là où il y a le plus de coups à recevoir » (7). Le meilleur moyen de déchaîner la conviction, c'est toujours de prêcher d'exemple.

L'idée, une fois imposée par le meneur et acceptée par la masse, va se transformer en acte grâce encore au mécanisme de la suggestion: ce phénomène ne comporte pas seulement le transfert de représentations que nous avons envisagé jusqu'ici et qui a permis la formation de l'agrégat fortuit; il renferme aussi une deuxième phase de réalisation subconsciente que

(6) BOSSUET, *Oraison funèbre de la Reine d'Angleterre*.

(7) J. FRANCE, *op. cit.*, p. 240.

nous allons trouver à l'œuvre. Toute idée enrobée d'une forte émotion, sur laquelle l'attention spontanée s'est auparavant concentrée, a les plus grandes chances de s'extérioriser en actes si on la suggère à un individu en état de monoidéisme. Cette réalisation se produit à la façon d'un réflexe : le subconscient entre en jeu et se charge de l'accomplissement de cette action idéo-motrice. L'automatisme qu'il met en œuvre est exactement semblable à l'action instinctive des animaux : comme pour celle-ci, on observe au début du processus l'intervention d'une représentation déclenchant les réflexes moteurs de l'action extérieure et les réflexes organiques de l'émotion qui concourt par sa dynamogénie à cette action. « La suggestion est une force au sens scientifique du mot ; c'est la mise en mouvement du pouvoir idéo-réflexe qui est en chacun de nous » (8). Le meneur à qui revient le dangereux honneur de donner l'impulsion à cette force joue donc un rôle éminent, non pas dans la formation, mais dans les actes de la foule. « Dans les séditions populaires, un homme qui saura ménager avec art les esprits de la populace irritée, lui fera aisément tourner sa fureur contre ceux auxquels on s'attendait le moins » (9).

Malgré son importance, sa royauté n'en est pas moins très éphémère : le conducteur n'est écouté que si ses discours et ses ordres se cantonnent autour de l'idée qui a fait naître et prospérer la foule, idée le plus souvent bercée d'espoir irréalisable ; aussi son

(8) BEAUDOIN, *Suggestion et auto-suggestion*, Paris 1919, p. 15.

(9) BOSSUET, *Deuxième sermon sur la Nativité de la Sainte Vierge*.

prestige, renforcé parfois quelque temps par le succès, est-il très difficile à maintenir : les meneurs succèdent aux meneurs avec une facilité déconcertante, témoin l'aventure qui advint au Roi d'Angleterre, Richard II, pendant la révolution des Jacques. Au cours d'une entrevue qu'il avait en présence de la foule avec le principal chef des mutinés, Wat TYLER, le lord-maire de Londres, impétueux et bouillant, abattit le meneur d'un coup d'épée. La masse, consternée et stupéfaite, criait : « Notre capitaine ! On a tué notre capitaine ». Le jeune roi, qui se trouvait aux côtés du lord-maire, s'avançant leur dit : « Votre capitaine, c'est moi votre Roi. Allons suivez votre capitaine ! » et il les entraîna à sa suite loin de Londres : la révolte était terminée. Les meneurs sont très souvent les élus de la foule sans cérémonie de vote et ils sont choisis parce qu'ils incarnent ses besoins et ses chimériques désirs. Comment s'étonner, dans ces conditions, que la foule suggestionne à son tour son conducteur, qu'elle réagisse sur lui, qu'elle le dépasse, qu'elle le résorbe, qu'elle semble alors acéphale ? par réciprocité d'influence, le meneur vit devant elle dans un état second « dû à l'alternative, à la contradiction ou à la succession d'états de conscience qui naissent au contact de la foule. de sorte qu'il est en même temps suggesteur et fasciné » (10). Le meneur, après avoir été l'entraîneur devient la victime du grouillement confus d'individus, du bouillonnement indistinct et mêlé qu'il a su électriser.

(10) Rossi, *Les suggesteurs et la foule*.

CHAPITRE V

LES MENÉS

Le troupeau qu'il guide présente en effet une composition assez hétéroclite : il s'y coudoie des individus de toutes classes, de toutes conditions, de tout niveau intellectuel ou moral. Par exemple, à côté de gardes nationaux, de boutiquiers, d'employés, de gens d'ordre incorporés aux foules de la Commune, figuraient « des ouvriers, les excellents et les pires, des déclassés, des réfractaires, tous ceux qu'avaient attirés la prospérité du règne, les grands travaux d'HAUSSMAN et qui à eux seuls étaient toute une population » (1). Le délinquant de droit commun et l'honnête homme appelé à une vie paisible et sans tache peuvent concourir au même acte collectif, le vieillard chargé d'expérience et l'éphèbe débordant de fougue et d'illusions, l'homme réfléchi et pondéré et la femme primesautière et passionnée, l'idiot au cerveau vide et le spéculatif dont la pensée recule les horizons de l'idéal et de la science, l'ivrogne et le prohibitionniste, l'ascète et le sybarite, le truand et le paladin ; s'il faut en croire BARBIER, pendant les journées de 1830.

(1) P. et V. MARGUERITE, *La Commune*.

« ... *A travers la mitraille*
Et sous le sabre détesté
La grande populace et la sainte canaille
Se ruaient à l'immortalité » (2).

Malgré cette étrange bigarrure, la foule, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, se fond en une seule masse par la vertu de la suggestion. Encore faut-il que les individus groupés puissent se prêter à la réalisation de ce phénomène. Or, un certain nombre de psychologues ont prétendu que, même placés dans ce milieu favorable, les personnes en général n'étaient pas très suggestibles. Cette affirmation ne peut provenir que d'une confusion dans l'analyse psychologique de l'hétéro-suggestion. Cette dernière se scinde en deux phases bien distinctes :

1° L'acceptation : une idée proposée par le meneur est acceptée par l'individu dans la foule ;

2° La suggestion proprement dite ou processus idéo-réflexe : l'idée acceptée se transforme en la réalité correspondante et engendre l'acte.

Les individus qui acceptent subconsciemment l'idée suggérée par le meneur rentrent dans la catégorie des menés : les docteurs FOREL et VOGT les estiment à 97 % des gens, les 3 % de reste constituant les arriérés et les gens d'une culture intellectuelle élevée, mais dont l'esprit volage est incapable de se fixer pendant quelques instants sur une seule idée.

Au contraire les personnes chez qui le concept proposé par le meneur se transforme en acte sont plus

(2) BARBIER, *Iambes, La Curée*.

que des menés : ils deviennent des exécutants, beaucoup moins nombreux que les simples participants à la foule. Leur suggestibilité est nettement pathologique : ce sont la plupart du temps des dégénérés, repris de justice, dépravés, gens à la volonté faible et à l'imagination dévergondée, abouliques ou alcooliques invétérés.

L'*acceptivité* des membres d'une foule, à l'inverse, constitue un phénomène très normal et nullement morbide : c'est elle qui contribue à faire des menés une masse compacte, à l'idée et aux sentiments bien déterminés.

CHAPITRE VI

LES IDÉES ET LES SENTIMENTS DES FOULES

Ces idées et ces sentiments des foules diffèrent de ceux qui peuvent mouvoir individuellement leurs membres. Fort de cette constatation, SIGHELE (1) a cru devoir élever un véhément réquisitoire contre le fameux principe de SPENCER: « Les caractères de l'agrégat sont déterminés par les caractères des unités qui le composent » (2) et jeter sur ces critiques les fondements d'une nouvelle science. Cette loi, d'après lui, trouverait une adaptation parfaite aux masses organiques et homogènes comme les sectes et les castes, mais appliquée aux masses hétérogènes et inorganiques comme les foules, elle se révélerait insuffisante et fausse: entre la sociologie qui s'occupe des premières et la psychologie individuelle, il y aurait place pour une psychologie dite « collective » consacrée à l'étude des secondes. En réalité SPENCER a voulu dire, — et on peut le vérifier aisément en n'isolant pas la phrase de son contexte, — non pas qu'il existait une identité ou même une similitude nécessaire entre les caractères d'un agrégat et ceux des

(1) SIGHELE, *Foule criminelle*, p. 19.

(2) SPENCER, *Introduction à la science sociale*, 1903, p. 51.

unités qui le forment, mais seulement une *relation constante*. Et de fait, la composition de la foule a une influence très nette sur ses idées et ses sentiments : malgré quelques variations d'intensité, ceux-ci restent cependant en général les mêmes pour toutes les foules : inintelligence et sensibilité exaspérée jusqu'à la folie.

De prime abord, l'observateur le moins averti est frappé du niveau singulièrement bas où est reléguée l'intelligence des foules. La constatation n'est pas neuve et M^{me} ROLAND l'a condensée en une pittoresque maxime : « Quand les hommes s'assemblent, leurs oreilles s'allongent ». Toute collectivité composée d'individus de qualités intellectuelles moyennes donne un résultat bien médiocre : *Senatores boni viri, Senatus autem mala bestia*. A ce point de vue, les foules semblent arrivées au dernier stade de rétrogradation ; à l'inverse des sectes, dont les actes révèlent parfois une criminalité perfide et froidement préméditée, elles ne mitigent jamais leurs violences de quelque astuce. Les idées qui les mènent sont très simples, simplistes même : elles consistent en mythes créés par l'idéologie fumeuse de quelques meneurs ou instigateurs, tels que, sous la Révolution, la phobie de l'« aristocrate », de l'« ennemi du peuple » ou de nos jours, l'épouvantail du « fascisme » ou des « soviets ». Une fois ancrées dans la foule, enracinées dans la conscience de ses membres, ces idées disparaissent difficilement : en l'absence de tout sens critique, elles servent de paravent pour faire exécuter d'inqualifiables actions : que de foules n'a-t-on pas vu, dans les révolutions

françaises, égorger au nom de la liberté et de la fraternité !

En complément de cette indigence intellectuelle, la foule manque d'imagination : routinière au plus haut point, toutes ses manifestations se ressemblent, les cris qu'elle pousse se résument en deux formules : « Vive » ou « A bas » quelqu'un ou quelque chose, enfin nous verrons que ses actes n'offrent guère de variété. Le meneur doit penser, prévoir, diriger pour elle, aussi est-il vraiment son souverain et la mène-t-il à sa guide. Les mêmes groupes d'individus conduits par deux meneurs différents pourront successivement présenter des tendances opposées et cette particularité élucide l'extrême versatilité de la foule. « Railleuse et rieuse, douloureuse, crédule, injurieuse, criminelle, féroce, la foule de Mars 1871 sera tout cela ; tour à tour et plus ou moins à l'aller des jours, tantôt l'un des caractères ressortira, tantôt l'autre ; tour à tour et plus ou moins, elle sera patriote, internationaliste, républicaine, communaliste, anti-provinciale, anti-sociale ; d'abord surtout patriote et républicaine, vers la fin surtout internationaliste, communaliste et délibérément féroce » (3). Elle est changeante et prompte aux revirements, suivant l'influence du moment ; pour elle la Roche Tarpeienne n'est pas loin du Capitole : la foule qui se pressait autour de Ponce-Pilate pour exiger la mort du Christ avait, nous rapporte l'Evangile, huit jours auparavant acclamé sa victime et lui avait fait une ovation déli-

(3) Ch. BENOIST, *Les hommes de la Guerre et de la Commune*, in *R. des Deux-Mondes*, 1904, p. 689.

rante à l'entrée de Jérusalem. Dénuées d'intelligence, les foules agissent uniquement par instinct, à la manière de bêtes impulsives et maniaques, un peu puériles parfois. L'individu intégré dans ces groupes a subi un véritable « *décloisonnement* » (4) : il a perdu ses habitudes, ses coutumes, ses contrats, tout ce qui le portait à juger et à réfléchir : il ne lui reste plus que les éléments dynamiques, les élans et les émotions organiques résultant de la fusion des corps.

Incapable de formuler un *credo* qu'elle reçoit tout entier du meneur, la foule peut fort bien sinon inventer du moins modifier une consigne, sous le coup d'associations de réflexes : souvent les chefs de file sont ainsi débordés et entraînés bien au delà de ce qu'ils auraient voulu dès qu'ils appellent la foule à l'action : « c'est l'histoire de tous les mouvements populaires depuis les Jacqueries jusqu'aux grèves les plus récentes » (5).

Comment expliquer cette infériorité intellectuelle de la masse ? Max NORDAN (6) en a donné une savante démonstration : « Tous les hommes ont une valeur commune, identique que nous supposons égale à x , valeur augmentée d'une autre valeur différente pour chaque individu appelée a , b , c , d , etc... Dans une assemblée de vingt hommes, tous des génies, on aurait vingt x et seulement un a , un b , un c , un d , etc., et nécessairement les vingt x vaincraient les a , b , c , d .

(4) Cf. DUPRIEL, *Y a-t-il une foule diffuse*, in *Compte Rendu Centre international de Synthèse*, 1934.

(5) RUYSSSEN, *Essai sur l'évolution psychologique du jugement*, p. 310, note.

(6) M. NORDAN, *Paradoxes*, ch. III.

isolés, c'est-à-dire que l'essence humaine vaincrait la personnalité individuelle ». Plus simplement il est permis de penser, à la lumière des faits, que le monodéisme de la foule n'est pas étranger à cette atrophie et que l'affinité entre les êtres se réalise non par l'intelligence, mais par la sensibilité (7), extrêmement active dans ce groupe. Cette dernière est une faculté primordiale de la vie, un attribut de l'organisme plus essentiel que la première. « Aussi est-ce d'après les tempéraments et les passions que les hommes se groupent et non d'après leur capacité intellectuelle, et dans les foules, l'intelligence ne jouant plus son rôle prépondérant, le sentiment grandit démesurément, envahit tout l'être et en dirige les mouvements » (8). La foule vit ses émotions, et Diderot en avait déjà fait la remarque : « Il est de la nature de tout enthousiasme de se communiquer et de s'accroître par le nombre des enthousiastes. Les hommes ont alors une action réciproque les uns sur les autres par l'image qu'ils offrent tous de la passion dont chacun d'eux est transporté ; de là cette joie insensée de nos fêtes publiques, la fureur de nos émeutes populaires, et les effets surprenants de la musique chez les Anciens » (9).

(7) LA BRUYÈRE semble n'avoir eu en vue que le primauté de l'intelligence individuelle lorsqu'il écrit : « Pensant à la contrariété des esprits, des goûts et des sentiments, je suis étonné de voir sept ou huit personnes se rassembler sous un même toit » (*Caractères*, XI). — Il est vrai qu'il s'est réfuté d'avance en admettant le rôle essentiel de la sensibilité : « Le cœur seul concilie les choses contraires et admet les incompatibles » (*Caractères*, IV, 119).

(8) A. ABBO, *Les crimes des foules*, Menton 1910, p. 57.

(9) DIDEROT, *Lettre sur les sourds-muets*, p. 409.

La foule éprouve tout d'abord le sentiment de sa puissance : l'individu s'est toujours estimé en sécurité perdu au milieu de la foule et la force que donne le nombre commande la plupart du temps les rassemblements volontaires ; la « descente dans la rue » demeure l'argument suprême de tous les partis politiques, l'épée de Damoclès suspendue au-dessus des gouvernements établis. Sûr de l'impunité, l'homme noyé dans la masse peut donner libre cours à ses mauvais penchants ; là encore plus qu'ailleurs la force prime le droit. L'énorme potentiel de cette avalanche apocalyptique, de ce *rouleau compresseur* que constitue une foule en mouvement a fourni aux romanciers de magnifiques fresques dont nous ne saurions résister au plaisir de citer un fragment : « Dehors le chant des revisionnistes se fit entendre. Ce devint vite la rumeur d'une foule. Des pas nombreux et réguliers s'avancèrent avec un bruit de pluie. Contre les parois de verre de la boutique, la course des sergents de ville franchit la rue... et puis une bande de gamins éparpillés, la foule enfin, la foule hurlante et marine, aux ondes aveugles. Tout s'engouffrait, tumultueux et rythmique, vers la nuit voisine. La croupe du flot battait la devanture de verre, s'éclairant au passage avec les cottes bleues des hommes, les blouses, les feutres en bataille, les yeux de lueurs dans l'écume blême des visages » (10).

Ce sentiment de puissance s'allie pourtant à une certaine lâcheté : « Dans la rue les hommes rassemblés sont lâches ; l'intensité des sentiments bas est en raison directe du nombre de ceux qui les éprouvent en

(10) P. ADAM, *Le mystère des foules*, Paris 1895.

commun » (11). La couardise des foules se manifeste surtout à l'égard de masses plus homogènes et mieux organisées qu'elles: garde mobile, gendarmerie ou troupe. Que de fois la force publique chargée de disperser un rassemblement n'a-t-elle pas été accueillie aux cris de « Vive l'armée ! » ou « La police avec nous ! » Les membres d'une foule sont unis par un lien assez fragile, la communauté de but; dès que la réalisation de ce dernier semble rencontrer quelque résistance, l'enchantement tombe: lorsque la force armée doit faire les sommations réglementaires, ce n'est plus que flottement suivi souvent de la débandade. L'emballement collectif d'une foule relève de la sensibilité, au contraire le calme et la froide résolution d'une secte ou d'une bande puise ses racines dans l'intelligence et la volonté.

La foule est donc une « grande passionnée », mais même au paroxysme de ses fureurs, elle se croit une mission de justicière: quand elle se livre à des accès odieux, elle n'a pas conscience de commettre crimes sur crimes; si elle lynche un malheureux, c'est qu'elle suppose que l'impunité va lui être assurée. Pour expliquer et justifier ces exécutions sommaires, M. DE LA GRASSERIE a fait observer que la justice sociale a d'abord été réalisée par la victime aidée de la famille, puis par la société (12): la foule occuperait une place intermédiaire entre ces deux juridictions. Il ne peut croyons-nous, être question dans une nation civilisée

(11) L. ANDRIEUX, *La Commune à Lyon*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 août 1905.

(12) *Des sciences intermédiaires entre la psychologie et la sociologie*, in *Annales de l'Institut international de Sociologie*, 1903, t. X.

de légitimer la vendetta ou le droit de justice que s'arroge la masse. L'examen de la culpabilité d'un individu est affaire de réflexion et de calme : il est déjà suffisamment soumis aux influences du moment quand il émane d'un jury, corps relativement organisé et hiérarchisé : que devient-il dans un groupe gouverné par ses seuls instincts, sans contre-poids modérateur ? Qu'elle ait cru ou non rendre justice, la foule a toujours eu l'intention de commettre un acte répréhensible : seul le mobile qui l'y a déterminé était honorable et la peine encourue pour cette infraction mérite une atténuation, non une absolution.

En corrélation étroite avec ce sentiment de justice, la foule possède la plupart du temps une notion très nette de l'honnêteté. Pendant la Révolution de 1848, à l'Hôtel de Ville, elle détruisit sans les piller les appartements du préfet, mais respecta les bureaux et la caisse. Elle voulait mettre le feu à la Bibliothèque lorsque le concierge intervint en ces termes : « Qu'allez-vous faire ? Ce sont là vos livres à vous, au peuple, que vous pouvez lire quand vous le voulez ». Aussitôt un ouvrier écrivit sur la porte : « Respect aux sciences et aux arts ». Sur le vu de cette inscription naïve et grandiloquente, la bibliothèque fut épargnée (13). Un vieil instinct d'honnêteté subsiste au

(13) GARNIER-PAGES, *op. cit.*, p. 104, t. V.

Le 29 juillet 1830, la caserne de gendarmerie du faubourg Saint-Martin est envahie et mise à sac : « La foule brûle en feu de joie tous les habits et le mobilier : on jette au feu même les bijoux, les montres et l'argent. On se montre un homme du peuple drapé dans un châle, que les femmes alentour disent valoir trois mille francs comme un sou et qui s'est donné pour tâche d'attiser le feu. Il brûle le châle au bout d'une pique et naturellement tout le monde le regarde ; on

sein de toute foule, même quand sa sensibilité, se portant sur des espérances excessives et funestes, dégénère en enthousiasmes irréflechis et en furieux débordements.

Suivant la célèbre loi d'Espinas, l'intensité d'une émotion croît en proportion directe du nombre de personnes qui la partagent dans le même temps et dans le même lieu. Il peut se produire, sous l'emprise de cette émotivité exaspérée, une véritable « *folie grégaire* » (15) caractéristique : la foule a perdu le contrôle de ses actes : elle massacrerait tout, jusqu'à ses propres membres. Pendant la Jacquerie d'Angleterre, la foule mit le feu au Savoy, résidence du duc de Lancastre, quoiqu'une trentaine de buveurs fût restée ivre-morts dans les caves : « ils se réveillèrent enfouis sous les décombres en flammes. On les entendit longtemps pousser des cris d'appel, puis le silence se fit sur leur tombe » (16). Plus près de nous, le 14 février 1831, anniversaire de la mort du duc de Berry, les Carlistes avaient fait célébrer une messe à Saint-Germain-l'Auxerrois. Outrée de ce qu'elle regardait comme une provocation, la populace s'en prit à l'église et la dévasta ; parvenus devant Notre-Dame, des gens étaient montés sur les combles « afin de pouvoir accrocher une corde à la croix. Le peuple en bas tirait sur

remarque alors qu'il a de bien grosses cuisses, on y va voir de plus près et on constate qu'il a mis quatre pantalons de gendarmes l'un sur l'autre. En un clin d'œil il est empoigné, déshabillé, ses effets jetés au feu et il reste là tout confit, en bannière, au milieu d'une ronde d'enfants qui le traitent de voleur » (GIRARD, *op. cit.*, p. 167).

(15) DUMAS, *La contagion mentale*, in *Revue philosophique*, 1911, p. 225 et 384.

(16) LEFÈVRE-PORTALIS, *op. cit.*

la corde pour tâcher de la renverser. Cette opération était accompagnée de cris épouvantables, mais cette immense croix ne cédait point, malgré la violence avec laquelle on la tirait, et ce fut bien heureux car, si elle était tombée, elle eut écrasé au moins une cinquantaine de personnes » (17). Cette aliénation collective englobe d'ailleurs la folie grégaire proprement dite et les troubles mentaux ou nerveux qui peuvent se produire chez les membres moins résistants d'une foule. La première forme de démence, commune à tous les menés, naît de la participation de chacun à un même état irréfléchi de fureur, de crédulité ou de terreur; la deuxième se caractérise par des états individuels de délire ou de convulsions: c'est parmi les personnes rentrant dans cette catégorie que se recrutent plus spécialement les exécutants du groupe. Ces phénomènes de détraquement mental proviennent avant tout d'une émotivité exagérée.

Or, cette sensibilité — nous retrouvons au passage le principe de SPENCER — est variable suivant la composition de la masse: les femmes en excitant les hommes, les jeunes gens, par leur fougue et leur ardeur, contribuent à l'augmenter; les fous, que la multitude déchaînée libère souvent de leurs asiles, ne manquent pas de l'attiser. Enfin la présence d'individus issus des bas-fonds sociaux et remontant à la surface aux jours troubles, souteneurs, flâneurs, vagabonds, aventuriers, gens louches de tout accabit, exaspère l'énervement naturel de la foule et la porte aux

(17) *Journal du comte R. Apponyi*, in *R. des Deux-Mondes* du 15 octobre 1912.

pires actions : « Une multitude de bonnes gens pourra se pervertir, mais elle n'atteindra jamais le degré de perversion d'une multitude dont une partie est formée de méchants » (18). Dans ces conditions, quels vont être les actes de la masse ? Le monoidéisme a singulièrement rétréci le champ de conscience des personnes qui la composent ; ses faits et gestes se résumeront en des réactions aussi brutales que simples, à la manière de réflexes inconscients. D'autre part les individus sont, de par nature, prédisposés au mal plutôt qu'au bien. Quoique l'éducation ait policé les mœurs et réfréné les appétits, la névrose homicide atavique se traduit encore chez l'homme civilisé par mille détails : lecture de journaux spécialisés dans les crimes, assistance aux courses de taureaux, aux combats de coqs, voire même aux matchs de boxe, plaisir de la chasse et de la pêche. La soif de sang n'est pas due seulement à une perversion de l'intelligence, mais, comme l'a démontré LOMBROSO (19), elle est physiologique et congénitale. Au moyen âge, la torture surclassait les spectacles de choix : « C'était le Carnaval ; on s'amusait, on s'étouffait aux potences, aux bûchers. L'assistance dirigeait et réglait elle-même les exécutions. Elle ne souffrait plus qu'on étranglât d'abord ceux qu'on devait brûler. Il lui fallait le spectacle au complet, les cris, les larmes et les grimaces de douleur, les furieuses contorsions. Beaucoup de magistrats répugnèrent dès lors à condamner, les supplices devenant des fêtes, le bûcher un théâtre, les tor-

(18) P. SIGHELE, *op. cit.*, p. 123.

(19) LOMBROSO, *Il homo delinquente*, p. 115 seq.

tures une farce que l'assistance insatiable demandait et redemandait » (20). De nos jours, malgré l'heure matinale de la cérémonie, les exécutions capitales ne sont-elles pas suivies par un public nombreux et bien décidé à ne perdre aucun détail de l'opération? A l'état normal, les mauvais instincts qui sommeillent au fond de nous sont *refoulés* (21) dans la conscience par des traditions de civilisation millénaire. Au contraire, dans la foule, les meilleures dispositions s'éli-
dent : elles sont reléguées à l'arrière plan, « l'inconscient exaspéré cherche à réaliser ses pires tendances en dehors de la conscience par des explosions involontaires (22) ». Les résultats auxquels il aboutit sont le plus souvent désastreux.

(20) MICHELET, *Histoire de France*, IX, 123.

(21) Cf. FREUND, *Massen psychologie und Ichanalyse*.

(22) Docteurs LAFARGUE et ALLENDY, *La psychanalyse et les névroses*, Paris 1924.

CHAPITRE VII

LES ACTES DE LA FOULE

Comme il était facile de le prévoir, les actes de la foule ne brillent pas par leur originalité : à la fois simples et regrettables, ils s'accomplissent par l'intermédiaire d'individus qui isolément eussent été incapables de les perpétrer. Ces extériorisations de la sensibilité collective peuvent se subdiviser en deux grandes classes : les exhibitions dites pacifiques qui heureusement restent les plus nombreuses, et les démonstrations entachées de violences contre les choses ou contre les personnes.

Si l'agrégat commet la plupart du temps des crimes et des délits, il s'en faut de beaucoup que de son côté le rassemblement volontaire accomplisse toujours des dévastations. Les foules réunies à l'occasion d'une fête, d'un pèlerinage, d'un deuil et dans certains cas, de « *revendications* » politiques ou sociales, sont relativement calmes. Celà tient à ce qu'elles sont composées d'honnêtes gens et que, du moins pour quelques manifestations ouvrières ou « *estudiantines* », elles sont dirigées par des meneurs « de la profession et non de profession » (1). Leurs actes inoffensifs sont

(1) TARDE, *L'opinion et la foule*.

d'une uniformité décourageante : elles ont le culte des cris et des chants, des hurlements et des gesticulations, la manie des cortèges, des défilés et des processions, la passion des remises de pétitions aux autorités compétentes. Parfois leurs démonstrations revêtent un caractère morbide ; les promenades de cadavres par exemple ont été à l'honneur dans les différentes Révolutions françaises : c'est ainsi que, dans la soirée du 22 février 1848, un groupe d'hommes ramasse les corps des victimes d'une salve d'infanterie, les met sur un chariot et les promène le long des boulevards, tandis que quatre énergumènes montés sur les côtés du véhicule crient en secouant leurs torches : « Chapeau bas, citoyens. Vengeance ! Aux armes ! Vengeance ! » (2). Une scène analogue s'était déjà déroulée au début du soulèvement de 1830. Enfin, pour en terminer avec les agissements « pacifiques » des foules, signalons leur empressement, dès qu'elles se croient maîtresses de la situation, à délivrer les prisonniers politiques ou de droit commun ; elles n'hésitent pas à pratiquer des escalades pour libérer les captifs, comme ce fut le cas pendant la Révolution de 1848, au poste de garde de Bonne-Nouvelle à Paris (3).

Tous ces divers actes ne sont pas en général bien dangereux et si les foules s'y cantonnaient, point ne serait besoin d'édicter contre elles tout un système de pénalités. Malheureusement à côté de ces démonstrations sans grandes conséquences, la même masse peut

(2) SOULIÉ, *Les journées de février 1848*, Paris 1929.

(3) GARNIER-PAGES, *op. cit.*, IV, 362.

être entraînée à la commission d'exploits déshonorants. Ces violences contre les choses ou contre les personnes rentrent dans l'apanage ordinaire des agrégats, car l'émotion engendrée par le fait extérieur est puissante et la réaction extrêmement brutale. Mais la multitude rassemblée dans le but le plus pacifique est capable, sous l'empire d'une suggestion réciproque jointe à l'exaltation de la sensibilité, d'en arriver aux pires excès. Les destructions ne se comptent plus sur le passage d'une foule tant soit peu excitée. Nous retrouvons toujours la même indigence d'imagination : la masse s'en prend à peu près uniquement aux réverbères qu'elle brise, aux vitres qu'elle fait voler en éclats, aux pavés qu'elle déterre, aux bancs publics et aux grilles d'arbres dont elle se sert comme projectiles (4). Elle anéantit systématiquement tout ce qu'elle trouve antipathique : les guérites d'octroi, les bureaux de ponts à péages ont de tous temps fait les frais des émeutes. Le 27 juillet 1830 la populace entreprit la démolition des barrières de Paris : le Cardinal de Rohan de passage en voiture à cet endroit dut s'arrêter : « on voulait le forcer à crier « Vive la « liberté ». On voulut le forcer à prendre la cocarde tricolore ; il refusa tout, sur quoi on l'arracha de son

(4) Voici, à titre d'exemple, le relevé officiel des dégâts causés par la foule parisienne pendant la Révolution de 1848 (*Bulletin de la République*, n° 14) : 1.512 barricades (chaque barricade était composée de 845 pavés en moyenne, ce qui porte à 1.277.640 le nombre des pavés arrachés en quelques heures) ; 4.013 arbres renversés ; 3.704 appareils d'éclairage brisés ou endommagés : 227 candélabres, 11 consoles, 890 lanternes brisées, 2.576 lanternes dont les verres ont été cassés ; 53 corps de garde ; 71 bureaux de surveillants de voitures de place ; 41 bureaux d'octroi ; 41 guérites ; 104 colonnes d'affichage ; 192 bornes.

véhicule qui fut pillé et brisé » (5). Aussitôt la publication des Ordonnances, le carrosse de Polignac avait été de même assailli par la multitude et couvert de boue; on lança des pierres sur ses domestiques et l'on cassa toutes les vitres de sa voiture. De nos jours, la foule prend encore soin de détruire les automobiles, mais le procédé de destruction est plus simple et plus radical: elle les incendie (6). En dehors de cet emploi spécial, la torche joue un rôle considérable dans les crimes collectifs. Aux Etats-Unis, lors de la grande grève des cheminots en 1877, la populace mit le feu à la gare de Baltimore et, pour couronner son œuvre, interdit aux voitures de pompiers l'approche des bâtiments incendiés. A Pittsburg elle assiégea une compagnie de miliciens réfugiée dans la rotonde des machines de la gare aux marchandises; pour obliger la troupe à décamper, elle poussa, sur diverses voies qui menaient à l'édifice des wagons de pétrole et de charbon, les enflamma et les lança contre la façade; après la retraite des soldats, elle incendia la gare (7). La foule a un véritable besoin de destruction, un instinct puéril d'endommager tout ce qui lui tombe sous la main: aux premiers jours de la Révolution russe, les tchékistes balançaient les tramways dans la Néva encore recouverte d'une épaisse couche de glace (8);

(5) *Journal du comte Apponyi, loc. cit.*

(6) La T.C.R.P. en fit l'expérience lors des journées des 6 et 12 février 1934; nombre de ses autobus flambèrent au cours de ces manifestations.

(7) CUCHEVAL-CLARIGNY, *La grève des chemins de fer aux U.S.A.*, in *R. des Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1877.

(8) M. MARKOVITCH, *Une semaine de révolution à Pétrograd*, in *R. des Deux-Mondes* du 15 mai 1917.

à Venise, lors de la grève général de 1904, on jetait dans le canal le lait destiné aux enfants et aux malades des hôpitaux (9). Tous ces ravages s'accompagnent rarement d'actes de pillage; ces derniers sont plutôt le fait de bandes d'émeutiers spécialisés que de la foule pure. A part les rafles d'armes et de munitions aux arsenaux et aux boutiques d'armuriers, la multitude ne déroge pas; elle saccage méthodiquement: « En un instant, de la cour au grenier, tout l'archevêché (de Paris) fut envahi et la dévastation qui jusqu'à ce moment se faisait sans ordre, s'organisa. Les uns prenaient et détachaient tout ce qu'il y avait dans les appartements, d'autres le brisaient et le jetaient par les croisées, du côté de la Seine. Entre le bâtiment et le fleuve il y avait un jardin qui fut dévasté; des gens y formaient la chaîne, se passaient tout ce qui leur arrivait par les croisées, le lançaient dans l'eau. Des espèces d'inspecteurs veillaient à ce que rien ne fut soustrait à la destruction, et ceux qui auraient voulu tenter pareil acte auraient été traités en Jésuites, c'est-à-dire qu'ils auraient suivi les objets dans la Seine, ce qui aurait exposé à une mort presque certaine le nageur le plus habile (10) ». Enfin quelquefois la destruction prend la valeur d'un symbole: « Le 9 avril 1871, une foule, encadrée par des gardes nationaux, se précipite dans le hangar renfermant la guillotine, démolit l'instrument, charge sur une charrette à bois, bascule, lunette et le reste...

(9) J. BOURDEAU, *Les grèves politiques*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 mars 1905.

(10) *Journal du comte Apponyi*, loc. cit.

et après avoir promené tout cela par les rues dans un grand concours de peuple comme on en fait pour le Carnaval, s'en vient jeter sa prise devant la Mairie du XII^e, place Voltaire, aux pieds de la statue du philosophe. Là-dessus de la paille et du bois et on y met le feu. Le bucher flambe sous l'œil narquois du grand railleur. Des vieillards sont au premier rang, qui s'élèvent depuis quelques décades contre ce reste de barbarie « A bas la peine de mort ! » crient-ils en se découvrant. La foule répète leur cri, mais sans grand sérieux. Au fond elle vient de jouer un bon tour au pouvoir. Puis, comme jadis sur les ruines de la Bastille, les bonnes gens se prennent par la main et font des rondes, tandis que les enfants sautent par-dessus les flammes. Plaisir d'un soir de printemps » (11).

La foule ne ressent pas toujours une telle horreur pour la peine de mort et elle se charge bien souvent de l'appliquer elle-même. Les violences commises sur les personnes constituent le pain quotidien des multitudes surexcitées ; leur énumération en serait fastidieuse et forcément incomplète. Si des foules, composées en majorité d'honnêtes grévistes, se sont bornées à retenir prisonnier tel otage de marque (12), d'autres, où dominaient des éléments malsains, n'ont pas hésité à répandre en abondance le sang (13). Les véri-

(11) P. DOMINIQUE, *op. cit.*, p. 131.

(12) Ce fut l'aventure qui advint à un procureur de la République lors de la grève de Marennes (*Revue Pénitent.*, 1905, p. 1117) et à un commissaire de police pendant la grève de Toulon (*ibid.*, 1906, p. 643). De nos jours, la foule prend quelquefois plaisir à se ruer sur les gares et à y arrêter les trains en partance.

(13) A moins que leurs membres ne se livrent à des violences quelque peu ridicules, témoin l'affaire d'Auteuil où un manifestant, le baron

tables massacres qu'elles organisent s'accompagnent de cruautés inouïes (14) : l'atavisme homicide réapparaît à l'état d'instinct. A la décharge du groupe, il faut d'ailleurs observer que ces tueries, sur lesquelles les psychologues des foules se sont longuement étendus, prennent souvent naissance dans les moments de panique dont sont frappées les masses. « On voit alors se produire, comme dans un essaim d'infusoires dont le milieu aqueux a subi une brusque élévation de température, de véritables tempêtes de mouvements sans but, une fuite folle et aveugle, une bousculade éperdue, le tout accompagné de cris sauvages, de gémissements et de pleurs (15) ». Cet affolement a souvent pour origine les quelques coups de feu malheureux tirés dans un moment d'énervement par le service d'ordre chargé de contenir la foule ; celle-ci, suffoquée par la peur, se croit perdue et assassine par nécessité.

Toujours pour estomper la noirceur des crimes collectifs, nous devons revenir sur le sentiment justicier très net qui arme son bras : pendant la Jacquerie d'Angleterre, les manifestants envahirent la Tour de Londres, en extirpèrent le Chancelier et l'assassinèrent ; les massacres se poursuivirent toute la journée : « une sorte de méthode mystique et sommaire paraissait y présider. La décapitation seule y était employée avec des façons de justice populaire et sans

Cristianni, asséna au président Loubet un coup de canne sur la tête. (Cf. A. ZÉVAËS, *Quelques souvenirs sur l'affaire Dreyfus*, in *Nouvelle Revue*, 15 février 1936.)

(14) Cf. l'impressionnante description de la mort de l'épicier Maigrat, dans *Germinal*, de ZOLA.

(15) E. KRETSCHMER, *Psychologie médicale*, Paris 1927.

appel » (16). C'est de bonne foi que la foule prétend aider, voire même suppléer les tribunaux: en 1868 éclata à Genève une grève générale caractérisée par l'énergie particulière que les grévistes mettaient à pourchasser les « jaunes ». « Partout ces violences (contre les ouvriers restant au travail) étaient réprimées, par la police régulière quand elle était présente, par une police volontaire à défaut d'autres agents. Tout passant était constable et la foule, bientôt grossie, contenait les insulteurs (17) ». Comment la multitude peut-elle se croire valablement investie d'une mission répressive? Seule l'étude des causes lointaines qui interviennent dans l'apparition du phénomène de foule fournira à cette question une réponse satisfaisante.

(16) LEFÈVRE-PORTALIS, *loc. cit.*

(17) REYBAUD, *Les agitations ouvrières et l'association internationale des travailleurs*, *loc. cit.*

CHAPITRE VIII

CAUSES DE L'APPARITION DES FOULES

« Dans la foule l'individu satisfait le besoin grégaire et l'instinct moutonnier ; il sort de l'isolement où il s'étiole, il interrompt la monotonie quotidienne pour goûter des émotions fraîches et puissantes » (1). Les hommes occupent dans la société un rang, une place nettement délimitée, pourtant ils conservent toujours un peu l'impression de vivre en ermites au centre de cette hiérarchie des classes : ils aspirent à briser momentanément la rigidité de ces cadres, à se regrouper en contact plus immédiat avec leurs semblables ; l'agrégat et encore plus le rassemblement volontaire leur offrent l'occasion, bien fugace il est vrai, de se réunir au gré de leurs sympathies. Comme on l'a fait remarquer (2) très justement, toute réalité sociale comporte un ordre donné, dans notre hypothèse la société qui préexiste et qui survit à la masse, et, venant s'insérer sur cette trame, un phénomène actuel, forfuit ou non, qui est la foule elle-même : « *les foules sont des phénomènes intercalaires* ».

(1) DELACROIX, *La religion et la foi*, p. 67.

(2) M. DUPRIEL, *Y a-t-il une foule diffuse?* loc. cit.

Nous avons précédemment expliqué l'intromission du fait de foule sur la structure préalable de la société; il nous reste à examiner les conditions que cette dernière doit remplir pour favoriser au mieux l'éclosion des entreprises grégaires. Il rentrera toujours une large part de hasard dans cette formation, cependant le niveau social des individus, l'état de l'opinion, l'activité des sectes, partis et clubs conditionnent la plus ou moins grande probabilité d'un mouvement de foule.

SECTION I

L'influence du paupérisme sur l'éclosion des foules

« Les crises de ce genre ont, comme l'ivresse du vin, pour conséquence de faire éclater en dehors ce que les cœurs renferment » (3). A la base des soulèvements populaires déclenchés par une émotion momentanée, il existe ordinairement un immense capital de haines et de passions accumulées dont le milieu est en général aussi responsable que les émeutiers. Une occasion donnée, fait extérieur dans le cas de foule spontanée, ou invitation à se réunir dans l'hypothèse de rassemblement volontaire, réveille tous les souvenirs des amertumes et des méfaits soufferts: l'exécration se concentre en sentiments de vengeance. « Souffrant d'une cause indiscernable pour son imagination aveugle, le peuple parfois se rue sur l'adver-

(3) H. BAUDRILLARD, *Les papiers de la Commune*, in *Revue des Deux-Mondes* du 15 février 1874.

saire, avec la rage de ses tourments séculaires, de sa faim, de sa soif. Une force intangible, objective se dresse enfin pour sa fureur après tant de misères le heurtant par des mains invisibles. Il se lève alors sur un refrain belliqueux, content de faire jaillir sa haine, sa grande haine qui torture son corps impuissant » (4). La misère sociale joue un rôle de premier plan dans la formation des foules : par exemple, elle contribua à susciter les agitations ouvrières qui se produisirent en Angleterre vers 1825 (5), elle fut à la base des troubles préparatoires à la Révolution française de 1848, troubles causés sur divers points de la France par la cherté du blé (6), elle réapparut en 1877 pendant la grande grève des Chemins de fer aux U.S.A., sous forme de diminutions de salaires et de dépression économique consécutive à la période de prospérité industrielle de la guerre de Sécession (7). L'indigence et la nécessité poussent aux crimes collectifs les plus atroces ; leur apparition suffit, en un bref délai, à opérer un revirement complet chez les mêmes individus assemblés : en 1870 lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne, la foule parisienne excitée par le patriotisme ovationnait les généraux ; six mois après, elle était en émeute. Entre temps, Paris avait dû supporter un hiver rigoureux, un siège, un bombardement et surtout les ravages de la faim et du froid.

(4) P. ADAM, *Le mystère des foules*.

(5) REYBAUD, *Les agitations ouvrières et l'association internationale des travailleurs*, *loc. cit.*

(6) GARNIER-PAGES, *op. cit.*, IV, 15.

(7) CUCHEVAL-CLARIGNY, *loc. cit.*

Le nombre des mouvements populaires engendrés par la famine varie d'ailleurs avec la mentalité et les dispositions de la classe dirigeante. Il augmente lorsque cette dernière n'accomplit plus son devoir de direction: de la carence des riches naît la convoitise des pauvres. « Souvent quand un pauvre, maigri, brûlé du soleil, posté dans la mêlée à côté d'un riche pourri à l'ombre et chargé d'une graisse surabondante, le voit à bout de souffle et de moyens, ne crois-tu pas qu'il se dit à lui-même que ces gens-là ne doivent leur richesse qu'à la lâcheté des pauvres; et quand ceux-ci sont entre eux, ne se disent-ils pas les uns les autres: Ces gens-là sont à nous; ils n'existent pas » (8). La Russie tsariste, à la veille de la Révolution, vivait sous la menace de la disette: le prix des denrées de première nécessité augmentait chaque jour, mais les nobles et les bourgeois enrichis par la guerre n'avaient honte, à la même époque, d'étaler un luxe insolent à la face du petit peuple qui mourrait de faim (9). Vers 1860 en Espagne, de magnifiques *vegas*, excellentes terres arables, servaient à la pâture des troupeaux, alors que l'homme trouvait à peine de quoi nourrir misérablement sa famille; dans de pareilles conditions, les masses faméliques s'ameutaient périodiquement pour se partager des terres dont le propriétaire connaissait à peine l'existence (10). Corrélativement à la misère de la plèbe,

(8) PLATON, *République*, VIII, 556.

(9) V. NARISCHINE-WITTE, *Perdue dans la Révolution russe*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 avril 1919.

(10) C. DE MAZADE, *Le ministère espagnol et l'insurrection de Loja*, in *R. des Deux-Mondes* du 15 août 1861.

l'extension des impôts et leurs systèmes vexatoires de perception ont le don de provoquer les dévastations collectives: en 1843, une émeute de paysans gallois éclata à cause de la multiplication, sur tous les chemins, de barrières destinées à percevoir la taxe due aux constructeurs de la route. La foule détruisit ces obstacles et se transforma en bande organisée qui, sous le commandement d'un certain Rebecca, se mit à ravager le pays (11).

On a toutefois contesté, en présence du nivellement démocratique qui tend à se manifester de nos jours, l'importance du paupérisme générateur de foules. « Dans un grand peuple démocratique (la France) il y a toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches; mais les pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation sont en petit nombre et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable et héréditaire. Les riches de leur côté sont clairsemés et impuissants..., il n'y a plus de races de riches; ceux-ci sortent chaque jour du sein de la foule et y retournent sans cesse. Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller; et, tenant d'ailleurs par mille faits secrets à la masse de leurs concitoyens, le peuple ne saurait les frapper sans s'atteindre lui-même. Dans les sociétés démocratiques, la majorité des citoyens (ramenée à l'égalité et propriétaire) ne voit pas clairement ce qu'elle pourrait gagner à une révolution mais sent à chaque instant ce qu'elle pour-

(11) *Troubles au Pays de Galles*, in *R. des Deux-Mondes*, 1843, chronique.

rait y perdre » (12). Il est incontestable que la misère physiologique, c'est-à-dire l'impossibilité de satisfaire les besoins les plus essentiels, a diminué au cours du XIX^e siècle, mais dans le même temps la misère sociale, c'est-à-dire l'inégalité de la progression des différentes classes, la participation inégale aux bienfaits de la civilisation, tend à croître (13). Un grand nombre de revenus touchent encore aux confins de la misère; toute perturbation économique, toute transformation dans les procédés de production peuvent, en déprimant les conditions d'existence, susciter des agitations, éveiller les dispositions criminelles des foules ou réveiller celles dont l'hérédité a laissé la trace au fond de la génération actuelle: « la criminalité d'un pays tient moins à son état économique qu'à ses transformations économiques » (14). Enfin, à côté de cette misère physique, il subsiste un facteur de misère morale, un sentiment d'infériorité sociale né de la certitude de ne pouvoir, sous le régime actuel, sortir rapidement d'une condition souvent misérable: il aboutit directement au dangereux concept de la « lutte des classes »: que de foules ont été suscitées au nom de cette idée, répandue à profusion par le livre, par la brochure, par le journal, dispersée dans le public pour y créer un courant d'opinion irrésistible !

(12) DE TOCQUEVILLE, *Des révolutions dans les sociétés nouvelles*, in *R. des Deux-Mondes* du 15 avril 1840.

(13) C'est la thèse qu'ont soutenue ROBERTUS et, après lui, LASALLE.

(14) TARDE, In *Rapport du Congrès d'Anthropologie criminelle de 1901*.

SECTION II

Influence de l'opinion sur l'apparition des foules

Tout mouvement de masse traduit, en effet, les tendances d'une fraction ou de la totalité de l'opinion publique : pour donner naissance à une foule spontanée, il faut que le fait extérieur déterminant les gens à se grouper soit en relation directe avec la mentalité collective du moment : sinon il leur reste indifférent et ne possède aucune influence. Il en est de même pour la foule provoquée, où le but mis en avant afin de rassembler en un point donné un certain nombre d'individus doit se rapporter obligatoirement à la mentalité collective des menés.

La « *causa proxima* » d'une foule varie selon l'origine immédiate du groupe : fait extérieur, convocation par voie d'affiches, de presse, de T.S.F., exhortations d'un meneur ; la « *causa remota* » résulte toujours d'un certain état antérieur de l'opinion publique.

Or, quels sont les modes de formation de cette dernière ? Le plus ancien est sans conteste la conversation, la transmission orale de quelques idées très simples, tirées la plupart du temps des conditions économiques du moment, et qui, colportées sur l'étendue d'un territoire, y donnent naissance à un courant d'opinion. Cette action intermentale se réalise par le *nivellement* des représentations : nos contemporains assistent par exemple à l'élaboration dans les milieux populaires d'un « capitaliste-type » qui concentre sur

sa personne tous les défauts de la classe possédante; doué d'une volonté persévère, il ne rêve qu'« exploitation » économique des faibles; il est responsable du chômage, des crises que traversent l'industrie, le commerce, l'agriculture, voire même les professions libérales. Au contraire le « travailleur-type » incarne toutes les vertus: probe, consciencieux, honnête, il n'a qu'à manifester la force que donne le nombre pour faire cesser les maux dont il souffre. En vérité de nos jours cette opération intellectuelle relève plutôt de la presse que de la conversation: celle-ci tend à se restreindre aux sujets suggérés et développés par le journal lui-même: elle ne traite presque uniquement, en dehors de ces questions, que les discussions d'ordre pratique; le téléphone qui lui offrait un moyen de rénovation sert plus au trafic des affaires qu'à l'échange des idées. A l'encontre de la conversation décadente se dresse le journalisme, moderne forgeron de l'opinion publique; Stuart Mill pouvait encore écrire en 1820: « L'idée que le marchand fait mourir de faim les pauvres, ou que la propriété particulière est un vol, ne doit pas incommoder tant qu'on l'écrit dans les journaux, mais elle peut être légitimement punie quand on la manifeste dans une foule agitée devant un marchand de farines, ou quand on la propage devant un rassemblement de peuple sous forme d'affiches ». Actuellement la presse inculque une mentalité collective identique à l'agrégat comme au rassemblement volontaire: elle contribue même plus directement à la formation de ce dernier en assurant, dans certains cas, la convocation de ses mem-

bres. « Derrière les foules criminelles, il y a des publics plus criminels encore, et à la tête de ceux-ci des publicistes plus criminels encore » (15); le meneur qui prend la direction ou qui provoque la réunion d'une foule doit se conformer à l'opinion publique sous peine de voir ses efforts rester vains et son prestige tomber à zéro: ce n'est pas le meneur, mais bien le publiciste qui prédispose les individus à se grouper :

*« Qu'une idée au besoin des temps un jour éclore
Elle grandit, va, court, se mêle à toute chose
Se fait homme, saisit les cœurs, trace un sillon »* (16).

Or, la violence de la plume appelle la violence du poing et les campagnes de presse aboutissent souvent à des résultats néfastes. A la fin de l'année 1847 les journaux parisiens avaient révélé une série de scandales éblouissant l'aristocratie, la haute magistrature et les ministres; non contents de s'indigner à propos de quelques fautes individuelles, ce qui était parfaitement légitime, ils prétendirent en rejeter la responsabilité sur tout le parti gouvernemental; la réaction de l'opinion ne se fit pas attendre: le jour de l'inauguration du polygone d'artillerie de Vincennes, le Tout-Paris devait, pour se rendre à la cérémonie officielle, défiler rue Saint-Honoré. La foule guettait le passage des voitures. Plusieurs furent accueillies par des huées. « C'était, dit Victor Hugo, comme un nuage de haine autour de l'éblouissement d'un moment.. Chacun en arrivant contait son aventure:

(15) TARDE, *L'opinion et la foule*.

(16) V. HUGO, *Hernani*, IV, 2.

On avait hué Louis Bou'anger et Achard, on avait craché dans la voiture de Tonny Johannot. On avait jeté de la poussière dans la voiture du maréchal Bugeaud; Théophile Gautier, si calme et si impassible, si turc de sa tranquillité, en était tout assombri » (17). Les rassemblements de la Commune n'ont fait qu'extérioriser le mécontentement populaire né de la capitulation et soigneusement attisé par les journaux. Ceux-ci régissent en maîtres absolus l'opinion publique: ils la pétrissent, la modèlent à leur gré, la bercent d'illusions, la grugent, lui servent, enrubannés de chatoyantes séductions, les paradoxes les plus hallucinants; lors du fameux procès Steinhell, une foule nombreuse s'était massée devant le Palais de Justice de Paris pour connaître, sitôt sa reddition, le verdict du jury. L'accusée était soupçonnée fortement d'avoir assassiné son mari: la presse s'était emparée du drame passionnel et avait idéalisé comme il se doit la figure de « celle qui avait tant aimé ». Son acquittement scandaleux, bien loin d'exciter la réprobation, déclencha un véritable délire d'enthousiasme parmi la multitude composée en majorité d'honnêtes gens (18). Qui sait si la campagne actuellement menée dans les périodiques en faveur de l'« enfance malheureuse » n'aboutira pas au lynchage des parents prévenus, à tort ou à raison, de maltraiter leur progéniture? Les journalistes seront les premiers étonnés de ces conséquences facilement prévisibles, et pourtant ils ne craignent pas

(17) Cité par M. SOULIÉ, in *Journées de février 1848*.

(18) P. ADAM, *Versatilité de la foule*, *Revue hebdomadaire*, janvier 1910, p. 163.

de prendre, en vue d'assouvir l'appétit de nouvelles qui caractérise notre civilisation moderne, des initiatives parfois dangereuses. Les rassemblements formés, les soirs d'élections, devant leurs panneaux et écrans lumineux dégénèrent souvent en manifestations tumultueuses. En 1911, pendant la conquête de Tripoli par les Italiens, « devant les vitrines des journaux tunisiens qui affichaient des photographies et des dépêches relatives à la guerre italo-turque, des rassemblements se formaient matin et soir. Indigènes et Italiens résidant en Tunisie, les coudes aux coudes, suivaient d'un œil anxieux, sur la carte de la Tripolitaine, les évolutions des petits drapeaux qui symbolisaient l'avance ou le recul des deux armées en présence. Je laisse à penser dans quels sentiments les uns et les autres assistaient à ce duel muet du drapeau tricolore de Savoie et du drapeau vert du prophète. L'effervescence devint telle que l'autorité dut interdire ce dangereux affichage (19) ». Les livres eux-mêmes sont susceptibles de susciter des mouvements de foule : comme l'a observé justement Maxime DUCAMP (20) « lorsque les sergents de ville saisissent et entraînent vers le poste un malfaiteur, il se produit toujours dans la foule témoin de ce fait un sentiment de réprobation et comme une envie instinctive de délivrer celui qu'on emmène. Cette impression est tellement naturelle au Français qu'il n'est peut-être pas un de nous qui ne l'ait ressentie. Cela se comprend ; notre histoire pèse sur

(19) L. BERTRAND, *L'émeute de Tunis*, in *R. des Deux-Mondes* du 1^{er} décembre 1911.

(20) In *R. des Deux-Mondes* du 1^{er} juillet 1869, *La Préfecture de Police et la santé publique à Paris*.

nous, elle nous a pénétrés, imprégnés si profondément que, malgré bien des révolutions, bien des changements radicaux apportés à nos lois, nous vivons toujours sous l'empire de vieilles traditions.. sous la hantise des lettres de cachet, des enlèvements monstrueux ». Si de simples manuels d'histoire peuvent imprégner tout un peuple d'une mentalité collective spéciale, que penser, dans l'élaboration de cette dernière, de l'influence dévolue à une presse qui bénéficie du piment de l'actualité ! C'est le journalisme qui explique le sentiment de justice à la base de bien des crimes collectifs : les foules ont conscience, en commettant les pires forfaits, de se conformer à l'opinion qu'on leur a inculquée ; elles croient faire expier à leur victime, en la châtiant elles-mêmes, les maux dont leurs membres ont souffert.

C'est encore lui qui rend compte de la propagation, à une époque donnée, des phénomènes de foule sur l'étendue d'un vaste territoire : ces événements se multiplient soudain jusqu'à devenir une véritable épidémie. Les massacres de Septembre ont connu dans l'année plusieurs rééditions en Province : les mêmes journaux en effet avaient façonné aux provinciaux une mentalité collective identique à celle des Parisiens : la fermentation psychologique qui en résulta aboutit à de semblables excès. C'est la puissance et la vitesse d'expansion des idées véhiculées par la presse qui fournit à cette dernière un rôle primordial dans la genèse des faits de foule.

Or, le quotidien semble être dépassé dans cette voie par le dernier né des modes de transmission rapide

de la pensée, la T. S. F. Nul doute que cette invention n'ait sur la formation des foules futures une répercussion considérable; certains gouvernements l'ont déjà soupçonnée en organisant, dans un but de sécurité publique, des monopoles ou des quasi monopoles de « Radiodiffusion d'Etat ». Aussi nos modernes émeutiers, entrepreneurs de manifestations massives, prévoient-ils comme objectif essentiel, la mainmise non seulement sur le téléphone, le télégraphe et l'imprimerie, mais encore sur la T. S. F. (21). Il devient alors facile, par l'annonce de fausses nouvelles, de victoires bruyantes, d'ordres impératifs de susciter la mentalité collective idéale pour les mouvements de foule. D'ailleurs, comme le phénomène collectif qu'elle substrate, l'opinion est une sorte de société naissante qui manque de structure et qui tend à en créer une : lorsqu'elle arrive à passionner exclusivement une certaine catégorie d'individus, elle constitue une armature permanente, se transforme en parti, secte, club ou autres associations qui auront la même influence sur l'origine des agrégats et rassemblements.

SECTION III

Influence des sociétés secrètes, clubs, ligues et associations

Ces groupements permanents ont pour mission d'entretenir le feu sacré d'une doctrine parfois toute de violence; ils noyautent de leurs partisans les rassemblements volontaires, enfin ils fournissent à la

(21) C. TILLAC, *L'émeute*.

foule, groupement temporaire et instable, un recrutement intarissable de meneurs.

Les manifestations populaires portent profondément leur empreinte, et l'exemple le plus frappant de leur action reste sans conteste celui de la Révolution française de 1848. Un témoin de ces événements (22) a pu écrire alors : « Il n'y avait qu'une force debout dans Paris, la force démagogique par excellence, les clubs. Quelle force ont les clubs et combien leur influence dépasse celle de la presse ! C'est ce dont nous avons pu nous convaincre : elle surpasse la force de la presse comme un orage surpasse l'électricité conduite par artifice dans les instruments de physique, comme une force irrégulière qui n'obéit pas, surpasse une force régulière qui obéit ».

Tout comme les clubs, les associations ou les sociétés secrètes permettent d'encadrer facilement les manifestants ; un vaste parti, comme l'Association Internationale des Travailleurs a réussi à muter la guerre civile de 1871, née de l'exaspération de la population à la suite de la capitulation de Paris, en une véritable lutte sociale, dont le nom de Commune est resté synonyme.

De nos jours la C. G. T. malgré sa participation au pouvoir, demeure encore un ferment favorable à l'éclosion de foules pacifiques ou criminelles. Sans doute pour réaliser ses visées, la C. G. T. n'entend pas utiliser la méthode du soulèvement dans les rues, des barricades ou même des bombes, mais le procédé

(22) E. MONTEGUT, *La révolution et les révolutionnaires de février*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} août 1850.

de la grève générale, incessante et méthodique; malheureusement cette tactique n'exclut pas les incidents tumultueux, les rassemblements dangereux pour la sécurité publique, les manifestations intempestives, mais au contraire semble les appeler.

Pour en terminer avec l'étiologie des foules, il convient de signaler que les clubs d'autrefois paraissent faire place aujourd'hui à des groupes plus larges mais moins homogènes qui sous l'appellation de ligues, fronts, rassemblements, fleurissent en abondance sur tous les points du globe; ces vastes associations gardent sur les mouvements collectifs une influence que nous retrouverons au cours de nos développements juridiques.

CHAPITRE IX

CONCLUSION

A L'ÉTUDE PSYCHOLOGIQUE DES FOULES

Il ne faudrait pas conclure de cette étude que les caractères du phénomène de foule, si distincts de ceux propres aux individus qui la composent, restent identiques et invariables en tous temps et en tous lieux. Comme toute donnée sociologique, le rassemblement et l'agrégat dépendent du cadre géographique et de l'époque où ils prennent naissance.

Le milieu physique réagit directement sur la formation et la composition du groupe. On se rappelle le mot célèbre de Louis-Philippe, prononcé la seule fois peut-être où il ait trouvé un démenti : « Les Parisiens ne font pas de révolutions en hiver ». Le beau temps conditionne la réunion des manifestations, la pluie les fait avorter (1). Facteur atmosphérique et facteur démographique concourent d'ailleurs à ce succès : les foules urbaines se mettent en mouvement plus aisément et sont beaucoup plus nerveuses et plus irrita-

(1) La musique a une influence très certaine sur la foule ; les journaux le savent bien et se réjouissent lorsque les dirigeants d'une manifestation ont commandé le concours d'une harmonie : le rassemblement sera calme.

bles que les masses rurales; par contre une fois lancées, celles-ci sont plus difficiles à contenir.

Citadines ou paysannes, elles diffèrent encore selon leur nationalité et leur « individualité collective » pour ne pas dire leur racisme. Rossi avait déjà observé que « les âmes, dans la foule, communient dans ce qu'elles ont de plus atavique » et TARDE a mis en relief les diversités ethnologiques que peuvent présenter divers « types » de foule.

A vrai dire les multitudes se ressemblent toutes par le caractère rudimentaire de leurs sentiments comme par les résultats de leur action : exclusivement destructrices, elles s'avèrent incapables d'ériger quelque institution. Ce travail semble l'apanage d'un génie ou d'une élite sortis de la masse après que celle-ci a fait table rase. Le seul rôle utile de la foule consiste à bouleverser un ordre social préétabli et l'efficacité de cet ouragan varie avec l'étendue des représentations collectives qui le déclenchent : par exemple le peuple peut rendre responsable d'une disette un marchand, un agent administratif ou toute l'organisation politique : la foule tournera sa fureur respectivement contre la boutique du négociant, contre les préposés de l'administration incriminée ou contre le gouvernement tout entier. Et encore dans ce dernier cas, les révolutions résultent plus souvent de l'inertie et de l'incapacité du pouvoir exécutif que des vaines dévas-tations d'une tourbe furibonde. En définitive, s'il nous fallait juger les résultats concrets acquis par les foules, nous ne pourrions mieux faire que nous en référer à PLATON : « La troisième classe, c'est le

peuple, c'est-à-dire tous les ouvriers manuels et les particuliers étrangers aux affaires publiques et qui n'ont qu'un petit avoir. Dans la démocratie, c'est la classe la plus nombreuse et la plus puissante quand elle est assemblée.

— En effet, dit-il, mais elle n'est guère disposée à s'assembler, à moins qu'on ne lui donne une part de miel.

— Aussi, repris-je, ne manque-t-on pas de lui en donner une, plus ou moins grande, selon que ses chefs peuvent dépouiller les riches de leur fortune et la partager en gardant pour eux la plus grosse part.

— C'est ainsi, dit-il, que se fait le partage » (4). Malgré l'uniformité des sentiments et des résultats négatifs qui caractérisent les foules, le degré d'excitation qui s'y manifeste et qui permet de les différencier dans une certaine mesure dépend des individualités collectives dont elles sont issues : les peuples méridionaux s'agrègent plus facilement que les races nordiques, leurs rassemblements atteignent plus rapidement le paroxysme de la passion. « Toute foule est significative d'une façon héréditaire de sentir et la fréquence de ces crises est significative elle-même » (5).

Cette variation spatiale s'allie avec une certaine évolution dans le temps. Prétendre, après TARDE, que notre époque n'est plus l'ère des foules, mais celle des publics, c'est risquer de développer un lieu commun d'une banalité écœurante. D'après cet auteur, la foule fait figure, en comparaison du public-lecteur,

(4) PLATON, *République*, VIII, 565.

(5) E. BERR, *La synthèse en histoire*, p. 106.

de groupe social du passé : en effet la voix et le regard fixent les bornes de son extension, le public a fait reculer ces limites ; elle dépend des conditions atmosphériques, d'impondérables difficiles à capter par le meneur, son concurrent au contraire acquiert entre les mains du journaliste une étonnante malléabilité. Aussi, archaïque et désavantagée, devrait-elle fatalement s'atrophier et disparaître, tuée par le scepticisme contemporain à l'égard des grandes idées capables de la faire vibrer.

En réalité, l'opinion publique a gagné en importance sur le phénomène de foule : elle a de moins en moins besoin de cette dernière pour extérioriser sa volonté. Cependant la technique moderne suscite bien des foules nouvelles : « l'opinion publique devient la matrice des foules les plus caractéristiques » (6) : meetings, émeutes, manifestations, etc... Agrégats et rassemblements donnent une puissante impulsion à la mentalité collective : leurs résultats destructifs ne comportent d'influence sur l'histoire que s'ils correspondent à un état de société sous-jacent et loin de toujours concurrencer le public, ils jouent un rôle intensificateur et souvent décisif sur le courant d'opinion. La fréquence du phénomène de foule varie dans le temps, mais cette évolution n'est pas unilinéaire, en fonction de l'importance du public, elle dépend de l'état de la société dont elle suit les changements.

De ces quelques remarques sur les transformations des foules dans le temps et dans l'espace, se déduit naturellement le plan de l'étude juridique que nous

(6) DUPRIEL, *loc. cit.*

allons entreprendre; si « les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses (7) », si elles reproduisent fidèlement les divers aspects d'une même entité sociale, il importe de passer d'abord en revue les différentes variations des foules sur un territoire donné; ce sera l'objet de notre titre I consacré à la criminalité des foules dans les législations romaines et françaises antérieures au Code pénal de 1810 et de notre titre II qui traitera de la criminalité des foules dans le droit français actuel. Pour étudier l'évolution des foules dans l'espace, nous nous occuperons dans un titre III de la criminalité des foules dans le droit contemporain étranger et en droit international public. Nous serons enfin à même de dégager dans un titre IV qui nous servira de conclusion, les procédés d'élaboration d'une législation appropriée aux crimes des foules.

(7) MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, I, 1.

TITRE I

La criminalité des foules
dans les législations antérieures
au Code pénal de 1810

CHAPITRE PREMIER

LA CRIMINALITÉ DES FOULES DANS LE DROIT ROMAIN

Le droit romain qui embrasse une période de sept cents années devrait nous présenter une étude approfondie de la question; en réalité, malgré l'histoire agitée de la République et de l'Empire (pour ne pas parler de la Monarchie plus légendaire qu'historique), nous devons déplorer qu'une certaine pénurie d'espèces nous oblige à échafauder quelques hypothèses vraisemblables, mais impossibles à vérifier dans l'état actuel des textes.

SECTION I

La République

Dans cette période de son existence (245-727 de R.) Rome a connu la réunion d'une quantité incalculable de foules. Tout l'y disposait: le climat, le caractère de ses habitants, son organisation politique et sociale. La lutte des Patriciens et des Plébéiens qui remplit la chronique de la République, a dû être fertile en incidents tumultueux, dont la relation, pour quelques-uns seulement, est parvenue jusqu'à nous. Telles sont les

fameuses *Secessiones plebis*, retraites en masse que la plèbe effectua à trois reprises pour obtenir des concessions politiques; la première se situe en 259 de Rome et, s'il faut en croire Denys d'Halicarnasse (1) eut pour point de départ la formation d'un agrégat fortuit : un homme couvert de plaies s'échappa de la maison de son créancier qui l'y retenait pour dettes et parut sur la place publique; les témoins s'émurent à la vue de ces mauvais traitements et s'attroupèrent pour exiger l'abolition de l'*obnoxatio*. Les patriciens firent des promesses, y manquèrent : en désespoir de cause, les plébéiens durent se retirer, selon des textes (2), sur une colline appelée depuis Mons Sacer, selon d'autres, sur le mont Aventin (3). Cette divergence de lieu, corroborée par d'autres indices, laisse supposer que cette sécession appartient probablement à la légende, comme d'ailleurs la deuxième qui, provoquée par les abus de pouvoirs des seconds décenvirs (4), se serait déroulée sur l'Aventin et aurait abouti aux lois *Valeria-Hortensia* de 310. Seule la troisième, placée entre 464 et 467 de Rome, ne paraît pas dénuée de fondement historique : la plèbe se retira cette fois sur le Mont Janicule (5), parce qu'un patricien, Plautius, avait attenté contre la pudicité d'un jeune homme, Veturius, son débiteur, qu'il tenait dans les fers (6). Ce fait extérieur suffit à

(1) In *Antiquités romaines*, liv. VI.

(2) TITE-LIVE, II, 32.

(3) CICÉRON, *De re publica*, II, 33.

(4) CICÉRON, *ibid.*, II, 37.

(5) PLINE, *Hist. natur.*, 16, 10, 34.

(6) VALÈRE-MAXIME, liv. VI, art. 9.

crystalliser les revendications populaires et à susciter la formation d'une foule qui ne consentit pas à descendre de son refuge avant la publication de la *lex Hortensia*: celle-ci donnait force légale aux plébiscites, résolutions votées par la plèbe dans les *Concilia plebis*, autorisés eux-mêmes depuis une loi de 279 de Rome.

Ce dernier texte s'était d'ailleurs borné à reconnaître un simple état de fait antérieur; avant lui, les plébéiens organisaient des rassemblements volontaires les jours de marché, sur les places. Ces assemblées irrégulières et confuses, où l'état de foule était automatiquement institué, étaient dirigées par de véritables meneurs, chefs révolutionnaires qui devinrent les conducteurs de la plèbe.

Dès leur reconnaissance légale, ces manifestations s'organisèrent par tribus, la foule se transforma, suivant l'évolution normale, en réunion régulière et ordonnée: chaque tribu était cantonnée dans son parc (*saepta*), d'abord fermé de cordes, puis de barrières (7).

Lorsque les patriciens entrèrent à leur tour dans l'assemblée (nous ne savons exactement comment) cette dernière prit le nom générique de *comitia tributa*: ce devint une réunion du peuple (8), régulièrement convoquée par les magistrats, consuls ou tribuns (9), à l'effet de statuer sur une proposition (*roga*-

(7) OVIDE, *Fastes*, I, 53.

(8) Le peuple romain comprenait le patriciat et la plèbe.

(9) Ces derniers ont conservé néanmoins le droit de réunir la seule plèbe (*jus agendi cum plebe*) (CICÉRON, *Pro Sextio*, 37, 79).

tio) législative ou administrative ou sur l'élection de magistrats.

A côté des *Comitia* se réunissent encore les *Contiones* ou assemblées du peuple convoquées par un magistrat, mais dépourvues du droit de vote.

Ces diverses assemblées régulières se déroulent sur le forum de la ville. Sur cette place publique, il existe deux emplacements bien distincts : d'une part le *Comitium* où s'élève la Curie, lieu de séance du Sénat, d'autre part le *Forum* proprement dit où se tiennent les *comitia tributa* populaires et les *contiones*. La tribune des orateurs était dressée sur les confins du Forum et du Comitium (10) : les tribuns s'en servent pour mener la lutte contre les patriciens et conduire la plèbe à la conquête des droits politiques. Au début tout paraît s'être déroulé dans le calme : consuls et tribuns n'avaient devant eux qu'un public de Romains conscients de leur rôle et de leurs devoirs de citoyens, écoutant les orateurs et exprimant consciencieusement leur avis. Mais après 513 de Rome, avec l'extension du droit de cité, le Forum se voit envahi par une cohue de paysans italiens appelés tout d'un coup, par mesure politique, au contrôle des affaires publiques et que rien ne préparait à cette fonction. Sans aucune intelligence des affaires, à la merci du premier meneur venu, ils composent une foule plutôt qu'un public organisé. C'est aussi l'époque où un grand nombre de patriciens, pour avoir la majorité des voix, se font accompagner au Forum d'une multitude de clients et d'une tourbe innombrable qu'ils flattent par les dis-

(10) CICÉRON, *De amicitia*, 25.

tributions de blé, par des fêtes et des jeux, dont la splendeur donnait à l'électeur la mesure de la capacité du candidat. Il se forme même des *collegia sodalica*, c'est-à-dire des associations pour influencer les élections (11). Ces membres d'une même faction se partageaient les tribus, chacun ayant sa place pour agir sur un certain nombre d'électeurs et les déterminer par tous les moyens à voter pour le candidat; ils ne reculaient pas devant la violence et un *senatus-consulte* dut frapper de la peine de la loi *Plautia de vi* (probablement une amende) leurs agissements entachés de violence (12). En 698 de Rome, Licinius Crassus fit voter la loi *Licinia de Sodaliciis*, qui réprimait le trafic d'élections par ces associations.

Avec de telles mœurs, le moment était trop favorable pour ne pas passer à l'action directe et transformer cet inoffensif public d'électeurs en une foule ameutée; la lutte entre patriciens et plébéiens devient plus ardente, le Forum connaît des « journées » souvent sanglantes. Cicéron nous avoue que les magistrats ont le secret de faire éclater des séditions en offrant à la multitude irréfléchie, malgré l'opposition des sénateurs, la ratification de lois démagogiques: *oritur sensim, ex clamore primum, deinde aliqua discessione contionis; vix sero et rarus ad manus pervenitur* (13). Lors des *judicia publica*, jugements

(11) CICÉRON, *Ad Q. Frat.*, 3, 1, 5.

(12) CICÉRON. *ibid.*, 2, 3, 6: « *Idus februarius Sextius ab indice Cn. Nerio de ambitu postulatus, et a quodam M. Tullio de vi. Eo die senatus-consultum factum est: ut sodalitates decuriatique discederent, lexque de iis ferretur, ut qui non discessissent, ea pœna quæ est de vi tenerentur.* »

(13) CICÉRON, *Pro Sextio*, 36.

rendus par le peuple à la suite de provocatio, les accusateurs se désistent souvent sous la pression et la menace de leur auditoire déchaîné (14). Les tribuns se précipitent des portes de la Curie à la tribune pour dévoiler au peuple les projets du Sénat (15); la plèbe envahit le comitium et encercle la Curie pour peser sur les décisions des Pères conscrits (16). Les patriciens à leur tour descendent sur le Forum, malmènent les tribuns, empêchent de procéder au vote et dispersent la foule (17). Consuls et tribuns se disputent les rostrs : un des meilleurs amis de Cicéron, Q. Fabricius, pour faire passer une loi, ne craint pas d'occuper la tribune *aliquando ante lucem diei* (18). La proposition et le vote des fameuses lois agraires ont été marqués de nombreux crimes de foule : Tiberius Gracchus fut tué dans une émeute patricienne : il mourut, en descendant la pente du Capitole, atteint par un morceau de banc lancé par les Sénateurs (19). Son frère, Gaius Gracchus représente bien le type du meneur populaire romain : « il fut le fondateur de ce prolétariat hideux de la capitale romaine qui, flatté du haut et soudoyé, gangrené jusqu'à la moelle par la concentration des multitudes opérées à l'appel des annones (20), ayant d'ailleurs conscience de sa force,

(14) TITE-LIVE, 4, 42.

(15) PLUTARQUE, *Coriolan*, XVII.

(16) VALÈRE-MAXIME, 3, 2, 18.

(17) DIONYS, 7, 35.

(18) CICÉRON, *Pro Sext.*, 35.

(19) J.-J. AMPÈRE, *L'histoire romaine à Rome*, in *R. des Deux-Mondes* du 15 juillet 1855.

(20) Tout citoyen se faisant inscrire et demeurant à Rome eut droit, à partir de 640 de R., à cinq modii (huit litres) de blé par mois.

se montra tantôt niais, tantôt pervers dans ses exigences et qui, grimaçant tous les jours la souveraineté populaire, a pendant cinq siècles, pesé comme une montagne sur la société romaine, jusqu'à ce que vint l'heure où il s'abîma avec elle » (21). G. Gracchus était tellement populaire dans l'opinion publique plébéienne, qu'après sa mort un imposteur fut, sous son nom, en 654 de Rome, porté en triomphe par la foule et élu tribun à une forte majorité, malgré un désaveu public de la sœur des Gracches.

Vers la même époque, un meneur célèbre, Lucius Appuleius Saturninus suscite une émeute contre son concurrent à la censure, Quintus Metellus et l'enferme dans le Capitole : les chevaliers pour le dégager durent livrer une bataille rangée à la foule des plébéiens. Un an plus tard, Saturninus devient l'allié politique de Marius ; pour 654, le premier est proclamé tribun, le second consul. A la suite d'un dissentiment entre les deux hommes, un véritable combat s'engage sur le Forum, le 10 décembre 645, pour les élections de 655. En viennent aux mains d'un côté la jeunesse des conservateurs patriciens, dont Marius est devenu le chef, de l'autre côté la foule révolutionnaire des plébéiens ; celle-ci brise la porte des prisons et appelle aux armes les esclaves. Finalement les populaires battus et refoulés sur le Capitole doivent se rendre : Saturninus enfermé dans la Curie du Forum est lynché par la jeunesse noble grimpée sur le toit de l'édifice, et lapidé à l'aide des tuiles arrachées à la couverture.

(21) MOMMSEN, *Histoire romaine*, V, 69.

Pendant les mouvements de foule, le Forum est parfois hérissé de fortifications en bois (22) : pour galvaniser la mentalité collective romaine, successivement Marius, Sylla et les triumvirs exposent, autour des rostres et du lac Servilius, comme de hideux trophées, les têtes des proscrits (23) ; à côté des assemblées régulières, ils provoquent des réunions populaires illégales.

C'est encore au Forum qu'afflue la foule toutes les fois qu'un grave événement agite l'opinion : lors des défaites de Cannes et de Trasimène (24), lors du passage de quelques légions sous les Fourches Caudines (25), pendant que les légions marchent contre Hasdrubal, les Sénateurs au Comitium, le peuple au Forum, demeurent en permanence, attendant avec anxiété les nouvelles du combat : quand les messagers de la victoire se présentent, la foule est si compacte qu'ils ne peuvent pénétrer dans la Curie (26). Plus tard la multitude porte au Comitium et brûle avec la Curie le cadavre de Clodius, puis célèbre au Forum un immense repas funéraire. Les lois somptuaires y provoquent des émeutes de femmes et d'usuriers (27). La foule y injurie les cadavres des suppliciés exposés nus sur les marches des Gémonies (28).

En dehors du Forum, rassemblements volontaires et agrégats fortuits ne semblent pas avoir manqué à

(22) DION, 42, 32.

(23) SÉNÈQUE, *Prov.*, 3.

(24) TITE-LIVE, 4, 31.

(25) TITE-LIVE, 9, 7.

(26) TITE-LIVE, 27, 50.

(27) DION, 40, 49 ; TITE-LIVE, 34, 1.

(28) VALÈRE-MAXIME, 6, 3, 3.

Rome jusqu'à la fin de la République: la foule est si dense pendant les fêtes données par Jules César après son triomphe, que plusieurs personnes périssent étouffées (29). Les triomphes eux-mêmes réunissent une affluence considérable: pour assouvir les bas instincts de la masse, on y exécute quelques condamnés: ainsi en 587, L. Æmilius Paulus fit mettre à mort au cours de son triomphe les prisonniers ramenés d'une guerre contre le roi Persée (30). Enfin Suétone nous rapporte un crime de foule caractéristique datant de la fin de la République: après les funérailles de Jules César, la plèbe s'était portée avec des torches vers la maison de Brutus et de Cassius; repoussée à grand'peine, elle rencontra en chemin Helvius Cinna: elle crut l'identifier avec un certain Cornelius, qui avait l'avant-veille lancé une violente diatribe contre César et, sans plus attendre, le tua et promena sa tête au bout d'une pique (31).

Les manifestations de foule ne se terminaient pas toutes de façon aussi tragique: les Romains possédaient encore des rassemblements joyeux, tels que les *Saturnalia*, fêtes humanitaires et pacifiques célébrant l'âge d'or: après le sacrifice qui inaugurerait les réjouissances, la foule se précipitait par les rues en poussant des cris de *Io Saturnalia ! Bona Saturnalia* (32), dont nos souhaits d'heureuse année perpétuent la tradition. Foules en liesse, telles étaient encore celles des

(29) SUÉTONE, *Vie des douze César*, I, 39.

(30) VALÈRE-MAXIME, 2, 7, 13.

(31) *Vie des douze César*, I, 84.

(32) MARTIAL, II, 2, 5.

Cerealia, offrandes à Cérès des présents des champs (33) ou des *Liberalia*, dont la phallophorie se manifestait par des processions rurales destinées à ramener la fécondité aux champs et aux animaux (34). Les Romains tenaient à leurs fêtes populaires et l'interdiction des Bacchanales en 569 de Rome, provoqua même dans la province de Tarente des rassemblements d'insurgés campagnards (35).

Tous ces exemples démontrent que le droit romain dont l'histoire depuis le milieu de la République est intimement liée aux nombreuses guerres civiles, ne devait pas ignorer la criminalité des foules. Presque dès le début, les Romains, avec ce sens juridique inné qui les caractérise, ont eu l'intuition de divers degrés dans cette criminalité. Ils paraissent avoir classé très tôt les diverses manifestations collectives en trois catégories susceptibles de peines appropriées; par ordre de gravité, ce sont :

1° Les crimes de foule mettant en danger l'*existence* même de l'Etat;

2° Ceux qui attentent à la *sécurité* du peuple romain, à sa majestas;

3° Ceux qui sont dirigés contre les simples citoyens et qui lèsent la *tranquillité* de l'Etat.

(33) Cf. St AUGUSTIN, *Civ. Dei*, 7, 21.

(34) OVIDE, *Métam.*, 10, 430 seq.

(35) TITE-LIVE, 39, 14.

§ 1. — RÉPRESSION DES CRIMES METTANT EN
DANGER L'EXISTENCE MÊME DE L'ÉTAT

La résistance à la perduellion, c'est-à-dire à un acte d'ennemi intérieur ou extérieur contre le *Populus Romanus*, conférant à celui-ci le droit de légitime défense, est aussi ancienne que l'Etat lui-même. Ce crime se trouve, appliqué à un seul individu, dans la loi des XII Tables: *Lex XII Tabularum jubet eum qui hostem concitaverit quive civem hosti tradiderit capite puniri* (36). Lorsque des factieux rassemblaient des foules, mettant en danger l'existence de l'Etat Romain, celui-ci avait sous la République le choix entre deux mesures impliquant l'emploi de la force brutale: la nomination d'un dictateur chargé de rétablir l'ordre ou la proclamation d'une sorte d'état de siège particulier.

A) *Nomination d'un dictateur*

On eut recours à la dictature comme *ultimum auxilium* pour empêcher par exemple une « *Secessio plebis* » : le troisième dictateur Posthumius fut nommé pour remplir une telle mission. On emploie également ce remède radical pour mettre fin aux troubles extérieurs; comme l'a dit l'empereur Claude: *dictatores hoc ipso consulari imperium valentius repertum apud majores nostros, quo in asperioribus bellis aut in civili motu difficiliore uterentur* (37). Cette magistrature exceptionnelle fut régie par une loi, la *lex de*

(36) Dig, 48, 4, 3, princ.

(37) In *Tables de Lyon*, I, 28.

dictatore creando (38): aussitôt la formation du rassemblement ou de l'agrégat dangereux, la nécessité de la dictature était proclamée par le Sénat (SC optimum) qui déléguaux aux consuls le soin de nommer le dictateur, après avoir consulté les auspices. Le personnage ainsi désigné était proclamé pour six mois *dictator seditionis sedandae causa*. Indépendant des Pères Conscrits, il concentrait pendant ce temps dans sa main les pouvoirs exécutif et judiciaire; son *imperium regnum* lui permettait d'appeler le peuple aux armes pour réprimer les excès de la foule ou plutôt du groupement plus stable qui lui avait succédé; ce recrutement simplifié se nommait *tumultus*; il était suivi, si le mouvement insurrectionnel s'étendait, d'une levée régulière de légions. Jusqu'à son abdication, le dictateur n'avait aucun compte à rendre; ses actes ne pouvaient être frappés de *provocatio* ou appel au peuple; sa mission terminée, il était défendu de l'accuser à l'occasion de ses faits et gestes. Tant que cet absolutisme fut respecté, l'institution se révéla extrêmement commode et sauva plusieurs fois la République de périls extérieurs ou intérieurs particulièrement graves. Mais lorsque vers 500 de Rome on étendit le droit de provocatio aux actes des dictateurs, elle subit une longue période d'éclipse; ressuscitée pour les besoins de la cause par Sylla (672 de Rome), elle ne garda plus de l'ancienne réglementation que le nom. La dictature de Sylla s'étendit en effet jusqu'à l'achèvement d'une nouvelle constitution et la juridiction sans appel qui lui fut octroyée pendant ce temps servit plus à

(38) TITE-LIVE, 2, 18.

établir les listes de proscrits qu'à rétablir l'ordre social déjà raffermi. J. César finit par fausser complètement l'esprit et le but de la dictature en se faisant proclamer en 710 de Rome *dictator perpetuus*.

Aussi à partir du VI-VII^e siècle de Rome, le Sénat, bien qu'il puisse toujours faire nommer un dictateur, proclame, en cas de troubles collectifs mettant l'existence de l'Etat en péril, une sorte d'état de siège par le SC ultimum.

B) *Le SC ultimum*

Les citoyens rebelles désignés dans ce décret étaient déclarés ennemis de la République: étaient-ils arrêtés, ils étaient mis à mort ou tout au moins jetés en prison (39). Tant qu'ils n'étaient pas sous la main de justice, tout citoyen avait le droit de les saisir et de les tuer impunément; tout attroupement pouvait les lyncher; dans tous les cas leurs biens étaient confisqués au profit du Trésor (40). Cette procédure sommaire et populaire sanctionnait également l'atteinte aux lois constitutives de la République (41), interdisant le rétablissement de la royauté et introduisant la *provocatio ad populum*: sur le vu de ce texte, la foule qui châtiait un rassemblement de royalistes ou leurs chefs, non seulement pouvait se croire dévolue une mission de justicière, comme c'est l'habitude en pareil cas, mais était en fait déléguée dans cette fonction par le

(39) SALLUSTRE, *Catilina*, 42.

(40) Cf. DAREMBERT et SAGLIO, *Antiquités romaines*, v^o hostis.

(41) MOMMSEN, *Droit pénal romain*, III, 274 seq.

législateur. Ce mode d'exécution fut aussi usité quelque temps pour une catégorie de délits collectifs un peu moins graves, lésant la *majestas Populi Romani*.

§ 2. — RÉPRESSION DES CRIMES DE FOULE
TROUBLANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dans les luttes entre plébéiens et patriciens, TITE-LIVE (42) mentionne cette procédure d'exécution populaire lorsqu'un individu ou un groupe a méconnu les droits sacro-saints du tribun : la répression, véritable lynchage organisé, se faisait « *tergo ac capite* » et devait être prescrite par un plébiscite. Nous ne possédons aucun exemple d'exécution populaire de ce genre et cette lacune laisse à penser que les infractions contre les tribuns ont dû de bonne heure rentrer dans l'accusation « *de majestate* ». Le *crimen majestatis* consiste à porter atteinte au respect que commande la dignité ou la souveraineté du peuple ou de ses représentants. ULPYEN en a donné l'explication suivante : « *Majestatis autem crimen illud est, quod adversus Populum Romanum, vel adversus securitatem ejus committitur* » (43). Or, parmi les *crimina majestatis* se trouve la sédition que MOMMSEN définit « l'insubordination, aux regards du magistrat d'une foule ameutée » (44) (*cætus, conventus*) (45) : nous avons vu que les assemblées de la République et les

(42) *Hist.*, III, 35.

(43) *Dig.*, 48, 4, 1, 1.

(44) Droit pénal romain, II, 263.

(45) La *cætus* désigne une réunion prise dans un mauvais sens ; la *conventus* c'est, d'après FESTUS (épit. 41), « *multitudo ex compluribus generibus hominum contracta in unum locum* ».

foules que suscitérent les luttes politiques ne se privèrent pas de commettre ce délit. En dehors des *Leges Sacratæ*, probablement apocryphes, nous ne savons pas s'il y eut des règlements sur la sédition pendant les premiers siècles de la République : le délit devait surtout se présenter sous la forme de perturbations dans la tenue régulière des *contiones* et des *comitia*. La *lex Icilia*, une des prétendues *Leges sacratæ*, que DENYS place vers 491 de Rome, réprime très sévèrement les troubles des assemblées présidées par les tribuns (46) du moins à l'époque où ceux-ci n'étaient pas encore reconnus comme dignitaires officiels de l'Urbs. La première loi certaine « de majestate » qui ait pu s'appliquer aux crimes de foule est la *lex Apuleia* proposée en 650 de Rome par les deux tribuns Gaius Norbannus et Apuleius : ils firent instituer un tribunal d'exception pour connaître des délits commis pendant la guerre gauloise, en particulier du pillage collectif des trésors de la ville de Toulouse. La « *quæstio auri tolosani* » que la loi créait (47) réprimait probablement l'excitation au désordre : en pratique elle servit surtout à condamner le généralissime Cæpion tenu responsable de la défaite d'Orange (6 octobre 649 de Rome) qui avait tourné au désastre pour les armées romaines.

A part cette loi, nous savons bien que des poursuites furent intentées pour troubles à la sécurité publique devant les comices ou par les tribuns, mais nous ignorons sur le fondement de quels textes

(46) TITE-LIVE, 43, 16.

(47) CICÉRON, *De Orat.*, 2, 107.

l'action fut mise en mouvement. Il existe bien un passage de Porcius Latro (48) attribuant l'interdiction des rassemblements nocturnes (*cætus nocturni*) à la loi des XII Tables et ensuite à une certaine loi Gabinia: malheureusement ce texte est assez suspect et n'est confirmé par aucun autre. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que les crimes de foules attentant à la sécurité de l'Etat étaient susceptibles de pénalités très variables; il dépendait du magistrat de qualifier le délit de capital ou non, ce qui lui permettait de faire une distinction sommaire entre meneurs et menés; la plupart du temps les tribuns ont fait infliger des amendes (*multa*) dont l'énormité forçait les redevables à s'exiler.

§ 3. — RÉPRESSION DES CRIMES DE FOULE TROUBLANT LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Lorsque les foules s'attaquent aux biens ou à la personne des particuliers, lorsqu'elles troublent seulement la tranquillité publique sans mettre en cause l'Etat, l'infraction dans le Droit Romain a été réprimée sous l'accusation « *de vi* ». Mais cette forme de répression n'a fait son apparition que vers la fin de la République. Auparavant il n'existait que des mesures de défense insuffisantes; par exemple les actions de *damnum injuria datum*, d'injures et quelquefois les poursuites tribunicienes. Ce n'est qu'après la mort de Sylla, en 676 de Rome, qu'apparaît la *lex Plantia de vi* qui devait réprimer toutes les violences privées ou publiques commises par les attroupements; nous

(48) Declam. in Cat., 19.

savons qu'elle fut appliquée contre Catilina (49) chef de bandes, mais que par contre l'accusation contre Milon fut soutenue *de majestate* et non *de vi*, bien qu'il s'agit simplement d'une rixe entre les gens de Milon et ceux de Clodius aidés par la foule : la majesté et la sécurité du Peuple Romain n'étaient nullement en jeu et l'on ne comprend pas bien de quel chef l'accusation a été lancée *de majestate*. Quelques années après, la loi Plautia fut fondue dans les lois Juliae de vi qui datent vraisemblablement du début du règne d'Auguste, et pour toutes ces raisons, il ne nous est guère possible de reconstituer la teneur exacte de ce texte : il devait probablement se rapprocher du contenu des lois Juliae que nous étudierons plus loin.

En résumé, pour toute la période de la République, les historiens nous ont laissé le récit d'un certain nombre de crimes de foules, mais sans indiquer suffisamment leur répression ; en la quasi-absence de textes législatifs authentiques, il est très malaisé de dégager les origines de la théorie souple et cohérente qui s'épanouira sous l'Empire.

SECTION II

L'Empire

A cette époque les apparitions de foules semblent se ralentir dans une certaine mesure ; les occasions de formation sont moindres ; la vie politique, étouffée par l'omnipotence de l'empereur, se dessèche et s'étiole.

(49) SALLUSTRE, *Catilina*, 31, 4.

Par contre nous assistons à un essor considérable de l'opinion publique dans la ville de Rome, opinion qui suscite à diverses reprises des mouvements de foule. Néron fut déjà soumis de son vivant à cette censure, par exemple quand il chassa Octavie sa femme et s'unit à Poppée sa maîtresse : « ubi crebri questus nec occulti per vulgum » : ces plaintes amenèrent l'empereur à rappeler Octavie ; aussitôt une foule joyeuse monte au Capitole pour remercier les dieux : « Effigies Poppeæ prouunt, Octaviæ imaginæ gestant humeris, spargunt floribus foroque ac templis statuunt » (50). Il est vrai que Néron, outré de cette manifestation, ne trouva rien de mieux pour la disperser que d'y envoyer des soldats armés de fouets.

Sous Tibère, la popularité de Germanicus fut la cause de quelques tumultes : lors de la dernière maladie du neveu de l'empereur, Rome était attristée et attérée, mais le bruit non fondé de sa convalescence s'étant répandu, la foule se précipite une fois de plus au Capitole pour offrir des sacrifices, en brise les portes et réveille Tibère au chant d'un cantique séditieux : « Salva Roma, salva patria, salvus est Germanicus ». Le jour de la mort de Germanicus, en signe de deuil, « lapida sunt templa, subversæ deum aræ, Lares a quibusdam familiares in publicum abjecti, partus conjugum expositi » (51). La fausse nouvelle du meurtre d'Othon, rival de Galba, déchaîne des transports de joie non seulement chez le peuple, mais chez les Sénateurs et les Chevaliers : passant de la peur à

(50) TACITE, *Annales*, 14, 16.

(51) SUÉTONE, *Vie des douze Césars*, 4, 5 et 6.

l'enthousiasme, ils se ruent sur le Palatin : une sorte de joie collective s'empare d'eux, les plus lâches deviennent pleins de jactance : « nemo scire et omnes adfirmare » (52). TACITE remarque que cette foule qui manifestait de tels transports à l'annonce de la mort d'Othon avait quelque temps auparavant extériorisé avec la même vivacité des sentiments totalement opposés à son égard. Ces changements seraient inexplicables sans le substratum d'une opinion publique soigneusement entretenue, toujours en éveil et prête à susciter des foules, ainsi qu'en témoigne l'incident caractéristique suivant : en 61 après J.-C. le préfet de Rome, Pedanius Secundus, fut assassiné par un esclave de sa maison ; tous ses serviteurs, suivant une ancienne coutume, devaient être tués en punition du forfait ; la foule s'amassa pour défendre tant d'innocents ; malgré cet agrégat, après un plaidoyer de C. Cassius le Sénat vota le supplice, mais l'arrêt ne put être exécuté car la multitude menaçait, armée de pierres et de torches. Alors, nous dit TACITE (53), César (Claude) réprimanda le peuple par un édit (*populum edicto increpuit*) et tout le long du chemin où les condamnés étaient menés au supplice, il fit placer une haie de soldats pour prévenir les débordements de la foule.

A côté des soubresauts de l'opinion publique, une autre source de criminalité collective préoccupa successivement tous les empereurs romains : c'était celle née de l'extension prise depuis la fin de la République

(52) TACITE, *Histoires*, I, 35.

(53) *Annales*, 14, 45.

par la classe des pro'etarii. Cette masse oisive et remuante n'attendait qu'une chose, les distributions de blé. En cas de disette, elle se soulevait unanimement et la foule qu'elle composait s'en prenait à tout ce qui lui tombait sous la main: c'est ainsi qu'en 32 après J.-C. la pénurie de blé provoqua une émeute contre Tibere (54). Cet empereur « populares tumultus et ortos gravissime coercuit et, ne orerentur, sedulo cavit » (55). Pour empêcher le retour de ces foules affamées, les maîtres de Rome durent suivre une politique agraire capable d'assurer les distributions gratuites. Auguste commença par créer un préfet de l'annone pour l'exécution de la loi Clodia sur la répartition du froment. Lors d'une disette en l'an 6 après J.-C., il prit des mesures assez inattendues: il fit sortir de Rome les esclaves à vendre, les troupes de gladiateurs, et tous les étrangers à l'exception des médecins et des professeurs. SUÉTONE qui nous rapporte ce trait (56) oublie de nous dire ce que devinrent ces hommes une fois extradés de Rome. Auguste et ses successeurs firent construire un grand nombre de greniers publics (*horrea*) destinés à emmagasiner le blé pour le temps de disette: le plus célèbre était l'*horreum Galbianum*, dont l'une des faces avait 1.500 mètres de longueur (57); ils eurent à supporter les assauts de la population affamée, aussi leurs murs étaient-ils solides et leurs portes résistantes. Néron fut obligé d'employer des machines de guerre

(54) TACITE, *ibid.*, 6, 19.

(55) SUÉTONE, *Vie des douze César*, 3, 37.

(56) *Vie des douze César*, 2, 42.

(57) Cf. LANCIANI, *Notizie*, 1885, p. 527.

pour renverser les horrea en pierres de taille dont il voulait affecter l'emplacement à sa Maison Dorée (58). Malgré tout, le prix du blé augmenta dans des proportions excessives plusieurs fois sous Auguste, Tibère et Claude. Dans le Bas-Empire, le préfet de l'annone s'en tirait assez bien, grâce au « *canon frumentarius* », impôt en nature perçu sur certaines provinces (Afrique, Sicile) qui devinrent le grenier de Rome.

Mais toutes ces émeutes, si elles attentaient à la sécurité ou à la tranquillité publiques du peuple romain, ne pouvaient guère mettre en péril son existence même; l'empire est maintenant trop vaste, trop bien assis pour qu'une foule puisse placer le gouvernement en mauvaise posture: les révolutions de l'empire ont toutes été l'œuvre d'armées bien organisées. Aussi la légitime défense de l'Etat, qui se traduisait par l'emploi de la force armée pour réprimer les délits collectifs, perd-elle du terrain. Sans doute est-elle encore utilisée, par exemple contre les habitants de Pouzzoles révoltés (59), mais ses applications sont de plus en plus rares. A l'inverse les mesures législatives se développent: à côté de la répression des crimes de foule, nous trouvons organisée une certaine réparation des dégâts commis par les masses: nous sommes en présence de deux actions, l'une privée fondée sur le délit civil, l'autre publique, que nous allons étudier successivement.

(58) SUÉTONE, *Nero*, 38.

(59) TACITE, *Annales*, 13, 48.

§ I. — L'ACTION EN RÉPARATION DES DÉGATS
COMMIS PAR LES FOULES

Une foule peut commettre des violences contre les personnes ou contre les choses : dans le premier cas, sous l'empire, les membres qui la composent sont justiciables d'une *cognitio extraordinem* pénale : « si ex hoc corpori alicujus, vitæ membrisve noceatur (per turbam seditionemve) extraordinem vindicatur » (60). Dans le deuxième cas, les auteurs responsables tombent sous le coup de deux actions en réparation, l'*actio de vi bonorum raptorum* en cas de vol, l'*actio de turba* en cas de dommage matériel apporté à la chose d'autrui.

A) *Vol commis par une foule*

Ce délit rentrait dans les prévisions de l'Edit que rendit en 678 de Rome le prêteur pérégrin M. Terentius Lucullus et que le Digeste nous a conservé sous cette forme : « Si cui dolo malo hominibus coactis damni quid factum esse dicetur sive cujus bona rapta esse dicetur, in eum qui id fecisse dicetur, judicium dabo » (61). En réalité le texte primitif devait être, d'après la reconstitution qu'en a donnée LENEL (62), le suivant : « Si cui dolo malo hominibus coactis armatisve damni quid factum esse dicetur, sive cujus bona vi rapta esse dicentur, in eum qui id fecisse dicetur, in anno quo primum de ea re experiundi potes-

(60) PAUL, *Sentences*, 5, 3.

(61) Dig., 47, 8, 2, princip.

(62) *Edit perpétuel*, 187.

tas fuerit, in quadruplum, post annum in simplum, iudicium recuperatorium dabo ». Deux actions étaient donc proposées, l'une pour le cas de vol causé « *hominibus coactis armatisve* » et qui devait s'appliquer aux foules rassemblées volontairement et l'autre qui s'appelait « *actio de vi bonorum raptorum* » : celle-ci devait viser exclusivement les bandes de brigands qui saccageaient l'Italie à l'époque de Lucullus (63). Les compilateurs du Bas-Empire, avec la désinvolture dont ils sont coutumiers, n'ont pas hésité à fondre ces deux actions en une seule, l'action *de vi bonorum raptorum* qu'ils ont donnée au cas de vol commis par un agrégat fortuit et par un rassemblement volontaire (64). Dans ce dernier cas, la victime de la soustraction peut poursuivre celui qui a réuni la foule ou qui a utilisé la multitude groupée par un autre (meneur), comme aussi n'importe quel membre du rassemblement (menés), sans aucune distinction (65). Peu importe que les inculpés assemblés aient été armés ou non, qu'ils n'aient volé en réalité qu'une partie des biens dérobés (66), seule l'intention frauduleuse est exigée (*dolus malus*) et cette intention résulte de la violence qui accompagne le vol : « *nam qui vim facit, do'lo malo facit* » (67). Cette action était regardée à l'époque classique comme exclusivement pénale, suivant l'opinion dominante consignée

(63) CICÉRON, *Pro Tullio*, 48.

(64) Cf. Dig. 47, 8, 4, 9 : « *Loquitur autem hoc edictum (de Turba) de damno dato et de amisso, de rapto non; sed superiori edicto « vi bonorum raptorum » agi potest.* »

(65) Dig. 47, 8, 2, 3 et 4.

(66) Dig. 47, 8, 2, 11.

(67) Dig. 47, 8, 2, 8.

par Gaius (68) « *Poenam tantum persequimur velut actione furti et injuriarum et secundum quorundam opinionem actione vi bonorum raptorum* », mais Justinien décida qu'elle serait considérée comme mixte. Elle aboutissait, intentée dans l'année du délit, à une restitution au quadruple de la valeur de la chose volée; passé ce délai d'un an, à une restitution au simple.

B) *Dommages causés par une foule*

Lorsque la formation de la foule résultait d'un rassemblement volontaire, l'action « *de vi bonorum raptorum* » s'appliquait pour les dommages matériels comme pour les vols commis par le groupe: la réparation était du quadruple « *propter atrocitatem facti* », mais dans le cas d'agrégat fortuit, la peine civile parut trop forte et un édit postérieur à celui de Lucullus, mais antérieur aux travaux de Labeon (vers 730 de Rome) l'abaissa au double: le texte nous en a été conservé: « *Cujus dolo malo in turba damnum quid factum esse dicetur, in eum in anno, quo primum de ea re experiundi potestas fuerit, in duplum, post annum in simplum, judicium dabo* » (69). Labeon nous a laissé un essai de définition numérique de la turba: ce serait le groupe composé au moins de dix à quinze hommes; en dessous de ce nombre l'élément « *multitudo* » ferait défaut, pour le qualifier de foule.

(68) GAIUS, IV, 8.

(69) Dig, 47, 8, 4, princ.

Le *dolus malus* est exigé ici encore, et les instigateurs qui ont préparé l'explosion violente de l'agrégal sont tenus responsables des dégâts comme ceux qui les ont commis effectivement : « hoc autem edicto tenetur non solus, qui damnum in turba dedit, sed et is, qui dolo malo fecerit, ut in turba quid daretur, sive illo venerit, sive non fuerit præ-sens; dolus malus etiam absentis esse potest » (70). Annale et au double, cette action est donnée « *in factum* » et non « *noxaliter* » (71) : « In eos qui per turbam seditio-nemve damnum, alicui dederint dandumve curaverint, si quidem res pecuniaria est, æstimatione dupli sarcitur » (72).

Ces deux actions, *de vi bonorum raptorum* et *de turba*, permettent d'offrir une sorte de compensation à la partie lésée par les crimes de foule ; mais elles ne s'appliquent qu'aux pillages et aux dégâts matériels et même dans ce cas elles sont doublées sous l'Empire d'actions répressives qui maintiennent et érigent en principe l'ancienne distinction entre les infractions « *de majestate* » et « *de vi* ».

§ 2. — ACTIONS PUBLIQUES RÉPRESSIVES

Avant d'étudier en détail les différentes qualifications sous lesquelles tombaient les crimes de foule, il convient d'examiner les deux théories du droit pénal impérial susceptibles de s'appliquer à ces infractions :

(70) Dig, 47, 8, 4, 4.

(71) LENEL, *Edit perpétuel*, 188.

(72) PAUL, *Sentences*, 5, 3.

théorie de la complicité et théorie de l'individualisation des peines.

Les individus englobés dans la même foule qu'un délinquant peuvent être considérés comme ses complices. Les Romains distinguaient soigneusement les co-auteurs (*socii*) qui avaient tous ensemble accompli l'acte principal du délit, par exemple ceux qui avaient porté les coups à une personne, des complices qui avaient de toute autre façon contribué à l'infraction : cette participation peut se manifester « *ope* », quand les complices ont prêté assistance, « *consilio* » quand ils ont suggéré l'idée du crime (73). Mais co-auteurs et complices, quelqu'ils fussent, étaient tous passibles d'une pénalité identique, égale à celle de l'auteur principal : « *Nihil interest, occidat quis an causam mortis prebeat* » (74), et en cas de coopération de plusieurs personnes, il n'est pas nécessaire que l'acte de chacun présentât tous les caractères du délit, pourvu que ces caractères se rencontrassent dans l'opération d'ensemble (75). Bien qu'en principe les pensées et les paroles restent impunies, nous avons déjà vu à propos de l'*action de turba*, que les instigateurs d'un crime collectif tombaient sous le coup de la loi. Quant aux meneurs et aux menés, ils étaient responsables en bloc et subissaient la même peine. Cependant à partir de l'Empire, le droit reconnu de plus en plus au juge la faculté de proportionner la peine à la réalité du délit et à la personnalité du dé-

(73) MOMMSEN, *Droit pénal*, II, 238.

(74) Dig., 48, 8, 15.

(75) MOMMSEN, *ibid.*, III, 49.

linquant: grâce à cet artifice, la distinction entre meneurs et menés se précise dans une certaine mesure.

En droit romain, le délit a toujours été le même pour tous, mais la peine applicable à une infraction déterminée peut varier suivant le criminel (76). Cette évolution vers l'individualisation de la peine a pour point de départ l'inégalité qui a toujours subsisté entre les hommes libres et les esclaves: « si servus crimen commiserit deinde libertatem consecutus dicitur, eam poenam sustinere debet, quam sustineret, si tunc sententiam passus fuisset cum deliquisset » (77). La peine est donc toujours plus dure pour les esclaves que pour les hommes libres. Entre ces derniers il n'existe aucune différence sous la République, bien que les pénalités les atteignent plus ou moins selon leur situation sociale et de fortune. Sous l'Empire une distinction s'ébauche entre l'« *utrerque ordo* » et la « *plebs* ». La première catégorie comprend la double noblesse des sénateurs et des chevaliers; avec le Bas-Empire, renforcée des décurions et des soldats, elle devient la caste des *honestiores* qui tranche sur celle des *humiliores*. Ils possèdent certains avantages, comme par exemple la dispense du crucifiement, mode normal d'exécution capitale, ou celle de la torture dans la procédure de la preuve.

Parallèlement à cette différenciation légale, le juge a un certain pouvoir d'individualisation de la peine: cette faculté date du droit impérial: antérieurement

(76) Cf. MOMMSEN, *Droit pénal romain*, II, 389 seq.

(77) ULPPIEN, *Dig*, 48, 19, I, I.

le magistrat qui se confond souvent avec le *Populus* doit acquitter ou condamner. Après Auguste, il est muni d'un *arbitrium* assez large, surtout pour appliquer les nombreux textes sanctionnés par le châtiment suprême; les empereurs ne donnent souvent dans leurs constitutions que des idées directrices. Constantin (78) ordonne de punir l'esclave qui s'enfuit en pays étranger de la perte du pied, de la condamnation aux mines ou « *qualibet pœna* ». Certaines circonstances atténuantes sont passées dans le droit écrit: la « *miseratio ætatis* » (jeunesse) (79), l'émotion violente quand par exemple elle étreint un mari surprenant sa femme en flagrant délit d'adultère et la tuant (80), le sexe (Valerien dans ses poursuites contre les chrétiens punissait les hommes de la mort, les femmes du bannissement); le fait d'avoir pris une part moins active à l'accomplissement du délit, la nocuité du coupable étaient également pris en considération: « *Majores nostri in omni supplicio severus famosos quam integræ famæ homines punierunt* ».

Ces principes généraux ont trouvé leur application dans les différentes lois réprimant la criminalité des foules.

A) *Lex majestatis*

Devenu maître de Rome, Auguste s'empresse, pour consolider une situation chèrement acquise, de publier la *lex Julia Majestatis*, que certains d'ailleurs

(78) Code J., 6, 1, 3.

(79) Dig, 4, 4, 37, 1.

(80) Dig, 29, 5, 3, 3.

attribuent à Jules César. La question n'a pas une importance capitale : si la loi est de Jules César, Auguste a dû la refondre et la retoucher et si elle provient d'Auguste, ses antécédents ont été puisés dans la législation promulguée par J. César. La *lex majestatis*, dans la rédaction définitive qui nous est parvenue, d'une compréhension fort élastique, comme toutes les lois pénales romaines, punissait notamment la révolte, la sédition, le complot, tous les crimes en un mot par lesquels Auguste s'était élevé à l'Empire. Tombent sous les coups de ce texte « *armati homines cum telis lapidibusve in urbe sint, convenientve adversus rempublicam... quove cœtus et conventus fiat, hominesque ad seditionem convocentur... quo seditio tumultus adversus rempublicam fiat* » (81), c'est-à-dire tous les attroupements, dès qu'ils nuisent à la sécurité publique, même s'ils n'ont encore commis aucune infraction. Cependant la loi n'applique sa pleine rigueur qu'aux agitateurs et aux chefs (82), « *cujus opera consilium, qui sollicitaverint* » ; les menés relèvent de l'accusation moins sévère « *de vi* » que nous étudierons plus loin. Mais après tout, les crimes de foules ne mettent plus en danger directement l'existence de l'Etat, aussi la *Lex majestatis* vise en premier lieu l'ambition des gouverneurs de province dans ses moindres manifestations : c'était le côté faible de l'Empire, d'où viendront toutes les entreprises qui le mettront en mauvaise posture : Auguste devait toujours craindre, pour lui et ses successeurs, qu'un

(81) ULPEN, Dig, 48, 4, 1. 1.

(82) Code J., 9, 30, 2.

usurpateur n'entrat à sa suite dans la brèche qu'il avait ouverte: « Eadem lege tenetur, et qui injussu principis bellum gesserit, dilectumve habuerit, exercitum comparavit, quive cum ei in provincia successum esset, exercitum successori non tradidit, quive imperium, exercitumve populi romani deseruerit, quive privatus pro potestate magistratuve, quid sciens dolo malo gesserit, quive quid eorum quæ supra scripta sunt, facere curaverit » (83). Cette minutie de détails, digne de faire l'admiration des siècles futurs, trahit suffisamment l'intention de son auteur: dans l'esprit d'Auguste, les meneurs et instigateurs de foules passent au second plan. Leur délit suppose l'existence de l'intention coupable, *dolus malus*; on assimile généralement au fait la tentative (par exemple le fait de réunir une foule pour donner l'assaut à un *horreum*, sans parvenir à en enfoncer les portes) et même la simple résolution coupable; cependant le juge doit examiner les circonstances pour apprécier cette dernière (84). Enfin les chefs sont passibles aussi, s'il y a sédition, des rigueurs de la loi Cornelia sur le meurtre: « Item is qui... auctor seditionis fuerit... senatusconsulto poena legis Corneliæ (de sicariis) punitur ». La procédure avait lieu par voie de *cognitio* sous le Principat, devant la Cour Souveraine des Consuls et du Sénat; sous le Bas-Empire, devant les Tribunaux impériaux.

Certaines circonstances aggravaient le crime: le rassemblement nocturne (*coetus nocturni*), le port

(83) Dig. 48, 4, 3.

(84) Dig. 48, 4, 7, 2 et Code J., 9, 8, 5, princ.

d'armes ou de pierres (85). La pénalité nous a été conservée par PAUL: « Auctores seditionis et tumultus, popu'o concitato, pro qualitate dignitatis aut in furcam tolluntur, aut bestiis objiciuntur, aut in insulam deportantur » (86). Suivant la conception antique, les biens des condamnés sont confisqués et, comble d'injustice, l'accusation ne s'éteint pas par la mort du coupable, du moins lorsqu'il y a perduellion, c'est-à-dire lorsque le prévenu a rassemblé ou dirigé une foule dans une pensée d'hostilité contre l'Etat. Dans ce cas, s'il décède pendant la procédure criminelle, « nisi a successoribus purgetur, hereditas fisco vindicatur » (87). Enfin, lorsqu'il y a lieu d'exécuter le condamné, l'Empereur peut défendre d'inhumer le cadavre: dans ce cas le bourreau rejetait la dépouille au moyen d'un crochet sur l'escalier le plus proche de la prison; de là on la traînait à l'aide du même crochet jusqu'au Tibre. Tacite nous a laissé le tableau émouvant de cette procédure, à propos de l'exécution en masse des partisans de Sejan coupables de lèse-majesté: « jacuit immensa strages... neque propinquis aut amicis adsistere nec lacrimare, ne visere quidem diutius dabatur, sec circumjecti custodes... corpora putrefacta adsectabantur, dum in Tiberim traherentur, ubi fluctantia aut ripis appulsa non cremare quisquam, non contingere ». Il est bien évident que l'atrocité d'une telle répression ne pouvait être réservée qu'aux meneurs d'une foule et en excluait les menés.

(85) Dig, 48, 4, 7, 4.

(86) Dig, 48, 19, 38, 2.

(87) Dig, 48, 4, 11.

B) *La lex de vi*

Ceux-ci tombaient sous le coup des *leges Juliae de vi publica aut privata*. Ces deux lois, publiées probablement par Auguste, se rencontrent sur bien des points, avec la loi de Majesté qu'elles complètent. La *vis publica* est assez difficile à distinguer de la *vis privata*: les deux lois qui en traitent, distinctes à l'origine, ont dû faire l'objet, dans la rédaction qui nous est parvenue, de tentatives d'unification plus ou moins heureuses de la part des compilateurs byzantins (88). La *vis publica*, punie de peines plus fortes, a dû se rapporter primitivement aux délits commis par les magistrats, la *vis privata* à ceux perpétrés par les particuliers. Plus tard, autant qu'on peut en juger par la comparaison des textes, il ne subsista plus qu'une différence de degré entre les deux *vis*: par exemple l'appropriation du bien d'autrui ou sa détérioration à main armée en utilisant ou en provoquant un attroupement, rentre dans la *vis privata*, mais s'il y a mort d'homme, dans la *vis publica*. Sous le Bas-Empire, bien que la distinction traditionnelle demeure érigée en principe, le délit *de vi* s'unifie et les lois *Juliae de vi* s'attachent toutes deux à prévoir minutieusement les infractions susceptibles d'être commises en foule et même les causes immédiates des mouvements grégaires. Les individus qui ont profité du rassemblement

(88) Par exemple Dig, 48, 6, 10, 1 (*de vi publica*): « *Hac lege tenetur et qui convocatis hominibus vim fecerit, quo quis verberetur et pulsetur, neque homo occisus sit* ». La même phrase est rapportée textuellement au Dig, 48, 7, 2 (*de vi privata*).

causé par un incendie pour voler (89), qui ont incendié, dans un rassemblement, une *insula*, qui ont séquestré une personne (90). l'ont frappée ou blessée (91), ou l'ont expulsée de sa propriété et ont détruit celle-ci, qui en résumé ont commis en groupe des dégâts ou désordres susceptibles de nuire à la tranquillité publique, tombent sous l'accusation *de vi*, qu'ils soient meneurs ou menés. Rentrent également dans cette qualification *de vi* les menés ayant participé à des mouvements grégaires contre la sécurité de l'Etat, mouvements dont les meneurs sont passibles de la *pæna Majestatis*; les termes législatifs sont formels à ce sujet: « hi qui ædes alienas... hi qui convocati sunt » (92). Le délit *de vi* est de la compétence du prêteur urbain chargé essentiellement du *quies popularium*: pour maintenir cette tranquillité chez le peuple, il dispose d'un certain nombre de soldats de garde (93); dès que ceux-ci l'ont prévenu d'une infraction causée par une foule, il doit se saisir de l'affaire, sans accusation proprement dite (94); après avoir procédé à l'instruction sur le vif, il nomme un *quæstor* président du jury de jugement (du moins dans les premiers temps de l'Empire), ou il désigne, par la suite, un magistrat chargé de juger l'affaire. La procédure est donc relativement rapide et l'enquête menée de façon à découvrir aisément les principaux coupa-

(89) Dig, 48, 6, 3, 2.

(90) Dig, 48, 6, 5.

(91) Dig, 48, 7, 2.

(92) Dig, 48, 6, 11 et 48, 7, 3, 2.

(93) Dig, 1, 12, 1, 12.

(94) Code J., 8, 4, 8.

bles. La peine nominale de la loi *de vi* a varié considérablement : primitivement elle portait interdiction de l'eau et du feu (95). (*aquæ et ignis interdictio*) ; elle devint la déportation pour les *honestiores* et la mort pour les *humiliores* (95). Constantin (97) avait édicté une sanction uniforme, la mort, mais des lois postérieures réablirent la déportation. Cette peine pouvait être diminuée ou aggravée suivant les cas, ainsi que nous l'avons déjà expliqué. Parmi les circonstances aggravantes, il faut relever le port d'armes dans un attroupement, le fait de se promener porteur d'armes sur des lieux (place publique, forum, etc.), où les agrégats avaient coutume de se former (98), ou encore le fait de se rendre armé à une assemblée (*contio, iudicium publicum*) capable de se transformer en une foule criminelle (99). Par gens armés, on entend « non utique qui tela habuerunt, sed etiam quid aliud, quod nocere potest » (100), bâtons, pierres, etc... Est encore circonstance aggravante le trouble apporté par un groupe aux opérations électorales (101). Par contre le rassemblement d'une foule peut servir à disculper un individu. Lors de l'assassinat d'un paterfamilias, les esclaves de sa maison devaient subir la question : jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, on n'admettait ni *aditio* ni ouverture du testament : les Romains se méfiaient des ententes criminel-

(95) Dig, 48, 6, 10, 2.

(96) Code J., 9, 12, 7.

(97) Code J., 9, 12, 6.

(98) Dig, 48, 6, 3, 1.

(99) Dig, 48, 6, 10 princ.

(100) Dig, 48, 6, 9.

(101) PAUL, *Sentences*, 5, 30, 1.

les entre les esclaves et les successibles pressés d'entrer en possession de leur part. Or, les esclaves ne subissaient pas la question s'ils avaient porté, au moment de l'assassinat, secours à leur maître, notamment « si quis (puer) turbam convocavit » (102).

Enfin, pour prévenir la formation des foules, le droit romain sévissait contre les associations de jeunes (*juvenes*) lorsqu'elles se livraient à des manifestations intempestives sur la voie publique (103) et Justinien infligea des amendes aux individus qui poussaient par les villes des clameurs propres à susciter des rassemblements (104).

*
* *

Les Romains ont pu réprimer les mouvements de foule d'une manière assez satisfaisante, grâce à leur système législatif très nuancé, surtout à partir de l'Empire. Si la prévention des crimes collectifs a été un peu laissée dans l'ombre, il faut reconnaître que le droit romain présentait une certaine souplesse permettant d'envisager toutes les faces du délicat problème des foules et qu'il a réussi à dégager quelques principes directeurs qui resteront après lui la base de toute législation positive en la matière.

(102) Dig, 29, 5, 1, 35.

(103) Dig, 48, 22, 28, 3.

(104) Code J., 9, 30.

CHAPITRE II

LA CRIMINALITÉ DES FOULES DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Le droit pénal germanique, dans les régions où il succéda en Gaule au droit romain, semble ne s'être pas beaucoup préoccupé de la question des foules. A peine de loin en loin rencontre-t-on dans les Capitulaires des rois francs quelques dispositions paraissant s'y rapporter. Par exemple un capitulaire de Charlemagne promulgué en 788 défend *ut raptum vel vim per collectam hominum et incendia infra patriam nemo facere præsumat* sous peine d'une amende de soixante solidi. Et encore ce texte a dû plus souvent s'appliquer à des bandes armées qu'à des foules; ces dernières devaient être relativement rares chez les Francs: s'ils se groupaient, c'était en armées ou en troupes toujours plus ou moins organisées. Les seuls rassemblements volontaires existant devaient revêtir la forme de manifestations à caractère religieux; à l'appui de cette hypothèse, nous trouvons un Capitulaire de Charlemagne daté de l'an 554 « de sacrorum dierum festivitatis caste celebrandis » qui semble plus dicté par le désir d'éviter les « sacrilèges » que par le

souci de réfréner la turbulence de la multitude: « *Noc-tes pervigiles cum ebrietate, scurrilitate, vel canticis; etiam in ipsis sacris diebus Pascha, natale Domino et reliquis festivitibus, vel adveniente die dominico, bansatrices per villas ambulare* ». Cent coups de fouet sanctionnaient ces démonstrations intempestives.

La même indigence de faits de foule se manifeste dans toute l'ère féodale du moyen-âge: le morcellement des fiefs ne favorisait guère les réactions collectives. Le peuple ne commence à se grouper que lors de l'établissement des communes, sous le règne de Louis Le Gros (1108-1137). C'est de cette époque que datent vraisemblablement les premiers mouvements de foule criminelle; malheureusement les documents nous manquent pour contrôler ces déductions. Il faut attendre 1357 pour se trouver en présence d'un événement historique dont la teneur nous a été conservée: c'était au temps des luttes intestines entre le dauphin et le prévôt des marchands, Etienne Marcel. « Paris offrit l'image d'une démocratie sans principes et sans organisation. On vit le dauphin, le roi de Navarre et Marcel haranguer tour à tour le peuple qui s'était saisi de tout le pouvoir et qui ne savait pas l'exercer. Par ignorance on commit de part et d'autre des atrocités inutiles et ces désordres de la capitale se répandirent promptement dans les provinces. Des compagnies de brigands se formèrent de toutes parts. La noblesse essaya de renouveler sa tyrannie sur le peuple; mais les gens de la campagne s'armèrent; ils joignirent au désir de la vengeance l'espoir du butin et cette insurrection, connue sous le nom de Jacquerie ne

fit grâce à aucun noble qui voulût résister, ou dont le château valût la peine d'être pillé » (1). Autrement dit les foules qui avaient donné naissance au mouvement se transformèrent, suivant l'évolution déjà signalée, en bandes plus stables et mieux hiérarchisées. En 1382, toujours à Paris, nous rencontrons encore un mouvement de masse d'une violence inouïe, à propos d'un droit d'aide qu'on voulait rétablir nonobstant la décision des Etats-Généraux; la foule, réunie à l'instigation d'un meneur, se précipita à l'Hôtel de Ville, s'y arma de maillets de plomb, puis massacra les receveurs préposés à la levée de l'impôt. On arrêta quelques « maillotins », mais le peuple se révolta de nouveau en apprenant qu'on voulait les châtier; la répression fut impitoyable: « on n'imagina pas de meilleur moyen pour diminuer le nombre de ces séditions que de jeter dans la rivière ceux qu'on pouvait saisir » (2). De tels exemples ne produisirent pas l'effet désiré et l'opinion qui avait donné naissance à l'insurrection ne fut vraiment apaisée que par une seconde convocation des Etats-Généraux, à l'instigation du nouveau roi Charles VI. C'est d'ailleurs sous le règne de ce prince qu'eut lieu encore, pendant la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons (1407-1435), la fameuse insurrection cabochienne. Les Cabochiens, élément avancé de la faction bourguignonne, sous la direction d'un nommé Caboché, avaient inauguré la tactique politique qui a été depuis

(1) THOURRET, *Abrégé des révolutions de l'ancien gouvernement français*, p. 212.

(2) MERLIN, *Répertoire*, V^e Sédition.

l'apanage de bien des groupements : la descente dans la rue. A la solde du duc de Bourgogne Jean Sans Peur, ils suscitèrent maints mouvements de foule ; mais la population de Paris, bientôt lassée de cette agitation et effrayée d'une telle démagogie, rappela le parti armagnac qui entra le 1^{er} septembre 1413 dans la capitale évacuée par Jean Sans Peur.

Malgré ces soubresauts collectifs, somme toute assez rares, ce qui semble préoccuper les rois de France de l'époque, ce sont les bandes innombrables dont les razzias mettent le pays à feu et à sang : « pour les grandes plaintes et clameurs que par plusieurs fois nous avons eues et avons continuellement chacun jour, de grans pilleries, excès, efforcements de femmes, rançons et autres innumérables maux, oultreiges et dommeiges que ont faits et font chacun jour à nos subjects et plusieurs parties de nostre royaume, Archiers et Arbalestriers, et autres estant en leur compagnie » (3). Les querelles intestines entre Armagnacs et Bourguignons avaient engendré une éclosion multiple de bandes rénumérées par l'un ou l'autre parti ; pour elles la guerre était une industrie à exercer aux dépens des paysans et des marchands. Aussi lorsque Charles VI interdit les assemblées illícites, vise-t-il exclusivement les bandes armées, sans se préoccuper des foules (4). Il est défendu de lever des gens d'armes sans l'autorisation par écrit du roi

(3) Lettre de Charles VI au Sénéchal de Toulouse en date du 29 avril 1407. (Ordonn. du Louvre, IX, 203.)

(4) Lettres des 15 juillet 1410 et 30 août 1410 au Sénéchal de Toulouse, des 9 mai, 6 juin et 5 août 1413 au Bailli d'Amiens. (Ord. du Louvre, IX, 515, 532 ; X, 146, 147 et 159.)

sous peine « d'encourir son indignation perpétuelle et d'être réputé rebelle et désobéissant à lui ». Soucieux de l'effet moral que devaient produire de telles interventions, Charles VI recourt encore aux bons offices des papes Urbain V et Jean XXIII, qui successivement excommunient « les gens des Compagnies qui s'assembleront en armes dans le royaume de France et les seigneurs qui les réuniraient pour soutenir leur rebellion » (5). La seule répression efficace en réalité ne faisait qu'envenimer le mal, car, pour faire respecter les défenses du roi, ses représentants sont autorisés « à leur commandement à armer et assembler des gens ». Les bandes armagnagues et bourguignonnes continuent à désoler la France, même après le traité d'Arras (1435) qui clot officiellement la guerre civile.

Celle-ci devait renaître un siècle plus tard entre catholiques et protestants; comme en toutes les périodes troublées, l'époque des guerres de religion a été fertile en crimes de foules; nous en citerons un parmi les plus caractéristiques. Charles IX, en témoignage d'amitié pour Coligny, qu'il recevait le 12 septembre 1571 au Château de Blois, avait donné l'ordre d'enlever la croix et la pyramide dressées sur l'emplacement de la maison des frères Gastines, condamnés à mort et exécutés pour exercice prohibé du culte protestant dans leur logis; une violente émeute s'ensuivit à Paris, une maison qui avait appartenue aux deux frères fut brûlée, celle dite du « Mouton d'or » et une troisième dans la rue de la Monnaie furent également saccagées.

(5) Ordon. du Louvre, IX, 652; X, 158.

Le roi dut écrire au Prévôt des Marchands et aux échevins : « Faites-en une punition exemplaire et en plein jour pour que l'on puisse donner crainte aux canailles qui font les dites séditions et que les autres y prennent exemple » (6). Si la Saint-Barthélémy qui suivit peu de temps cette répression expéditive a eu pour origine un complot et pour moyens d'exécutions, du moins à son début, des bandes de mercenaires à la solde de Catherine de Médicis, il est certain que de nombreuses foules entraînées par la mystique religieuse se formèrent spontanément et commirent de nombreux dégâts dans les jours qui suivirent la fameuse nuit. Après le meurtre de Coligny perpétré par une poignée de bandits, la populace se rua dans la cour où gisait le corps de l'amiral ; elle le piétina, l'insulta, puis le promena triomphalement et, lorsqu'elle fut lasse d'injures, elle alla l'attacher au gibet de Montfaucon. « Le sang étanché, trouvons-nous consigné dans les mémoires contemporains du massacre, le sac commença : Paris sembla une ville conquise ». On eut beau proclamer à sons de trompe et par tous les carrefours et lieux publics une ordonnance de Charles IX visant à arrêter les déprédations, le pillage et la tuerie n'en continuèrent pas moins pendant trois jours.

Lorsqu'après Henri IV le pouvoir central se fortifie, les mouvements de foule de l'Ancien Régime perdent leur caractère dangereux ; ils ne sont plus dirigés contre l'Etat lui-même ; ce sont des explosions violentes.

(6) DE LA FERRIÈRE, *La Saint-Barthélémy*, in *Nouvelle Revue*, t. 67, p. 225.

tes causées en majorité par la misère effroyable et par les vagues de paupérisme qui submergèrent la France à certaines heures. C'est le dénuement absolu du peuple qui est à la base de la Fronde, l'arrestation de Broussel n'ayant été que le signal du mouvement. Comme tous les idéologues humanitaires, Broussel était très populaire chez les petits travailleurs. Les fenêtres de son habitation donnaient sur la Seine et la batellerie de Paris, instruite la première, *de visu*, de son incarcération, s'élança dans les rues pour manifester son indignation. Les Halles se joignirent à elle, « le bon bourgeois suivit le peuple, les boutiques se fermèrent, les chaînes se tendirent, les rues se hérissèrent d'armes vieillottes qui donnaient à l'émeute un faux air de cortège historique » (7). Calmée par la mise en liberté de Broussel, la foule se dissipa, mais l'agitation des esprits subsista, la même mentalité collective continua à se faire jour : « il suffisait du bruit le plus absurde, d'un passant criant que la régente préparait une seconde Saint-Barthélemy, ou que la reine de Suède était avec son armée à Saint-Denis pour que les mousquets partissent tous seuls dans les rues ». Dans ces conditions la régente et le jeune roi Louis XIV sortirent de Paris : cette fuite affola la capitale et conduisit à la guerre civile : « On crut que la reine, une fois en sûreté, ne penserait plus qu'à se venger des barricades. Les affaires s'arrêtèrent, le bourgeois cacha son argent, les gens de la Cour partirent en hâte, emportant leur mobilier et les mauva-

(7) BARINE, *La grande demoiselle*, in *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1901.

ses figures des jours troubles se répandirent par les rues. Des voitures de déménagement furent pillées. Ce fut ensuite le tour des boulangeries ».

Lorsqu'on parcourt les fastes de l'Ancien Régime, on est frappé du nombre de boulangeries qui furent saccagées au cours de mouvements de foule. C'est que la misère du bas peuple avait deux causes principales : la plus importante était la disette qui malheureusement sévissait à l'état endémique ; la seconde résultait de la multiplication d'impôts excessifs, frappant presque exclusivement, de par leur mode de répartition, les couches populaires de la nation.

La royauté, depuis Louis XIV, a vécu sous la crainte perpétuelle des émeutes populaires nées de mouvements de foule spontanés ou provoqués. Elle les a réprimés sévèrement, comme nous le verrons plus loin, mais elle a aussi cherché à les prévenir autant que possible ; pour éviter les soulèvements d'affamés, elle a appliqué une politique interventionniste des grains. Elle a enfin essayé d'atteindre les mouvements de foule, surtout ceux de protestation contre les mesures fiscales, en les punissant du fait même de leur existence, avant qu'ils n'aient commis aucun acte répréhensible.

SECTION I

Prévention des infractions commises par les foules

A) LA POLITIQUE DU BLÉ ENVISAGÉE COMME PRÉVENTION DES ÉMEUTES

Sous l'Ancien Régime le blé fournissait l'élément presque exclusif du peuple: s'il venait à manquer, c'était l'émeute presque inévitable, éventualité toujours redoutable dans les grandes villes. Aussi tous les gouvernements qui se sont succédés jusqu'à Turgot ont été hantés par la même préoccupation: protéger l'acheteur contre le producteur et le vendeur de grains et rendre ainsi dans les villes le blé abondant et à bon marché. Pour arriver à ce résultat, ils ont pris toute une série de mesures législatives intéressant cultivateurs, marchands de grains et boulangers: l'énumération de ces différentes dispositions légales destinées à faire baisser le coût de la vie dans toute l'étendue du royaume, présente un certain intérêt historique au point de vue de la prévention des foules: comme son étude déborde légèrement le cadre de notre ouvrage, nous renvoyons en appendice (a) les développements qui la concernent. Contentons-nous d'observer que toutes ces brimades à la production, à la circulation et même à la consommation des céréales ont manqué leur but; malgré l'intervention directe du Roi sur les cours des grains, nous devons constater que ces diverses mesures ont peut-être diminué l'importance des mou-

(a) Voir page 365.

vements de masse (quant elles ne les ont pas directement provoqués), mais n'ont pas empêché leur retour périodique. Aussi le législateur de l'époque, désespérant de pouvoir agir efficacement sur les facteurs lointains de l'apparition des foules, famine et impôts dont les finances obérées exigeaient impérieusement la rentrée, s'est-il rejeté sur une prévention plus immédiate. Il s'efforça de viser la formation de certains groupes susceptibles d'infractions collectives aux lois en vigueur : ce fut le but de l'interdiction des attroupements.

B) INTERDICTION DES ASSEMBLÉES ILLICITES ET DES ATTROUPEMENTS (8)

L'ancien Droit n'a pas fait de distinction très nette entre les foules de constitution inorganique et les bandes à hiérarchie rigoureusement organisée. Il englobe d'abord dans la même dénomination ces deux groupes, pourtant bien distincts, et cette confusion s'étale dans un mandement de Philippe IV, daté de 1305, au Prévôt de Paris (9) : le texte en question

(8) Les légistes de l'époque ont parfois, sous la pression des circonstances, remonté jusqu'aux origines des attroupements, eux-mêmes générateurs de foules criminelles, et en prohibant leurs causes premières, empêché la formation d'assemblées dangereuses : « Son altesse estant advertye que l'insolence d'aucuns particuliers est arrivée à ce point que de se battre de jour et de nuit ez rues et places de Nancy à coups d'espée et de bâton... ce qui a causé et pourrait causer à l'avenir les plus grands inconvénients et désordres... Icelle a fait et fait très expresses inhibitions et deffences à toutes personnes de tirer l'espée ni toute arme à feu... dans n'y dehors ladite ville de Nancy » (Ordonnance de Lorraine du 13 août 1667. Fonds Lorrain de la Bibliothèque municipale de Nancy, 6.384, pièce 12).

(9) Ord. Louvre, I, 428.

interdit toute assemblée de jour ou de nuit de plus de cinq personnes dans la ville sous peine d'emprisonnement; plus tard, le terme d' « Assemblée illicite », comme nous l'avons déjà montré, ne vise que le cas des bandes armées qui ravageaient la France à ce moment. Au contraire, vers 1550, il désigne surtout la foule, mais une foule qui se réunit à dessein, le rassemblement volontaire, dont la formation s'identifie sur bien des points à celle des bandes armées. En effet, d'après FARINACIUS (10), on ne doit pas regarder comme assemblée illicite le rassemblement de plusieurs personnes qui s'assemblent sans chef, l'une après l'autre, dans un même lieu ou qui s'y trouvent par hasard, sans aucun complot ou dessein prémédité; c'est désigner clairement ce que nous avons appelé l'agrégat fortuit.

Parmi les rassemblements volontaires, seuls sont déclarés illicites ceux fomentés soit contre le Prince et la sûreté de l'Etat, soit contre d'autres dispositions des ordonnances royales, ou à « mauvais dessein ».

Les assemblées faites contre le Prince ou contre l'Etat sont punies depuis 1579 sous la qualification de crime de lèse-majesté: elles entraînent la confiscation générale et, si elles sont armées, la mort (art. 278 de l'ordonnance de Blois). Auparavant ces assemblées avaient été défendues par une ordonnance de 1487 « sous de graves peines » sans plus de précisions. L'édit de Juin 1559 leur appliquait la peine de mort et celui de Juillet 1561 sur la « rebellion, le moyen de tenir le peuple en paix et la répression des sédi-

(10) FARINACIUS, quest. 113, n° 141 seq.

tieux » défendait sous peine de confiscation « tous conventicules et assemblées publiques, avec armes et sans armes ».

Les autres assemblées réunies « contre la disposition des ordonnances ou à mauvais dessein » ou celles qui, dirigées contre le Prince ou l'Etat, n'ont eu aucune suite, ne sont pas punies de cette peine ordinaire, mais d'une peine moindre, appliquée arbitrairement selon les circonstances. D'ailleurs toute assemblée illicite, lorsqu'il existe un doute sur ses intentions, est toujours présumée formée contre la sûreté de l'Etat.

« Ceux qui s'entremettent pour faire ou provoquer des assemblées illicites doivent être punis selon la rigueur des ordonnances et même plus sévèrement que ceux qui ont formé ces assemblées, même si elles n'ont eu aucune suite » (11). Cette disposition vise les instigateurs de rassemblements volontaires : elle les frappe au moins aussi durement que les meneurs.

Enfin, dernière conséquence logique du système, si l'assemblée ne se réunit point dans le but de provoquer un trouble ou un dommage envers quelqu'un, elle ne doit pas être punie. A plus forte raison si elle est convoquée pour une juste défense ou s'il s'agit d'arrêter des brigands. C'est ainsi qu'un édit du 9 mai 1539 contre les bandes armées dispose :

ART. 4. — En outre nous avons donné et donnons par ces présentes pouvoir et puissance, à tous ceux qui trouveront tels personnages armés et déguisés de les prendre, arrêter et saisir au corps ; et s'ils se mettent en défense, assembler par

(11) JOUSSE, *Just. crim.*, IV, 65.

tocquesin ou autrement les peuple et communautéz, et leur courir sus, en manière qu'ils puissent être prins, appréhendez et mis prisonniers en justice.

ART. 5. — Et si par leur rébellion, défense et désobéissance, aucuns d'eux étaient à ladite caption tuez ou occis, nous voulons que de ce ne soit aucune chose inopérée à ceux qui auront ce fait, par la manière susdite, ni qu'ils n'encourent aucune peine ou amende.

L'infraction d'assemblée illicite est réputée un « cas royal » quand elle est non armée, c'est-à-dire qu'elle est portée devant les baillages, sénéchaussées et présidiaux, à l'exclusion de toute autre juridiction royale ou seigneuriale (12). Si elle est armée, elle devient « cas prévotal » et la compétence est attribuée en dernier ressort au Prévôt des Maréchaux (13).

Pas plus que la notion d'assemblée illicite, celle d'attroupement, que l'on rencontre dans quelques textes de l'Ancien Régime, n'a été précisée par les juristes de l'époque: MERLIN (14) définit l'attroupement une assemblée illicite et tumultueuse, ce qui ne clarifie guère la question. Lorsque Louis XVI lance le 11 mai 1775 une ordonnance où il prescrit que « toutes personnes.. qui étant entrées dans les attroupements par séduction ou par l'effet de l'exemple des principaux séditieux, s'en sépareront... ne pourront être arrêtées » il désigne sous ce vocable les bandes armées et pillardes qui vinrent jusqu'à Paris dévaster les marchands (Guerre des Farines). Au contraire l'ordonnance du 17 juillet 1720 qui suspendait le paiement

(12) Ordon. de 1670, titre premier, art. 11.

(13) *Ibid.*, art. 12.

(14) *Répertoire*, V° Attroupement.

des billets de banque et qui interdisait les attroupements visait évidemment les agrégats fortuits ou les rassemblements volontaires qui pourraient se former dans la capitale à la suite des expériences désastreuses de LAW.

En réalité les attroupements étaient assimilés aux assemblées illicites et interdits au même titre sous des peines identiques, ainsi qu'en témoigne un arrêt du Parlement de Paris en date du 7 septembre 1778 (15) « Défenses sont faites à toutes personnes de quelques qualité et condition qu'elles soient, de s'assembler ou s'attrouper en cette ville sans y être autorisées ou sans en avoir obtenu la permission » « ... à peine d'être sur le champ arrêtées, emprisonnées et leur procès fait et parfait, conformément à la rigueur des ordonnances qui défendent les assemblées illicites ».

La déclaration du 9 mars 1780 relative aux attroupements armés vint modifier cette concordance de peines en distinguant l'attroupement-foule sans violence et l'attroupement-foule suivi de rébellion aux agents chargés de le disperser.

Parmi les différentes variétés d'attroupements, quelques-uns ont spécialement retenu l'attention du législateur royal : ce sont d'abord ceux qui avaient pour objet des « jeux ou fêtes balladoires » ; ils furent interdits pour prévenir les excès auxquels ils auraient pu se livrer (16). Dans la ville d'Auxerre un grand

(15) *Recueil d'Isambert*, XXV, 411.

(16) Arrêts du Parlement de Paris des 5 mai 1781 et 22 mai 1776. Ce dernier interdisait une fête dite de l'arrière qui se célébrait en Picardie : le jour de la fête de la paroisse, un habitant monté sur un âne, le visage tourné vers la queue, escorté de beaucoup de jeunes

nombre de personnes s'attroupaient au mois de janvier et parcouraient les rues au son du tambour, aussi bien le jour que la nuit; ces individus troublaient le repos public, aussi un arrêt du Parlement en date du 29 janvier 1782 défendit à tous particuliers de s'assembler ni de s'attrouper dans aucun temps de l'année et de courir, masqués ou autrement, dans la ville d'Auxerre à peine de 100 livres d'amende pour chaque contrevenant.

Dans un but d'édification religieuse et pour éviter la formation d'agréats ou de rassemblements délicieux, une ordonnance des ducs de Lorraine en date du 12 janvier 1583 porte : « Défendons foires et marchés en jours de fête et dimanches, ni pareillement faire danses et jeux publiques aux heures du Service divin, et généralement de ne commettre aucun acte d'insolence et de dissolution » (17). Cette disposition est étendue aux dimanches et jours de fêtes en totalité par une ordonnance du 9 septembre 1624. Un arrêt de la Cour souveraine du duché, en date du 27 août 1700 rappelle les deux précédentes ordonnances, car dans l'intervalle, le Procureur général a reçu « de grandes plaintes des contraventions qui se commettent en plusieurs endroits de la province par les dissolutions publiques, débauches, fréquentations des cabarets le dimanche, danses et jeux illicites qui font naître des querelles dans la chaleur du vin ». Le 19

gens et précédé de tambours, arrêtait ceux qui passaient dans la rue pour se faire payer le droit de passage et allait dans les maisons les plus opulentes pour se faire donner à manger et à boire. Pratiquement, la coutume donnait lieu à de nombreux désordres collectifs.

(17) F.L. 6384, pièce 56.

juin 1704, la Cour souveraine renouvelle une fois de plus la défense de faire des foires et marchés le dimanche, car elles amènent « beaucoup d'excès qui se commettent par ivrognerie, querelles ou autres dissolutions » (18). Pour la formation des foules ces lieux de réunion restaient le terrain de prédilection, plus particulièrement le dimanche et les jours de fête où tous les travailleurs observaient strictement un repos absolu : aussi les ducs de Lorraine multiplient-ils les interdictions : un arrêt du 27 avril 1719, non content de prohiber « la tenue de la foire de Saint-Georges de Nancy ou autres le dimanche ou les jours fériés » s'en prend aussi aux *rabborts* qu'il définit ainsi : « Le même désordre se commet encore en plusieurs endroits du ressort de la Cour, où à certains jours de dimanche ou aux fêtes les plus solennelles de l'Eglise, sous l'attrait de quelque pèlerinage à certaines églises, séculières ou régulières, il se fait, sous prétexte de dévotion, des assemblées extraordinaires de peuples de toutes parts, vulgairement appelées rabborts, auxquelles s'exposent en vente publique des marchandises et merceries de toutes espèces ; il se forme une infinité de petits cabarets, des jeux de banque et de hazards, et où se trouve grand nombre de malfaiteurs, notamment des voleurs pour faire leur proie, ce qui cause non seulement une profanation scandaleuse des dimanches et jours de fête, mais encore foment la débauche, l'ivrognerie, les querelles et toutes autres dissolutions ». (19). Une année après, l'ordonnance

(18) *Ibid.*, pièce 72.

(19) *Ibid.*, pièce 162.

du 15 avril 1720 renouvelle la défense des jeux et fêtes publics : « les chefs de famille convoquent es-dits jours leurs parents et amis des lieux voisins, y font des repas qui durent toute la journée et souvent davantage, à grands frais; la licence et l'ivrognerie règnent impunément, les jeunes gens des deux sexes s'assemblent et y tiennent des danses publiques nuit et jour, on y pratique des autres jeux et divertissements qui aboutissent presque toujours, ainsi que lesdits repas et danses, à des querelles, batteries, meurtres ou blasphèmes et autres dissolutions scandaleuses » (20).

*
* *

En résumé la prévention des foules n'est pas organisée sous l'Ancien Droit suivant un plan bien établi; elle résulte de mesures prises selon les circonstances; au lieu de s'appuyer sur un certain nombre de principes solides, elle subit passivement les différentes contingences inhérentes à l'évolution du régime. Aussi les mouvements de masse passèrent-ils maintes fois entre les mailles quelques peu lâches de la législation préventive; le pouvoir civil, souvent décontenancé et débordé, dut s'adonner à une répression sévère et énergique.

(20) *Ibid.*, pièce 201.

SECTION II

Répression des infractions de foule

Cependant l'Ancien Droit a analysé les causes immédiates de la formation des foules; il s'est préoccupé du « climat » favorable au développement des agrégats et des rassemblements, de la période où s'échafaude à la hâte la mentalité collective que prendra la foule de demain. Il en a fait une infraction spéciale, le crime d'*émotion populaire*, qu'il définit « toute rumeur du peuple qui tend à troubler le repos public et le bon ordre » (21). Toutefois l'émotion populaire n'est pas punie en elle-même, mais en tant qu'elle a engendré des foules criminelles; à la suite des juriconsultes romains, on distingue l'émotion populaire qui, en soulevant la foule contre le Prince ou l'Etat, a abouti à une sédition et l'émotion populaire dirigée contre les particuliers. Toutes deux sont d'ailleurs des cas royaux et quelquefois des cas prévôtaux (22).

A) EMOTION POPULAIRE ABOUTISSANT A UNE SÉDITION

La sédition englobe toute révolte du peuple contre la personne du Prince ou de ses représentants ou contre l'Etat. L'émotion populaire qui se fait de propos délibéré pour exciter une sédition de la part de la populace, afin de causer du désordre dans une ville, bourg ou village, entre les habitants est

(21) JOUSSE, *op. cit.*, IV, 106.

(22) Ordon. de 1670, tit. II, art. II.

donc, lorsqu'elle a réussi, une crime capital de lèse-majesté, dont le châtement conserve la brutalité primitive d'un réflexe: c'est la mort (23) sans exception. L'Etat, à l'occasion d'un crime aussi grave, aveuglé par sa vengeance, frappe les enfants du délinquant et ses propres parents, s'acharne sur les mineurs et n'épargne pas les fous (24). Louis XI va jusqu'à poursuivre feu le duc de Bourgogne « dans sa mémoire et dans ses biens » comme coupable envers lui du crime de lèse-majesté (25). Lorsqu'une foule commettait une infraction aussi horrible pour les esprits du temps, on châtiait ses membres sans avoir égard à aucune considération subjective. « Il est de principe dans notre jurisprudence que tout ce qui tient à une troupe de séditieux, tout ce qui paraît faire corps avec elle, est également punissable, aussi malheur à celui que la justice saisit ! » (26). Deux séditieux sont pendus à Paris en 1590, trois à Tours en 1621, cinq à Bordeaux en 1548. « Sur l'avis de la mort du duc de Mayenne, tué au siège de Montauban en 1621, il y eut une grande émotion à Paris contre ceux de la religion prétendue réformée le dimanche 26 septembre de la même année, ce qui occasionna une batterie considérable, au retour de Charenton, sur les trois ou quatre heures du soir, à la Porte Saint-Antoine, entre le petit peuple de Paris

(23) Edit de juillet 1561, art. premier: « Avons par le présent édit enjoint et enjoignons à toutes personnes vivre en union et amitié; et ne se provoquer par injures ou convices, et n'esmouvoir, n'être cause d'aucun trouble et sédition... et ce sous peine de la hart. »

(24) JOUSSE, *op. cit.*, p. 4, préface.

(25) Déclaration du 11 mai 1478; ord. Louvre, XVIII, 396.

(26) MERLIN, *Répert.*, V° Sédition.

et ceux de la religion prétendue réformée; il y en eut plusieurs de tués ou de blessés à mort. La populace alla jusqu'à Charenton où elle mit le feu au Temple. L'émotion se répandit le 27 du même mois jusque dans le faubourg Saint-Marceau où la populace commença à piller deux maisons. Le Prévost de l'Isle intervint avec ses archers; ils y prirent quatre hommes chargés de hardes qu'ils voulaient emporter: ils furent mis prisonniers; et dès le lendemain, par arrêt de la Cour, furent punis, savoir: deux pendus avec des écriteaux portant ces mots: « Séditieux » et les deux autres fouettés la corde au cou et bannis pour neuf ans » (27). Deux malheureux, peut-être entraînés dans la foule par simple curiosité, avaient payé de leur vie les violences et les dégâts causés par toute une population. Sous Louis XIV la répression des soulèvements populaires, à peu près tous causés par des augmentations d'impôts, fut impitoyable. Dans le Boulonnais, les paysans s'étaient soulevés à l'annonce d'une contribution extraordinaire de 40.000 livres. La foule maltraita les collecteurs d'impôts, puis, suivant l'évolution ordinaire, se transforma en bandes qui se répandirent dans les montagnes où elles luttèrent contre les troupes du Roi; celles-ci firent 3.000 prisonniers, dont 400 furent choisis pour servir à la reconstitution des galères royales (28). Afin de continuer la Guerre de Hollande qui s'éternisait, le gouvernement dût recourir à la levée d'impôts plus ou moins bizarres. « A Bordeaux, vers la fin de mars

(27) JOUSSE, *op. cit.*, IV, 107.

(28) *Gazette de France*, 1662, n° 88.

1676, à l'occasion de quelques nouveaux édits sur le tabac, le papier timbré et la marque de la vaisselle, la populace du quartier Saint-Michel pillait les boutiques de plusieurs pottiers d'étain, auxquels elle ne pardonnait pas d'avoir fait marquer leurs marchandises. On sonna le beffroi et la foule furieuse parcourut les rues, criant : « Vive le roi sans gabelles » et assommant ceux qui refusaient de crier. Le seul délégué qu'elle rencontra lui ayant tenu tête, elle l'assomma, mit son corps dans un carrosse et le brûla. Un conseiller au Parlement essaya de lui faire des remontrances : il fut tué à la porte de sa maison, sous les yeux de sa femme, qui courut elle-même les plus grands dangers. Maîtres de Bordeaux sur tous les points, les rebelles n'écoutèrent plus rien. On leur avait fait quelques prisonniers, ils en exigèrent la restitution, menaçant, si on ne leur donnait pas satisfaction, de mettre le feu aux quatre coins de la ville ; ils exigèrent également une amnistie générale, absolue. Il fallut enfin, car ils auraient pu massacrer la plupart des fonctionnaires, leur promettre l'abolition de tous les droits contre lesquels ils s'étaient soulevés » (29). Quelque temps après ce grave échec, le gouvernement rétablit les mêmes impôts ; les troubles recommencèrent, mais cette fois le Roi prit la revanche qu'il convoitait : il fit tirer sur la foule et, suivant la méthode habituelle, fit pendre quelques mutins.

Les mêmes contributions « extraordinaires » (30)

(29) P. CLÉMENT, *Les émeutes sous Louis XIV*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1865, p. 996.

(30) La Bretagne avait racheté en 1674, moyennant 2 millions, les droits « de sceau, de création d'officiers, de taxes sur les notaires,

provoquèrent dans la Bretagne en 1675, les mouvements de foule connus sous le nom de « Révolte du Papier Timbré » : à Rennes, la multitude se rua sur les bureaux de tabac, de papier timbré et de poinçonnage de la vaisselle; elle envahit les maisons des *maltotiers*, gens des fermes et les saccagea, puis alla mettre le feu au Temple protestant. A Nantes, la femme d'un menuisier, dont les cris avaient attroupé le peuple, fut arrêtée par les gardes du Gouverneur de la ville, mais son emprisonnement mit sur pied toute la populace des faubourgs: la liberté de la Veillonnie dut être accordée (31). Un autre jour la foule tua les chevaux d'un seigneur qui se promenait en voiture, une autre fois elle lança un chat pourri dans le carrosse de la femme du Gouverneur (32). Excédé de ces révoltes, le Gouverneur de la province se mit à la tête de 6.000 hommes de troupe qui firent les coutumières « penderies de rebelles », comme l'écrivit M^{me} DE SÉVIGNÉ. Le papier timbré fut immédiatement rétabli; le bourg le plus considérable de Rennes, celui de la Rue-Haute, fut rasé: « on a chassé et banni toute une grande rue et on a défendu de les (les habitants) recueillir sous peine de la vie, de sorte qu'on voit tous ces misérables, femmes accouchées, vieillards, enfants, errer en pleurs ou sortir en dehors

procureurs et sergents, d'érection du greffe des arbitrages, de banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, des arts et métiers en communauté, des enregistrements, des hypothèques, du papier timbré, des îles, des îlots, bacs, péages et pêcheries! ». Six mois après, les édits furent remis en vigueur; ce fut l'origine du soulèvement.

(31) L. DE CARRÉ, *La révolte du Papier timbré*, in *R. des Deux-Mondes*, 15 décembre 1867.

(32) M^{me} DE SÉVIGNÉ, *Lettres des 24 et 29 juillet 1675*.

de la ville sans savoir où aller, sans avoir de nourriture ni de quoi se coucher ». Ces 6.000 hommes de troupe furent remplacés par 10.000 hommes de l'armée du Rhin qui dévastèrent tout ; c'est encore M^{me} DE SÉVIGNÉ qui raconte (33) : « Pour nos soldats, ils s'amuseut à voler ; l'autre jour ils mireut un petit enfant à la broche ».

Sous Louis XV nous rencontrons une nouvelle sédition à Paris, sédition causée par une décision gouvernementale bien intentionnée, mais maladroitement exécutée. Le pouvoir royal avait cru devoir sauver du danger de l'oisiveté des petits vagabonds abandonnés par leurs pères ; il se répandit parmi la populace le bruit qu'on voulait enlever aux pauvres leur progéniture pour la transporter dans les colonies ; on persuada même à des esprits faibles que plusieurs de ces enfants étaient destinés à être égorgés pour alimenter des bains de sang nécessaires, disait-on, au rétablissement du Roi. « A l'instant les mères attroupées devinrent comme autant de furies et excitèrent leurs maris à la sédition. Tout ce qui avait, aux yeux de cette multitude révoltée, l'apparence d'un agent de police était poursuivi, enveloppé et courait le risque de périr sous la fureur du peuple » (34). La révolte fut noyée dans le sang. On pourrait multiplier à l'infini ces exemples qui, disait JOUSSE, « sont très nécessaires, car on a souvent observé que le châtimet d'un séditieux arrête le cours d'une sédition » (35). L'An-

(33) Lettre du 5 janvier 1676.

(34) MERLIN, *Répert.*, V^e Sédition.

(35) JOUSSE, IV, 109. Cet auteur, par ailleurs (II, 625), écrit bien que « la huitième cause qui doit faire diminuer la peine due au crime

cien Régime a eu la manie de l'exemplarité; pour la satisfaire, il n'hésita pas à ravalier la Justice jusqu'aux jugements d'animaux et à la farce sinistre des procès contre les cadavres, à ordonner, en cas de sédition consécutive à une émotion populaire, ces décimations extravagantes et inutiles. Sa sévérité trouve aussi une explication dans la nature des crimes que commettent les foules: elles perpétrent très souvent des homicides et l'Ancien Droit, outre le respect sacro-saint dû au trône, a conservé jusqu'à sa disparition la phobie du meurtre qu'il considère objectivement dans toute sa laideur morale de péché, sans s'occuper des circonstances de sa commission. Aussi frappe-t-il non seulement les chefs de la sédition, toujours punis de mort, et les instigateurs (36) qui provoquent la révolte par leurs discours ou leurs actions, mais aussi les autres séditieux qui y ont pris une part plus ou moins considérable. Toutefois en théorie ces derniers devaient être punis d'une peine moins sévère (37), surtout « si la sédition n'a pas été précédée de complot et a été occasionnée par un accident imprévu » (38), ce qui

est la multitude ou le grand nombre des délinquants; comme dans le cas de séditions, émotions populaires, rebellions, etc., car dans ce cas on ne doit punir de la peine de mort ni d'autres peines corporelles, que les principaux auteurs du crime et leurs complices », mais il en donne une singulière explication: « ...et cela afin de ne pas détruire une ville, une communauté entière ».

(36) Edit de juillet 1561, art. 2: « Avons défendu et défendons sous mêmes peines (la hart) à toutes personnes ne faire aucun enrrollements, signatures ou autres choses tendans à injures ou provoquans à factions, conspirations ou partialitez. Et pareillement à tous prescheurs de n'user en leurs sermons ou ailleurs de paroles scandaleuses ou tendantes à exciter le peuple à esmotion ».

(37) FARINACIUS, quest. 113, n° 185.

(38) JULIUS CLARUS, quest. 68, n° 36.

semble viser l'agrégat fortuit; grâce à son arbitraire très large (39), le juge pouvait infliger telle peine qui lui semblait adéquate. En pratique la répression ne s'embarrassait guère de ces distinctions et, avec une regrettable profusion, distribuait la corde aux justiciables pris au hasard parmi la foule.

B) EMOTIONS POPULAIRES NE DONNANT PAS
SUITE A UNE SÉDITION

Il en était autrement quand l'émotion populaire ne se faisait pas contre la personne du souverain ou de ses représentants, mais contre de simples particuliers: c'était notamment le cas des mouvements de foule contre les prétendus « accapareurs de blé ». L'émotion populaire ne tombait plus alors sous la qualification de sédition et son châtement dépendait des crimes ou délits commis par la multitude. « Lorsqu'il y a vol et port d'armes, elle mérite une peine capitale qui peut être parfois la mort, suivant la nature du vol ou de la violence, et à plus forte raison si cette violence est suivie de meurtre. S'il n'y a que vol sans port d'armes ou port d'armes sans vol, la peine doit être moindre; quelquefois des galères et parfois du bannissement et du carcan » (40). En décembre 1692, dans le marché de la place Maubert à Paris, « quelques soldats aux Gardes attroupés avec quelques autres gens de la populace avaient pillé à force ouverte le

(39) Cet arbitraire devait même être réfréné et l'édit de juillet 1561 prévoit, dans son art. 9, des peines contre le magistrat qui n'aura pas appliqué le maximum de la peine quand la loi l'ordonne.

(40) JOUSSE, IV, 104.

pain exposé en vente par les boulangers et avaient commis plusieurs autres violences dans ce marché ». Huit individus furent condamnés, dont deux à la pendaison et les autres au carcan, aux galères ou à la fustigation suivie du bannissement. « Cet exemple contint les malintentionnés et é'oigna les vols et les violences » (41). Un arrêt du Parlement de Paris en date du 23 mai 1693 confirme une peine de pendaison « contre André Faguet; ...appelant de la sentence..., par laquelle il avait été déclaré duement atteint et convaincu d'avoir excité une émotion populaire et conjointement avec plusieurs hommes et femmes attroupés le 14 dudit présent moi de May à 9 heures du soir, fait effort pour forcer les ais de la boutique et la porte du devant de la maison de François Laissez, boulanger..., et ensuite d'avoir forcé, avec lesdits gens attroupés, et ouvert la porte de derrière de ladite maison..., et par ce moyen donné lieu au pillage qui a été fait du pain et partie de ladite maison ». La sanction est donc arbitraire et dépend des circonstances, mais il nous est difficile de rapporter un nombre considérable d'exemples, les auteurs de l'époque avant passé sous silence quantité d'émotions populaires « car ce récit serait trop triste et nous devons en épargner la mémoire à la postérité » (42).

*
* *

Cette délimitation entre infractions collectives séditeuses ou non, analogue à celle qui distingue la

(41) DELAMARRE, *Traité de la Police*, II, 391.

(42) DELAMARRE, *eod. loc.*

« *vis* » de la « *majestas* » romaines, est toute objective et n'a aucun rapport avec les conditions subjectives de la criminalité des individus membres d'une foule. On punit le crime d'une foule comme celui d'un individu isolé et la vengeance royale s'estime satisfaite lorsqu'une ou deux têtes prises au hasard parmi la masse, sont tombées en expiation d'un forfait collectif. Si la foule en général n'aggrave pas le délit, elle ne le diminue pas aux yeux du législateur pénal. Lorsque celui-ci punit la « recousse » ou délivrance illicite de prisonniers, il ne parle pas du nombre des libérateurs, mais il gradue la peine objectivement, suivant la témébilité du délivré: la mort sanctionne la recousse de condamnés à mort et de galériens, une peine moindre la libération d'individus inculpés ou accusés, une amende celle de déserteurs et de contraints par corps. C'est ainsi que « par arrêt du Parlement de Paris en date du 10 octobre 1652, un nommé Claude Thouard d'Etampes, ayant été condamné à être pendu, pour avoir séduit la fille d'un Président de la Cour, dont il était clerc et domestique, et ayant été recous dans une émotion populaire, quelques jours après un nommé Duval, convaincu d'avoir prêté la main à celà, fut pendu en place de Grève où il avait aidé à faire ladite recousse » (43). Le malheureux n'était peut-être pas le principal coupable: il avait été sans doute entraîné, puisqu'il n'avait fait que « prêter la main » à la recousse. Qu'importait aux juges puisque l'exemple était donné?

Les délits collectifs étaient punis en eux-mêmes,

(43) JOUSSE, IV, 71.

suisant le danger social qu'ils représentaient. Leur peine était, logiquement d'ailleurs, aggravée par le port d'armes; ces dernières furent interdites à plusieurs reprises, notamment par l'article 9 de l'édit de juillet 1561 (44); non sans raison, le législateur considérait plus redoutable et animée de mauvaises intentions toute réunion où des individus étaient armés. Au contraire lorsque la foule s'était assemblée dans un but relativement pacifique, quand on était à peu près sûr de ses intentions, la peine était relativement douce. Par exemple sous l'Ancien Régime, il existait une coutume populaire généralisée qui consistait à se réunir pour faire entendre « un bruit confus de poêles, chaudrons et autres instruments semblables » accompagné de cris et de huées devant la maison des femmes veuves et âgées qui se remariaient.

Cet usage, heureusement à peu près disparu de nos jours, fut, nous apprend MERLIN (45) « autrefois tellement en usage que les reines elles-mêmes n'en furent pas épargnées ». Dans certaines juridictions de Beaune les *charivaris* étaient encore autorisés en 1789, mais, sauf exceptions locales, ces rassemblements volontaires avaient été interdits à maintes

(44) En Lorraine une ordonnance du 5 octobre 1605 interdit « les harquebuses, escoupestes et pistolets, lesquels canons se démontent par awis, si industrieusement que pour n'estre découverts par le port de telles armes, ils peuvent en mettre les pièces au couvert de leurs habits ». Une préoccupation semblable fit interdire le 30 juillet 1609 le port de petits pistolets dits « bidets », afin que les voyageurs et passants, « remarquant ceux qui se trouvent munis d'arquebuses, se puissent par la découverte d'icelles, se tenir sur les gardes et se garantir des offenses qu'ils pourraient recevoir autrement » (DE NEUFCHATEAU, *Ordon. de Lorraine*, I, 92 et 106).

(45) *Répertoire*, II, 203.

reprises comme contraires au bon ordre et à la tranquillité publique (46). Les arrêts de prohibition rendus par les Parlements ne se comptent plus : Toulouse, 18 janvier 1537; Dijon, juin 1616; Aix, 3 novembre 1640; Nancy, 17 janvier 1715; Paris, 3 novembre 1640, 18 septembre 1723, 12 avril 1780. Les charivaris étaient défendus ordinairement sous peine de prison et de punition corporelle; cependant une Sentence de police du Châtelet en date du 13 mai 1735 condamne plusieurs particuliers à l'amende. Les villes elles-mêmes ont réglementé la matière, ainsi qu'en fait foi l'ordonnance suivante: « De par son altesse royale, etc... Sur les remontrances faites à la Chambre par le Substitut en icelle, que, pendant la nuit, plusieurs personnes des deux sexes s'attroupent, courent les rues pour faire des charivaris et bassiner ceux qui se sont remariés en secondes noces, heurtent aux portes et aux volets de leurs maisons, lesquels ils brisent... La Chambre a fait derechef très-expresses

(46) MERLIN nous a conservé un fragment de plaidoirie du xvii^e siècle où, pour réclamer l'interdiction des charivaris, un Procureur du Roi ne craignait pas de déplorer les secondes noces en ces termes :

« Si l'on peut dire avec Hésiode, que celui qui se remarie,

Naufragus navigat bis profundum difficile

il a fait un naufrage où il n'y a pas de fond. Après la mort d'une femme, en rechercher une seconde, c'est, suivant l'opinion du comique Philémon, vouloir flotter sur une mer d'inquiétudes et de misères... que s'il y a encore quelque reste de beauté coutumièrement plâtrée,

Quasi sit signum pictum in pariete, dit PLAUTE;...

que si elles ajustent leurs cheveux avec un peu d'artifice,

Comptis arte manuque comis,

si elles détrempent dedans de l'eau qui vient de la rivière de Chrotis ou de Cybaris, pour les rendre comme fil d'or :

Electro similes faciunt auroque capillo... », etc...

RACINE n'exagérait rien !

prohibitions et deffences à toutes personnes..., de plus faire aucun charivari..., à peine d'amende de 100 fr., payable par corps ».

Aujourd'hui les charivaris, s'il s'en produisait encore, rentreraient dans les dispositions de l'article 479 § 8 du Code pénal concernant « les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants » et seraient punis de peines de Simple Police.

Enfin nous ne pourrions terminer ce chapitre consacré à l'Ancien Droit sans dire un mot des pénalités collectives qui furent appliquées aux crimes de foules. La vie corporative fut très florissante au moyen âge, et bien qu'au début on n'ait pas admis la culpabilité des personnes morales (47) en vertu de l'adage « *universitas nihil aliud est nisi singuli homines qui ibi sunt* », une certaine responsabilité collective ne tarda pas à se dégager à propos d'une espèce célèbre. L'archevêque de Ravenne ayant défendu de couper du bois dans ses forêts, un paysan qui avait enfreint cette défense fut tué; les villageois des environs s'ameutèrent et commirent mille dégâts sur la propriété de l'évêque. Leur corporation devait-elle être rendue responsable de ces délits et frappée en tant que personne juridique distincte? (48). Les juristes optèrent d'abord pour la théorie de l'unanimité, puis ils exigèrent seulement que l'universitas ait poussé à commettre le délit ou l'ait fait sien de quelque autre façon, enfin ils admirent que la majorité des *collegii*

(47) MESTRE, *La responsabilité pénale des personnes morales*, p. 67.

(48) MESTRE, *La responsabilité pénale des personnes morales*, p. 56.

était suffisante pour engager la responsabilité pénale de la personne morale, si toutefois le délit était accompli dans les formes corporatives. L'exemple suivant est une application de cette théorie: Louis XI par lettre patente du mois de Novembre 1466 avait déplacé de Cusset à Montferrand le bailliage dont ressortissaient les exempts du pays d'Auvergne: outragés de cette marque de défiance, les habitants de Cusset se saisirent du conseiller chargé de la notification à la Ville « luy ostèrent les armes (de Louis XI) qu'il avait à la poitrine et les getèrent en le bœ », puis l'emprisonnèrent et s'insurgèrent. Louis XI réduisit la bourgade, l'imposa lourdement et, par lettre du 21 novembre 1467, confirma le déplacement du ressort (49). Mais ce système rigoureux qui répartissait uniformément les fautes entre les innocents et les coupables, tous membres d'une même universitas amena une réaction individualiste. Pour Bartole, on doit excepter les innocents de la pénalité collective quand il s'agit de crimes, et les peines n'atteignent que les coupables d'après les principes généraux du Droit Pénal; si l'ordonnance de 1610 porte encore que « le procès sera fait aux communautés des villes, bourgs et villages, corps et compagnies qui auront commis quelque rébellion, violence ou crime » en réalité les peines corporatives étaient de plus en plus battues en brèche; Jousse exige pour que la communauté soit pénalement responsable du délit de ses membres, qu'une assemblée délibérante l'ait précédé, ce qui exclut le crime perpétré par l'agrégat for-

49) Ordon. Louvre, XVII, 37.

fuit; et « si sans aucune assemblée et délibération précédentes, tous les habitants d'une ville se jetaient sur quelqu'un et le missent à mort, quand même cela serait fait au son du tocsin et que tous les échevins se trouvassent au nombre des meurtriers, un pareil délit ne pourrait être considéré comme un délit commis par la communauté, mais par les particuliers qui la composent ». La doctrine est mûre pour le triomphe des principes individualistes de la répression des délits collectifs: le Droit Révolutionnaire va porter le coup de grâce à la responsabilité pénale des personnes morales, en même temps qu'il essaiera de prévenir plus complètement et de réprimer plus adéquatement que l'Ancien Régime la criminalité envahissante des foules.

CHAPITRE III

LA CRIMINALITÉ DES FOULES DANS LE DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

L'accès au pouvoir de la bourgeoisie appuyée par le peuple, la désorganisation et la désagrégation du corps social qui précédèrent cet avènement, firent de la Révolution française une période fertile en crimes de foule. Les sociologues de la « Psychologie collective » ont fait, pour étayer leurs théories, de larges emprunts aux historiens de cette époque : les ouvrages de Taine en particulier ont fourni des exemples et des matériaux à profusion.

Nous ne prétendons pas retracer ici toute la chronique de la Révolution où il ne s'est guère écoulé de jour sans manifestation de foule. Nous nous bornerons à étudier deux grands mouvements collectifs caractéristiques, la journée du 10 août et les Massacres de Septembre.

La guerre était alors déclarée depuis quelques mois avec la Prusse dont les armées avaient envahi le territoire : Louis XVI, sur les instances de Marie-Antoinette, avait opposé son veto aux crédits de défense nationale votés par l'Assemblée Législative et

avait congédié certains ministres dits « patriotes » au profit de créatures à la dévotion de Lafayette. La mentalité collective populaire n'avait pas hésité, peut-être avec raison, à accuser la royauté de complicité avec les ennemis de l'extérieur.

Un premier rassemblement volontaire fut décidé pour le 20 juin 1792, anniversaire de la journée du Jeu de paume et de la fuite à Varennes. Sous prétexte d'aller planter un arbre de la liberté aux Tuileries, la foule des faubourgs s'ébranla en armes, envahit le Manège, puis le Château privé de sa garde constitutionnelle, pénétra avec violence dans les appartements du roi, lui réclama avec menaces et injures la levée du veto et le rappel des ministres patriotes. « Mais le roi, par son courage tranquille et sa grosse bonhomie, résista à tous les assauts; il refusa de revenir sur son veto, coiffa le bonnet rouge et but à la santé de la Nation. L'événement tournait à la confusion de ses auteurs; l'intimidation avait fait long feu » (1). La presse et les Sections de Paris préparèrent une revanche qu'elles fixèrent au 10 août; le centre de l'organisation fut la Section des Quinze-Vingt. Son instigateur, le brasseur Santerre, poursuivi et condamné sous la Monarchie absolue pour délits politiques et de droit commun, possédait de ce fait le panache et le prestige indispensables aux vétérans révolutionnaires.

Dans l'intervalle un regrettable incident avait encore surexcité les esprits. Un dîner était offert le 30 juillet, près des Champs-Élysées à une partie du fameux bataillon des Marseillais; par une fâcheuse

(1) MATHIEZ, *Le 10 août*, p. 21.

coïncidence, des gardes nationaux du parti fayettiste banquettaient en face, de l'autre côté de l'avenue. « Les royalistes au nombre de 160 sortirent les premiers, trois par trois; la foule qui avait accompagné les Marseillais voulut leur faire crier: « Vive la Nation! » Ils crièrent: « Vive Lafayette! Vive le Roi! Vive la Reine! ». La foule leur jeta des pierres, les couvrit de boue: ils tirèrent leur sabre. Alors les Marseillais appelés au secours, s'élancèrent de leur restaurant par les fenêtres, escaladant les palissades, chargeant les grenadiers et les mettant en déroute. Les royalistes eurent une quinzaine de blessés et un mort » (2).

La manifestation définitive pour la déchéance de la royauté se déclenche dans la nuit du 9 au 10 août, au son du tocsin. La garde nationale s'arme et les rassemblements se forment. Le château des Tuileries, vaguement prévenu, se prépare à recevoir l'assaut des gardes nationaux, des Sections et des Fédérés auxquels la foule s'est amalgamée. Les Suisses tentent quelques sorties victorieuses; ils réussissent une fois à créer une véritable panique dans la foule et à la balayer du Carrousel jusqu'à l'Hôtel de Ville. L'insurrection ne triomphe que grâce à l'arrivée des troupes de Santerre et à la défection des gendarmes. Après sa victoire, la foule met à sac le château, mais s'interdit tout largin: quelques voleurs sont exécutés sommairement. Comme dans toute foule déchaînée, les femmes se font remarquer par leur audace et leur férocité: elles envahissent les appartements royaux,

(2) MATHIEZ, *Le 10 août*, p. 67.

jouent avec les cadavres des Suisses, se roulent dans le lit de la reine.

Après cette journée, il ne reste plus rien de ce qu'avaient été la Cour et la Royauté. Cependant l'effervescence qui a présidé à ces événements ne se calme pas; une vaste fermentation psychologique se dessine à Paris: les esprits sont préoccupés de l'invasion menaçante des armées prussiennes: comme tout revers militaire qui surprend l'opinion, on explique les défaites précédentes par la trahison: l'aristocrate devient le Ganelon du moment, aussi discute-t-on ferme sur le sort des prisonniers royalistes du 10 août. La presse répète jusqu'à l'obsession l'idée du « complot de la Cour » et invite à vider les prisons devant la lenteur de la Justice (3) et la menace de l'ennemi. Les prisons inspiraient d'ailleurs, à tort ou à raison, quelque crainte: elles se situaient au cœur de Paris et étaient, croyait-on, « pleines à craquer » de gens hostiles à la Nation: il suffisait d'une poignée d'hommes décidés pour ouvrir les vannes du flot contre-révolutionnaire (4). La manifestation du 26 août en l'honneur des Patriotes morts dans l'attaque du 10 et surtout la publication de documents compromettants trouvés aux Tuileries exaspèrent l'idée qu'il faut tuer les prisonniers; ceux-ci ne se sentaient pas en sûreté et la Commune elle-même, par précaution, voulait

(3) D'autant plus que dans l'idéologie de 1792, le peuple souverain qui délègue le droit de rendre justice aux magistrats, peut évoquer toute affaire et rendre justice lui-même.

(4) Cette idée d'ouvrir les prisons a été reprise maintes fois: dans les troubles de février 1934, n'a-t-on pas entendu dire dans le public que le gouvernement avait appelé à son aide les détenus de droit commun?

faire un tri des prévenus en détenus politiques et de droit commun. Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, le bruit court que l'ennemi a pris Verdun et qu'il marche sur Paris; la panique est accrue par la surprise; alors se dégage l'idée qu'avant d'aller à la frontière, il faut débarrasser le pays de l'« ennemi intérieur ». L'équilibre est rompu par les gestes d'un homme esclave de ses nerfs qui tue, le 2 septembre vers 15 heures, un prisonnier transporté en charrette de la mairie à la prison de l'Abbaye. Aussitôt tous les occupants de la même charrette sont lynchés, dans la cour de l'Abbaye, par l'agrégat fortuit qui s'est formé à la vue du premier assassinat (5). De là la foule passe aux Carmes vers 17 heures, égorge tout et revient à l'Abbaye poursuivre le massacre. Un Tribunal sommaire est constitué et procède à un triage rapide des prisonniers; les acquittés sont embrassés, félicités par la foule; quelques-uns sont reconduits chez eux en triomphe par les massacreurs ou leurs assistants. Pendant ce temps le carnage continue et s'étend à toutes les prisons: « ce qui contribuait à donner un caractère terrible au massacre, nous dit Michelet, c'est que, par celà même que la scène était resserrée, les spectateurs, mêlés à l'action, touchant presque le sang et les morts, étaient comme enveloppés du tourbillon magnétique qui emportait les massacreurs: ils buvaient avec les bourreaux et le devenaient ». Les moyens sommaires d'exécution dont ils disposaient

(5) Nous empruntons ces détails, confirmés par les documents de l'époque, à l'excellent et précieux ouvrage de M. CARON, *Les massacres de septembre* (Paris, 1935), qui s'est attaché à ruiner la version du massacre officiel préparé par Marat.

produisirent une effroyable boucherie; l'entraînement collectif s'y manifesta sous forme d'une frénésie muette, raisonnée, mais il n'y eut pas, comme Taine l'a accrédité, de titanesques saturnales au milieu d'un tumulte indescriptible. Il est certain que les sentiments bas et vils qui réapparaissent chez les individus réunis en foule se traduisirent par quelques horreurs ou extravagances, par exemple l'épisode des verres de sang, les mutilations, viols ou raffinements de cruauté inévitables, mais l'imagination grossit démesurément les faits: n'a-t-on pas été jusqu'à prétendre que les massacreurs avaient fait preuve de cannibalisme, qu'au Palais-Royal, après le carnage, on vendait des pâtés faits avec la chair des victimes! En réalité les Massacres de Septembre ont été exécutés par un agrégat fortuit né d'une préparation mentale où les esprits avaient été surexcités par les événements militaires (6). Le carnage n'a pas été prémédité et voulu; il n'est pas le fait de rassemblements volontaires, à plus forte raison de bandes à la solde de Danton ou de Marat. Au même moment d'ailleurs l'agitation causée par la Presse et les Clubs aboutissait à d'identiques massacres en Province. Par exemple le 16 août 1792,

(6) C'est ce que Danton expose à la Convention le 29 octobre 1792: « Il ne faut pas imputer à la Cité de Paris... ce qui est peut-être l'effet de quelques vengeances particulières dont je ne nie pas l'existence, mais ce qui est bien plus probablement la suite de cette commotion générale, de cette fièvre nationale dont s'étonnera la postérité ». Et quelques mois après, le 21 janvier 1793: « Peut-être Petion... eut-il dû vous dire plus clairement que nulle puissance humaine n'avait pu arrêter les effets de cette soif révolutionnaire, de cette rage qui embrasait tout un grand peuple » (FRIBOURG, *Discours de Danton*, p. 234 et 258).

à Lisieux au milieu d'une cérémonie civique célébrée sur la place de la Confédération, un sieur Michel Girard âgé de 60 ans, huissier, manifeste des sentiments contre-révolutionnaires. La foule veut lui faire un mauvais parti. Les autorités pour essayer de le sauver le conduisent à l'Hôtel de Ville : il est lynché pendant son transfert (7). Le 2 août, dans les rues de Châlons-sur-Marne encombrées de gardes nationaux et de troupes règne une vive agitation que les autorités essaient vainement de calmer : un vieillard de 80 ans, M. Chaulaire, est sorti sans cocarde : il est appréhendé, mis à mort et sa tête promenée dans les rues de la ville (8). Le 4 septembre à Reims deux prêtres sont lynchés par la foule ; deux jours après, un des meneurs, l'ouvrier tisseur Laurent est à son tour massacré comme « coupable d'avoir fait périr, en le désignant à la fureur populaire, un prêtre innocent » (9). Le 6 septembre, la municipalité de Versailles note que « depuis quelques jours des hommes pervers cherchent, par des instigations perfides, à égarer le civisme des citoyens pour le porter à des exécutions sanglantes ; que si, jusqu'à ce moment, les magistrats sont parvenus à déjouer ces manœuvres odieuses, il est à craindre que l'arrivée de prisonniers d'Etat ne fournisse l'occasion de les renouveler avec plus de

(7) A. MOUTIER, *Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative*, p. 971.

(8) L. BARBAT, *Histoire de la Ville de Châlons*, p. 420.

(9) A. BARBOT DE GUINICOURT, *Les massacres à Reims en 1792*.

(10) Registre des assemblées du conseil général de la commune de Versailles, Arch. munic. de Versailles, cité par SELIGMANN, *La justice en France sous la Révolution*, II, 266.

succès » (10). En effet, lorsque des prisonniers transférés depuis Orléans, pénètrent dans Versailles le 9 septembre, ils sont massacrés par la foule surexcitée qui les regardait passer, sans que l'escorte, 10.000 hommes de la Garde Nationale, ait tenté d'arrêter le carnage (11). Le 8 septembre passent à Conches (S.-et-Loire) quatre prêtres insermentés qui se rendent en Suisse. La population s'ameute, s'oppose à ce qu'ils partent, les met en état d'arrestation. L'effervescence s'accroît; à la tombée de la nuit leur voiture est incendiée et brisée, eux-mêmes extraits de la prison et tués. En l'an III une information criminelle fut ouverte contre les massacreurs, comme d'ailleurs pour ceux de Paris (12); deux furent condamnés à mort; ils firent une pétition à la Convention: « le peuple en furie, disaient-ils, leur a donné la mort et l'on croyait si bien avoir fait une belle action que chacun, le lendemain, se vantait d'en avoir tué sa bonne part » (13). Nous retrouvons l'éternelle pensée justicière qui anime les actes de la foule et qui aboutit souvent à la cruauté et au sadisme. Les foules de la Révolution n'ont cependant pas été toujours sanguinaires, « le sadisme ne se manifeste pas seulement par des assassinats: on peut être jovial et la facétie se mêler à la violence. Au lieu de donner la mort à ses victimes, la

(11) Arch. Nat., F⁷ 3.689⁷.

(12) Malheureusement nous ne possédons plus les dossiers des informations ouvertes à Paris; la procédure a été détruite dans l'incendie du greffe de la Cour d'Appel de Paris lors de la Commune de 1871; tout ce que nous savons, c'est que sur 39 accusés, 3 seulement furent condamnés; les autres furent acquittés, faute de preuves matérielles.

(13) Arch. Nat., AA. 56, dos. 1521.

foule s'est parfois amusée à leur appliquer la bastonnade » (14).



Si la Révolution a vu se multiplier les crimes de foules celà tient surtout au développement considérable d'une mentalité collective révolutionnaire spéciale : la presse et les clubs de l'époque, qui sont en grande partie les responsables de cet état de l'opinion publique, méritent à ce sujet une mention spéciale.

Les hommes de 89 ne firent jamais de loi sur la presse ; ils « ont fluctué de ce fait entre la licence la plus effrénée et les restrictions les plus arbitraires » (15). Les poursuites intentées contre les journaux le furent d'abord, sous la Constituante, pour les délits de droit commun, d'excitation au crime par exemple, ou à l'instigation du Comité de Recherches de l'Assemblée, pour des motifs politiques. La Constitution de 1791 avait garanti la liberté de la presse, sous la restriction des actes qui, attaquant la sûreté publique ou les droits d'autrui, seraient nuisibles à la société. Après le 10 août la lutte se déclina entre Girondins et Montagnards et leur presse peut revendiquer la responsabilité de nombreux crimes de foule. On se souvient de l'acquittement, à cette époque, de Marat, « fauteur de troubles et de pillage » et du triomphe que remporta l'Ami du peuple après sa comparution. Après la Constitution de 1793 qui consacra la liberté « indéfinie » de la Presse (art. 122), la loi du 1^{er} Ger-

(14) BAUDET, *Les névrosés de la Révolution*, in *Conférenci*a, n° du 5 août 1928.

(15) EISMEN, *Histoire du Droit français*, 1789-1815, p. 190.

minal an III réprima « les provocations au pillage des propriétés privées ou publiques, à des actes de violence contre les personnes, au rétablissement de la royauté, à la révolte contre les autorités constituées, le gouvernement républicain et la représentation nationale ». Le Directoire se servit de ce texte, mais après le coup d'Etat du 18 Fructidor an V il trouva plus simple, pour éviter les provocations de la Presse aux crimes collectifs à mobile politique, de faire déporter les journalistes trop violents (loi du 19 Fructidor an V, art. 1^{er}, complétée par un arrêté du 12 Fructidor an VII).

Pratiquement la presse a eu toute latitude pour forger la mentalité collective révolutionnaire et elle ne s'en est pas privée, mais son influence sur la formation des foules a été loin d'égaliser celle des clubs ou des Sociétés populaires.

Le mot « club » venait d'Angleterre où il désignait de grands cercles aristocratiques où se réunissaient les hommes d'un même parti. Importés en France sous Louis XV, les clubs se transformèrent sous l'influence des idées nouvelles. Aux premiers temps de la Révolution, l'influence sur l'opinion appartenait surtout aux rassemblements formés au Palais-Royal, sur les places publiques, à la terrasse des cafés où parlaient les orateurs populaires tels Danton et Camille Desmoulins.

Le premier club vraiment important fut le Club Breton successivement baptisé Club des Amis de la Constitution, puis Club des Jacobins. C'était une véritable société, une sorte de commission prépara-

toire aux travaux du Corps législatif, où l'on élaborait les textes légaux, on discutait et on votait des résolutions, et souvent où l'on préparait les rassemblements volontaires et le « climat moral » nécessaire aux agrégats fortuits. Cette influence du Club des Jacobins tenait surtout à l'existence, dans toute la France, de nombreuses filiales qui transmettaient, par le truchement du journal de la Société, les ordres du Comité central. A côté de ce club qui subsiste jusqu'à la fin de la Révolution, d'autres sociétés se fondèrent sur le même type, par exemple le Club des Impartiaux, le Club de 1789, la scission des Feuillants en 1791.

L'Assemblée Constituante avait reconnu l'existence de ces associations ; un décret du 13-19 novembre 1790 porte que « l'Assemblée nationale après avoir entendu son comité, déclare que les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement et de former entre eux des sociétés libres, à charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens ».

Mais bientôt l'Assemblée Constituante, effrayée des illégalités de ces clubs, revient sur sa décision et leur défend, par la loi des 29-30 septembre 1791, de mander à leur barre aucun fonctionnaire public et même aucun citoyen, et de mettre obstacle aux actes de l'autorité publique, sous peine de dissolution.

A l'inverse de ces restrictions, la Convention interdit, par décret du 13 juin 1793, aux autorités de troubler les citoyens dans le droit qu'ils avaient de se réunir en sociétés populaires. Ces organisations connaissent alors une apogée proche de leur déclin : leur audace était telle que le gouvernement révolution-

naire dut contenir leurs débordements : un décret du 4 Frimaire an II dispose que « tous congrès ou réunions centra'es, établis soit par les représentants du peuple, soit par les sociétés populaires, quelque dénomination qu'elles puissent avoir, même de comité central et de surveillance ou de commission centrale révolutionnaire ou militaire, sont révoquées et expressément interdites par ce décret, comme subversives de l'autorité d'action du gouvernement et tendant au fédéralisme ; et celles existantes se dissoudront dans les vingt-quatre heures après la publication du présent décret ».

Après le 9 thermidor la Convention alla encore plus loin ; elle prohiba d'abord pour l'avenir la formation de toute société populaire (décret du 25 Vendémiaire an IV) celles existant encore devaient tous les trois mois envoyer au pouvoir la liste de leurs membres. Enfin le 6 Fructidor an III elle les dissolvait toutes. Les clubs ou sociétés populaires avaient vécu.

Mais les excès des foules qu'ils avaient contribué à former avaient fait naître toute une législation préventive et répressive qu'il nous faut étudier en détail.

SECTION I

Prévention des crimes de foule

Au droit révolutionnaire revient la primeur d'avoir organisé la prévention des crimes commis par les foules en frappant pénalement le fait même de leur constitution. Dès le début de la Révolution, les passions soulevées pour la conquête de la liberté ne tar-

dèrent pas à dégénérer en excès et le législateur, après les journées des 5 et 6 octobre 1789 et la descente de la populace sur Versailles, dut leur opposer la solide barrière que constituait le décret des 21 octobre-21 novembre 1789 sur les attroupements. Les dispositions de ce texte, présenté par Mirabeau et connu sous le nom de loi martiale, étaient très rigoureuses et se justifiaient par les circonstances politiques de l'heure, ainsi qu'en rend compte le préambule : « l'Assemblée nationale, considérant que la liberté affermit les empires, mais que la licence les détruit ; que loin d'être le droit de tout faire, la liberté n'existe que par l'obéissance aux lois ; que si, dans les temps calmes, cette obéissance est suffisamment assurée par l'autorité publique ordinaire, il peut survenir des époques difficiles où les peuples, agités par des causes souvent criminelles, deviennent l'instrument des intrigues qu'ils ignorent ; que ces temps de crise nécessitent momentanément des moyens extraordinaires pour maintenir la tranquillité publique et conserver les biens de tous, a décrété et décrète la présente loi martiale ». Lorsque la tranquillité publique était en péril, les officiers municipaux étaient tenus, à peine d'être responsables de négligence, de déclarer que la force militaire allait être déployée à l'instant pour rétablir l'ordre public (art. 1^{er}). Cette déclaration se faisait en exposant à la fenêtre principale de l'Hôtel de Ville et en portant dans les rues et carrefours un drapeau rouge (art. II). Ce symbolisme était destiné à faire impression sur l'âme rudimentaire de la foule. Au seul signal du drapeau, tous les attroupements,

quelque soit leur but ou leurs intentions, devenaient criminels et devaient être dispersés par la force (art. 3). Les gardes nationaux, troupes réglées et maréchassée requis par les officiers municipaux, étaient tenus de marcher sur le champ, précédés d'un drapeau rouge et accompagnés d'un officier municipal au moins (art. 4). Toutefois, afin de sauvegarder les « droits du peuple », cet officier devait demander aux personnes attroupées le motif de leur réunion et le grief dont elles demandaient le redressement ; elles étaient autorisées à nommer six d'entre elles pour exposer leurs réclamations et déposer leurs pétitions (16), et tenues de se séparer sur le champ et de se retirer paisiblement (art. 5). Faute par elles de se disperser à ce moment, il leur était fait à haute voix, par l'officier municipal trois sommations en ces termes : « Avis est donné que la loi martiale est proclamée, que tous les attroupements sont criminels ; on va faire feu, que tous les bons citoyens se retirent » (art. 6). Si le peuple attroupé faisait quelque violence ou ne se retirait pas à la dernière sommation, ceux qui échappaient aux coups de la force militaire et qui pouvaient être arrêtés étaient punis d'un an d'emprisonnement s'ils étaient sans armes, de trois ans s'ils étaient armés et de la mort s'ils avaient commis quelque violence (art. 9) : les meneurs et instigateurs

(16) Le droit de pétition généralisé devint bientôt un véritable fléau ; successivement la Constituante, la Législative, la Convention et la Commune eurent toutes les peines du monde à se débarrasser des flagelleuses, des tricoteuses, de ces « grenadiers femelles » comme les appelait FABRE D' EGLANTINE, qui faisaient irruption dans la salle des séances et troublaient les délibérations les plus graves.

étaient toujours condamnés à mort. Si le peuple attroupé, n'ayant fait aucune violence, s'était retiré paisiblement soit avant, soit immédiatement après la dernière sommation, seuls les meneurs et instigateurs pouvaient être condamnés à un emprisonnement de trois ans si l'attroupement n'était pas armé, à la peine de mort si l'attroupement était en armes (art. 8). Enfin, pour compléter le formalisme légal, quand le calme était rétabli, les officiers rendaient un décret qui faisait cesser la loi martiale; le drapeau rouge était retiré et remplacé par un drapeau blanc (art. 12).

Pour parfaire cette législation draconienne, divers autres décrets furent pris qui, sans avoir pour effet spécial et unique la prévention des émeutes, s'occupaient des attroupements. Tels furent :

1° Le décret du 23 février 1790 concernant la sûreté des personnes, des propriétés et des impôts; les articles 3, 4 et 5, étendus à la perception de la dime par le décret du 10 juin 1790, disposent que les municipalités se prêteront réciproquement main-forte pour la répression des attroupements;

2° Le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire porte que « les officiers municipaux sont spécialement chargés de disperser les attroupements et émeutes populaires conformément aux dispositions de la loi martiale », ce qui ne constitue qu'une redite inutile;

3° Le décret du 18 juillet 1791 sur la sédition décide: « article 2: tout homme qui dans un attroupement ou émeute aura fait entendre un cri de provocation au meurtre sera puni de trois ans de chaînes

si le meurtre ne s'en est pas suivi et comme complice du meurtre s'il y a lieu; tout citoyen présent est tenu de s'employer ou de prêter main-forte pour l'arrêter. Article 3: tout cri contre la Garde nationale, la force publique en fonctions, tendant à lui faire baisser les armes, est un cri de sédition et sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années ». Ces provocations doivent être punies sévèrement, car elles suffirent le plus souvent à déclencher la ruée homicide de la foule et il faut regretter que notre législation contemporaine ne les vise pas aussi explicitement.

Malheureusement la première application importante de la loi martiale ainsi complétée ne fut guère encourageante: le 17 juillet 1791 Bailly, maire de Paris, et Lafayette, commandant de la Garde nationale, firent tirer, conformément aux dispositions légales, sur la foule ameutée dans le Champ-de-Mars.

Cet événement pénible (17), entraîna le vote du décret du 3 août 1791 qui adoucissait le rigorisme de la loi martiale. Il restreignit ses cas d'application en donnant d'abord une définition légale de l'attroupement répréhensible: « sera réputé attroupement séditieux et puni comme tel tout rassemblement de plus de quinze personnes s'opposant à l'exécution d'une loi, d'une contrainte ou d'un jugement » (art. 9), ce qui en fait un mode de rebellion collective; il distingue ensuite l'attroupement séditieux de l'émeute, révolte généralisée contre l'autorité. Les dépositaires des

(17) LAMARTINE le rappelait en février 1848 à l'Hôtel de Ville de Paris: « Le drapeau tricolore a fait le tour du monde, le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, baigné dans le sang du peuple! ».

forces publiques appelés pour disperser les émeutes populaires et les attroupements séditeux et saisir les chefs, auteurs et instigateurs de l'émeute ou de la sédition ne pourront faire usage de leurs armes que dans trois cas (art. 25):

1° Si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux-mêmes;

2° S'ils ne peuvent autrement défendre le terrain qu'ils occupent ou les postes dont ils sont chargés;

3° S'ils y sont expressément autorisés par un officier civil.

Dans ce dernier cas la force ne peut être déployée qu'après les formalités prescrites par les articles 26 et 27 ainsi conçus: art. 26: « Si par les progrès d'un attroupement ou émeute populaire, ou pour toute autre cause, l'emploi de la force devient nécessaire, un officier civil, soit juge de paix, soit officier municipal, procureur de la commune ou commissaire de police, soit administrateur de district ou de département, soit procureur-syndic ou procureur général syndic, se présentera sur le lieu de l'attroupement ou du délit, prononcera à haute voix ces mots: « Obéissance à la loi; « on va faire feu, que les bons citoyens se retirent ». Le tambour battra un ban avant chaque sommation ».

Art. 27: « Après cette sommation trois fois répétée et même dans le cas où, après une première ou deuxième sommation, il ne serait pas possible de faire la deuxième ou la troisième si les personnes attroupées ne se retirent pas paisiblement, et même s'il en reste plus de quinze rassemblées en état de résistance, la force des armes sera déployée contre les séditeux,

sans aucune responsabilité des événements; et ceux qui pourront être saisis seront ensuite livrés aux officiers de police pour être jugés et punis selon la rigueur des lois ». Le décret laissait donc en vigueur les pénalités édictées auparavant contre les attroupements, il réglementait seulement l'emploi de la force publique, laissée jusque-là trop à l'arbitraire des autorités civiles et militaires. Toutefois un acte additionnel final permettait l'application rigoureuse de la loi martiale lorsque le repos public serait habituellement menacé, c'est-à-dire quand la société serait en état de légitime défense: « La loi martiale continuera à être proclamée lorsque la tranquillité publique sera habituellement menacée par des émeutes populaires ou attroupements séditieux qui se succéderaient l'un l'autre. Pendant le temps que la loi martiale sera en vigueur, toute réunion d'hommes en dessus du nombre de quinze, dans les rues et places publiques, avec ou sans armes, sera réputée attroupement ».

En conséquence de ce décret, la Constitution de 1791 garantissait aux citoyens « la liberté de s'assembler paisiblement et sans armes ». Mais dès mars 1792, les événements ont retourné la situation; « la déclaration de guerre, les premières levées d'hommes, les craintes du retour des émigrés, les menées des prêtres réfractaires, la baisse des assignats qui avait commencé, avaient causé dans les campagnes une agitation générale et violente... Le maire de Paris, Petion, réprimait mollement les émeutes populaires, même quand elles menaçaient les magasins des épiciers, comme en février 1792... Il exposait longuement à

cet égard les « règles générales de sa conduite ». Il était déplorable, disait-il, que les vieux préjugés sur la hiérarchie des classes n'aient pas encore été détruits, qu'on méprise toujours la multitude, qu'on croit qu'on ne peut l'administrer qu'en lui faisant peur » (18).

Aussi, pour mettre fin à cet état de choses, et sous la pression des événements extérieurs, l'Assemblée nationale, « considérant que rien n'est plus pressant que de punir les ennemis de la Patrie, décrète que les tribunaux des départements jugeront définitivement et en dernier ressort, sans recours au Tribunal de cassation, tous ceux qui s'attrouperont dans l'intention d'occasionner des troubles et désordres tendant à renverser la liberté, ou à s'opposer à l'exécution des lois, ainsi que les prévenus du crime d'embauchage ». (29 août 1792). Le décret du 19-20 mars, dont le but était la répression des émeutes contre-révolutionnaires, contient des dispositions exorbitantes. Envers ceux qui y ont participé, il revient à la vieille *mise hors la loi* romaine (art. 1^{er}) et les punit de mort dans les vingt-quatre heures s'ils sont pris les armes à la main, ou même sans armes si ce sont des prêtres, des émigrés ou autres personnes suspectes; dans le cas contraire, ils demeureront en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur sort par la Convention (art. 2 à 6). Trois mois après, le 23 juin 1793, paraissait un nouveau décret qui abrogeait purement et simplement la loi martiale. Les Montagnards, victorieux des Girondins après les coups d'Etat des 31 mai et 2 juin considéraient en effet l'insurrection

(18) MATHIEZ, *Le 10 Août*, p. 11.

comme « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » ; en pratique cette doctrine était inapplicable à une période aussi troublée ; l'exécution du décret fut suspendue et la dictature resta concentrée entre les mains du Comité de Salut public. A signaler toutefois, à titre de curiosité, qu'un décret du 7 août 1793 punit, avec un sérieux déconcertant, de mort « tout homme qui sera surpris dans un rassemblement, déguisé en femme ».

Après la chute de Robespierre, les attroupements furent, sous la réaction thermidorienne, l'objet de nouvelles mesures. Un décret du 1^{re} Germinal an III réprime l'attroupement dirigé contre la sûreté de l'Etat. La peine de mort, momentanément abolie, était remplacée par celle de la déportation. Mais ces dispositions, assez libérales dans l'agitation du moment, ne tardèrent pas à paraître insuffisantes. La Convention, assaillie coup sur coup le 12 Germinal et le 1^{er} Prairial par le peuple ameuté, et effrayée de n'avoir dû son salut qu'à l'intervention de la force armée, s'empressa d'insérer dans la Constitution du 5 Fructidor an III deux articles résolument énergiques : tout attroupement armé était un attentat à la Constitution et devait être dissipé sur le champ par la force publique (art. 365) ; tout attroupement non armé devait également être dispersé d'abord par voie de commandement verbal, et, s'il était nécessaire, par le développement de la force armée. Le Code des délits et des peines du 3 Brumaire an IV, promulgué à la veille de la clôture de la Convention, ne parle des attroupements que pour les punir d'une amende s'ils sont inju-

rieux ou nocturnes. Enfin, dernière étape de la législation intermédiaire, sous le Directoire, une loi du 27 Germinal an IV, entre autres délits contre la sûreté individuelle et publique, prescrit l'emploi de la force contre les attroupements après la première sommation de se disperser.

Tels sont les principaux textes juridiques publiés sur la matière: ils ne brillent guère par leur homogénéité et reflètent les fluctuations (19) qu'a subies la réglementation des attroupements. La plus ou moins grande sévérité dont la Révolution a fait preuve à leur égard était subordonnée aux circonstances du moment et variait incessamment selon l'idéologie, souvent ténébreuse, des dirigeants au pouvoir.

SECTION II

Répression de la criminalité des foules

La même incertitude, le même chaos, les mêmes phases de rigueur et d'indulgence se retrouvent dans la répression des crimes commis par les foules qu'on n'a pu empêcher de s'attrouper. Dès le 2 juin 1790, à la suite des excès commis par des troupes de brigands et de voleurs dans les départements du Cher,

(19) Les mesures annonaires prises pour éviter les émeutes présentent le même défaut. Les révolutionnaires n'ont rien innové sur ce sujet; ils ont adopté les méthodes de l'Ancien Régime, réquisitions, achats « pour le compte de la Nation » à l'étranger, taxation du prix du pain, etc.; aussi nous ne nous attarderons pas à l'étude de cette politique frumentaire qui ne présenterait qu'un intérêt documentaire de médiocre importance.

de la Nièvre, de l'Allier et de la Corrèze, l'Assemblée nationale devait voter une loi aux termes de laquelle : « ceux qui auront commis ou commettront des violences ou voies de fait, soit contre les propriétés ou possessions actuelles, soit contre les personnes et particulièrement quant aux chefs des émeutes, et surtout aux instigateurs et auteurs des principaux attentats, seront arrêtés, constitués prisonniers et punis de toute la rigueur des lois (de l'Ancien Régime), sans préjudice de l'application de la loi martiale ». Les baillis et sénéchaux, compétents pour connaître en dernier ressort des crimes commis dans les émeutes et attroupements, devront « rechercher principalement et punir suivant la rigueur des lois les chefs des émeutes populaires, les auteurs, instigateurs et fauteurs des troubles » (art. 13).

Le décret du 18 juillet 1791 contre la sédition, déjà cité, réprime la provocation au meurtre, au pillage, à l'incendie, les conseils formels de désobéissance à la loi tenus dans des assemblées publiques.

Pour le Code pénal du 25 septembre 1791, la réunion de plusieurs personnes en foule ou en bandes est une circonstance aggravante :

1° En cas de rébellion, « lorsque la dite résistance (aux agents de l'autorité) a été opposée par un attroupement de plus de quinze personnes, la peine sera de huit années de fers, si la résistance est opposée sans armes, et de seize années de fers si la résistance est opposée avec armes » (art. 4, section IV, titre I). « Lorsque le progrès d'un attroupement a nécessité l'emploi de la force des armes, prescrit par les articles

26 et 27 du décret du 27 juillet 1791, relatif à la force publique contre les attroupements, après que les sommations prescrites par les dits articles auront été faites par un officier public aux séditeux, quiconque sera saisi sur le champ en état de résistance sera puni de mort » (art. 5);

2° En cas d'homicide qui est toujours qualifié d'assassinat et puni de mort lorsqu'il a été précédé ou suivi des crimes de rebellion collective ou de sédition (art. 14, sect. I, titre II);

3° En cas de vol (art. 4, sect. II, titre II);

4° En cas de destruction des titres de propriété, quittances, billets, lettres de change, écrits ou actes opérant obligation ou décharge (art. 38, section II, titre II).

Enfin un article spécial punissait de six années de fers toute espèce de pillage et dégât de marchandises, d'effets et de propriétés mobilières commis avec attroupement et à force ouverte.

Un peu avant de déclarer la Patrie en danger, l'Assemblée nationale invite le 23 juin 1792 « tous les bons citoyens à la fidélité desquels le dépôt de la Constitution a été remis, à réunir tous leurs efforts à ceux des autorités constituées pour le maintien de la tranquillité publique et pour garantir la sûreté des personnes et des propriétés ».

Quelques mois après les fameux massacres de septembre, l'institution d'un tribunal criminel extraordinaire était demandée par Danton pour « épouvanter les rebelles et atteindre les coupables » de crimes politiques. « Puisqu'on a osé, dans cette assem-

blée, rappeler ces journées sanglantes (2 septembre et suivantes), sur lesquelles tout bon citoyen a gémi, je dirai, moi, que si un tribunal eut alors existé, le peuple, auquel on a si souvent reproché ces journées, ne les eut pas ensanglantées ». Présenté comme palliatif au lynchage, le Tribunal Révolutionnaire créé le 10 mars 1793, devait en fait instituer la terreur. Il fut supprimé par la Convention qui adoptait le 1^{er} Germinal an III un décret, dont nous avons déjà fait mention, réprimant notamment l'envahissement du local de ses séances par un attroupement séditieux (art. 2) et les tentatives pour s'introduire au Temple et correspondre avec les prisonniers qui y étaient détenus (art. 1^{er}).

Le Code de Brumaire frappe de peines de simple police uniquement les auteurs de rixes, attroupements injurieux ou nocturnes, pourvu qu'ils n'aient blessé personne et qu'ils ne soient pas des gens sans aveu, suspects ou malintentionnés, auquel cas ils sont punis de peines correctionnelles (titre I, art. 605, 9°).

Sous le Directoire, la cessation du travail, lorsqu'elle est provoquée par un attroupement d'ouvriers ou causée par eux est réprimée par la loi du 16 Fructidor an IV (art. 6), qui se réfère à l'article 8 de la loi du 14 juin 1791.

*
* *

De cet amas de textes souvent inconciliables, on peut néanmoins dégager quelques idées générales : elles sont relatives au port d'armes dans les foules,

aux meneurs, à la distinction entre criminels d'occasion et d'habitude, à l'influence du fait de foule sur la pénalité, enfin à la responsabilité des communes.

A) LE PORT D'ARMES

Il est toujours une circonstance aggravante des crimes de foule. Pour l'ordre établi la collectivité en armes est toujours plus redoutable objectivement et subjectivement; l'individu surpris dans un groupe les armes à la main manifeste par là qu'avant l'accomplissement du forfait il caressait l'idée du crime et qu'il a donc agi avec préméditation.

B) LES MENEURS

Le Code pénal de 1791 assimile les complices aux co-auteurs et les frappe de la même peine, cependant il ne considère pas comme complices ceux qui ont conseillé le crime ou donné des instructions pour son accomplissement. En revanche le Droit Révolutionnaire a mis en lumière la distinction fondamentale entre meneurs et menés: le mot de « meneur » se trouve déjà dans le journal de Prudhomme (20) à propos des massacres de septembre. Dans les textes légaux de l'époque, le meneur ne bénéficie d'aucune mesure de clémence: cette qualité constitue une circonstance aggravante et le Code pénal de 1791 assimile les chefs et instigateurs de séditions à ceux qui sont pris les armes à la main. La complicité par provocation est mise sur le même pied que le crime lui-

(20) In *Révolutions françaises*, 1792, n° 173.

même: « Lorsqu'un crime aura été commis, quiconque sera convaincu d'avoir provoqué directement à le commettre, soit par des discours prononcés dans des lieux publics, soit par des placards ou bulletins affichés ou répandus dans les dits lieux, soit par des écrits rendus publics par la voie de l'impression, sera puni de la même peine prononcée par la loi contre les auteurs du crime » (art. 2, titre III, C. p. 1791). Les provocateurs n'ont même pas besoin de faire partie de la foule au moment du forfait.

De même, tandis que le décret du 6 décembre 1792 punit d'un an de fers ceux qui sont pris dans les attroupements tendant à interrompre la circulation des grains, il édicte la peine de mort contre les directeurs desdits attroupements.

C) DISTINCTION ENTRE LES CRIMINELS D'OCCASION ET LES DÉLINQUANTS D'HABITUDE

Le Droit Révolutionnaire a nettement entrevu cette démarcation sur laquelle repose ou devrait reposer en grande partie notre droit moderne. Il a distingué les gens sans aveu des braves gens égarés par l'ambiance de la foule. Le titre I de la loi du 19 juillet 1791 explique ce qu'elle entend par gens sans aveu, gens suspects et gens malintentionnés; dans la première catégorie rentrent ceux qui n'ont ni moyens de subsistance ni métier, dans la seconde ceux qui refuseront toute déclaration à la mairie et dans la troisième ceux qui auront fait une fausse déclaration.

A examiner à fond l'histoire de la Révolution, il semble bien que cet écrémage légal était indispensa-

ble : les gens ainsi qualifiés n'étaient certes pas la fine fleur du pays, mais bien plutôt la boue sociale que les jours troubles de la Révolution firent remonter à la surface (21). Aussi en cas d'attroupement ou de violences légères collectives, sont-ils punis de peines correctionnelles jusqu'à trois mois de prison, alors que les simples particuliers tombent sous le coup de peines de police. S'ils récidivent, la peine qui leur est appliquée est la détention d'une année, tandis que pour les autres récidivistes, elle ne peut dépasser quatre mois d'emprisonnement.

Cette disposition se justifiait tellement que le Code de Brumaire la reproduit intégralement. Malheureusement le droit intermédiaire n'est pas allé jusqu'au bout de sa logique et légalement il n'a fait la distinction que pour les délits correctionnels, pour les crimes on n'en trouve plus trace.

D) INFLUENCE DE LA FOULE SUR LA PÉNALITÉ

On pourrait croire qu'après avoir fait tant de concessions au subjectivisme dans l'application de la peine, le Droit Révolutionnaire eut, pour les menés, considéré la foule comme une circonstance atténuante.

Il n'en a rien été et les infractions commises dans un agrégat ou un rassemblement, sont punies plus

(21) Un document de l'époque le constate : « Lorsque les habitants d'une cité populeuse s'insurgent tous à la fois contre une faction redoutable, il est impossible qu'il ne se trouve pas au milieu d'eux quelques hommes atroces, qui profitent des troubles inséparables d'une si grande crise pour assouvir leur férocité ». *Rapport sur l'état de Paris en novembre 1792*, par BASIRE (Arch. Nation., AD. XVIII²⁵).

sévèrement que si elles étaient perpétrées individuellement. Aux époques de bouleversement social, les lois, dictées souvent par les circonstances et les besoins du moment, doivent s'attacher surtout à briser l'élan des foules; elles ne font nul état de l'entraînement collectif, mais envisagent seulement la nocuité du nombre. La foule, comme la bande armée, est donc une circonstance aggravante du délit commis en réunion. Cependant après les excès révolutionnaires on est revenu à une plus juste conception et le décret du 30 Prairial an III nous laisse entendre qu'on tient compte de l'influence de la foule sur la moralité de l'individu: « Les habitants des campagnes *entraînés et surpris* dans ces rassemblements et qui ne sont pas convaincus d'avoir participé à des assassinats, seront punis selon la gravité des cas de trois ou quatre mois de détention et d'une amende égale à la moitié de leurs revenus, et la liberté ne leur sera rendue que sur caution de quatre citoyens qui répondront de leur conduite » (art. 5).

Quant aux applications judiciaires des textes et des principes généraux qui découlent de ces derniers, nous pouvons les ranger en deux catégories. D'abord les décisions des tribunaux révolutionnaires d'exception: celles-ci sont navrantes à consulter; la répression des crimes et des mouvements de foule fut impitoyable et la fureur homicide caractéristique des raz-de-marée sociaux n'y connut plus de bornes. Les jugements des tribunaux de droit commun témoignent au contraire d'un souci remarquable de justice et d'une modération digne d'éloges dans des affaires souvent

déliçates. Nous avons pu (22) dépouiller les arrêts du Tribunal criminel de la Meurthe qui se rapportent à la question et nous en avons extrait les quelques espèces suivantes particulièrement intéressantes :

Au mois de juin 1792, onze habitants de Villacourt (Meurthe-et-Moselle) se transportaient à Lemainville sous prétexte de « purger ce lieu de l'aristocratie » ; en réalité ils ne réussissaient qu'à ameuter le petit village ; la foule qu'ils groupèrent autour d'eux s'en prit à un nommé Guillot qu'elle roua de coups de bâton et d'épée et « qu'elle traîna comme mort sur la place ». Treize prévenus furent traduits le 16 octobre 1792 devant le Tribunal criminel ; deux furent acquittés, le premier ayant été reconnu en état de démence, et le second « non convaincu » ; un troisième fut déclaré « excusable » à cause de son âge avancé (70 ans), les dix autres furent condamnés à des peines variant de trois mois à trois semaines de prison et de dix à trois livres d'amende (23).

Deux jours après, le même tribunal s'occupait d'un délit collectif comme il dut s'en produire beaucoup dans cette époque troublée ; le 8 septembre 1792, à 16 heures, il se forme à Gerbévillers un rassemblement sur la place du village, devant la maison « où continuent à vivre en commun (nous reproduisons l'acte d'accusation) les ci-devant religieuses, dans le dessein de forcer l'entrée de ladite maison. Le corps municipal et la garde sont accourus pour arrêter ce

(22) Grâce à l'obligeance d'un de nos confrères, M. THOMAS, avocat à la Cour de Nancy, qui voudra bien trouver ici l'expression de notre chaleureuse gratitude.

(23) Arch. départem. de Meurthe-et-Moselle, LU., I, 33.

projet et disperser cet attroupement, mais n'ont pu y parvenir. Pour prévenir le désordre et en même temps satisfaire les séditeux, dont le prétexte en forçant l'entrée de ladite maison était d'y faire des recherches d'armes et de prêtres insermentés qu'ils prétendaient y être renfermés, la municipalité s'est prêtée à leur donner satisfaction, à la condition qu'ils seraient en petit nombre; il est entré avec elle six à huit citoyens, en présence desquels et sur leurs indications il a été fait la recherche demandée, laquelle n'a rien produit; mais avant que les uns et les autres fussent sortis, ceux qui étaient en dehors, dans la supposition que leurs camarades qui étaient dans la maison y couraient du danger, menaçaient de forcer la porte si on ne la leur ouvrait; alors le Commandant de la Garde qui avait pris son poste à la porte, ayant vu qu'il y allait être forcé, offrit aux séditeux l'entrée de la maison pour quatre d'entre eux, mais l'offre n'ayant pas été accueillie, une partie s'est postée sur le derrière, y a fait une brèche dans le mur du jardin attenant à ladite maison, nonobstant l'avis qui avait été donné du dedans qu'il ne s'y trouvait ni armes ni prêtres; le peuple est entré en tumulte par cette brèche ». Après avoir commis diverses dégradations matérielles, la foule soutira six mesures de vin que les religieuses lui abandonnèrent et qu'elle alla boire au pied de l'arbre de la Liberté ! Le lendemain la recherche d'armes continue chez une autre personne: « vers deux heures et demie après-midi, le Conseil Général de la commune a été dans le cas de se transporter dans la maison de la veuve Gauthier, dudit Gerbévillers où deux citoyens

s'étaient permis de s'introduire et de se faire remettre par le fils de ladite veuve une paire de pistolets et d'en exiger en outre son épée; les deux citoyens ont refusé de suivre la Garde, ont insulté l'officier de police, ont déchiré l'habit d'un fusilier et se sont répandus en propos peu ménagés contre le Corps municipal; la conduite de ces citoyens ayant donné lieu à un rassemblement de monde et à une grande rumeur sur la place du poste, pour prévenir les suites de la fermentation, le Conseil Général et le Commandant de concert, ont fait battre la générale, il a ensuite été fait lecture aux citoyens de la loi concernant les attroupements et ils ont été engagés à rentrer dans l'ordre, mais cette précaution n'ayant pas produit l'effet qu'on devait en attendre, le drapeau rouge a été déployé et la loi martiale proclamée; l'attroupement s'est dissipé, quoique avec peine et pour prévenir les suites funestes qui pourraient encore résulter de la fermentation, le Conseil Général a décidé de recourir à des forces supérieures ». Finalement cinq accusés furent renvoyés devant le Tribunal criminel: leur système de défense consistait à nier toute participation au pillage chez les religieuses: ils auraient été entraînés dans la maison par la foule; dans une requête adressée au Tribunal « pour prouver qu'ils ne sont pas des factieux et que leur innocence est complète » ils demandent à faire citer dix-sept témoins: il faut croire que ce défilé n'emporta pas la conviction du Siège; le jugement retint l'accusation d'attroupement ainsi que les outrages et insultes à fonctionnaires; deux accusés furent acquittés; les

trois autres condamnés à un an d'emprisonnement en vertu des articles 19 et 20 du titre II de la loi de police correctionnelle.

Nous avons enfin exhumé une affaire de la fin de la Révo'ution: le 15 Prairial an VI, vers 22 heures, le chef de la Garde de Lunéville, accompagné de deux hommes, rencontra, au cours d'une ronde, un rassemblement de citoyens formé dans une rue et voulut le disperser; il fut injurié et obligé de faire intervenir la force publique: les différents hommes de garde de la commune vinrent à la rescousse et rétablirent l'ordre en dispersant le rassemblement, non sans mal d'ailleurs: l'un des attroupés « armé d'une queue de billard en porta un coup au chef du détachement sur le derrière de la tête, dont il fut renversé; de ce coup ladite queue de billard fut rompue en deux ! » Enfin « pendant tout le temps que dura cette scène, trois autres individus du rassemblement faisaient leurs efforts par leurs discours pour rendre odieux les hommes de la Garde en les accusant d'être soudoyés pour causer du trouble et en répétant qu'ils n'étaient que les agents de quelques ennemis de l'ordre ». Six individus furent accusés du crime d' « offense à la loi », trois pour outrages, violences et voies de fait contre gardes nationaux, les trois autres pour leurs discours « tendant à exciter le trouble et le désordre ». Ces trois derniers furent déclarés « non convaincus » et acquittés. Quant aux trois premiers, ils furent proclamés « excusables » quant aux violences et voies de fait pour avoir été provoqués par des injures graves des gardes municipaux; pour l'accusation d'outrages,

ils furent condamnés respectivement à des peines d'un mois, vingt jours et cinq jours de prison.

On voit par ces quelques exemples qu'un certain progrès s'est accompli depuis l'Ancien Régime. Un petit nombre d'accusés sont traduits devant le tribunal : ceux qui n'ont fait que participer passivement à la foule ne sont pas cités ; leur crime n'est pas bien grave s'ils ne se sont pas livrés à quelque acte positif d'outrage, de rébellion ou de désobéissance aux ordres du magistrat. Les peines, relativement douces, sont graduées selon la gravité sociale des faits relevés : visiblement les juges révolutionnaires tiennent compte de l'entraînement collectif dont ils avaient quotidiennement l'exemple sous les yeux.

E) RESPONSABILITÉ PÉNALE DES COMMUNES

La Révolution qui avait aboli les corporations réforma le droit dans un sens nettement individualiste ; pour elle les peines collectives n'existent pas : il n'y a qu'une exception, semble-t-il, concernant la responsabilité des communes en cas d'émeute. Cette responsabilité pénale fut organisée, après la loi des 6-12 octobre 1790 qui parle surtout de responsabilité civile ou administrative, par le décret du 10 Vendémiaire an IV. Au cas de dommages causés par des attroupements, la commune n'en doit pas seulement la juste réparation, elle est aussi passible d'une amende envers l'Etat (art. 2) : cette infraction n'exige même pas l'intention délictueuse de la commune : cel'e-ci est responsable des délits commis par ses habitants même en dehors du territoire communal (art. 3).

Le législateur révolutionnaire, instruit par l'expérience, a pensé que les désordres de foule ne pouvaient le plus souvent se produire sans la complicité ou le concours des habitants (24), sans la complaisance ou l'inertie des autorités représentant la collectivité: aussi pour sanctionner efficacement ces fautes, a-t-il frappé dans tous les cas la commune d'une amende pénale. Il décharge cependant de toute responsabilité les habitants qui peuvent faire preuve de leur résistance aux troubles ou de leur non-participation aux violences, à condition d'en dénoncer les auteurs (art. 5 et 8). S'il est contestable de soutenir, avec les rédacteurs du décret de l'an IV, que les habitants ou les autorités d'une commune sont toujours complices d'un mouvement de foule — ce qui ne peut raisonnablement se défendre en cas d'agrégat fortuit — il est au contraire patent que l'extension des méfaits d'un rassemblement volontaire résultera le plus souvent de la passivité des autorités ou des citoyens.

(24) On connaît la célèbre argumentation de DUPONT DE NEMOURS devant l'Assemblée nationale: « ou la plus grande partie des habitants de la commune ont pris part au désordre et doivent en conséquence le réparer, ou cette majorité a négligé de contenir la minorité et alors elle devient responsable ».

TITRE II

La criminalité des foules dans le Droit français contemporain

Après l'exposé historique qui nous a permis de dégager les matériaux amassés par les anciens juristes, il nous faut envisager l'étude de la criminalité des foules dans le droit français contemporain. Les mesures prises pour endiguer le flot toujours croissant des masses peuvent se répartir en deux catégories, d'une part les mesures à caractère strictement pénal qui comprennent l'arsenal des textes et leurs applications jurisprudentielles; d'autre part les mesures de caractère administratif qui font du pouvoir exécutif un agent direct de prévention et de répression des foules.

CHAPITRE PREMIER

MESURES PRÉVENTIVES ET RÉPRESSIVES A CARACTÈRE PÉNAL

Pour plus de clarté nous ferons d'abord un exposé complet de la législation pénale se rapportant actuellement aux mouvements collectifs; nous étudierons ensuite l'application jurisprudentielle de cette législation aux espèces dont les tribunaux ont à connaître.

SECTION I

Tableau de la législation pénale applicable aux foules

Cette législation peut à son tour se diviser en deux classes: les mesures destinées à prévenir l'apparition des foules criminelles et les mesures destinées à la réprimer.

SOUS-SECTION I. — PRÉVENTION DES MOUVEMENTS DE FOULE

Nous avons vu au cours de notre étude psychologique (1) que l'état de foule résultait de deux modes de formation, l'agrégat fortuit et le rassemblement

(1) Voir *supra*.

volontaire; pour prévenir leurs excès, le législateur a élaboré de nombreuses lois sur l'attroupement et le port d'armes prohibées, il a plus spécialement visé le second mode de formation par le décret-loi du 23 octobre 1935, sur les manifestations.

Nous avons noté également (2) que les causes lointaines de la formation des foules pouvaient être ramenées à trois principales sources :

1° le niveau social des individus;

2° l'état de l'opinion publique;

3° l'activité des diverses sectes, partis ou clubs.

Il serait oiseux d'examiner en détail les lois qui, en relevant le niveau social de la nation, ont freiné ou évité de dangereux mouvements de foule : cette étude déborderait le cadre de notre exposé. En revanche il est indispensable d'indiquer brièvement les mesures prises par la loi actuelle sur la presse et par les lois diverses sur les associations, clubs et réunions publiques pour prévenir les troubles collectifs.

§ 1. — LES LOIS SUR LES ATTROUPEMENTS

Au début du XIX^e siècle les attroupements restaient encore soumis au droit révolutionnaire; ce n'est que vers 1830, à la suite des agitations populaires fomentées dans les premiers temps de la Révolution de juillet, que le besoin d'une loi nouvelle sur ce sujet se fit impérieusement sentir. Les dispositions antérieures avaient été prises coup sur coup selon les exigences du moment; elles formaient un amas confus de textes

(2) Voir *supra*, p. 66.

qu'il était grand temps d'unifier : ce fut le but de la loi du 10 avril 1831. Le législateur pensa que le meilleur moyen de prévenir et de réprimer les attroupements, eux-mêmes générateurs de foules criminelles, serait d'établir contre ceux qui en font partie des peines assez modérées pour être applicables et sagement graduées suivant la gravité des faits. Pour obtenir ce résultat « on a jugé convenable d'armer la société de peines légères mais efficaces, contre les attroupements avant qu'ils n'aient acquis un caractère trop dangereux » (3). L'exposé des motifs présenté à la Chambre des Députés, le 18 mars 1831, analyse la formation de l'attroupement qu'il identifie avec le rassemblement volontaire provoqué par une ou plusieurs personnes : « Un petit nombre d'agitateurs se réunit et forme un attroupement ; la curiosité le grossit et bientôt accourent ces hommes déjà repris de justice ou vivant de coupables industries. Ils accourent parce qu'ils voient dans ces désordres une occasion de déployer impunément leur déplorable activité » et il pose un principe général applicable à tous les délits collectifs : « Il est juste que la responsabilité des infractions commises en groupe soit partagée par tous ceux qui, faisant partie d'un rassemblement tumultueux, ne se sont pas dispersés après trois sommations, car ils ont rendu plus faciles les crimes qu'ils peuvent n'avoir pas commis directement. Toutefois il eut été inhumain de leur appliquer nécessairement la peine réservée à l'auteur ou aux auteurs directs des

(3) Exposé des motifs présenté à la Chambre des Pairs par M. BARTHE, garde des Sceaux, le 5 janvier 1831.

crimes commis au sein de la sédition : on a laissé le soin à la justice de n'appliquer qu'un emprisonnement, dont le minimum n'est pas déterminé ». M. de Schoen, rapporteur à la Chambre des Députés, résumait ainsi l'économie de la loi : « Le principe de la loi, c'est que l'attroupement est un délit dès qu'il y a sommation de l'autorité compétente pour sa dispersion et que cette dispersion n'est pas opérée ; le but coupable de l'attroupement n'a pas besoin d'être connu, ni un fait illicite d'être commis... un attroupement ne peut avoir de but légitime. Ce n'est pas ainsi que procède le droit : mille autres voies lui sont ouvertes. C'est d'ailleurs au début d'un attroupement qu'il faut le frapper ; le retard, en lui donnant de la force, ne peut qu'augmenter le nombre des coupables, la gravité des désastres, peut-être le nombre des victimes ».

Dix-sept ans plus tard, le texte de 1831 était refondu et remanié par une loi du 9 juin 1848, provoquée par les manifestations tumultueuses de l'époque, et destinée à mettre les dispositions précédentes en harmonie avec les principes nouveaux, droit de réunion et atténuation de peines en matière politique ; malgré les changements de régime, cette loi est actuellement toujours en vigueur. Nous étudierons successivement les caractères juridiques des attroupements visés par la loi de 1848, les mesures destinées à les disperser et enfin les peines en cas de non-dispersion.

*A) Caractères juridiques de l'attroupement
au sens de la loi de 1848*

L'attroupement peut être défini : « toute réunion accidentelle sur la voie publique ». Sa constitution comporte donc deux éléments :

1° Une réunion accidentelle, ce qui le distingue des bandes de malfaiteurs et des bandes armées organisées ;

2° Cette réunion accidentelle doit se passer sur la voie publique : en dehors de celle-ci, une réunion ne serait pas un attroupement, mais une réunion en plein air soumise aux formalités de la loi du 30 juin 1881.

L'attroupement ainsi défini, pour être illégal au sens de la loi de 1848 doit réunir certaines conditions :

a) Etre composé d'un nombre minimum de personnes ;

b) Etre armé, ou s'il n'est pas armé, être de nature à troubler la tranquillité publique.

1° Nombre minimum de personnes nécessaire pour constituer un attroupement.

Le décret du 3 août 1791 avait fixé ce chiffre à quinze ; puis un arrêté du Directoire du 13 Floréal an VIII vint interpréter ainsi le décret : « La loi imprime le caractère d'attroupement séditieux à tout rassemblement de plus de quinze personnes..., à toute émeute populaire contre la sûreté des personnes ». Dès lors ce chiffre minimum de quinze ne semblait plus en vigueur et la Cour de Cassation dans un arrêt du 27 avril 1813 décida qu'il fallait s'en rapporter à la vieille loi romaine « De vi bonorum raptorum et de

turba » (4). La loi de 1831 a laissé à dessein cette question dans l'ombre, et la loi de 1848 a imité son silence. Le nombre minimum nécessaire pour former un attroupement résulte donc des circonstances et les juges possèdent un souverain pouvoir d'appréciation en cette matière: c'est une question de fait; car dans tel hameau isolé du chef-lieu de canton, dix hommes peuvent composer un rassemblement dangereux, alors que leur groupe serait à peine remarqué dans une ville populeuse.

2° L'attroupement doit être armé ou s'il n'est pas armé, il doit troubler la sécurité publique.

a) *Attroupement armé.* — Le port d'armes est une preuve évidente de la noirceur des intentions du groupe et laisse supposer la gravité de ses résultats: la loi de 1848 en déclarant l'attroupement armé de prime abord illégal n'a fait que reprendre les dispositions de l'Ancien Droit et du Droit Intermédiaire. L'article 2 définit ce qu'il faut entendre par attroupement armé: « L'attroupement est armé: 1° quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées; 2° lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie ». Ces définitions prêtent toutes deux le flanc à la critique: il est d'abord excessif de réputer armé tout un attroupement si quelques-uns de ses membres seulement sont porteurs d'armes cachées: les personnes qui sont venues s'agglomérer

(4) Voir *supra*, p. 112.

n'ont aucune connaissance de l'état armé de quelques individus et les porteurs d'armes cachées ont pu s'en munir sans avoir l'intention primitive de faire partie de l'attroupement. Le second paragraphe de l'article 2 est tout aussi exagéré; en dehors du galimatias de sa rédaction (le législateur a voulu dire: « lorsque dans le cas où il n'y en aurait qu'un seul, il n'aurait pas été immédiatement expulsé »), il ordonne une expulsion qui sera parfois matériellement impossible si le groupe est trop compact.

b) *L'attroupement non armé.* — La condition nécessaire de son illégalité est qu'il soit de nature à troubler la tranquillité publique. La loi du 10 avril 1831 avait considéré que le simple refus de se séparer d'un attroupement même inoffensif et non armé constituait toujours un délit. Pour le législateur de 1848, le seul fait de s'assembler sans armes sur la voie publique n'est pas toujours un acte punissable (5). Les réunions calmes et pacifiques ne peuvent que constituer des contraventions aux lois de police, au cas où elles gêneraient la circulation. C'est là où réside la fissure de la législation sur les attroupements considérée sous l'angle de la prévention à la criminalité des foules: la manifestation la plus paisible peut se muer, à la suite d'un incident impondérable, en un mouvement de foule déchaînée. De plus il est difficile de reconnaître si un attroupement a un caractère « tumultueux et passionné par sa résistance aux con-

(5) Cass. Crim., 24 novembre 1899, *D.* 1900-1-447.

seils et aux injonctions de l'autorité » (6). Pratiquement le magistrat chargé de prendre les dispositions de sécurité devra apprécier si l'attroupement présente un caractère de nature à troubler la tranquillité publique. S'il s'agit d'un maire, il aura peut-être tendance à favoriser les attroupements politiques de son parti et à annihiler les manifestations du parti adverse, si pacifiques soient-elles: ce sont les inconvénients inhérents au critère fuyant adopté par le législateur.

Après avoir ainsi défini les caractères de l'attroupement prohibé, il convient d'envisager les mesures propres à disperser un tel groupement.

B) *Mesures de dispersion*

1° *Magistrats compétents pour accomplir les formalités précédant l'emploi de la force.*

L'article 3 de la Loi de 1848 attribue le droit de faire des sommations légales « aux maires et adjoints, ou à leur défaut aux commissaires de police, ou à tout autre agent de la force publique et du pouvoir exécutif ». Cette dernière disposition se réfère à l'article 1 de la loi de 1831 ainsi conçu: « Toutes personnes qui formeront des attroupements sur les places ou sur la voie publique seront tenues de se disperser sur la som-

(6) Aix, 9 février 1900, *D.* 1900-5-51: La réunion pacifique d'une quantité considérable de personnes sur la voie publique n'est pas un attroupement alors même qu'on admet que cette foule eut la pensée ou le projet d'une manifestation tumultueuse, si cette pensée n'a été révélée par aucun acte, par aucune circonstance qui soit de nature à faire craindre que la tranquillité publique puisse être à ce moment compromise.

mation des préfets, maires, adjoints ou de tous magistrats et officiers civils chargés de la police judiciaire autre que les gardes champêtres et les gardes forestiers ». Les officiers de police judiciaire sont tous ceux énumérés par l'article 9 C.I.C. à l'exclusion des officiers de gendarmerie (la gendarmerie étant un corps militaire) et des gardes champêtres et forestiers. A cette énumération s'ajoute le Préfet de Police pour la ville de Paris, en vertu de l'article 10 de l'arrêté du 10 messidor an VII.

Ces différents magistrats ne présentent pas tous la même garantie au point de vue de la dispersion paisible des attroupements : il est bien certain que les conseils d'un élu de la population (maire ou adjoint) appaiseront facilement les administrés, alors que l'arrivée sur les lieux d'un étranger à la commune aura souvent pour effet d'exacerber la répulsion instinctive que déclenche chez tout Français la vue d'un représentant de l'autorité. Néanmoins il eut été téméraire d'attribuer aux maires et adjoints une compétence exclusive pour dissiper les attroupements prohibés. Celle-ci aurait eu pour résultat, à l'égard de ces derniers, une indulgence coupable ou une sévérité excessive suivant le parti qu'ils représentaient.

2° Formalités précédant l'emploi de la force

Elles ont pour but d'éviter le recours à la force et l'effusion de sang, au moyen de signes conventionnels aussi ostensibles et frappants que possible. Si l'attroupement est armé, un roulement de tambour ou un son

de trompe avertit de l'arrivée du magistrat : une première sommation est faite de suite ; si elle reste sans effet on procède à une deuxième : la force peut aussitôt être déployée. S'il s'agit d'un attroupement non armé, aux intentions présumées beaucoup moins hostiles, le magistrat dont l'arrivée est toujours annoncée par un roulement de tambour doit exhorter d'abord l'attroupement à se disperser (7) ; s'il n'y réussit pas, il prononce trois sommations avant de faire emploi de la force. Celles-ci doivent être faites par le même magistrat, sur le lieu de l'attroupement et à des intervalles de temps suffisamment rapprochés pour que les personnes auxquelles elles s'adressent soient à peu près toujours les mêmes : « les sommations faites sur un même lieu, à de courts intervalles, contre des attroupements réunis dans le même but, doivent être ajoutées les unes aux autres pour déterminer le nombre total de sommations et par suite la peine encourrue par ceux qui ont été saisis dans les rassemblements ; cela, lors même qu'il n'est pas démontré que les groupes auxquels s'adressaient les deuxième et troisième sommations eussent été composés des mêmes personnes que pour les premières » (8). Il s'agissait en l'espèce d'attroupements tumultueux dirigés contre l'autorité municipale de Metz à raison du refus par elle de laisser continuer

(7) C'est ainsi qu'on a pu, lors des scènes qui ont marqué l'époque des inventaires d'églises, assister à de nombreuses joutes oratoires et à de véritables assauts d'éloquence entre députés catholiques et commissaires de police chargés de dissiper les attroupements formés à l'entrée des édifices cultuels.

(8) Metz, 11 décembre 1833, *D. rep., jurispr.*, V° Attroupements.

les représentations d'une pièce intitulée « l'Incendiaire »; les groupes sommés une première fois près du théâtre s'étaient reformés un peu plus loin et, vue l'urgence absolue que présentait la dispersion de l'attroupement, avaient alors fait l'objet d'une deuxième, puis d'une troisième sommation.

Le magistrat préposé aux sommations doit se ceindre de l'écharpe tricolore, toujours pour frapper les représentations émotionnelles de la foule; cette formalité est édictée à peine de nullité (9).

La nécessité des sommations souffre quelques exceptions en cas d'urgence:

a) Si des violences ou voies de fait sont exercées contre les dépositaires de la force publique (10).

b) Si ces dépositaires ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent ou les postes dont ils sont chargés (10).

c) Si un attroupement s'oppose à la libre circulation des grains et si la force seule peut défendre ces denrées (11).

Si l'officier civil en dehors de ces cas exceptionnels, n'a pas observé les formalités prescrites avant l'emploi de la force, il pourra encourir d'abord les responsabilités pénales des articles 319 et 320 du Code Pénal, au cas où cet emploi de la force aurait entraîné des morts ou des blessures; la Cour de Grenoble par exemple a estimé qu'un commissaire de police chargé de diriger la force armée pour disperser un attroupe-

(9) Cass. Crim., 3 mai 1834, *eod. loc.*

(10) Art. 25 du décret du 26 juillet 1791.

(11) Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 19 avril 1847, *D.*

ment avait commis une imprudence aux termes des articles suscités en se mettant dans l'impossibilité matérielle de procéder aux sommations légales : il avait fait arriver simultanément sur le même point deux fractions de la troupe par deux directions opposées et ne les avait pas arrêtées à une distance suffisante de l'attroupement (12).

Au surplus l'officier civil peut encourir une responsabilité civile se traduisant par une condamnation à des dommages et intérêts ; lorsque l'emploi de la force armée avant les sommations n'aura entraîné que des dégâts matériels, il pourra en être déclaré civilement responsable devant les tribunaux judiciaires. L'observation de telles prescriptions est, en effet « une faute grave de droit commun où se révèle la personnalité de l'agent avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences » (13) et constitue une faute personnelle beaucoup plus qu'une faute de service.



S'il ne peut être dispersé par la force qu'après trois sommations régulièrement faites, l'attroupement prohibé (avec armes, ou sans armes s'il est de nature à troubler la tranquillité publique) dès la première sommation devient délictueux et, dans certains cas, criminel.

(12) Grenoble, 17 avril 1832, *Répert. jurispr.*, D., V° Attroupement.

(13) Cf. conclusions du Commissaire du Gouvernement dans l'affaire Laumonier, Trib. Confl., 5 mai 1877. Nous donnons cette solution sous réserve des règles spéciales applicables aux magistrats proprement dits et de l'évolution jurisprudentielle du Conseil d'Etat étudiée *infra* page .

C) Pénalités

Les pénalités applicables au crime ou délit d'attroupement sont les suivantes :

1° *Dispositions pénales applicables à l'attroupement armé.*

Elles sont énumérées par l'article 4 de la loi de 1848 :

« Quiconque aura fait partie d'un attroupement armé sera puni comme suit :

Si l'attroupement s'est dispersé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes, la peine sera de un an à un mois d'emprisonnement.

Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera de un mois à un an d'emprisonnement. Néanmoins il ne sera prononcé aucune peine pour fait d'attroupement contre ceux qui, en ayant fait partie sans être personnellement armés, se seront retirés après la première sommation de l'autorité.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de un an à trois ans, et de deux à cinq ans si l'attroupement s'est formé la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de cinq à dix ans de détention pour le premier cas, de cinq à dix ans de réclusion dans le second cas. Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera la réclusion.

L'aggravation de peine résultant des circonstances prévues par la disposition du paragraphe 5 qui précède ne sera applicable aux individus non armés, faisant partie d'attroupement réputé armé dans le cas d'armes cachées, que lorsqu'ils auront eu connaissance de la présence dans l'attroupement de plusieurs personnes portant des armes cachées, sauf l'application des peines portées par les autres paragraphes du présent article.

Dans tous les cas prévus par les troisième, quatrième et cinquième paragraphes du présent article, les coupables condamnés à des peines de police correctionnelles pourront être interdits, pendant un an au moins et cinq ans au plus, de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 C. Pén. ».

De ces dispositions il résulte :

a) Que la réunion nocturne d'un attroupement armé est une circonstance aggravante ;

b) Que l'infraction d'attroupement, ordinairement qualifiée délit, devient un crime lorsque le groupe est dispersé après emploi de la force ou qu'il a fait usage de ses armes. La peine applicable dans ce cas peut parfois, par une bizarre anomalie, être la détention, même si l'infraction est de droit commun ;

c) Que les individus non armés faisant partie d'un attroupement armé dispersé par la force ou après avoir fait usage de ses armes, ne seront passibles des pénalités édictées par le paragraphe 5 qu'au cas où ils auront eu connaissance de la présence dans l'attroupement de plusieurs personnes portant des armes cachées ou apparentes : c'est une atténuation à la rigueur de la présomption attachée à l'attroupement armé.

2° Dispositions concernant l'attroupement non armé.

Ce groupement, de nature seulement à troubler la tranquillité publique, est beaucoup moins dangereux que le précédent : lorsque les individus qui le composent ne se sont pas dispersés après le roulement de tambour annonçant la deuxième sommation, l'attroupement

devient seulement délictueux et est puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois (art. 5 § 1^{er} de la loi de 1848). Lorsque l'attroupement a dû être dissipé par la force, la pénalité encourue est élevée dans la proportion de six mois à deux ans de prison (art. 5 § 2).

Il est remarquable qu'après avoir interdit tout attroupement non armé de nature à troubler la tranquillité publique dans son article 1^{er}, la loi de 1848 laisse cette interdiction sans sanction jusqu'au roulement de tambour précédant la seconde sommation. Cette lacune doit, semble-t-il, être comblée par l'article 3 de la loi du 10 avril 1831 qui dispose : « les personnes qui après la première sommation prescrite continueront à faire partie d'un attroupement pourront être arrêtées et seront traduites sans délai devant les tribunaux de simple police pour y être punies des peines portées au chapitre premier du Livre IV du Code Pénal ». Cette contravention, assortie de un à cinq jours de prison et d'une amende de un à quinze francs est encore applicable malgré quelques décisions et avis contraires (14); en effet, la loi de 1848 n'a formellement abrogé aucun texte antérieur; l'article III de la loi de 1831 n'a rien d'incompatible avec les dispositions légales postérieures; enfin le système pénal est loin d'être complet, de former un bloc homogène; il y a donc place pour la pénalité en question (15).

(14) Trib. paix de Servian, du 5 mai 1886 (*Moniteur des juges de paix*, 1886, 284); LE POIEVIN, *Dict. des Parquets*, V^o Attroupement.

(15) Cf. en ce sens: GUIBAL, *Nomenclature des contraventions de police*, V^o Attroupement; ALLAIN, *Manuel des juges de paix*, III, n^o 1294.

3° *Dispositions communes à l'attroupement armé et non armé.*

Les prévenus peuvent bénéficier des circonstances atténuantes (art. 8 loi 1848) et la mise en liberté provisoire peut toujours être accordée avec ou sans caution (art. 9), quand elle n'est pas de droit. Les articles 5 et 6 de la loi de 1831 prononcent la peine complémentaire de l'interdiction de séjour contre les coupables : cette interdiction est facultative. Au contraire la confiscation des armes saisies sur une personne faisant partie d'un attroupement est obligatoire (art. 7, loi de 1831).

Enfin pour éviter les mouvements de foule consécutifs aux attroupements le législateur a réprimé la provocation à l'attroupement dans l'article 6 de la loi de 1848. Son paragraphe 1 est ainsi conçu : « Toute provocation directe à un attroupement armé ou non armé par des discours proférés publiquement et par des imprimés affichés ou distribués sera punie comme le crime et le délit, selon les distinctions ci-dessus établies ». Cette disposition se rapporte à la formation d'un rassemblement volontaire soit par provocation directe d'un ou plusieurs meneurs, soit par convocations. Elle exige une provocation directe, expresse, qui devra ressortir manifestement, non pas de l'esprit seulement, mais des termes mêmes de l'article, du tract ou du discours. Ce dernier, pour être punissable, doit être prononcé publiquement : un jugement du Tribunal correctionnel de Lyon en date du 17 novembre 1884 (16) a reconnu la provocation établie dans le

(16) *Gaz. du Pal.*, 1885-1-suppl. 35.

fait de proférer, dans une réunion publique, des paroles tendant à entraîner les personnes présentes à se rendre dans un terrain clos, accessible à tous, pour y former une délégation appelée à marcher à la tête d'une troupe. Enfin pour que cette provocation soit punie comme le crime ou le délit d'attroupement, selon la distinction des articles 4 et 5 de la loi de 1848, il faut que la provocation ait été suivie d'effet.

Quand la provocation « n'a pas été suivie d'effet, dit l'article 6 *in fine*, elle sera punie, s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an, s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement sera de un mois à trois mois ».

Que faut-il entendre, au sens de la loi, par provocation suivie ou non d'effet? Pour la Cour de Cassation (17) la provocation à un attroupement non suivie d'effet est non seulement celle qui n'a réussi à amener personne au lieu de rendez-vous, mais encore celle qui a abouti à un rassemblement pacifique, ou même à un rassemblement prohibé, mais qui n'est pas devenu délictueux. Le législateur a puni la provocation suivie d'effet de la même peine que le crime ou le délit d'attroupement; il n'a donc pu considérer comme suivie d'effet que la provocation qui a abouti au crime ou au délit. « C'est le caractère délictueux ou criminel que prendra l'attroupement et non point le fait de son existence qui déterminera s'il faut considérer la provocation à cet attroupement comme étant suivie d'effet ».

(17) Cass. Crim., 12 février 1897, *D.* 99-1-89.

L'espèce soumise à la Cour de Cassation était la suivante : un imprimeur, directeur du « Courrier de la Vienne », à Poitiers, avait invité par écrit une certaine catégorie de personnes à se joindre à un cortège qui devait partir de la cathédrale et défilér dans les rues de la ville, à titre de protestation pacifique et religieuse en faveur du rétablissement des processions. Une telle manifestation « n'avait rien par elle-même qui soit de nature à compromettre le maintien de l'ordre » et la provocation à ce cortège ne tombait sous le coup d'aucun texte, car la loi, d'après la Cour, entend par provocation non suivie d'effet celle qui, n'ayant amené personne au lieu de réunion, a eu en vue soit un attroupement nocturne armé, soit un attroupement non armé mais délictueux.

Cette théorie ne paraît pas convaincante ; sans doute il est vrai de dire que la provocation à un attroupement doit être considérée comme non suivie d'effet, même si elle a abouti à un rassemblement pacifique ou prohibé, mais non délictueux, mais on ne peut considérer cette provocation comme échappant de ce fait à toute répression. Le législateur punit la provocation dans le cas où l'attroupement n'a pas lieu et à *fortiori* devrait-il le punir dans le cas où l'attroupement a eu lieu, même s'il n'a pas porté atteinte à la tranquillité publique : on ne peut prévoir si un rassemblement volontaire dégénérera en bagarre ou restera calme : l'attroupement est toujours une chose dangereuse car les démonstrations les plus pacifiques peuvent susciter des contre-manifestations. Le législateur de 1848 n'a pas voulu prohiber les attroupements

calmes, ce qui est une grave lacune dans le système, mais une lacune qui pouvait se défendre car la gravité d'un attroupement est, dans une certaine mesure, un fait patent susceptible d'appréciation immédiate; la provocation à l'attroupement devrait toujours être punie par la loi, même lorsqu'il s'agit d'une provocation à un attroupement licite n'ayant pas eu lieu: il sera toujours difficile de s'attacher aux termes mêmes de la provocation pour découvrir l'intention du provocateur et voir s'il avait en vue un rassemblement prohibé, délictueux ou licite.

Enfin, les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs d'écrits contenant provocation à l'attroupement seront punis comme complices, lorsqu'ils auront agi sciemment (art. 6 § 2 de la loi de 1848). Cette disposition porte atteinte au principe posé par la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, principe qui consacre la non-responsabilité de l'imprimeur à raison des actes de complicité reposant sur le fait même de l'impression. L'article 43 de cette loi, qui d'ailleurs n'a pas abrogé l'article 6 de la loi de 1848 (18) a maintenu expressément cette dérogation.



Ces diverses pénalités sont édictées pour réprimer l'existence même d'un attroupement armé ou de nature à troubler la tranquillité publique; si cet attroupement commet des infractions, celles-ci sont assimilées à celles commises par un individu isolé

(18) Cass. Crim., 28 juillet 1883, *D.* 84-1-310.

(art. 7 loi de 1848). Ici encore le système légal ignore complètement la psychologie des foules et mériterait une sérieuse refonte.

Les règles de compétence pour les différents crimes ou délits d'attroupement ou commis par un attroupement sont celles de droit commun, selon la gravité des peines, sauf bien entendu le cas où les fonctions ou les qualités des inculpés s'y opposeraient.

§ 2. — LOI DU 12 JANVIER 1936
SUR LE PORT D'ARMES PROHIBÉES

Le législateur a minutieusement réglementé le port d'armes et en a, à différentes reprises, prononcé l'interdiction. Le Code pénal avait sanctionné cette prohibition d'une amende de 16 à 200 francs (art. 314); la loi du 24 mai 1834 y avait ajouté un emprisonnement de six jours à six mois. Seul le port d'armes hors du domicile (19) était interdit, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, comme l'a rappelé une circulaire de la Chancellerie en date du 20 août 1912, des dimensions de l'arme. Cependant la jurisprudence hésitait à reconnaître un délit dans le cas où le prévenu avait été seulement vu porteur d'armes hors de son domicile, sans autres constatations matérielles; le Tribunal de Soissons (20), par exemple, acquittait le 3 juin 1914 un inculpé, attendu « qu'il résultait du procès-verbal de gendarmerie dressé le 26 mars 1914 que ledit jour vers 6 heures du soir, sur la place de

(19) Douai, 11 mars 1861, S. 61-2-361; Grenoble, 28 octobre 1888, D. 88-2-607.

(20) *Journal des Parquets*, 1915, II, 131.

l'Hôtel de Ville de Vailly, les gendarmes aperçurent de nombreuses personnes qui, sortant d'une réunion publique électorale, poursuivaient un individu en disant qu'il avait un revolver et qu'il l'avait montré dans la salle; attendu que les gendarmes suivirent cet individu jusqu'à son entrée dans le Café de Paris (où il habitait) et l'invitèrent à remettre son revolver » : d'après le tribunal l'inculpé n'avait pas été trouvé effectivement porteur de cette arme hors de son domicile.

Devant cette interprétation jurisprudentielle, la crainte du retour éventuel de foules criminelles semblables à celles des 6 et 12 février 1934 a fait éclore divers textes législatifs prescrivant deux sortes de mesures. D'abord un projet d'interdiction de la détention des armes à feu par les particuliers (21) n'a abouti qu'à un décret-loi du 23 octobre 1935 ordonnant une simple déclaration des armes par les particuliers. En second lieu un autre décret-loi du même jour « portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public » a disposé dans son article 5 : « Sera puni d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs sans préjudice des peines plus sévères prévues par la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements quiconque aura été, au cours d'une manifestation, trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ». Les incidents de Limoges du 16 novembre 1935, où deux groupes de manifestants d'opinions

(21) Projet FLANDIN du 20 octobre 1934, *J.O.*, Ch. des Dép., avril 1935, p. 128.

politiques opposées en vinrent aux mains, furent le prétexte à la Chambre des Députés, de nombreuses interpellations où cette grave question du port d'armes fut soulevée à plusieurs reprises. Au cours de l'une d'elles, M. YPARNEGARAY, au nom d'une association aujourd'hui dissoute, proposa que tout citoyen trouvé porteur d'une arme à feu fut puni d'une peine d'un an à trois ans de prison sans sursis et que tout étranger surpris dans le même cas fut immédiatement expulsé. Cette motion d'une sévérité draconienne fut lénifiée un peu et adoucie par le gouvernement : elle devint la loi du 12 janvier 1936 qui dispose : « article 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 fr., sans préjudice s'il y a lieu des peines plus sévères prévues par la loi du 7 juin 1848, quiconque aura été au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours ou à l'occasion d'une réunion, trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique ».

Les peines du port d'armes dans un rassemblement volontaire n'ont donc pas changé depuis le décret-loi de 1935, mais les conditions d'application de la loi sont beaucoup plus étendues. Notamment les mots « à l'occasion d'une manifestation ou d'une réunion » furent l'objet au Sénat (22) de discussions serrées d'où il résulte :

1° qu'il ne saurait s'agir d'un délit-contravention et que l'intention du prévenu entre en ligne de compte pour caractériser le délit. La loi n'a pas créé de délit

(22) J.O. du 24 décembre 1935.

nouveau, elle a aggravé celui prévu par la loi de 1834 sur le mouvement insurrectionnel;

2° que ne tomberaient pas sous le coup de cette loi un voyageur de passage dans une commune porteur d'une arme prise à l'occasion de son voyage, ni un homme assailli dans sa demeure par une foule furieuse et contraint de recourir à une arme pour sa défense, ni une personne obligée d'aller chercher un secours médical urgent dans des circonstances où elle serait excusable d'avoir cru devoir s'armer pour sa défense;

3° qu'en somme les personnes visées par la loi sont celles qui voulant assister à une réunion ou à une manifestation, emportent une arme ou un engin dangereux. Les mots « à l'occasion de » paraissent signifier qu'elles sont en état de délit, non seulement au cours de la manifestation ou de la réunion, mais alors qu'elles s'y rendent ou qu'elles en reviennent. Peut-être ces mots signifient-ils, suivant l'opinion de M. LEFAS (23), que la loi s'appliquerait et aux manifestants proprement dits et aux personnes qui se rendent aux abords de la manifestation ou de la réunion.

Le texte ne distingue pas entre les réunions publiques et les réunions privées. La réunion du 16 novembre 1935 à Limoges, à l'occasion de laquelle le texte a été proposé était d'ailleurs une réunion privée. Il semble que les organisateurs d'une réunion ne pourraient même pas disposer d'armes pour se défendre contre une agression de partisans adverses, même si celle-ci avait lieu contre un local appartenant à l'un d'entre eux.

(23) In *Lois Nouvelles*, 1936, III, 201.

Que doit-on entendre par engins « dangereux pour la sécurité publique ? » L'expression est nouvelle, aussi le rapporteur de la loi a-t-il pris soin de la définir; sont considérés comme tels un certain nombre d'instruments pouvant, dans une réunion ou une manifestation, servir à porter des coups ou à causer des blessures, par exemple un coup de poing américain ou une matraque.

Enfin jusqu'ici la jurisprudence décidait que pour commettre le délit, le porteur devait détenir sur sa personne même l'arme prohibée. Un décret-loi du 23 octobre 1935 dispose maintenant que « sera puni des mêmes peines (que le port d'armes proprement dit) quiconque aura transporté sciemment: 1° hors des usages légitimes du commerce, des armes prohibées par la loi ou les règlements d'administration publique; 2° des individus porteurs de telles armes ». Cependant ce décret-loi ne vise que le port d'armes à l'occasion d'une manifestation: il atteindrait par exemple le manifestant qui, à cette occasion, a placé un revolver dans sa voiture ou dans une valise.

§ 3. — DÉCRET-LOI DU 23 OCTOBRE 1935 SUR LES MANIFESTATIONS

Non content de prohiber le port d'armes dans les manifestations, le législateur, par un décret-loi du 23 octobre 1935, a posé pour les rassemblements volontaires le principe de la déclaration préalable lorsqu'ils doivent se faire, ce qui est le cas la plupart du temps, sur la voie publique.

L'article 1^{er} du décret-loi est ainsi rédigé: « Sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes et d'une façon générale toutes manifestations sur la voie publique. Toutefois sont dispensées de cette déclaration les sorties sur la voie publique conformes aux usages locaux », par exemple les enterrements. La déclaration est faite à la mairie (à la préfecture de police pour Paris); elle doit indiquer les noms des organisateurs, le but de la manifestation, le lieu, la date et l'heure du rassemblement et s'il y a lieu l'itinéraire projeté (art. 2). Ces renseignements permettent au maire de prendre une décision rapide: s'il estime que la manifestation est « de nature à troubler l'ordre public », et une telle phraséologie est susceptible d'une acception très large, il l'interdit par arrêté qu'il communique aux organisateurs et envoie au préfet, en même temps que la transmission, toujours obligatoire, de la déclaration des intéressés (art. 3). Le préfet à son tour peut, dans les conditions de la loi du 5 avril 1884 ou prendre un arrêté d'interdiction ou annuler celui qui a été pris. Enfin l'article 4 énumère les pénalités (emprisonnement de 15 jours à 6 mois et amende de 16 à 2.000 francs) qui frappent:

1° ceux qui auront fait une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la manifestation projetée ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prescrite à l'article 2, soit après l'interdiction, auront adressé, par un moyen quelconque, une convocation à y prendre part;

2° ceux qui auront participé à l'organisation d'une manifestation non déclarée ou qui a été interdite.

§ 4. — PROVOCATION AUX CRIMES DE FOULES
PERPÉTRÉE PAR VOIE DE PRESSE

L'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse punit « comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférées dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics; soit par des placards ou affiches, exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. Cette disposition est également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal ».

Cet article appliqué à l'hypothèse d'une foule vise deux cas :

1° le cas où des publicistes ont spécialement et directement provoqué des rassemblements volontaires en vue de commettre des crimes et des délits. Si ces infractions ont été définitivement perpétrées, ou ont fait l'objet d'une tentative au sens de l'article 2 du Code pénal, les instigateurs sont assimilés aux auteurs des infractions, qu'ils soient ou non présents sur les lieux;

2° le cas où, dans un agrégat ou un rassemblement volontaire, des individus ont poussé des cris, discours ou menaces provoquant à des délits ou crimes effectivement commis par la foule ou tentés par elle. Là encore les provocateurs sont punis comme les co-

auteurs du crime collectif. Cette assimilation implicite est on ne peut plus légitime, car en réalité ces individus peuvent revendiquer la paternité de l'infraction : souvent les foules n'ont tué ou endommagé que poussées au crime par ces meneurs aux discours et aux cris provocateurs.

Les meneurs qui ont proféré des cris, discours ou menaces dans une foule, les instigateurs qui ont provoqué par écrits, affiches, etc., un rassemblement volontaire, à l'effet de réaliser certaines infractions peuvent être punis même si la foule n'a commis aucun acte répréhensible ou si, lorsqu'il s'agit d'un attroupeement prohibé (24), elle ne s'est pas réellement formée : il suffit que ces cris, discours, menaces, ou ces écrits, affiches, imprimés, placards aient pour objet, suivant l'article 24 de la loi de 1881 modifiée par les lois du 12 décembre 1893 et du 10 janvier 1936, de provoquer :

1° soit au vol, soit aux crimes de meurtre, pillage et incendie, à l'un des crimes ou délits punis par les articles 309 à 313 du Code pénal, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, prévus par les articles 75 seq., jusques et y compris l'article 85 du même code ;

2° aux crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants, ou de faire l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par

(24) Voir p. 204.

l'article 435 du Code pénal: ces diverses infractions sont fréquemment à l'actif des foules.

Les instigateurs ou meneurs, dans ces divers cas, ne peuvent emprunter leur pénalité à la foule puisque celle-ci n'a commis par hypothèse aucun délit: aussi la peine à leur appliquer est toujours d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 100 à 3.000 francs d'amende.

Enfin le même article 24, dernier alinéa, de la loi de 1881 punit d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement « tous chants et cris séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics »; le texte englobe évidemment l'hypothèse d'une foule. Que faut-il entendre par l'expression *cris et chants séditieux*? La loi ne la définit pas, et pourtant, suivant l'heureuse formule d'un député, « le cri séditieux est le délit le plus vague du monde. L'historien nous montre que le cri, séditieux à certains moments, devient louable à d'autres époques et que le cri qui aura été inoffensif à une date deviendra, plus tard, séditieux, c'est-à-dire dangereux » (25). Une loi du 9 novembre 1825 considérait comme cris séditieux « tous cris ou discours proférés dans des lieux publics, toutes les fois que, par ces cris, ces discours, on aura tenté d'affaiblir, par des ca'omnies ou des injures, le respect dû à la personne du roi ou des membres de sa

(25) Séance du 15 février 1881, *J.O.* même date. C'est ainsi que la *Marseillaise* a été considérée comme chant séditieux sous le régime impérial (Trib. Corr. Seine, 19 mars 1869, *D.* 71-5-305), alors que sous le régime républicain elle fut jugée comme non constitutive du délit de chants séditieux (Cass. Crim., 28 mai 1851, *D.* 52-5-523).

famille, ou qu'on aura invoqué le nom de l'usurpateur ou d'un individu de sa famille... ou de tout autre chef de rebellion; toutes les fois qu'on aura, à l'aide de ces cris ou de ces discours, excité à désobéir au Roi et à la Charte constitutionnelle ». Faut-il transposer cette définition et la faire passer dans la loi de 1881 en l'adaptant à notre époque ou ne vaut-il pas mieux voir dans le cri séditieux une provocation au simple crime de sédition ? Un projet de loi sur les manifestations en date du 16 février 1884, projet qui, comme bien d'autres, ne fut jamais définitivement adopté, contenait une définition précise du cri séditieux : « celui qui provoque soit au rétablissement de la monarchie, soit au renversement de la République ou des pouvoirs institués par elles », Président de la République, Chambre, Sénat, etc... Seraient également séditieux, sous le gouvernement actuel, « les chants qui sont des diatribes contre ce gouvernement, ou qui, malgré la banalité de leurs paroles, sont connus comme étant les chants de combat d'un parti politique ennemi du pouvoir » (26). Ces considérations devront guider les tribunaux dans l'appréciation souveraine qu'ils auront à exercer. A titre de référence, un arrêt de la Cour de cassation a considéré comme cris séditieux ceux de « Vive l'Empereur ! Vive Napoléon ! A bas la République ! A bas Loubet ! »

Tous les délits de provocation non suivie d'effet, délits prévus par l'article 24 que nous venons d'étudier, sont, depuis la loi du 10 janvier 1936 modifiant l'article 45, § 1 de la loi de 1881, de la compétence du

(26) BARBIER, *Code expliqué de la Presse*, I, 304.

Tribunal correctionnel. Ils étaient auparavant du ressort de la Cour d'assises et les Parquets avaient l'habitude en pareil cas d'inviter le plaignant à se pourvoir par voie de citation directe. Le Ministère Public pourra maintenant poursuivre d'office ces délits de provocation : il en résultera une répression plus facile et plus efficace.

§ 5. — LOIS SUR LES RÉUNIONS PUBLIQUES, CLUBS,
ASSOCIATIONS, GROUPES DE COMBAT ET
MILICES PRIVÉES

Nous ne commenterons pas les dispositions légales relatives à la réunion publique proprement dite qui est une assemblée organisée n'ayant rien de commun avec la foule. Nous indiquerons seulement que la loi du 30 juin 1881 qui la réglemente précise, dans son article 6, qu'aucune réunion ne peut être tenue sur la voie publique : cette interdiction a pour but d'éviter, en plus de l'embouteillage de la circulation, la dégénérescence des réunions en foules. Toutefois le maire pourra, si cette faculté lui semble dépourvue d'inconvénients, autoriser la réunion sur la voie publique (27). La loi, toujours pour empêcher la formation

(27) A l'inverse, et bien que la liberté de réunion soit minutieusement réglementée par la loi, ce qui semble exclure tout droit d'interdiction préventive de caractère administratif, le Conseil d'Etat décide implicitement (C. E., 19 mai 1933, Benjamin, *D.* 1933-3-54) qu'une réunion publique peut être interdite par le maire à condition :

1° que la réunion projetée puisse être une cause de désordres graves, par exemple puisse susciter un rassemblement volontaire ;

2° que l'éventualité de ces désordres semble certaine ;

3° qu'il paraisse impossible de les éviter sans interdire la réunion, par exemple au moyen d'un service d'ordre.

de rassemblements volontaires, enjoint de constituer un bureau responsable de l'ordre et de la tranquillité de l'assemblée.

Parmi ces réunions publiques, les plus dangereuses, à cause de leur périodicité, sont les clubs. Le législateur de 1881, à la suite d'une loi du 6 juin 1848, prohibait leur constitution, en raison des agitations collectives qu'ils avaient fomentées sous les Révolutions de 1789 et de 1848. Or, le Club procède à la fois du droit de réunion et du droit d'association : c'est en effet la réunion, à intervalles réguliers, d'hommes préalablement associés. Lors de la discussion de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur la liberté d'association, M. BÉRANGER demanda au Sénat (28) le maintien du texte de 1881 (art. 7), à cause du danger que font courir ces réunions politiques à la sécurité de l'Etat. Mais M. WALDECH-ROUSSEAU répondit que les clubs étaient avant tout des associations qui devaient bénéficier du régime de droit commun et l'article 7 de la loi de 1881 fut abrogé (art. 21 de la loi de 1901). Ils relèvent désormais de l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations ainsi conçu : « Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois ou aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement est nulle et de nulle effet ». Il faudra donc examiner, pour les clubs comme pour toute autre association, le but en vue duquel ils sont fondés. Par exemple tout club ou toute association qui voudrait produire des mouve-

(28) Séance du 22 juin 1901, *J.O.* du 24, p. 1067.

ments de foule pour « organiser la résistance aux lois, l'insurrection contre les lois et les institutions républicaines, pour provoquer à l'abolition de la famille, de la liberté de conscience, de la liberté individuelle » (29), doit-être considérée comme illicite. Ce but est connu par le dépôt obligatoire des statuts de l'association à la préfecture (art. 5, loi du 1^{er} juillet 1901). En cas de nullité prévue par l'article 3 de la loi, la dissolution sera prononcée par le Tribunal civil, à la requête de tout intéressé et à la diligence du Ministère Public (art. 7). Diverses peines frappent, en cas de reconstitution illégale du groupe, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association ainsi que toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute en consentant l'usage d'un local dont elles disposent (art. 8).

A la différence de la dissolution judiciaire obligatoire prévue par la loi de 1901, la loi du 12 janvier 1936 sur les associations, groupes de combat et milices privées prononce la dissolution facultative, par décret du Président de la République rendu en Conseil des Ministres, de toutes les associations ou groupements de fait :

1° « Qui en dehors des sociétés de préparation militaire agréées par le gouvernement, des sociétés d'éducation physique et de sport, présenteront par leur forme et leur organisation militaire le caractère de groupes de combat ou de milices privées ».

(29) Exposé des motifs du projet de loi (n° 1184, *J.O.* du 10 décembre 1899, p. 124).

On a craint que ces formations ne noyautent des rassemblements volontaires à tendance politique et ne mettent ainsi en péril, par des descentes dans la rue, l'ordre public et la sécurité de l'Etat. Malheureusement le législateur n'a pas défini ce qu'il entend par milice privée. La loi belge du 29 juillet 1935 qui traite du même problème, considère comme milice « toute organisation qui a pour objet de recourir à la force ou de suppléer l'armée ou la police, de s'immiscer dans leur action ou de se substituer à elles » ;

2° « Qui provoqueront à des manifestations armées ou antérieurement interdites dans les lieux publics ou privés ».

Le rassemblement volontaire que ces associations ou groupements de fait ont provoqué par tous moyens n'a pas besoin d'aboutir à la formation d'une foule pour justifier la dissolution du groupe générateur. Il suffit que la réunion projetée soit une manifestation armée ou précédemment interdite : la loi est sur ce dernier point en corrélation étroite avec le décret-loi du 24 octobre 1935 sur la déclaration des manifestations ;

3° « Qui auront pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement ».

Cette formule est tirée textuellement de la loi de 1901 (art. 3) sur la liberté d'association. A côté de la dissolution judiciaire prévue par cette loi, il existe donc depuis 1936 une dissolution administrative qui peut, pour les mêmes motifs, s'appliquer aux associations.

Les articles 2 et 3 de la loi sur les milices édictent des pénalités spéciales très sévères, non pour le cas de dissolution de l'association, mais pour les cas de maintien ou de reconstitution directe ou indirecte de l'association ou du groupement dissous. Les tribunaux pour ce délit de reconstitution peuvent prononcer contre ceux qui ont participé directement à l'infraction une amende de 16 à 5.000 francs; la confiscation des uniformes, insignes, emblèmes, armes et matériel de l'association est obligatoire. La Chambre (30) avait voté la confiscation générale, mais le Sénat la supprima.

Lorsque la dissolution est prononcée, la liquidation des biens de l'association s'opère comme celle des congrégations, suivant les modalités de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (31).

La première application de la loi a été réalisée par le décret du 13 février 1936 qui décida, après un attentat particulièrement regrettable, la dissolution de la Ligue d'Action française, de la Fédération nationale des Camelots du Roi, de la Fédération nationale des Etudiants d'Action française. Ces divers groupes présentèrent un recours au Conseil d'Etat (32), ce qui a permis à cette haute juridiction d'éclaircir certains points obscurs de textes. Le décret incriminé était basé sur l'article 1^{er}, 3^o de la loi de 1936 visant les associations qui auraient pour but d'attenter par la force à la forme républicaine du gouvernement: le

(30) Séance du 6 décembre 1935, *J.O.*, même date.

(31) Sur les difficultés soulevées par cette liquidation, voir M. LEFAS, in *Lois Nouvelles*, 1936, III, 197.

(32) Conseil d'Etat, avril 1936, *S.* 1936-3-42.

Conseil d'Etat a maintenu la dissolution en décidant qu'il n'y avait pas besoin de rechercher si les groupements visés avaient effectivement eu recours à la force mais que l'activité générale des associations déduite de faits antérieurs à la loi de 1936 était suffisante pour motiver leur anéantissement. Pour justifier le rejet de la requête des directeurs d'Action Française, M. le Commissaire du Gouvernement a cité notamment dans ses conclusions la phrase suivante : « Vous mes amis (étudiants d'Action Française), lorsque vous descendez dans la rue, vous n'allez pas vous former à l'écart ; nous vous envoyons, nous vous conduisons au milieu de la foule parisienne, sûrs que nous sommes qu'elle vous attend pour marcher, comme son levain, et ses entraîneurs, sûrs que l'heure venue vous serez suivis » (33). Rien ne montre mieux que cette citation, l'influence des associations ou groupements sur le noyautage des rassemblements volontaires modernes.

*
* *

Nous en avons terminé avec les moyens de prévention mis à la disposition des tribunaux pour prévenir la criminalité des foules. S'il n'est pas très difficile d'éviter les actes coupables des rassemblements volontaires en interdisant ces derniers dès que l'on a connaissance de leur prochaine réunion, nous avons pu constater qu'il est impossible, par définition, de prohiber préventivement la constitution des agrégats

(33) M. PUJO au banquet des étudiants d'Action française, discours rapporté par l'*Almanach d'A.F.* de 1936.

fortuits. Le législateur en a été réduit à réglementer leurs causes lointaines de formation (presse, clubs, associations, etc.), et à réprimer leur apparition pour prévenir leurs crimes : ce fut en grande partie la fin de la législation sur les attroupements et nous avons pu établir que cette dernière avait parfois manqué son but ; aussi ne faut-il pas mésestimer l'importance de la répression légale des crimes de foules, à laquelle nous parvenons.

SOUS-SECTION II

RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ DES FOULES

Lorsqu'une foule a perpétré quelque infraction, notre Code pénal ne se préoccupe pas en général des circonstances de sa commission : pour lui le crime de l'individu noyé dans la masse se situe sur le même plan qu'un crime froidement prémédité et commis isolément. L'entraînement et la suggestion collectifs ne comptent pas, ou presque ; le législateur de 1810 n'a considéré dans la foule que sa gravité objective résultant du nombre des individus qui la composent : bien loin d'être une circonstance atténuante, le fait pour un délinquant d'avoir accompli son forfait au milieu d'une foule déchaînée entraîne une augmentation de la pénalité ; quant aux autres membres de la foule criminelle, ils sont la plupart du temps, en vertu des théories de la complicité, punis d'une peine égale à celle des auteurs du délit, qu'ils soient meneurs ou menés. Il nous faut donc envisager successivement la pénalité encourue par l'individu qui commet une

infraction dans une foule et celle qui frappe les membres faisant partie de la foule au moment où ce délinquant a accompli son acte répréhensible.

§ 1. — PÉNALITÉ FRAPPANT L'AUTEUR D'UNE
INFRACTION COMMISE DANS UNE FOULE

En principe le crime commis dans une foule est puni par notre droit français comme s'il était commis individuellement. Le législateur ne s'occupe de la foule que pour accentuer la répression dans certaines hypothèses, notamment en cas de rebellion (art. 209, C. p.) et de mouvement insurrectionnel (loi du 24 mai 1834); il ne semble tenir compte de l'entraînement collectif que dans un cas spécial, le pillage en réunion de denrées, effets ou propriétés mobilières (art. 440 seq. Code pénal).

Il faut d'abord remarquer que, contrairement au Droit Intermédiaire et à l'Ancien Droit, le Code pénal n'a pas prévu la perpétration par les foules du crime de sédition: celui-ci ne peut se commettre que par des bandes armées ou par des individus (art. 96 à 101). Le législateur a estimé que les crimes tendant à la destruction de l'Etat ne sauraient émaner que d'individus ou de bandes. Sans doute un agrégat fortuit ne peut prétendre à une entreprise de cette envergure, mais grâce aux moyens de communication modernes, des rassemblements volontaires organisés simultanément sur plusieurs points du territoire ne pourraient-ils viser ce but et ne devraient-ils pas être considérés comme séditieux? Il subsiste là, semble-t-il,

une grave lacune que ne comble pas entièrement la loi sur le mouvement insurrectionnel : celle-ci prévoit uniquement la résistance généralisée aux agents de l'autorité, mais cette résistance n'implique pas forcément la volonté de renverser le régime préétabli.

Si le crime de sédition ne peut être commis par une foule, il en est autrement de la rébellion : en abordant incidemment le problème de la rébellion collective, le Code pénal n'a eu en vue que le péril social augmenté par le nombre de délinquants, aussi fait-il de la foule une circonstance aggravante du délit de rébellion.

A) *La rébellion collective*

La rébellion est définie par l'article 209 du Code pénal : « toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait » aux actes isolés de certains agents de l'autorité limitativement énumérés. L'agression ou la résistance doivent être locales : l'infraction est rangée à ce titre parmi les crimes ou délits contre la paix publique. Si elle revêt un caractère plus grave, si l'agent vise la destruction de l'Etat, ce deviendrait une sédition ou un mouvement insurrectionnel, tous deux crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat.

La rébellion aux termes de l'article 209 comporte quatre éléments constitutifs :

1^o il faut une attaque ou une résistance avec violences et voies de fait. Il n'est pas besoin que des coups soient portés aux agents de l'autorité : le seul fait de les mettre en joue ou de les poursuivre avec

des fourches (34) peut suffire à caractériser l'infraction;

2° il faut que cette attaque ou cette résistance soit dirigée contre « les officiers ministériels, les gardes-champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police judiciaire ou administrative »;

3° ces agents doivent agir « pour l'exécution des lois, des ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou de jugements ». Ici se pose la fameuse question de la légitimité de la résistance à un acte illégal; sans entrer dans le détail des nombreuses controverses que le sujet a suscitées, il convient d'indiquer que la thèse de l'obéissance provisoire aux actes illégaux semble devoir l'emporter en jurisprudence. Il a été décidé notamment qu'en cas de flagrant délit la loi réquisitionne d'une façon permanente la force publique et que celle-ci n'a pas besoin d'une réquisition légale pour intervenir : sont coupables de rébellion ceux qui résistent dans ce cas à la force armée même non requise aux termes de l'article 106 C. I. C. (Cass. crim., 30 mai 1823). En l'espèce un rassemblement tumultueux de bourgeois et de militaires prêts à en venir aux mains s'était formé à Agen : un détachement accouru pour maintenir l'ordre, donc non réquisitionné dans les formes légales, avait été assailli et malmené par les deux camps opposés; la rébellion était néanmoins patente.

(34) Cass. Crim., 28 mai 1807, *D. Rép. Jurisp.*, V° Rébellion.

4° l'élément ordinaire d'intention : il consiste à vouloir faire obstacle à l'exécution d'un acte de l'autorité publique ou à l'empêcher.

Les peines applicables à l'infraction varient suivant le nombre de personnes coupables et selon leur armement. La rébellion est un délit si elle est commise par moins de trois individus ; perpétrée par trois à vingt personnes, elle constitue un délit si les coupables ne sont pas armés, un crime dans le cas contraire ; pour plus de vingt coupables, c'est toujours un crime.

Deux circonstances influent donc sur la peine, le nombre et les armes des rebelles ; nous les étudierons successivement.

1° *Rebellion collective sans armes*

Le nombre des rebelles constituant ici le seul élément d'aggravation, il importe de préciser les personnes qui dans une foule peuvent recevoir l'épithète de rebelles. Doivent être exclus de la définition les simples témoins ou assistants passifs, car on ne peut leur imputer aucune coopération directe à la rébellion. Pour les complices, la question est plus délicate : à la différence des co-auteurs, ils n'ont pas exercé de contrainte violente et immédiate sur les agents de l'autorité, mais ont participé seulement à la consommation de l'infraction (35) ; si on les assimilait aux co-auteurs, les conditions spéciales d'offensive ou de défensive matérielle exigées pour la rébellion n'auraient aucune raison d'être. M. GARÇON propose de

(35) Cass. Crim., 27 novembre 1856, S. 57-1-79.

distinguer entre les complices qui ont prêté leur assistance aux rebelles sur le lieu même de la rébellion et ceux qui ont agi par provocation, aide ou assistance dans les faits qui ont préparé le délit : les premiers seraient seuls comptés au nombre des rebelles. Dans le silence de la loi, il semble préférable d'éliminer complètement les complices et de ne retenir que les co-auteurs des actes de violence ou de résistance. Les textes pénaux doivent en effet être interprétés en faveur des délinquants ; assimiler les complices aux co-auteurs aboutirait à un accroissement redoutable et arbitraire des pénalités.

En résumé lorsque dans une foule un ou deux individus non armés attaquent ou résistent avec violence à un agent de la force publique, les peines applicables à l'ensemble des inculpés, dans les conditions que nous étudierons plus loin, sont de six jours à six mois d'emprisonnement (art. 212) ; s'ils sont au nombre de trois à vingt, la pénalité est de six mois à deux ans (art. 211) ; s'ils dépassent le chiffre de vingt, nous arrivons au crime puni de la réclusion (art. 210).

Nous pensons, malgré l'avis contraire de M. GARRAUD, que la « réunion » de rebelles dont parle l'article 211 n'a pas besoin d'être concertée préalablement ; d'après cet auteur, l'entente, seulement possible en cas de rassemblement volontaire, serait l'indice « d'une criminalité plus grande chez les rebelles et d'un danger social proportionné à l'audace que cette entente suppose de la part des coupables » ; sans entente préalable, il n'y aurait pas de rébellion commise en « réunion » au sens de l'article 211, mais seulement

plusieurs délits perpétrés individuellement et justiciables de l'article 212: c'est ce qu'avait d'ailleurs décidé le Tribunal de la Seine, à propos de la réunion d'Auteuil (36). A notre avis, rien ne justifie dans les textes ou dans les travaux préparatoires semblable discrimination: une réunion peut-être spontanée ou provoquée; d'ailleurs l'article 210 n'emploie pas le terme de réunion et personne n'a jamais exigé de concert préalable entre les rebelles pour leur appliquer cet article.

2° *Rebellion collective armée*

L'article 214 dispose: « Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit est réputée armée lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles ». On entend par armes tous instruments susceptibles de causer des blessures ou d'entraîner la mort, par exemple des pierres (37).

Il nous faut donc distinguer deux hypothèses:

a) Dans la foule qui s'est rebellée, trois personnes au moins portaient des armes ostensibles.

Dans cette hypothèse le seul fait que plus de trois rebelles portent des armes ostensibles suffit à faire considérer le groupe tout entier comme armé. La loi a établi une sorte de responsabilité solidaire, basée sur l'idée que la visibilité des armes dont certains rebelles sont porteurs doit faire présumer des autres une complicité passible de la même peine. Ce port d'armes est donc une circonstance aggravante *in rem* s'appli-

(36) Voir page 62, note 13.

(37) Cass. Crim., 20 octobre 1831, *D. Répert. Jurisp.*, V° Rébellion.

quant automatiquement à tous les accusés. Une déclaration du jury qui écarterait cette circonstance aggravante pour l'un des co-accusés et l'admettrait pour l'autre, serait entachée de contradiction et entraînerait cassation, car cette circonstance aggravante est indivisible et « n'a pu varier au regard de l'un ou l'autre accusé » (38).

La peine dans cette hypothèse variera selon le nombre des rebelles : ce sera l'emprisonnement de 6 mois à 2 ans, s'ils ne sont que un ou deux ; la réclusion s'ils ne sont que trois au moins et vingt au plus ; les travaux forcés à temps s'ils dépassent vingt (art. 210, 211, 212) ;

b) Il n'y a qu'un ou deux individus portant, dans la foule, des armes ostensibles.

On ne peut qualifier de rébellion armée une telle rébellion, cependant le port d'armes détermine, pour les seuls individus qui en sont coupables, une circonstance aggravante individuelle au lieu d'être généralisée. L'article 215 le dit expressément pour les porteurs d'armes cachées : ils subiront donc la peine des travaux forcés, de la réclusion ou de l'emprisonnement suivant le nombre des rebelles. Bien que la loi oublie d'en parler, il faut appliquer *a fortiori* les mêmes pénalités aux porteurs d'armes apparentes (39). Les rebelles sans armes ne seront passibles que des peines de la réunion non armée.

La présence en plus ou en moins d'un homme armé

(38) Cass. Crim., 10 octobre 1861, *D.* 61-1-502.

(39) GARRAUD. IV, 1290 ; GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 202, n° 18 ; contra CHAUVEAU et HÉLIE, III, n° 947.

ostensiblement dans une rébellion collective peut donner lieu à d'inquiétantes variations de pénalité en ce qui concerne les rebelles non armés.

■
* * *

Les rédacteurs du Code pénal ont donc appliqué à la rébellion collective leurs idées sur le danger social du nombre, sans s'inquiéter de l'entraînement et de l'aveuglement de la foule. Bien mieux l'article 216 décide que « les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion de la rébellion seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion ». C'est la théorie du concours réel d'infractions prévue par l'article 365 C. I. C., mais, comme pour l'attroupement, le législateur n'a fait aucune distinction entre le crime individuel et collectif. Le crime commis par une foule rebelle est puni comme s'il l'avait été par un seul individu. Et pourtant les rédacteurs du Code n'ont pas été sans composer avec l'emballlement collectif qui peut s'emparer de la multitude. A côté de la rébellion spéciale des ouvriers dans les ateliers publics ou manufactures, des individus admis dans les hospices et des prisonniers (art. 219), le projet de Code pénal prévoyait la rébellion commise par une foule composée en majorité d'étudiants. Cette disposition fut supprimée par la Commission du Corps législatif après avoir été combattue dans les termes suivants : « Les réunions répréhensibles de ces jeunes gens sont ordinairement l'effet de l'effervescence de leur jeune âge, de l'étourderie et elles ne peuvent être assimilées à celles des individus compris dans cet arti-

cle. En l'y enveloppant ces jeunes gens pourraient encourir, en certains cas, des peines afflictives et infamantes, et, pour l'erreur ou la fougue d'un instant, des sujets bons jusque-là, d'une heureuse espérance, se trouveraient à jamais perdus dans les bagnes, les maisons de correction ou les prisons ».

Toutefois pour tempérer la sévérité des dispositions définitivement adoptées, le législateur a admis dans l'article 213 une excuse légale absolutoire pour les individus qui se sont retirés de la foule rebelle au premier avertissement ou qui ont été saisis, après la dispersion de l'attroupement *manu militari*, hors du lieu de la rebellion, sans nouvelle résistance et sans armes. Cette excuse exceptionnelle est personnelle aux rebelles qui la peuvent invoquer; elle ne pourrait absoudre en général les crimes particuliers commis à l'occasion de la rebellion, et spécialement la provocation à la rebellion (40). « Ceux qui agissent dans une rebellion sont bien coupables, sans doute, mais ceux qui la provoquent ne le sont pas moins, car sans cette provocation le crime n'eut pas été commis » (41).

B) *Mouvement insurrectionnel*

Lorsqu'une rebellion, de résistance locale et instantanée, dégénère en un vaste mouvement dirigé contre les agents de l'autorité, les foules qui lui ont donné naissance et qui en sont l'instrument relèvent alors de la loi du 24 mai 1834. Ce texte, après avoir édicté

(40) Cass. Crim., 30 août 1852, *D. Répert. Jurisp.*, V° Rébellion, n° 51.

(41) Rapport de NOUAILLES au Corps Législatif le 16 février 1810.

sur la détention et le port d'armes, quelques dispositions que nous avons déjà signalées au passage, en vient à s'occuper dans ses articles 5 à 11 de la répression des « mouvements insurrectionnels » (42).

Ceux-ci s'analysent en des rebellions généralisées qui peuvent être l'œuvre de rassemblements volontaires ou parfois d'agréats fortuits et qui mettent dans les deux cas l'existence du gouvernement en péril. La rébellion peut être un délit politique ou de droit commun, au contraire le mouvement insurrectionnel ou « descente dans la rue » constitue toujours une infraction politique, à laquelle cependant peuvent se mêler accessoirement quelques infractions de droit commun. La loi du 24 mai 1834 prévoit avec minutie les moindres actes dommageables d'une foule en état d'insurrection; promulguée après la Révolution de 1830, elle a pour but d'empêcher le retour de semblables émeutes. C'est un véritable texte d'exception qui ne prévoit que des peines criminelles, tempérées toutefois par la possibilité d'accorder les circonstances atténuantes de l'article 463 du Code Pénal.

Sont punis de la détention les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel :

(42) Le droit d'insurrection était consacré par l'art. 35 de la Constitution de 1793; néanmoins, il fut condamné par la Haute-Cour le 10 octobre 1849 (*D.* 49-1-295): « Attendu que si le droit de libre défense est de l'essence de la justice, ce droit sacré change de nature et de caractère s'il dégénère en agression contre les principes inviolables qui sont le fondement de toute société. Attendu que le premier de ces principes est qu'il n'appartient à personne de substituer sa propre volonté à l'action souveraine des pouvoirs, en qui se résume la volonté de tous; que là où sont ouvertes les voies de droit les voies de fait sont virtuellement interdites », etc...

1° Auront porté soit des armes apparentes ou cachées, soit un uniforme ou un costume, ou autres insignes militaires;

2° Auront, pour faire attaque ou résistance envers la force publique, envahi ou occupé des édifices, postes et autres établissements publics;

3° Auront occupé une maison habitée ou non habitée, avec le consentement du locataire ou du propriétaire;

4° Auront fait ou aidé à faire des barricades, des retranchements ou autres travaux ayant pour objet d'arrêter ou d'entraver l'exercice de la force publique;

5° Auront empêché, à l'aide de violences ou menaces, la convocation de la force publique, ou auront facilité ou provoqué le rassemblement des insurgés, soit par la distribution d'avis ou de proclamations, soit par le port de drapeaux ou autres insignes de ralliement ou tous autres moyens d'appel;

6° Auront brisé ou détruit un ou plusieurs télégraphes ou auront envahi, à l'aide de violences ou de menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui auront intercepté, par tout autre moyen, avec violences ou menaces, les correspondances ou communications avec l'autorité publique.

Seront en outre punis de la déportation les individus qui se seront emparés d'armes et de munitions de toute espèce, soit à l'aide de violences ou de menaces, soit par le pillage de boutiques, postes, magasins, arsenaux ou autres établissements publics, soit par le désarmement de la force publique; les individus qui auront fait usage de leurs armes seront punis de mort (abolie en 1848).

Enfin pour couronner l'édifice, l'article 10 prévoit que « les peines portées par la présente loi seront prononcées sans préjudice de celles que les coupables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tout autre crime. Dans le cas du concours de deux peines la plus grave sera seule appliquée ».

Il est inutile de remarquer encore une fois que cette disposition, acceptable peut-être dans le cas d'insurrection par bandes armées, est nettement exagérée lorsqu'on l'applique aux foules. La légitime défense de la société n'excuse même pas cette rigueur, car elle n'est valable qu'à condition d'être concomitante à l'attaque; si un mouvement insurrectionnel n'a pas abouti, l'Etat n'a aucune raison d'édicter, en bloc, des peines aussi sévères contre des individus le plus souvent égarés et entraînés à commettre des excès regrettables. Aussi, dans le sentiment très naturel d'adoucir la rigueur de la loi, s'est-on demandé si l'excuse de l'article 213 du Code Pénal devait être étendue aux individus qui, participant au mouvement insurrectionnel, se seraient retirés à la première sommation de l'autorité. Au cours de la discussion (43) du projet en 1834, diverses opinions furent soutenues. M. CHAMARADE voulait appliquer cet article parce que celui-ci poursuivait le même but que la loi proposée: licencier l'émeute. M. O. BARROT fut du même avis: il faut donner une prime d'indulgence à celui qui fuit le rassemblement. M. DUMAS opinait pour limiter l'indulgence au bénéfice des circonstances atténuantes, dans le cadre général de la loi pénale. Mais d'après

(43) *Moniteur* du 16 mai 1834.

M. AMILHAU, l'excuse de l'article 213 n'avait pas à intervenir ; le simple fait de se rendre en armes à une insurrection constituant un crime, se fut-on retiré à la première sommation. Finalement on convint qu'il n'y avait aucune nécessité à indiquer dans la loi les articles du Code Pénal auxquels elle ne déroge pas et on repoussa l'adjonction de l'amendement suivant : « il n'est pas dérogé par les dispositions ci-dessus aux articles 100 et 213 du Code Pénal ». C'était un procédé élégant pour s'abstenir de trancher une question de cette importance. Malgré tout il semble qu'il faille étendre l'excuse des articles 100 et 213 aux insurgés, car ils érigent un principe général dominant la matière. Le législateur a voulu avant tout dissoudre les révoltes contre l'autorité publique ; il a spécialement visé les crimes de bandes armées et les rebellions collectives ; les mouvements insurrectionnels, qui généralisent ces dernières, ne peuvent faire l'objet d'une exception aussi injustifiée.

C) *Pillages et dégâts commis en réunion*

Nous en arrivons à un article du Code Pénal où plusieurs auteurs, principalement M. GARRAUD (44), ont voulu voir traitée la question de la criminalité des foules : il s'agit de l'article 440 et de ses compléments, les articles 441 et 442 ainsi conçus :

Article 440 : « Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des

(44) GARRAUD, *Droit crim.*, IV, 361.

travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de 200 à 5.000 francs ».

Article 441: « Néanmoins, ceux qui pourront prouver avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de réclusion ».

Article 442: « Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain ou boisson, la peine que subiront les chefs, provocateurs ou instigateurs seulement sera le maximum de travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcé par l'article 440 ».

Nous étudierons successivement:

1° Les éléments de l'infraction prévue par ces articles;

2° Les circonstances atténuantes ou aggravantes;

3° Les peines qu'elle comporte;

1° Les éléments de l'infraction.

L'infraction dont parle l'article 440 est un peu spéciale; elle exige pour sa réalisation la réunion de nombreux éléments qu'on peut ainsi classer:

a) Un fait matériel de pillage ou de dégât.

Le pillage s'analyse dans le fait de dévaster pour s'emparer d'objets, le dégât au contraire est une destruction sans profit pour son auteur. La Cour Suprême a jugé que le fait par des individus de s'être attroupés sur un marché et d'avoir contraint les marchands à livrer leur grain à un cours très inférieur constituait un pillage légalement caractérisé (45) et

(45) Cass. Crim., 17 janvier 1812, S. chron.

pourtant, à proprement parler, « il s'agissait de violences exercées sur les détenteurs d'une marchandise pour les forcer à en abaisser le prix » (46).

b) Les objets pillés doivent être d'une certaine nature, « denrées, marchandises, effets ou propriétés mobilières ».

Ce dernier terme est très général et rend inutile l'énumération qui le précède: on a pu juger, sous l'empire du C. Pen de 1791, d'où est tiré l'article 440, que le fait d'avoir à la tête d'un attroupement renversé les décorations d'un temple décadaire et de les avoir livré aux flammes constituait ce délit (47).

c) Les auteurs du dégât ou du dommage ont agi « en réunion ou bande ».

Sans s'arrêter avec la Cour de Cassation au nombre d'individus pour déterminer s'il y a ou non réunion ou bande (48), on peut affirmer que le cas de foule rentre dans les prévisions du législateur.

d) L'emploi de « la force ouverte ».

On entend par là l'emploi public de la violence même si l'aggression ne s'est pas produite « à main armée » (49). M. GARRAUD (50) ne voit dans cette expression que la violence physique, mais M. GARGON (51) pense, avec raison semble-t-il, que la force ouverte ne suppose pas nécessairement des violences de fait sur des personnes: l'intimidation suffit. Par

(46) CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, art. 440.

(47) Cass. Crim., 28 prairial an VIII, Table des arrêts de la Cour de Cassation de DUCHESNE, V^o Pillage avec bande.

(48) Cass. Crim., 5 avril 1832, S. 1832-1-719.

(49) Cass. Crim., 12 avril 1833, S. 33-1-715.

(50) GARRAUD, *Droit crim.*, VI, 2695.

(51) Code pénal annoté, art. 440.

exemple les éléments de réunion et de force ouverte sont amplement établis par l'arrêt qui constate souverainement que « le 10^e septembre 1904, vers quatre heures du soir, 150 grévistes environ, sortis brusquement de derrière une haie qui les dissimulait sont arrivés en courant devant la voiture que conduisait BERNIER, se sont placés à la tête de son cheval et ont ainsi contraint le plaignant à s'arrêter, qu'ils ont calé les roues de la voiture, ont arraché la bâche qui couvrait le chargement, on jeté à terre les peaux qu'elle contenait et les ont ensuite lacérées » (52).

e) L'élément intentionnel ordinaire.

Il ne se confond pas avec les motifs de justice ou de vengeance qui ont pu mouvoir la foule.

2° Circonstances atténuantes et aggravantes de l'infraction;

a) Le juge possède la faculté d'atténuer la peine, à charge pour l'accusé de prouver « qu'il a été entraîné par des provocations ou des sollicitations à prendre part aux violences ». A l'expression « prendre part aux violences » il faut évidemment substituer la formule corrective « prendre part aux pillages et aux dégâts » : il est clair que l'individu qui s'est abstenu de violences, mais a pris part au pillage doit aussi, *a fortiori*, être excusable. Cependant cette disposition n'est pas une excuse absolutoire, à la différence de l'individu qui, faisant partie d'une bande armée, s'est retirée à la première sommation de l'autorité. Les mots « provocations ou sollicitations » ont un sens très large: « ils désignent tous les moyens d'instiga-

(52) Cass. crim., 18 mars 1905, S. 1907-1-246.

tion, quelqu'ils soient, par lesquels le coupable a pu être entraîné » (53). La provocation n'a pas besoin d'être accompagnée de dons, promesses, abus d'autorité ou de pouvoirs, machinations ou artifices coupables, qui la caractérisent dans le cas de complicité. L'excitation collective née de la suggestion réciproque qui exaspère les sensations et les passions des individus noyés dans la foule suffit à faire bénéficier ceux-ci de la circonstance atténuante de l'article 441. Il semble même, malgré l'opinion contraire de CHAUVEAU et HELIE (54), qu'un individu ayant reçu de l'argent pour faire partie d'un rassemblement volontaire puisse prétendre à l'atténuation légale, s'il prouve qu'il a été, par l'ambiance de la foule, entraîné ensuite à commettre des excès. Sans doute avait-il primitivement la ferme volonté de s'associer au rassemblement, mais ses libres volitions ont pu être faussées par un emballement collectif qu'il était bien incapable de prévoir.

b) Circonstance aggravante.

Cette circonstance aggravante concerne les « chefs, instigateurs et provocateurs », c'est-à-dire tous ceux qui ont exercé une influence décisive sur les résolutions collectives de la foule. Cette aggravation de peine qu'édicte l'article 442 s'applique seulement pour « le pillage de grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin ou boisson ».

Le mot « chefs » employé par le législateur vise les meneurs de toute foule. Les « instigateurs » sont

(53) GARÇON, *eod. loc.*

(54) Droit pénal, VI, 2596.

ceux qui ont formé un rassemblement volontaire, qui lui ont fixé le point de concentration, le but à atteindre, les moyens à employer, qui ont recruté et payé des entraîneurs chargés de se mêler au groupe et de lui donner l'impulsion; peu importe qu'ils aient ou non paru sur les lieux pour coopérer personnellement au pillage des grains (55). Quant aux « provocateurs » ce sont tous ceux qui par leurs campagnes, leurs écrits ou leurs discours, ont suscité des émotions annonaires, sans que leur participation effective soit requise.

Cette circonstance aggravante doit être rapprochée de la disposition de l'article 313 du Code Pénal ainsi rédigé: « Les crimes prévus dans la présente section (c'est-à-dire les coups et blessures) et dans la section précédente (meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement) s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rebellion ou pillage, sont imputables aux chefs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rebellions ou pillages, qui sont punis comme coupables de ces crimes et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis ». Nous retrouvons les mêmes termes de « chefs, instigateurs, provocateurs » pris dans une semblable acception; l'article 313 punit ces différents promoteurs de la même peine que les auteurs des infractions limitativement énumérées par le texte. M. MONSEIGNAT s'exprimait ainsi, devant le Corps législatif, à leur égard: « Les chefs deviennent passibles des mêmes peines que les attroupés personnellement cou-

(55) Cass. Crim., 6 mai 1847, *D.* 47-1-192.

pables. Cette solidarité semble au premier abord en opposition avec le grand principe qui veut que les peines soient personnelles. Mais lorsqu'il s'agit d'attroupements, de réunions assez nombreuses pour pouvoir y reconnaître le caractère d'une sédition, les auteurs et les provocateurs sont les plus criminels; la multitude qui suit l'impulsion qu'elle reçoit est l'instrument à l'aide duquel le chef a frappé médiatement les coups qui ont été portés et dès lors il est de toute justice qu'il subisse la peine du crime ou du délit qu'il a fait commettre ». Malheureusement ce texte est à peu près inapplicable, car il exige certaines conditions difficiles à réunir : il faut d'abord que la foule ait l'intention de renverser le gouvernement établi, qu'elle soit séditieuse; or, nous avons vu que le Code Pénal écarte délibérément cette hypothèse; il faut en outre que la foule se soit rendue coupable de rébellion ou de pillage.

3° Pénalités.

L'article 440 prévoit les travaux forcés de 5 à 20 ans et une amende de 200 à 5.000 francs; si l'accusé a prouvé, ce qui est toujours difficile, qu'il a été entraîné, le juge peut abaisser la peine jusqu'à la réclusion, mais l'amende demeure toujours obligatoire, car l'art. 441 ne modifie que la peine privative de liberté. Enfin dans le cas de l'article 442 les chefs, provocateurs et instigateurs du pillage de grains doivent être condamnés au maximum de travaux forcés.

§ 2. — PÉNALITÉS FRAPPANT LES MEMBRES
D'UNE FOULE AUTRES QUE LES AUTEURS
DE L'INFRACTION

Aucune peine spéciale ne frappe le fait de participer à une foule, non sommée par l'autorité, et dont un ou plusieurs membres ont commis une infraction : c'est la conséquence logique de la personnalité des crimes et délits. Mais ne pourrait-on appliquer la théorie de la complicité aux individus englobés dans un rassemblement volontaire ou dans un agrégat criminel ? M. GARRAUD (56) opte pour la négative ; pour lui les hommes en foule « agissent spontanément, sans s'être concertés, sous l'empire de cet éternement qui s'empare des foules et qui les porte à subir par voie de suggestion inconsciente les pires influences » ; ils ne se connaissent pas, viennent de divers côtés, dans des buts différents, souvent avec la simple intention de se promener ou de regarder ; la plupart d'entre eux sont d'honnêtes gens ou bien des délinquants d'occasion, alors qu'ordinairement les complices d'un crime ont mené une vie qui a été un acte préparatoire continu. Si dans une foule surexcitée, des outrages, blessures ou homicides ont été commis, on n'aperçoit chez les manifestants aucune entente : chacun agit de son côté, dans son intérêt, et on ne peut que leur appliquer la théorie de la connexité, non celle de la complicité ; en effet, l'article 227 C.I.C. donne de la connexité la définition suivante : « les délits sont connexes lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs person-

(56) Droit criminel, III, n° 874.

nes réunies » : il s'agit donc de délits commis en réunion et les infractions commises en foule rentrent dans cette catégorie. M. GARRAUD en conclut que les crimes de foule ne relèvent que de la notion de connexité.

En réalité cette déduction paraît un peu exagérée : le critérium de la complicité et de la connexité définie plus haut est assez clair pour éviter toute confusion : quand il y a unité de délit et pluralité d'agents, nous sommes dans le domaine de la complicité : tel fut l'assassinat du maréchal Brune (57), un seul homme ayant été en butte aux haines de la foule. S'il y a pluralité de délits et pluralité d'agents, nous passons sur le terrain de la connexité : tel fût le cas des massacres de Septembre où des foules différentes, se re'ayant dans toutes les prisons de Paris, égorgèrent des centaines de détenus.

Pour faire l'application de la théorie de la complicité, il faut distinguer entre le rassemblement volontaire et l'agrégat fortuit.

A) Lorsqu'il se forme un rassemblement volontaire et que ce dernier commet une ou plusieurs infractions, tous les membres du rassemblement peuvent être considérés comme les complices des auteurs de la ou des infractions. Il existe entr'eux une entente, un accord de volonté, une communauté de but, qui, même concomitante au délit et momentanée, caractérise la complicité. Les instigateurs, s'ils se trouvent dans la foule, sont complices par instruction (art. 60 § 11) les

(57) HOUSSAYE, 1815, *La Terreur blanche*, p. 460.

meneurs le sont par provocation au sens de la loi de 1881 sur la presse, les autres membres le sont par aide ou assistance, même morale, par exemple en poussant des cris de haine ou de mort aux oreilles d'individus que la colère anime et dont on prévoit le prochain homicide (art. 60, § III C. Pén.). C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation à propos du paragraphe 8 de l'article 479 du Code Pénal punissant « les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ». Les complices de ces tapages « ne sont pas les seuls individus porteurs d'instruments quelconques et qui font entendre des cris, puisque ceux-là sont les auteurs même des bruits ou tapages; l'article 479 est encore applicable aux individus qui, sans être porteurs d'instruments et sans que leur voix soit entendue, font partie d'un rassemblement, fortifient et encouragent par leur présence les auteurs du bruit, les aident ainsi et les assistent dans la consommation de l'action, et sont conséquemment leurs complices» (58).

B) Au cas d'agrégat fortuit, nous croyons qu'il est difficile d'appliquer les théories de la complicité aux membres de la foule qui ne sont pas auteurs de l'infraction. Lorsqu'un agrégat de personnes se forme brusquement puis, subitement provoqué, se rue sur un individu et l'écharpe, il y a peut-être un réflexe unanime, mais on ne peut soutenir qu'il existe une entente, même momentanée; ce serait matériellement

(58) Cass. Crim., 4 juillet 1822, *J. du Palais*, XVII, 473; Cass. Crim., 24 janvier 1835, *ibid.*, II, 1301.

impossible : nous retrouvons la distinction de M. GARRAUD entre la complicité ordinaire et la scène collective. A l'exception des meneurs qui tombent la plupart du temps sous le coup de la Loi sur la Presse, les autres membres de la foule échappent à toute peine. Notre système de législation présente une fissure, un défaut de cuirasse qui explique en partie le nombre considérable d'acquittements dans les applications jurisprudentielles que nous allons passer en revue.

SECTION II

Application jurisprudentielle des textes pénaux

Les mouvements de foule mettent ordinairement magistrats du Parquet ou du Siègre et jurés dans le plus grand embarras.

Cette perplexité commence au Parquet dès que la Police ou la Gendarmerie amènent les premiers individus arrêtés au milieu de la foule : les soirs de manifestation, les petits Parquets sont rapidement submergés devant le flot de prévenus surpris en flagrant délit ; le tri, déjà commencé dans les locaux de la Police, se poursuit rapidement et les mandats de dépôt, faute de temps, sont délivrés un peu au petit bonheur, sans qu'on puisse avoir le loisir de recueillir immédiatement les preuves nécessaires.

Les mêmes difficultés se retrouvent à l'instruction : les inculpés nient la plupart du temps leur participation active à la foule : ils sont venus en simple curieux et ont été séquestrés par suite d'une erreur qu'ils ne s'expliquent pas ; les témoignages recueillis après coup

pour confondre les manifestants présentent le plus souvent des contradictions flagrantes ; même s'ils concordent à peu près, ils sont toujours suspects du fait qu'ils émanent d'individus soumis eux-mêmes à la suggestion collective du moment et incapables d'objectivité parfaite. D'autre part la Police a parfois la manie d'arrêter automatiquement ceux qu'elle soupçonne, de par leurs antécédents, propres à commettre dans une foule tous les « mauvais coups » possibles ; en réalité i's peuvent ne se trouver dans le groupe que par simple coïncidence ou avoir pris soin de ne pas participer activement à l'infraction : ils ont dans ce cas beau jeu pour prouver leur innocence. Le juge d'instruction est forcé de rendre un nombre respectable de non-lieu et finalement parmi une foule de p'usieurs milliers de personnes, seuls quelques individus seront renvoyés devant le Tribunal ou la Cour d'assises.

Au moment du règlement du dossier, d'autres difficultés vont surgir : s'il est aisé de qualifier un homicide ou des violences commises dans une foule, il est relativement plus épineux de choisir entre certains textes prévoyant plus spécialement les délits collectifs étudiés précédemment. On pourra hésiter notamment entre la qualification de rebel'ion de l'article 210 et celle d'attroupement. Pour M. GARRAUD, le délit d'attroupement serait dirigé contre le Gouvernement lui-même, la rebellion contre les agents de l'autorité (59). En réalité un attroupement peut caresser un tout autre but que le renversement du gouvernement :

(59) GARRAUD, *Droit crim.*, IV, 1292.

il peut être dirigé en faveur de ce dernier ou ne présenter aucun caractère politique. Le critère est beaucoup plus nuancé : lorsque des individus se sont réunis dans le but précis de s'opposer à l'exécution des lois ou des ordres de l'autorité, il y a incontestablement rébellion collective et la loi sur les attroupements doit être écartée ; inversement la peine de l'article 210 n'est pas applicable lorsqu'une foule n'a usé d'aucune violence ou voie de fait et n'a opposé qu'une résistance passive : seule la loi de 1848 entre en jeu pour la répression.

Le cas le plus délicat est celui où la force publique, procédant à la dispersion d'un attroupement se heurte à une résistance accompagnée de violences. Cette hypothèse a été prévue par les articles 4 et 5 de la loi de 1848 qui punissent l'attroupement dispersé par la force après avoir fait usage de ses armes. D'un autre côté les éléments du crime de rébellion se trouvent réalisés car les coupables ont opposé la violence aux agents de la force publique qui agissaient pour l'exécution des lois en dispersant une foule : en présence d'un tel cumul idéal d'infractions, il semblerait qu'il faille retenir seulement la réunion de rebelles dont les peines sont plus sévères. Cependant la loi semble avoir dérogé, en cette matière, aux règles de l'article 210 (60) ; il paraît donc préférable de poursuivre le délit ou le crime sous la qualification d'attroupement. D'ailleurs en pratique la loi sur les attroupements est rarement appliquée, sauf peut-être en cas d'agrégat fortuit ; lorsqu'un rassemblement volontaire se forme sur la voie publique, la Police ordinairement prévenue

(60) GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 216, n° 24.

de cette réunion, se borne à le disperser sans sommations préalables, avant que la foule n'ait acquis la cohésion nécessaire à sa toute-puissance. On relève uniquement les délits commis individuellement, délits qui le plus souvent participent de la rébellion; on les poursuit alors non sur le fondement de l'article 210, mais sur celui de l'article 212 du Code pénal. Les pénalités prévues pour l'attroupement n'interviennent que si la foule est parvenue à un degré de témébiliteé nécessitant l'emploi de la force armée pour la disperser.

Comme pour la loi sur les attroupements, la loi du 25 mai 1834 fait échec à l'application de la rébellion collective de l'article 210: le mouvement insurrectionnel est sans doute une rébellion, mais d'un genre spécial, car il est caractérisé par un certain nombre de faits, envahissement d'édifices publics ou de maisons, constructions de barricades, etc., qui suffisent à le distinguer de la rébellion ordinaire.

Une fois ces difficultés résolues par le Ministère Public, commence la tâche particulièrement délicate des juridictions de jugement; l'arbitraire légal du juge se meut sur un champ très vaste: l'application de la récidive, l'échelonnement des peines entre le maximum et le minimum prévus, la loi de sursis, les circonstances atténuantes non motivées, lui permettent de nuancer la peine conformément au degré d'activité dont a fait preuve l'individu dans la foule et suivant l'intensité de l'entraînement collectif. Malheureusement, faute d'une théorie générale consacrée législativement, les tribunaux et les jurys apprécient la gravité de l'infraction sous un tout autre aspect et dosent

souvent la responsabilité des quelques membres de la foule que le Parquet renvoie devant eux selon des considérations tout à fait étrangères aux règles de la psychologie des foules. Maintes fois, désespérant de trouver une peine appropriée ou faute de preuves suffisantes, ils acquittent les prévenus.

Il est assez difficile de se procurer des jugements ou arrêts rendus à propos de crimes de foules bien caractérisés; de ceux que nous avons pu réunir se dégage néanmoins une vague tendance à mitiger de plus en plus la peine pour tenir compte de la suggestion réciproque qui s'établit au sein de la foule.

En 1831 un rassemblement armé comprenant une centaine de personnes se formait inopinément dans un petit village; l'attroupement, suscité par un intérêt de localité, résista avec violences à deux gardes-champêtres dans l'exercice de leurs fonctions; trois individus seulement furent poursuivis: l'un resta contumax, l'autre fut acquitté, mais le troisième, un nommé Jaron fut condamné à cinq ans de travaux forcés. La Cour de cassation rejeta le 16 septembre 1831 (61) son pourvoi: un seul expiait durement la faute de tout le village. Pour trouver une plus juste appréciation des textes, il nous faut parvenir en 1897, avec le procès dit de la « bagarre de Mattaincourt ». Le 5 juillet 1897, conformément à la tradition, les reliques de saint Pierre Fournier, patron du village de Mattaincourt (Vosges) avaient été transportées so'ennellement de Mattaincourt à la petite ville voisine de Mirecourt; le lendemain vers 16 heures elles étaient recon-

(61) *D. Répert. Jurisp.*, V° Rébellion.

duites en procession à Mattaincourt. Or, dans le cortège figuraient trois chanoines de Latran, dont la présence déplaisait à la municipalité de Mattaincourt; le maire avait pris un arrêté d'interdiction qu'un de ses adjoints, sur le territoire de la commune, leur signifia en leur faisant sommation de se retirer. La foule qui suivait les reliques prit fait et cause pour les religieux, aussi cinq fidèles furent-ils traduits devant le Tribunal correctionnel de Mirecourt, le 14 août 1897 sous l'inculpation de violences et injures à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Sur le témoignage du curé de Mattaincourt, qui en déposant contre ses paroissiens réveillait la vieille rivalité des clergés régulier et séculier, quatre inculpés furent condamnés à une amende par application des articles 222 et 228 du Code pénal, le dernier fut acquitté. Le jugement fut confirmé le 15 novembre 1897 par la Cour de Nancy qui estima les peines suffisamment élevées étant donné le peu d'importance du délit.

Au mois de mars 1902, la Compagnie Générale d'alimentation des Franches Montagnes avait acquis une usine à Douardenez; elle voulut y supprimer une partie de la main-d'œuvre par l'emploi généralisé des machines. La population ouvrière, justement émue de cette décision, résolut d'exprimer publiquement son mécontentement et le 14 juillet 1902, sous prétexte de célébrer la Fête Nationale, une manifestation fut organisée par le syndicat. La foule surexcitée par quelques meneurs se précipita vers l'usine, en força les entrées et en moins de trois quarts d'heure, au son du clairon qui successivement sonna la charge, le feu

et enfin la retraite, saccagea le matériel et brisa les machines. La Cour d'assises du Finistère condamna le 14 janvier 1903, onze ouvriers soudeurs, par application des articles 440 et 437 du Code pénal à des peines variant de deux ans de prison à 200 francs d'amende (62).

Avec l'année 1904 se développa, surtout en Afrique du Nord, une campagne anti-sémitique particulièrement active, qui ne devait pas tarder à engendrer de violents mouvements collectifs: à Mostagenem un rassemblement volontaire de Juifs se jeta un dimanche sur un groupe de jeunes cyclistes français: deux d'entre eux furent blessés, les autres eurent tous à subir quelques coups ou violences. Immédiatement après se produisit une réaction qui aboutit à la dévastation des magasins juifs par la foule. Ces manifestations se terminèrent devant la Cour d'assises où sept Juifs furent accusés de blessures et coups volontaires. Le jury écarta la préméditation et admit six des accusés au bénéfice des circonstances atténuantes, car il fut prouvé que les Français avaient crié quelques heures avant l'attaque: « A bas les Juifs ». Le septième individu avait formé le rassemblement et l'avait mené au combat: il fut condamné à cinq ans d'interdiction de séjour, alors que les autres recueillaient cinq à dix jours de prison (63).

Quelque temps après, le 12 novembre 1904 (64), venait devant les assises de Haute-Savoie un procès

(62) *D.* 1905-2-265.

(63) *Revue des grands procès contemporains*, XVII, 352.

(64) *Revue des grands procès contemporains*, XXV, 635.

retentissant : un horloger de Cluses, M. Cretiez père, avait renvoyé des ouvriers, dont il était mécontent ; le syndicat ouvrier décréta aussitôt la grève. Au cours de celle-ci, un cortège menaçant vint à s'approcher de l'usine : MM. Cretiez fils s'estimèrent en péril et firent feu ; la foule indignée se rua sur l'établissement et le mit à sac. M^e Briand plaida que le pillage était dû à l'émotion qui s'était emparée de la population après la fusillade ouverte par les fils Cretiez ; ceux-ci étaient les véritables provocateurs et « la foule anonyme et vengeresse déchaînée par l'attentat des fils avait pillé l'usine du père ». Son adversaire, M^e Descostes, soutint que ses clients s'étaient trouvés en état de légitime défense et que la foule, ivre de rage, devait supporter toute seule l'énorme poids de sa responsabilité. Finalement après douze jours de débats, le jury acquittait les six ouvriers poursuivis pour pillage à main armée et condamnait MM. Cretiez fils respectivement à huit mois et un an de prison, après avoir admis en leur faveur l'excuse atténuante de provocation : deux mois après d'ailleurs ils étaient graciés.

Le premier décembre 1912 une bagarre se produisit à Versailles entre royalistes de l'Action Française et la police ; celle-ci arrêta dans la foule le directeur du mouvement, M. Maurras, qu'on accusa d'avoir frappé un sergent au menton. Faute de preuves suffisamment pertinentes et devant la bizarrerie de l'inculpation, le Tribunal correctionnel de la Seine, par jugement en date du 26 janvier 1913, fut obligé de renvoyer le prévenu des fins de poursuite (65).

(65) *Revue des grands procès contemporains*, XXXI, 398.

A calculer la proportion d'acquittements que révèlent ces quelques exemples, on serait tenté de croire à la mauvaise volonté de la Justice; la cause de cette carence est toute autre et le mal réside en l'absence déjà signalée d'une théorie légale de la criminalité des foules; le législateur, au lieu d'attaquer l'ensemble du problème, s'est borné à doter les tribunaux d'un amas de textes épars que nous avons dû glaner sur une période de plus de cent ans, afin d'en présenter le tableau aussi complet que faire se peut. En général cette législation fragmentaire, fruit de l'expérience du moment, contient d'excellents principes, mais elle est d'une application délicate qui déçoit le plus souvent les prévisions même de ses auteurs.

CHAPITRE II

MESURES PRÉVENTIVES ET RÉPRESSIVES DE CARACTÈRE ADMINISTRATIF

Les maires et préfets, administrateurs garants du bon ordre public, ont pour mission primordiale le maintien de la tranquillité collective sans laquelle toute vie sociale est stérile (1). A cet effet il disposent de pouvoirs réglementaires et personnels considérables leur permettant de lutter contre la turbulence des foules de notre époque; ils partagent aussi avec certains magistrats le monopole de l'emploi de la force publique contre les foules, cette *ultima ratio* dispensée avec tant de générosité sous l'Ancien Droit et qui maintenant, heureusement d'ailleurs, tend à se transformer de moyen de répression brutale en un mode de prévention souple et efficace.

SECTION I

Pouvoirs réglementaires et personnels des Maires et des Préfets

Le maire chargé de faire respecter l'ordre dans sa commune et le préfet tenu de la même obligation dans

(1) L'ordre que doivent faire respecter le maire et le préfet est d'ailleurs un ordre purement négatif caractérisé par l'absence de désordres publics.

toute l'étendue du département, pour s'acquitter de leur tâche, disposent d'abord du pouvoir réglementaire qui se manifeste par la publication d'arrêtés municipaux et préfectoraux. Le maire doit prendre toutes dispositions réglementaires utiles pour empêcher la formation des foules dans sa commune, le préfet dans son département. Ce dernier fonctionnaire peut se substituer au maire, en vertu de l'article 99 de la loi du 5 avril 1884, pour édicter un règlement au nom de la commune; il peut encore annuler administrativement un règlement municipal de police. Le préfet a donc le contrôle et la direction des mesures réglementaires du maire. Celui-ci doit « défendre l'autorité publique dans son principe et dans son existence en empêchant les révoltes et les séditions qui pourraient la menacer, parce que la puissance publique est garante des droits et des libertés de la collectivité » (2).

En cas de tension politique ou sociale, l'autorité municipale ne doit reculer devant aucun moyen pour prévenir la formation des foules (3): « avec juste raison, le législateur, tenant compte de la mentalité spéciale des foules et des entraînements imprévus qu'elles peuvent subir, a considéré que tout rassemblement, quelque calme et inoffensif qu'il apparaisse au début, peut, à un moment donné, et à la suite du moindre incident, devenir dangereux pour la sécurité publique et a imposé aux municipalités responsables de l'ordre dans leurs communes, le devoir impérieux

(2) H. TEITGEN, *La Police municipale*, p. 18.

(3) Req., 6 juillet 1908, *D.* 1910-1-75.

de l'empêcher et de le disperser ». Une circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 25 mai 1884 prescrit : « le maire de la commune est chargé par ses attributions de police du soin de prévenir les attroupements ou rassemblements qui peuvent se former sur le territoire de la commune, et lorsqu'ils ont lieu, de mettre la force publique en mouvement pour les dissiper » (4). La mesure réglementaire (5) qui s'impose en l'occurrence est l'interdiction de tout attroupement ou manifestation, quelqu'en soit la cause et le caractère. C'est ainsi que le 7 février 1934, un peu trop tard peut-être après les événements de la veille, le Préfet de Police, responsable de l'ordre dans Paris, prit un arrêté interdisant tout cortège et tout rassemblement dans l'agglomération parisienne. Le décret-loi du 23 octobre 1935 sur les manifestations publiques a singulièrement facilité la tâche du maire.

Ce dernier possède encore un pouvoir réglementaire spécial, en vertu de l'article 97, 3° de la loi municipale, pour maintenir le bon ordre « dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, les marchés, réjouissances, cérémonies publiques, etc... ». Il est nécessaire en effet de réglementer les agglomérations naturels humains qui peu-

(4) Circulaire du 15 mai 1884, *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, 1884, p. 270. Voir aussi, Req., 14 juin 1905, *D.* 05-1-469.

(5) Ces règlements sont pris en vertu de l'article 97, 2°, de la loi municipale : « La police municipale... comprend notamment :

2°) le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, les tumultes excités dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ».

vent rapidement s'amalgamer en agrégats fortuits et constituent, s'ils ne sont pas strictement polices, un danger public permanent. Ainsi le maire a le droit de réglementer la tenue des marchés publics, de fixer les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boisson, de prohiber les bals publics après une heure avancée de la nuit. (Cass. 2 mai 1835) ou même de les interdire complètement. (Cass. Réun., 7 novembre 1833; C. E., 2 août 1912, Neveux-Roux).

En matière de manifestations sur la voie publique, de rassemblements volontaires, ou de police dans des lieux prédisposés à la formation d'agrégats fortuits, le Conseil d'Etat se montre très large pour apprécier la validité des arrêtés municipaux : pour lui toutes ces démonstrations collectives sont choses dangereuses à première vue car elles amènent fatalement des troubles et des contre-manifestations et leur réglementation est donc par nature « affaire de police » (6); il présume que le maire a pris ces mesures compte tenu de l'état psychologique de la population et des exigences locales de l'ordre public.

D'autre part, « dans la mesure où la loi ne lui a pas retiré les droits nécessaires à cette réglementation, le maire peut réglementer toute activité susceptible de provoquer des désordres » (7); la liberté individuelle ne peut primer les droits de la police, car cette liberté doit s'exercer dans l'ordre. La Cour de cassation a appliqué cette idée à la taxe du pain et de la viande

(6) C. E., 10 août 1917, Baldy, S. 1918-3-9.

(7) H. TEITGEN, *La Police municipale*, p. 122 et les développements suivants.

que le maire peut décider afin de prévenir les émeutes causées par la cherté de ces denrées de première nécessité: elle a décidé:

1° qu'est valable et obligatoire l'arrêté municipal prescrivant aux boulangers d'avoir leurs boutiques constamment garnies de pain;

2° que le boulanger qui, contrairement à l'arrêté municipal qui veut que le pain soit bien cuit, bon, loyal et marchand, met en vente un pain invendable à cause de sa sécheresse, commet une contravention, etc... (8).

Cependant ce pouvoir très large de réglementation dévolu au maire ne va pas sans quelques restrictions. D'abord ce magistrat municipal ne peut réglementer les matières visées par une loi spéciale, notamment il ne peut prendre un arrêté visant les attroupements armés sur la voie publique; ceux-ci ne doivent être poursuivis qu'en vertu de la loi du 7 juin 1848 (9). Le Conseil d'Etat annule pour insuffisance de motifs d'ordre public des arrêtés de police portant une interdiction générale et absolue: l'ordre public est affaire de circonstances et un arrêté ne peut avoir qu'une portée limitée et relative: ainsi le maire peut prohiber tel cortège, telle manifestation, étant donné l'effervescence locale, mais il excède ses pouvoirs quand il interdit définitivement toutes les manifestations ou tous les cortèges sur la voie publique (10). Enfin le

(8) Cass., 8 mars 1845 et Cass., 28 juin 1856, rapportés à la *Table des arrêts de la Cour de Cassation* de DUCHESNE.

(9) S. P. Aulnay-sous-Bois, 9 août 1935, *G. du P.*, 1^{er} décembre 1935.

(10) C. E., 9 mars 1917, Société de tir et de préparation militaire de Saint-Hilaire, rec., p. 223.

maire qui, sous prétexte d'assurer l'ordre public, cherche à satisfaire des animosités personnelles ou l'esprit de parti commettrait un détournement de pouvoirs et le Conseil d'Etat annulerait son arrêté. Le décret-loi du 23 octobre 1935 sur les manifestations en organisant une sorte de visa du préfet a admis implicitement cette solution au cas où un maire interdirait systématiquement les démonstrations publiques d'un parti politique adverse.

En dehors de ce pouvoir réglementaire, le maire possède encore un certain pouvoir personnel de décision et d'autorité qu'il utilisera lorsque malgré les précautions prises des attroupements ont réussi à se former. L'autorité municipale, sous le contrôle du préfet, doit alors redoubler d'activité et de vigilance pour les empêcher de troubler l'ordre public. Il faut que le maire exerce une surveillance de tous les instants et prenne des mesures opportunes et efficaces; la jurisprudence est extrêmement rigoureuse sur ce point. Le 22 octobre 1902 des troubles se produisirent à Dunkerque et une foule de manifestants envahit le bureau du journal *Le nord maritime*. La Cour de Douai (11) estima que « bien que le maire fut tenu au courant par les rapports du commissaire central des progrès de la grève, de l'audace toujours croissante des manifestants, de l'apposition des affiches excitant les ouvriers à la révolte et au pillage, des bruits qui circulaient que les ouvriers prendraient des armes et assiègeraient l'Hôtel de Ville, il ne justifie actuellement que de la réunion des diverses autorités qui doi-

(11) Douai, 22 juin 1904, D. 05-2-213.

vent concourir au maintien de l'ordre public et d'interventions personnelles, assurément très courageuses et très louables, mais qui ne sauraient être suffisantes à prévenir les attroupements et les excès ». Bien mieux on considère que le maire n'a pas épuisé entièrement les ressources de son pouvoir lorsqu'il a pris toutes les mesures recommandées par la prudence, requis la force armée, interdit les attroupements, ordonné leur dispersion. Il lui reste encore à « faire usage de son autorité morale » (12), à « se mettre directement en contact avec la population égarée et se concerter avec l'autorité militaire » (13), à « payer courageusement de sa personne » (14).

Quelle est la sanction de la négligence du maire et du préfet qui le contrôle, au cas de dommage causé aux personnes ou aux biens par les foules ? Normalement il devrait y avoir lieu à responsabilité du maire pour fait personnel : la victime de la foule pourrait le poursuivre devant les tribunaux judiciaires sur le fondement de l'article 1382 du Code civil. S'il n'existait aucune faute personnelle détachable du service à la charge du maire, la victime, suivant les règles ordinaires de la jurisprudence du Conseil d'Etat, devrait s'adresser aux tribunaux administratifs pour obtenir réparation de dommages subis à cause du mauvais fonctionnement du service de la police.

Il n'en est pas ainsi en droit positif et nous nous trouvons en présence d'une véritable dérogation au

(12) Alger, 19 juin 1901, *D.* 03-2-293.

(13) Req., 22 juillet 1901, *D.* 01-1-469.

(14) Req., 30 avril 1907, *D.* 07-1-240.

droit commun, dérogation qui ne peut s'expliquer que par les origines historiques de la responsabilité en matière d'attroupements et d'émeutes. Dans tous les cas, qu'il y ait faute personnelle ou de service du maire ou du préfet, la commune est déclarée responsable des dégâts et dommages causés par la foule, et l'Etat prend en charge une partie de la contribution suivant la diligence plus ou moins grande dont ont fait preuve, pour empêcher les excès collectifs, le préfet représentant de l'Etat ou le maire élu de la commune.

Nous avons déjà vu (15) que la loi du 10 Vendémiaire an IV avait posé le principe de la responsabilité civile de la commune en cas de dégâts ou dommages causés par une foule, pour corollaire de la responsabilité pénale des habitants qui avaient participé aux désordres ou ne les avaient pas réprimés.

La loi municipale du 5 avril 1884 ne retenait que la responsabilité civile de la commune; cette responsabilité était basée sur la faute du maire qui n'avait pas employé tous les moyens en son pouvoir pour prévenir et réprimer les troubles. Pratiquement il arrivait que des agrégats fortuits se formaient sans que le maire puisse les prévoir ou les conjurer; la commune ne devait donc aucune indemnité aux victimes. Le 3 avril 1906 des scènes de pillage et d'incendie se déroulaient à Fressenville, lors d'une grève soudaine; la masse ouvrière, entraînée par quelques fauteurs de troubles, se livra aux plus criminels excès; étant donné le caractère subit de cette explosion de colère, la Cour de cassation, par arrêt du 31 mai 1910 (16)

(15) Voir page 189.

(16) Req., 31 mai 1910, *D.* 13-1-521.

exonéra de tous dommages et intérêts la commune de Fressenville. Cette décision émut le monde des affaires et pour donner satisfaction à ce courant d'opinion, le Parlement vota la loi du 16 avril 1914. Ce texte consacre légalement la théorie de la responsabilité pour risque; il répartit le paiement des dommages et intérêts, toujours exigibles, entre l'Etat et les communes où se sont produits les troubles.

Nous étudierons brièvement :

- 1° les conditions de la responsabilité des communes;
- 2° la nature de cette responsabilité;
- 3° la répartition entre l'Etat et les communes du paiement des dommages et intérêts;
- 4° l'action en responsabilité;
- 5° les recours de la commune et de l'Etat.

A) CONDITIONS DE RESPONSABILITÉ DES COMMUNES

Elles sont déterminées par l'article 106 de la loi de 1884: « les communes sont civilement responsables des dégâts ou dommages résultant des délits et crimes commis à force ouverte et par violence sur leurs territoires par des attroupements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques et privées ». Seule la commune est responsable à condition :

- 1° que des dégâts aient été causés soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées.

Il faut un préjudice, matériel ou moral lorsqu'il s'agit de personnes, matériel seulement quand il concerne les propriétés publiques ou privées. La jurisprudence apprécie très largement le préjudice dans ce cas : une commune a été déclarée responsable envers un particulier obligé par un agrégat fortuit de céder son grain au-dessous de sa valeur (17) ou envers le concessionnaire d'un octroi à qui la foule avait dérobé ses registres de comptabilité (18); la victime du dommage doit être étrangère à la foule : ce peut être un simple curieux surpris dans un rassemblement volontaire, mais non un véritable manifestant (19).

2° les dommages ou dégâts doivent résulter de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, c'est-à-dire d'infractions énumérées au livre III, titre II du Code pénal et non de délits ou de quasi délits civils;

3° par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés.

La loi vise n'importe quelle foule, agrégat fortuit (attroupement) ou rassemblement volontaire (rassemblement), même si elle a commis une infraction involontaire;

L'attroupement au sens de la loi vise toute réunion de personnes dans un lieu public pour la poursuite d'un but illicite susceptible d'amener des dommages. La faute personnelle qu'a commise un individu en provoquant un attroupement ne peut dispenser la com-

(17) *D.* 1835-2-178.

(18) *D.* 1837-1-333.

(19) *Req.*, 18 février 1925, *D.H.* 1925-405.

mune et l'Etat de la réparation qu'ils doivent à cette personne si l'attroupement lui a porté préjudice (20): il n'est point besoin de faire remarquer le caractère inadmissible de cette solution qui semble pourtant conforme à l'esprit de la loi.

Celle-ci a pour objet de réparer les dommages causés par les scènes de désordre et de violence constituant un *acte collectif* et non par des actes individuels ayant déterminé un mouvement incertain d'une masse d'hommes. La Cour de cassation (21) a fait l'application de cette idée à l'espèce suivante: un individu avait fait une chute grave au cours d'une bousculade produite dans une foule massée sur le passage d'un cortège. Cette bousculade avait été provoquée par un échange d'horions entre les membres du cortège et quelques spectateurs: l'origine du désordre était donc dans des actes individuels ayant déterminé une simple poussée de la foule: le rassemblement volontaire qui défilait n'avait pas eu la volonté unanime d'échanger des coups avec les spectateurs. Le dommage doit être œuvre collective pour être mis à la charge de la collectivité;

4° sur le territoire de la commune.

L'article 107 établit une exception à cette règle: « si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux civils ». Cette répartition, laissée à l'arbitraire des

(20) Cass. Req., 11 janvier 1926, *D.* 1926-1-99.

(21) Cass. Civ., 10 janvier 1933, *D.* 1933-1-129.

tribunaux devra logiquement tenir compte du nombre des habitants des communes responsables et du nombre de ceux qui faisaient partie de la foule.

B) NATURE DE LA RESPONSABILITÉ

Depuis 1884 elle est seulement civile et ne donne plus ouverture qu'à des dommages et intérêts. La Cour de cassation, dans deux arrêts rendus avant cette date (22) avait décidé que l'évaluation des dommages devait englober ceux causés par la foule et ceux engendrés par la repression. La loi de 1884 ne parle que des dommages et dégâts « causés par les crimes et délits » : il semble que l'on doive se limiter à ceux-ci, mais pratiquement il sera le plus souvent impossible de les distinguer des dégâts commis par la police ou la force armée.

Cette responsabilité civile sera supportée finalement par les habitants; « les dommages et intérêts dont la commune est responsable sont répartis entre tous les habitants domiciliés dans ladite commune en vertu d'un rôle spécial entre toutes les personnes inscrites au rôle d'une contribution directe proportionnellement au montant en principal de toutes leurs contributions directes.

Si le montant des dommages et intérêts mis à la charge de la commune excède le quart du produit en principal des contributions directes et des taxes d'octroi et taxes de remplacement réunies, le paiement en sera effectué au moyen d'un emprunt qui sera rem-

(22) 13 avril 1842, *D.* 42-1-215; 23 février 1875, *D.* 75-1-201.

boursé à l'aide d'une imposition ordinaire ». La responsabilité est aujourd'hui absolue et fondée sur le risque social qui découle de la solidarité des concitoyens; cependant l'article 106, dernier alinéa, prévoit que « les précédentes dispositions ne sont pas applicables quand les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre ». L'Etat comme la commune sont alors exonérés; les travaux préparatoires de la loi de 1914 ont pris soin (23) de préciser que cette disposition visait seulement la guerre étrangère, alors qu'auparavant les communes déclinaient toute responsabilité en vertu des faits de guerre civile (24).

C) L'ACTION EN RESPONSABILITÉ

Elle est de la compétence exclusive des tribunaux judiciaires qui doivent statuer comme en matière sommaire (art. 108, § 4). Cette règle qui semble contraire au principe de la séparation des pouvoirs a été édictée pour faciliter la rapidité des règlements.

D) RÉPARTITION ENTRE L'ÉTAT ET LA COMMUNE

Cette répartition des dommages et intérêts dépend de l'appréciation des actes d'administration; en principe l'Etat contribue pour moitié au paiement des dommages et intérêts et des frais. La garantie solidaire des citoyens est étendue de façon à englober la collectivité nationale toute entière, lorsque les autori-

(23) Sénat, 6 juin 1911, *J.O.*, 7 juin, p. 602.

(24) Notamment pour les dégâts commis pendant la Commune de 1871: Conseil d'Etat, 4 février 1887, *D.* 88-3-69.

tés locales aussi bien que les autorités supérieures ont fait tout leur devoir. Dans le cas contraire l'Etat ou la commune ont un recours réciproque déterminé par l'article 108, § 2 et 3 de la loi de 1884 modifiée en 1914: « Toutefois si la municipalité a manqué à ses devoirs par inertie ou connivence avec les émeutiers, l'Etat peut exercer un recours contre la commune à concurrence de 60 % des sommes mises à sa charge » (la moitié). « Si au contraire, et sous réserve de l'application du paragraphe précédent, la commune n'a pas momentanément ou d'une façon permanente la disposition de la police locale ni de la force armée, ou si elle a pris toutes les mesures en son pouvoir pour arrêter les troubles, elle peut exercer un recours contre l'Etat dans les mêmes proportions ». Les mesures prises par une commune pour prévenir les attroupements et les rassemblements sont soumises, pour examen, à l'autorité judiciaire (25). Le fait pour une commune de remettre ses pouvoirs au préfet pour maintenir l'ordre n'exonère pas, au regard de la victime, la commune de la responsabilité pour risque si aucune mesure n'a été prise pour empêcher ses habitants de participer aux actes de dévastation commis (26).

(25) Cass. Req., 31 mai 1910, *D.* 1913-1-521.

(26) Paris, 1^{er} février 1924, *D.H.* 1924-2-95.

E) RECOURS DE LA COMMUNE ET DE L'ÉTAT
CONTRE LES MEMBRES DE LA FOULE

L'article 109 de la loi de 1884 réserve un recours à la commune et l'Etat « contre les auteurs et complices du désordre ».

La Commune et l'Etat jouent en quelque sorte « le rôle de caution des coupables vis-à-vis des personnes intéressées et exercent à l'égard des auteurs du désordre les droits de toute caution vis-à-vis du débiteur principal » (27). L'auteur responsable peut être notamment le maire lorsqu'il n'a pas pris les mesures nécessaires et que cette négligence constitue une faute lourde. Ce sera parfois le préfet qui a opposé son veto au dispositif de sécurité adopté par le maire. Les pouvoirs réglementaires très larges de ces administrateurs sont assortis d'une part de responsabilité considérable, d'autant plus lourde que les actes d'une foule sont particulièrement malaisés à prévoir.

*
** *

La loi du 16 avril 1914 en modifiant la loi municipale a donc établi un système de responsabilité tout à fait spécial fondé sur le *risque social*. Pour faire retomber sur la collectivité municipale la responsabilité des dommages causés par les foules, on présumait jusqu'en 1914 une faute des habitants de la commune représentés par le maire; depuis cette loi on présume une faute dans le mauvais fonctionnement de la police municipale ou même de la police d'Etat. Hâtons-nous

(27) A. RENDU, *Responsabilité communale*, n° 17.

d'ajouter que l'économie des articles 106 et suivants de la loi de 1884, ainsi modifiée nous paraît loin d'être satisfaisante.

La notion de risque social, extrêmement confuse, aboutit à l'établissement d'un système d'assistance plutôt que d'un système de responsabilité: la loi de 1914 crée une sorte de privilège pour les victimes de mouvements de foule jugées, on ne sait trop pourquoi, plus intéressantes que les victimes d'individus isolés: elles seront toujours certaines d'être indemnisées.

Le système de contribution entre l'Etat et la commune entraîne inévitablement des complications pour déterminer la part que l'Etat prendra en charge: celui-ci se trouvera fatalement amené à mettre de plus en plus la main sur la police municipale.

La répartition elle-même des dommages restant à la charge de la commune n'est pas exempte de bizarrerie: on se demande pour quelles raisons le législateur de 1914 a maintenu le recouvrement de l'indemnité au moyen d'un rôle spécial entre tous les habitants inscrits au rôle d'une contribution directe. Si la responsabilité de la commune est basée sur le mauvais fonctionnement du service de la police, le budget communal, et non le patrimoine des particuliers, devrait supporter le paiement des dommages et intérêts.

Enfin il n'est pas jusqu'à la compétence judiciaire qui ne soulève des critiques: en 1884 elle pouvait se concevoir, car on considérait que les tribunaux judiciaires avaient compétence générale pour déclarer les communes responsables; la solution inverse prévaut

aujourd'hui. En maintenant la compétence judiciaire le législateur de 1914 semble avoir été hypnotisé par les atteintes à la propriété privée que commettent les foules : il a estimé que les tribunaux judiciaires sauvegarderaient mieux que les tribunaux administratifs la propriété privée dont ils demeurent les gardiens naturels et traditionnels : le principe, trop exclusif, est tout à fait contestable.

Pour toutes ces raisons nous croyons qu'il serait plus logique d'abroger purement et simplement les articles 106 et suivants de la loi municipale et de revenir en cette matière au droit commun de la responsabilité administrative. En effet il peut y avoir mauvais fonctionnement du service public de police ouvrant droit à une indemnité de l'Administration dans trois hypothèses :

1° quand le service a mal fonctionné à raison d'une faute précise imputable à un agent public bien déterminé : nous verrons plus loin que le Conseil d'Etat admet maintenant dans ce cas le cumul de la responsabilité personnelle de l'agent et de la responsabilité administrative pour mauvais fonctionnement du service ;

2° quand il existe à la base du mauvais fonctionnement du service une faute anonyme, une faute collective du service public résultant soit d'une mauvaise organisation, soit d'un défaut de surveillance du maire ou du préfet ;

3° quand le service n'a pas fonctionné du tout ou a fonctionné tardivement (28).

(28) Conseil d'Etat, 28 mars 1925, Loumi Daoud, rec. p., 354.

Etant donnée l'extension que prend la notion de faute de service dans la jurisprudence du Conseil d'Etat les victimes de dégâts causés par la foule possèderaient les mêmes garanties que leur donne actuellement des textes contradictoires et obscurs qui font figure, dans notre législation, de monstres juridiques

SECTION II

L'emploi de la force publique contre les foules

La force publique se subdivise en deux départements bien distincts, la police et la force armée.

§ 1. — LA POLICE

La Police à son tour se partage en deux (29) grandes classes, la police de l'Etat et la police municipale.

La première comprend essentiellement le Service de la Sûreté Nationale, dont l'étude déborderait le cadre de cet exposé; néanmoins elle exerce un droit de surveillance sur les polices communales et peut se substituer à elles dans certains cas, aussi mérite-t-elle à ce titre une mention spéciale.

La seconde considérée en tant que moyen de coercition a pour but le maintien de l'ordre dans les agglomérations bâties: elle se compose d'agents d'exécution mis à la disposition du maire: celui-ci leur donne des ordres verbaux et les utilise en vertu de son pouvoir de police. Les agents de police doivent exécuter toutes les mesures préventives qu'a jugé bon de

(29) Nous laissons de côté la police rurale qui se fragmente en une poussière de polices spéciales.

prendre le maire et toutes les mesures répressives nécessaires au rétablissement de l'ordre public, sans qu'il y ait lieu de distinguer si elles ont été prescrites par arrêté ou verbalement.

Cependant il faut remarquer que la police ne peut rétablir l'ordre compromis que par les modes d'action qui lui sont propres : dispersion de la foule, établissement de barrages, conduite des récalcitrants au « violon » municipal. Si en dispersant une foule un agent de police a blessé grièvement ou a tué un individu, il a, croyons-nous, commis une faute pénale. Mais engage-t-il de ce fait la responsabilité de la commune, autrement dit commet-il une faute de service ? (30). Il n'y a, depuis un arrêt récent du Conseil d'Etat (31) aucune incompatibilité entre ces deux fautes : la faute personnelle ne coïncide pas forcément avec la faute pénale : l'agent a commis un homicide ou une blessure par imprudence : or, parmi les infractions à la loi pénale ne constituent des fautes personnelles au sens du Droit administratif que les délits ou crimes intentionnels, perpétrés avec le désir pervers de faire le mal ou encore, parmi les délits d'imprudence, ceux qui ont été accomplis par des actes inutiles ou étrangers à l'exécution du service. Il semble que dans le cas envisagé l'agent de police a accompli une faute « imputable aux autorités qui dirigent le service public plutôt qu'aux agents subalternes qui ont maté-

(30) La jurisprudence administrative reconnaît la possibilité d'une responsabilité administrative de la commune en matière de police quand elle touche à l'exécution d'un service d'ordre (C. E., 23 juin 1916, Thévenet, rec., p. 244).

(31) Conf., 14 janvier 1935, Thépaz, S. 1935-3-17.

riellement commis le fait » (32): l'agent de police a commis une faute de service résultant soit d'un manque de surveillance de la part de ses supérieurs, soit d'un « mauvais fonctionnement du service public » (33). D'ailleurs même si on admettait qu'il rentre dans l'infraction une certaine part de faute personnelle, les conséquences pour la victime seraient les mêmes, car le cumul des responsabilités administrative et personnelle à l'occasion d'un même fait est admise par la jurisprudence (34): il suffit que la faute se rattache à un acte de l'exercice de la fonction. Le Conseil d'Etat a voulu que la victime ne coure pas le risque de l'insolvabilité de l'agent et qu'elle soit en tout état de cause indemnisée par l'Administration, quitte à accorder à celle-ci un recours contre l'auteur du délit.

Comme nous venons de le voir, « de ce que les autorités chargées de la police (municipale ou d'Etat) (35), ont le devoir d'assurer l'ordre public, il ne s'ensuit pas qu'elles aient le droit d'employer toutes sortes de moyens, parce que tous ne sont pas juridiques: la fin ne justifie pas les moyens, même en matière de police, et le but ne crée pas nécessairement le droit; sans cette distinction salutaire, aucune liberté individuelle ne subsisterait devant la police » (36). Aucune mesure particulière de police n'est valable sans un règlement

(32) HAURIOU, *Précis de Droit administratif*, 12^e édit., p. 258.

(33) C. E., 3 avril 1936, dame Didierjean, *D.H.* 1936, 335.

(34) C. E., 14 février 1936, Boiero, *G. du P.* 1936-1-536.

(35) Il convient de remarquer que la police municipale de la tranquillité et de la sécurité est centralisée dans certaines grandes villes, Paris, Lyon, Marseille, Toulon, Nice, aux mains du préfet.

(36) HAURIOU, *Précis élém. de Droit administratif*, 2^e édition, p. 211.

préétabli (37) et ces règlements de police sont subordonnés à la légalité : celle-ci varie suivant qu'on envisage les propriétés privées ou publiques.

1° *les droits de la police dans les propriétés privées.* — Ils sont réduits au minimum à cause de l'inviolabilité du domicile et de la propriété privée. Si un rassemblement volontaire se forme sur un terrain privé, la police ne pourra intervenir, pour le disperser, avant son irruption sur la voie publique ; cette situation peut être fort dangereuse ; elle est tempérée par le droit d'injonction que possède le maire : il peut enjoindre aux instigateurs et aux meneurs du rassemblement privé d'avoir à le disperser, par les moyens qu'ils jugeront utiles (38), s'il devient dangereux pour la sécurité publique. En fait, lorsque le rassemblement revêt ce caractère dangereux, il obéit très mal à ses chefs et c'est souvent une foule compacte qui déferle sur la voie publique ;

2° *les droits de la police dans les lieux publics.* — Sur les voies et places publiques, la police est chez elle ; elle peut librement déployer toute son activité à prévenir et à réprimer les mouvements de foule. Aussi a-t-elle mis sur pied quantité d'ingénieux moyens de prévention ; ces procédés ne peuvent guère s'appliquer aux agrégats fortuits, mais utilisés contre les rassemblements volontaires, ils s'avèrent excellents. Il existe par exemple un expédient radical pour annihiler les

(37) Confl., 22 avril 1910, S. 1910-3-129.

(38) Le choix des moyens doit être obligatoirement laissé aux particuliers (C. E., 4 janvier 1935, dame Baron, D.H. 1935-150).

démonstrations de masse, c'est d'arrêter la veille tous les dirigeants du mouvement (39); sans vouloir recourir à cette extrémité, il est facile d'empêcher une manifestation bien ordonnée de dégénérer, par l'agglutination au groupe initial d'une armée de curieux et de spectateurs, en une foule turbulente et disparate; il suffit de disposer un certain nombre d'agents aux points où elle ne doit pas passer: les badaux, dans l'espoir d'assister au défilé, s'y entassent et s'y fixent immédiatement. Veut-on éviter, au sein d'une foule, les provocations de quelque meneur occasionnel? Un ancien directeur de la Sûreté (40) nous dévoile le subterfuge: lors d'un voyage officiel du président LOUBET à Dijon, au temps de l'affaire Dreyfus, « on me signala tout spécialement un étudiant en droit qui ne manquait pas une occasion (d'affirmer ses sentiments dreyfusards). Il fallait empêcher que ce jeune exalté ne se livrat à quelque intempestif coup de tête. Que faire? Encadrer le bouillant dreyfusard par deux agents de la préfecture qui ne l'auraient pas quitté pendant les fêtes? Nos hommes n'eussent pas sans doute tardé à être brûlés: l'étudiant pouvait être exaspéré de la surveillance et poussé à quelque fâcheux éclat... J'eus l'idée originale et audacieuse de lui donner un coupe-file. J'en avais fait ainsi au lieu d'un révolté un personnage quasi officiel. Je l'avais

(39) Ces arrestations préventives revêtent un certain caractère arbitraire car elles sont opérées avant qu'il n'y ait eu désobéissance à un ordre quelconque de la police: celle-ci ne possède, en effet, qu'un pouvoir de corection supposant une injonction ou une mise en demeure préalable. (Cf., note de M. A. HENRY, sous Req., 3 novembre 1924, D. 1925-1-33).

(40) J. FRANCE, *Ligues et complots*, 1931, p. 121.

revêtu d'une qualité qui comportait de la tenue et presque des devoirs ».

Les rassemblements formés dans une gare en vue d'accueillir tel ou tel personnage présentent-ils un caractère dangereux ? Le remède est aisé et a été employé plusieurs fois avec succès : lors du transfèrement de DREYFUS, de Quiberon à Rennes, pour la revision de son procès, on fit arrêter le train quatre ou cinq kilomètres avant Rennes, on en fit descendre le condamné que l'on dirigea directement sur la prison de la ville, sans passer par la gare où l'attendait une foule immense. La Sûreté Nationale agit de même, en 1934, lors du voyage en France du chancelier DOLLFUS. Lorsque deux manifestations de tendances opposées doivent avoir lieu le même jour à Paris, la Préfecture de Police leur fixe toujours un itinéraire qui exclut toute rencontre possible entre les deux foules. Enfin, au cas de mouvement de foule généralisé et confinant à l'émeute dirigée contre le siège du Gouvernement, n'a-t-on pas été jusqu'à proposer un plan d'ensemble (41) de mesures de police : fermeture des gares centrales de Paris (gare d'Orsay, des Invalides), cordon circulaire d'agents gardant le cœur de la capitale, etc... Le rôle de la police est capital dans la prévention et la dispersion des foules ; les émeutiers professionnels le savent bien et l'un des premiers objectifs qu'ils fixent à la foule, dès que leur mouvement semble réussir, c'est la chasse aux policiers. Pendant la Révolution russe de 1917, « on les débuse des maisons où ils se cachent et on les massacre, car ils refusent de se rendre. On emmène sous bonne

escorte les malheureux policiers couverts de sang ; on en fusille une grande partie derrière la Maison du Peuple. Quelle horrible vision que celle de ces hommes traqués, poursuivis jusque dans les clochers d'église, escortés jusqu'à l'endroit de leur trépas par la populace qui les insulte. La haine déchaînée est quelque chose d'hideux ! » (42).

Cette exécution éprouvée par les meneurs et les instigateurs, les policiers la partagent d'ailleurs avec la force armée qu'il faut bien opposer aux foules quand elles ont débordé les barrages de police.

§ 2. — LA FORCE ARMÉE

L'emploi de la force armée contre les foules se justifie par la nécessité de la légitime défense : la société, devant la gravité du péril social que la foule déchaînée fait courir à la collectivité, doit se défendre comme elle peut, quitte à frapper des innocents. Mais comme toute légitime défense, l'intervention armée doit être proportionnée à l'attaque de la foule et se contenter de repousser ses assauts ; enfin elle ne durera pas plus longtemps que l'offensive de la masse ; le calme une fois revenu, les individus arrêtés seront remis aux tribunaux pour l'appréciation souvent délicate de leur responsabilité.

Par l'expression « force armée » on entend communément désigner deux grands corps militaires :

(41) C. TILLAC, *L'Emeute*.

(42) Vera NARISCHKINE-WITTE, *Perdue dans la Révolution russe*, in *Revue des Deux-Mondes*, du 15 avril 1919.

1° l'armée proprement dite, dont la mission essentielle est d'assurer la défense contre l'ennemi extérieur ;

2° la gendarmerie qui doit faire respecter l'ordre à l'intérieur ; à son tour celle-ci se divise dans la métropole en trois sections (art. 2 du décret du 1^{er} janvier 1929).

a) l'ensemble des brigades de gendarmerie départementale ;

b) la garde républicaine de Paris ;

c) la garde républicaine mobile, dispersée à travers toute la France.

Armée proprement dite et gendarmerie ont donc des fonctions très différentes qui néanmoins peuvent se pénétrer. La loi du 13 juillet 1927 prévoit « que l'organisation militaire du temps de paix doit assurer en cas d'insuffisance des forces de police et à titre tout à fait exceptionnel le maintien de l'ordre à l'intérieur ». A l'inverse la gendarmerie est appelée en temps de guerre à coopérer étroitement avec l'armée proprement dite, notamment à lui fournir d'excellents cadres. Il faut néanmoins en période normale ériger en principe la séparation des fonctions de l'armée et de la gendarmerie : cette distinction s'impose pour trois motifs principaux (43) :

1° un motif d'ordre psychologique ;

C'est accomplir son devoir que de courir à l'ennemi, mais lorsqu'on marche contre de pacifiques résistants à une loi, obéit-on à sa conscience et remplit-on son

(43) Cf. à ce sujet, G. MONDON, *L'armée et le maintien de l'ordre public*, p. 16.

devoir? Il existe un réel péril, surtout dans les rassemblements politiques, à lancer l'une contre l'autre deux fractions de classes populaires, l'une organisée et encadrée, l'armée, l'autre par définition inorganique et incohérente, la foule;

2° un motif de justice sociale.

L'ennemi du dehors est l'adversaire du pays tout entier; toutes les classes de la société sont intéressées à le voir repousser par la force. Les dissensions intestines d'une nation, même si elles revêtent un caractère perturbateur de l'ordre public, sont ordinairement le fait d'une minorité de la nation. Cependant il arrive qu'une foule manifestant pour un idéal politique ou social serve en réalité de porte-parole au plus grand nombre qui partage ses idées sans oser les exprimer. Il devient alors difficile de concilier ces manifestations intempestives avec le maintien des droits individuels et des institutions préétablies. A plus forte raison doit-on hésiter dans ce cas à faire marcher des hommes, embrigadés nécessairement dans l'armée dont ils ne peuvent démissionner, contre une faction politique à laquelle ils peuvent appartenir de fait ou de cœur. Sans vouloir les juger, les témoignages d'officiers qui ont réprimé des grèves laissent à penser que l'emploi de l'armée pour la dispersion des foules conduit à détourner la troupe de son but essentiel. « il (l'officier) sent fortement l'insurmontable absurdité d'un régime qui oppose armes en mains deux fractions d'un même peuple: d'une part le peuple qui réclame ses droits, d'autre part les enfants du peuple contraints aujourd'hui par la discipline militaire à sauvegarder,

par les armes et contre leur propre intérêt, l'ordre social qu'ils attaqueront demain » (44).

3° un motif d'utilité pratique.

L'armée doit enfin intervenir exceptionnellement dans la répression des foules, car la discipline, « force principale des armées », est toujours plus ou moins sapée dans son fondement si l'on ordonne à l'officier et au soldat d'accomplir des tâches que leur conscience réprouve ou qui sont au-dessus de leurs forces morales. Il en résulte des révoltes inévitables contre l'autorité, le mépris du règlement, les refus d'obéissance, bref tous les symptômes de la rébellion.

L'armée gâche à cette tâche de répression le temps normalement réservé à sa préparation guerrière. « Pour envoyer sur un point des troupes en quantité suffisante, il a fallu (aux grèves du Nord en 1903) prendre des troupes de couverture et par conséquent dégarnir certaines garnisons, comme Lunéville, Toul, Verdun... Et qui nous dit qu'au moment précis où une puissance voisine aurait l'intention de nous attaquer, elle ne s'arrangerait pas pour provoquer, grâce à l'internationalisme qui fait tant de progrès dans les classes ouvrières, des grèves qui nous mettraient dans le plus grand embarras » (45).

Enfin l'emploi de la troupe peut exagérer la vigueur de la répression, faire dégénérer une manifestation en émeute. Les effroyables progrès des armements donnent au soldat une puissance disproportionnée à la résistance qu'offre une foule la plupart du temps sans défense.

(44) Lieutenant Z..., *L'Armée aux grèves*, préface.

(45) Général MERCIER, Interpell. au Sénat, *J.O.*, 23 décembre 1903.

Aussi lorsque la police sera débordée par la foule et que la force armée sera nécessaire au rétablissement de l'ordre, devront intervenir d'abord la gendarmerie départementale ou la garde républicaine, ensuite la garde mobile, enfin exceptionnellement l'armée.

*A) Répression par la gendarmerie départementale
ou la garde républicaine*

Il existe une compagnie de gendarmerie par département; cette compagnie est divisée en sections, elles-même réparties en un certain nombre de brigades; la légion de la garde républicaine de Paris est organisée régimentairement (art. 3, 4, 5, décret du 5 janvier 1929). La gendarmerie, comme la police, est destinée à maintenir la sûreté publique; mais en dehors de ses fonctions militaires, elle sert encore d'instrument ordinaire de la police judiciaire, veille à la sécurité des voies de communication, fait l'office d'intermédiaire entre les diverses autorités civiles et militaires, etc... Malgré toutes ses attributions de sécurité intérieure, la gendarmerie, au lieu d'être placée comme la police sous la coupe du Ministère de l'Intérieur relève, par une étrange anomalie, du Ministère de la Guerre. Elle est en état de réquisition permanente pour disperser les agrégats fortuits qui pourraient se former inopinément; contre de grands rassemblements volontaires, elle est désarmée, car trop peu nombreuse, malgré la judicieuse répartition à l'intérieur du pays qu'ont réalisés divers récents décrets; en 1906 par exemple

dans le Nord, à Armentières, pour une population d'environ 25.000 habitants, il y avait tout juste 18 gendarmes, tandis qu'à Yvetot, pour une population, calme par excellence de 10.000 habitants on en comptait 15 : par contre à Roubaix, ville industrielle et turbulente, il y avait en tout et pour tout 20 gendarmes pour 142.200 habitants ! (46). Le renforcement de la gendarmerie et sa plus juste répartition intervenus après la guerre de 1914 n'ont cependant pu conjurer son impuissance en face de troubles graves éclatant sur un point ; de sérieuses raisons financières s'opposent à ce qu'on établisse à demeure sur tous les endroits menacés du territoire des forces de gendarmerie qui pourraient passer des années entières dans la plus complète inactivité.

B) *L'intervention de la Garde Républicaine mobile*

C'est pour éviter ces inconvénients budgétaires qu'on a créé la garde républicaine mobile ; exceptionnellement apte aux déplacements, elle peut se concentrer au moindre avertissement sur les points du territoire où pèse la menace d'un mouvement de foule. Fondée à l'état embryonnaire par une loi du 22 juillet 1921, définitivement constituée par une loi du 16 juillet 1927, la garde républicaine mobile est organisée régimentairement en légions casernées dans les agglomérations importantes du pays. Elle relève militairement du Ministre de la Guerre, mais elle est à la disposition des préfets et du Ministre de l'Intérieur

(46) *Figaro* du 22 mars 1906.

qui peuvent sur simple réquisition, l'utiliser selon les circonstances. Malgré quelques petites imperfections de détail, on doit constater que l'organisation fonctionne remarquablement et que tous les gouvernements depuis quelques années, ont réussi à maintenir l'ordre et à contenir les différentes masses grâce à l'intervention presque exclusive de la garde mobile.

Certains parlementaires lui ont bien reproché d'être pourvue des armes de guerre les plus perfectionnées et de n'avoir pas toute la souplesse et l'habileté de policiers exercés. En réalité il n'est pas mauvais, lorsque l'emploi des armes est indispensable, que l'on en ait de bonnes à sa disposition ; les armes relativement bénignes, matraques, gaz, etc., doivent être réservées à la police qui saura en tirer le parti le plus adéquat. D'autre part la place donnée dans l'instruction de la garde mobile à sa conduite à tenir devant une foule, augmente de jour en jour. Enfin, si le gouvernement veut « montrer la force pour ne pas avoir à s'en servir », il faut qu'il dispose d'un corps d'élite propre, par sa seule apparition, à réfréner les ardeurs combattives d'une foule, à frapper son imagination. Et de fait il appert que toutes les manifestations se déroulant en présence de la garde mobile se font volontiers dans « le calme, l'ordre et la dignité » ; la force considérable qu'elle représente tend à devenir un moyen de prévention plutôt qu'un instrument de répression ; on ne saurait trop se féliciter de cette évolution.

C) *L'intervention de l'armée*

L'armée interviendra dans la dispersion des foules en dernier lieu, lorsque le trouble se généralise et que l'effervescence portée au paroxysme risque de dégénérer en révolte ou en révolution de nature à entraver mortellement l'ordre social et la vie économique du pays. Ces cas relativement rares sont entourés de précautions minutieuses prévues par la législation des réquisitions civiles : nous passerons en revue brièvement : les autorités chargées de requérir l'armée, les destinataires de ces réquisitions, leurs formes, leur exécution, enfin les sanctions qu'elles comportent.

1° Qui peut requérir l'armée pour disperser les foules ?

Les divers gouvernements depuis 1789 ont tout fait pour éviter le césarisme, aussi seul le pouvoir civil est compétent pour requérir l'armée, suivant le principe posé par l'article 20 de la loi du 3 août 1791 : « Aucun corps ou détachement de troupes de ligne ne pourra agir dans l'intérieur du royaume sans une autorisation légale, sous les peines établies par les lois ». Les autorités gouvernementales, représentatives, administratives et judiciaires qui constituent le pouvoir civil ne peuvent d'ailleurs délivrer cette réquisition que dans des cas déterminés, prévus légalement pour éviter les abus de pouvoir.

a) les autorités gouvernementales.

Seul le Président de la République non seulement requiert, mais dispose de la force armée (art. 3, alin. 3 de la loi du 25 février 1875); comme il lui faut le

contreseing d'un ministre, ce pouvoir est essentiellement théorique.

b) les autorités représentatives.

Les présidents de la Chambre et du Sénat peuvent requérir l'armée pour réprimer les mouvements de foule qui viendraient à troubler les assemblées qu'ils dirigent (art. 5 de la loi du 22 juillet 1879).

En cas de dissolution illégale des chambres ou d'empêchement à leur réunion, les conseils généraux ont ce droit pour maintenir la tranquillité publique et l'ordre légal (art. 6 de la loi du 15 février 1872). Les présidents de bureau de vote peuvent opposer la force armée aux foules qui tenteraient de troubler les opérations de vote (art. 11 du décret du 2 février 1852).

c) les autorités administratives.

Les préfets, les sous-préfets, les maires et adjoints, les commissaires de police ont le droit de réquisition en vertu de divers textes insérés dans les lois du 27 juillet 1791, du 3 août 1791, du 28 Germinal an VI, du 22 mai 1831. En pratique c'est par l'intermédiaire des préfets que l'armée est toujours réquisitionnée.

d) les autorités judiciaires.

Disposent de ce pouvoir les présidents des cours et tribunaux, pour empêcher les troubles d'audience collectifs.

Il existe cependant quelques cas où l'armée peut agir d'office sans réquisitions; les chefs de poste et de patrouille peuvent se servir de leurs armes:

a) pour protéger une personne qui demande aide et assistance;

b) pour prêter main-forte à tout agent de l'autorité revêtu de ses insignes ;

c) pour se défendre s'ils sont attaqués par la force.

2° A qui sont adressées les réquisitions ?

Aux termes de l'article 21 de la loi du 3 août 1791 : les « réquisitions sont faites aux chefs commandant en chaque lieu », sauf s'il s'agit d'action spontanée de la force armée. Le plus souvent les troupes sont envoyées sur les lieux des troubles après simple entente entre les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur, ou entre le Préfet et le Général commandant le corps d'armée.

3° Formes de ces réquisitions.

Elles doivent être faites par un écrit (47), dont la teneur est déterminée par l'article 22 de la loi du 3 août 1791 ; l'objet de la réquisition doit être clairement indiqué, ainsi que le but à atteindre et « le cas échéant, l'étendue de surveillance supposée nécessaire ». L'officier requis adresse à l'autorité requérante un accusé de réception ; il garde l'original de la réquisition et en envoie une copie à son chef hiérarchique. Il doit agir immédiatement, sans discuter les termes et la légalité de la réquisition, pourvu qu'elle soit adressée par écrit et dans les formes voulues.

4° Exécution des réquisitions.

L'autorité militaire reprend toute son indépendance d'action ; à elle seule appartient le droit de prendre toutes les mesures jugées utiles pour atteindre le but demandé par l'autorité civile ; jamais l'armée ne doit être mise à la disposition de cette dernière. Le plus

(47) Ou un télégramme officiel chiffré, confirmé ensuite par lettre.

souvent la troupe, en présence de la foule, n'interviendra que d'une façon modérée, fera circuler avec plus ou moins de rudesse, protégera les lieux et les personnes menacées, etc... Si le rassemblement ou l'agrégat résistent, murmurent ou attaquent les soldats, ceux-ci peuvent avoir recours à leurs armes après l'autorisation ou l'ordre d'un officier civil compétent présent sur les lieux : « le maire et ses adjoints, le commissaire de police ou tout agent dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif portant l'écharpe tricolore » (48), suivant les formalités de la législation des attroupements (roulements de tambour, sommations, etc...).

5° Sanctions de l'inobservation de ces prescriptions.

Nous les énumérerons brièvement : la mise en mouvement de l'armée dans un but illégal tombe sous le coup des articles 94, 188 à 191 du Code pénal : les peines qu'ils édictent n'ont jamais été appliquées en pratique. Si l'autorité militaire refuse d'obtempérer à une réquisition, elle est passible de l'article 234 du Code pénal qui frappe d'un emprisonnement d'un mois à trois mois tout agent dûment requis et qui refuse d'obéir. Enfin si les autorités civiles ou militaires ont pris sans droit le commandement d'une partie de la force armée, elles relèvent de l'article 93 du Code pénal qui punit de mort cet abus de pouvoirs.

Ces sanctions peuvent paraître exagérées, mais elles se justifient par le caractère exceptionnellement grave des réquisitions de la force armée et des conséquences que peut entraîner leur exécution.

(48) Loi du 7 juin 1848.

TITRE III

La criminalité des foules en Droit comparé et en Droit international public

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS SOMMAIRES DE DROIT COMPARÉ

Le problème législatif de la criminalité des foules, superficiellement traité dans notre droit français, n'est guère mieux résolu chez les autres peuples. De nombreux pays se sont inspirés du Code pénal de 1810 et ont adopté en bloc ses théories objectivistes sur le danger du nombre; aussi à quelques exceptions près, reproduisent-ils sinon la lettre, du moins l'esprit de notre législation. Nous nous bornerons donc à relever, pour quelques pays qui ont codifié récemment leur droit pénal, les modifications ou perfectionnements qui distinguent leur système répressif du nôtre; nous réserverons enfin une place spéciale à l'étude du problème du lynchage aux Etats-Unis.

SECTION I

L'U. R. S. S.

Depuis le 1^{er} janvier 1927 l'U. R. S. S. possède un Code pénal (1), objet d'ailleurs de maintes retouches postérieures. Ce code, clef de voûte de l'édifice sovié-

(1) Nous nous référons à la traduction qu'en a donné M. J. PATOUILLET dans la *Collection des Codes de la Russie Soviétique* (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris 1935).

tique, fixe l'aspect définitif d'une expérience politique et sociale sans précédent; on n'y trouve plus trace des notions de responsabilité individuelle et de peines; elles sont remplacées par des mesures de défense sociale fondées et dosées non pas selon la témérité du criminel, comme le voudrait l'école positive italienne, mais suivant la gravité de l'infraction causée à l'ordre juridique établi par le pouvoir ouvrier et paysan: les actes les plus dangereux sont ceux dirigés contre les bases du régime soviétique; tous les autres délits rentrent dans une catégorie de moindre importance.

Dans sa partie spéciale, le Code pénal russe prévoit particulièrement certaines mesures préventives et répressives applicables à la criminalité des foules.

En général les faits de « propagande et d'agitation », sans distinguer leurs procédés de commission, sont aggravés lorsqu'ils sont perpétrés en une période de tension où la formation de foules est à craindre ou s'est déjà produite en fait. L'article 58, § 10 dispose: « La propagande ou l'agitation contenant des appels au renversement, à l'ébranlement ou à l'affaiblissement du pouvoir soviétique, ou à l'exécution de délits contre-révolutionnaires isolés, ainsi que la diffusion, la préparation ou la détention de littérature du même contenu entraîne la privation de liberté pour six mois au minimum (sans indiquer de limite maximum). Les mêmes actes *dans des troubles collectifs*, ou avec excitation des préjugés nationaux ou religieux, ou en temps de guerre, entraînent les mesures de défense sociale prévues par l'article 58, § 2 du Code pénal », c'est-à-dire la fusillade. Nous retrouvons la même

aggravation prévue pour la propagande d'idées socialement moins dangereuses : « art. 59, § 7. La propagande ou l'agitation visant à exciter les passions nationales ou religieuses, ainsi que la diffusion, la préparation ou la détention de littérature de même caractère entraînent la privation de la liberté jusqu'à deux ans (sans minimum fixé). Les mêmes actes dans l'état de guerre ou lors *d'agitations de masse* entraînent la privation de liberté pour deux ans minimum jusqu'à la fusillade ». Le principe en lui-même est excellent et on ne doit pas hésiter à punir sévèrement les pêcheurs en eau trouble qui, à la faveur de désordres politiques et sociaux, cherchent à déclencher par une malsaine propagande des mouvements de foule destinés à satisfaire leurs ambitions personnelles. Malheureusement le Tribunal suprême de la R. S. F. S. R. — et c'est infiniment regrettable — a cru devoir préciser que l'article 58, § 10, visait les seuls actes à caractère contre-révolutionnaire et que l'article 59, § 7 réprimait uniquement l'excitation contre-révolutionnaire (décision des 16 décembre et 28 mars 1930); cette interprétation laisserait entendre que les provocations à former des rassemblements dits « révolutionnaires » ne sont jamais interdites; par conséquent la réunion de foules révolutionnaires serait autorisée, au grand dam de l'ordre public.

Cette déduction est cependant contredite par les dispositions même du Code pénal qui consacre un long article 59, § 2 à la répression des foules : « les désordres de masse, accompagnés de pogroms, de destructions de voies ferrées ou autres moyens de transport

et de liaison, d'assassinats, d'incendies ou autres actes du même genre entraînent :

a) pour les organisateurs et les meneurs des désordres de masse ainsi que pour tous les participants qui se sont rendus coupables des délits indiqués ci-dessus ou ont opposé au pouvoir une résistance armée, la privation de liberté pour deux ans au minimum, avec confiscation : en cas de circonstances particulièrement aggravantes, la peine pourra être élevée à la mesure suprême de défense sociale (la fusillade avec confiscation du patrimoine) ;

b) pour les autres participants, la privation de la liberté jusqu'à trois ans.

Les désordres de masse non aggravés par les délits ci-dessus, mais accompagnés de désobéissance flagrante aux exigences légales des autorités ou d'opposition à l'accomplissement des devoirs de leur charge ou de contrainte exercée sur elles pour l'exécution de demandes manifestement illégales, entraînent la privation de liberté pour une durée pouvant atteindre un an ».

Ces différentes infractions sont rangées sous la rubrique « délits contre le régime de l'U. R. S. S. » ; ce sont des délits « commis sans but révolutionnaire, mais qui ébranlent les bases de l'administration de l'Etat et de la puissance économique de l'U. R. S. S. et des républiques fédérées » (art. 59, § 1^{er}, 2^o). Elles appellent les observations suivantes :

1° le code classe les infractions commises par les foules en deux catégories, suivant leur gravité objective : les pillages ou pogroms, les destructions de voies

ferrées, les assassinats, incendies et autres délits du même genre que les foules ont l'habitude d'accomplir, sont compris dans la première classe; la deuxième renferme les actes de rebellion ou de pression exercée sur les autorités par les masses en délire; il existe une sérieuse différence de peine entre ces deux subdivisions;

2° en général les peines des délits commis en foule sont atténuées; ainsi l'homicide causé individuellement « dans un moment d'intense émotion » est puni de cinq ans de privation de liberté (art. 138); le même fait commis en foule est susceptible d'un minimum de deux ans de privation de liberté. La destruction de voies ferrées perpétrée par un seul individu est tarifiée à trois ans au moins de privation de liberté; si l'infraction est accomplie en foule, la peine tombe à un minimum de deux ans. Cette atténuation qui s'explique aisément par l'entraînement collectif doit être approuvée sans réserves;

3° le Code pénal fait une distinction très nette entre les meneurs et les instigateurs qui sont punis plus sévèrement que les autres « participants » au désordre de masse; cette discrimination s'impose dans tout délit commis en foule, aussi s'étonne-t-on que les rédacteurs ne l'aient pas appliquée aux délits moins graves de rebellion ou de contrainte sur les autorités: la moindre importance de ces infractions ne justifie pas l'absence d'une distinction aussi essentielle;

4° les auteurs d'infractions commises en foule sont assimilés aux instigateurs et aux meneurs: cette égalité légale devra être tempérée en pratique par l'arbi-

traire du juge, car il arrive souvent que ces auteurs de délits n'ont été que les instruments ou les victimes de meneurs ou d'instigateurs socialement plus dangereux qu'eux ;

5° tous les individus qui ont fait partie de la foule sont condamnés, ce qui semble normal et doit contribuer à éviter pour l'avenir les désordres de masse. La loi fixe le maximum de la peine et le juge pourra dispenser les « mesures de défense sociale » selon le degré de participation des menés aux actes de la foule.

*
* *

Malgré quelques critiques de détail, cette législation sur les foules, la première en date traitant l'ensemble du problème, s'adapte à la presque totalité des espèces de crimes collectifs ; telle quelle, elle constitue un progrès considérable sur les solutions de nos codes vieilliss.

SECTION II

L'Italie

La législation pénale italienne enregistre également une certaine avance dans le domaine de la répression des foules. Bien avant la parution du code de 1930, les tribunaux italiens tenaient compte des conclusions philosophiques dégagées par SIGHÈLE et toute la *Scuola positiva*. Comme l'ancien code de 1889 n'envisageait pas explicitement le cas de la foule criminelle, les juges italiens recouraient, pour abaisser les peines applicables aux individus entraînés par le tourbillon

collectif, à l'article 47 du code sur l'infirmité mentale partielle; ils sanctionnaient ainsi la perte de volonté inhibitoire subie par l'individu se trouvant dans une foule en tumulte. Actuellement l'article 62, 3° du code de 1930, met au rang des circonstances atténuantes le fait « d'avoir commis l'infraction par suggestion d'une foule en tumulte quand il ne s'agit pas de réunions ou de rassemblements interdits par la loi ou par l'autorité et si le coupable n'est pas un délinquant ou un contrevenant d'habitude ou de profession ou un délinquant par tendance ». Le texte ne fait pas d'allusions à l'autorisation de ces réunions ou rassemblements. Il s'agit vraisemblablement de réunions qui, pouvant être autorisées, en fait ne l'ont pas été, ou de ces rassemblements qui, même en excluant toute possibilité d'autorisation, ont été prohibés expressément par l'administration locale.

L'influence de la foule tumultueuse, encore qu'elle puisse produire ses effets dans les réunions ou rassemblements interdits, ne constitue pas dans ce cas une circonstance atténuante; un fait illicite ne peut devenir un titre pour obtenir une diminution de peine. Quant aux contrevenants d'habitude ou de profession, ou aux délinquants par tendance, ils ne sauraient invoquer cette circonstance atténuante, car ils vivent dans un état permanent de suggestibilité délictueuse et la foule en tumulte leur fournit trop souvent l'occasion de commettre des délits.

Il faut remarquer que les meneurs ne sont pas privés *a priori* du droit d'invoquer cette diminution de peine: en fait il leur sera souvent difficile de démon-

trer qu'ils ont été suggestionnés : tout se réduira pour eux à une question de preuve.

Malgré ces concessions à la psychologie des foules, le régime autoritaire fasciste transparaît dans quelques dispositions du Code pénal réprimant certaines infractions particulièrement redoutables : les peines frappant la sédition et la rébellion sont augmentées lorsque ces crimes ont été commis en réunion. L'article 510 prévoit même une circonstance aggravante spéciale à quelques délits générateurs de mouvements de foule ; il est ainsi rédigé : « lorsque les faits prévus aux articles 502 et suivants... ont déterminé des démonstrations, tumultes ou soulèvements populaires, les peines édictées par les dits articles sont augmentées ». Les délits visés sont les infractions sociales qui portent : sur la suspension du travail et la grève déclenchées pour des fins politiques (art. 503) ou pour des buts contractuels (art. 502), ou encore par solidarité (art. 505), sur la coercition exercée sur l'autorité publique au moyen de grèves (art. 504), sur la suspension du travail par les petits commerçants ou industriels en vue de résister aux lois du travail (art. 506) sur le boycottage de certaines marchandises (art. 507), sur l'invasion et l'occupation arbitraires d'exploitations agricoles ou industrielles (art. 508).

Cependant la distinction entre meneurs et menés réapparaît dans l'article 511 ; la circonstance aggravante de l'article 510, laissée à l'appréciation du juge, est augmentée pour les meneurs dans de sérieuses proportions : « Les peines édictées pour les délits prévus aux articles 502 et suivants sont doublées pour les

chefs, promoteurs et organisateurs; et si la loi n'a édicté qu'une peine pécuniaire, on y ajoute la réclusion de six mois à deux ans ».

Afin de prévenir les infractions que pourraient commettre les rassemblements volontaires et les agrégats fortuits, l'article 655 pénalise la formation de ces groupes dans les termes suivants: « Quiconque fait partie d'une réunion séditieuse de dix personnes ou plus est puni, par le seul fait de sa participation, d'emprisonnement jusqu'à un an ». Il faut cependant que la foule ait acquis un certain degré de témérité caractérisé par la menace ou la révolte contre l'autorité. Si l'individu qui participe à la réunion est armé, le minimum de la peine est porté à un emprisonnement de six mois. Toutefois l'article 655 ajoute *in fine* que « n'est pas punissable celui qui, avant l'injonction de l'autorité ou obéissant à cette injonction se retire de la réunion ». En effet l'article 19 de la loi sur la sécurité publique du 6 novembre 1926, prévoit qu'en cas de manifestation (2), de cris séditieux ou contraires à la dignité ou au prestige de l'autorité, tout réunion sur la voie publique pourra être dissoute. La dissolution sera faite d'abord sur l'invitation des officiers de la Sûreté publique; si elle reste sans effet, par trois intimidations formelles et distinctes précédées chacune d'un son de clairon: cette procédure rappelle celle de la législation française sur les attroupements et elle

(2) L'article 22 de la même loi détermine ce qu'il faut entendre par manifestation séditieuse: est susceptible de cette qualification l'exposition de drapeaux ou d'emblèmes qui sont des symboles de bouleversement social ou de révolte ou de menace contre l'autorité, ou d'insignes d'associations illicites.

doit s'employer dans des circonstances identiques. En cas d'insuccès, la force armée et la force publique interviendront. Les personnes qui refuseront d'obéir seront arrêtées et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende d'au moins 300 livres (art. 23 de la loi du 6 novembre 1926). L'article 655 a d'ailleurs abrogé implicitement cette dernière peine d'amende.

La plus récente des grandes codifications pénales s'est donc préoccupée de la question des foules; l'effort est encore bien timide et cette consécration légale ne fait que poser les premiers jalons d'une théorie générale de la criminalité collective.

SECTION III

L'Allemagne

Le Code pénal allemand qui dérive en grande partie du Code pénal français, n'a pas été abrogé lors de l'accession au pouvoir du parti national-socialiste; un projet de revision est à l'étude; selon ses rédacteurs (3), il devra présenter quatre traits caractéristiques et essentiels. La nationalisme pragermanique l'inspirera, l'imbibera de la mystique du mouvement hitlérien, mystique basée sur la mission historique régénératrice dévolue au peuple allemand. En second lieu il consacrera la théorie du racisme différentiel et éliminatoire, au profit des seuls aryens légalement reconnus. La protection qu'il accordera aux biens de ces derniers sera indirecte, en fonction de leur utilité

(3) KERLL, *Nationalsozialistisches Strafsrecht*, Berlin, 1934.

sociale, car dans un état totalitaire, le bien de la collectivité passe avant celui des individus. Enfin le nouveau code abandonnera le système du droit pénal subjectif adopté par la presque totalité des nations et renforcera la rigueur des peines dont il fera des mesures d'expiation. L'évolution est déjà commencée depuis quelques années et même avant l'avènement du national-socialisme, de nombreux décrets de circonstance, en attendant la parution de la nouvelle codification, sont venus aggraver la répression. Parmi ceux qui intéressent notre sujet, nous devons signaler le décret de nécessité du 28 février 1933 (4) qui punit notamment de mort ou de réclusion les meneurs et les instigateurs qui sont coupables de résistance envers l'autorité publique, si le fait s'est perpétré dans un rassemblement volontaire armé. Les meneurs et les auteurs de violences envers les personnes et les choses, de pillage, de destruction ou de démolition de choses, subissent la même peine s'ils ont perpétré le crime dans un rassemblement volontaire. Le législateur a entendu viser les manifestations les plus dangereuses et a puni sévèrement leurs auteurs. Les menés au contraire restent soumis à l'empire du droit commun.

Il faut signaler également la minutie avec laquelle est rédigé le décret du 8 décembre 1931 (5) sur l'emploi des armes; l'omission de déclaration d'armes est punie de trois mois à six ans de prison lorsqu'elle a été faite à dessein, d'une amende lorsqu'elle est la

(4) NOT V.-O., *Zum schutze von Volk und Staat vom 22 Februar 1933.*

(5) NOT V.-O., *Zum schutze des inneren Frieden vom 8 Dezember 1931, 8. Teil, 1. Kapitel.*

conséquence d'une négligence. L'achat, l'acquisition et le commerce illicite d'armes entraînent un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Enfin est passible de trois mois à cinq ans de prison « quiconque, étant armé, manifeste de concert avec d'autres personnes des buts politiques en des lieux publics », sans qu'il y ait à distinguer s'il est meneur ou mené.

Les provocations publiques aux violences tombent sous le coup du décret du 4 février 1933 qui prévoit une peine de trois mois à cinq ans de prison. Néanmoins le Gouvernement national-socialiste n'a pas besoin de se préoccuper beaucoup des provocations commises par voie de presse. « La façon de concevoir la nature et la mission de la presse est dans la nouvelle Allemagne essentiellement différente de celle des autres états libéraux constitués jusqu'aujourd'hui. La presse n'est plus un moyen d'expression de faits individualistes, mais un *service public* comme l'école, la T. S. F., le théâtre et le film » (6). Avec cette conception, les mouvements de foule engendrés par les remous de l'opinion ne sont guère à craindre.

Pratiquement la conception militarisée de l'ordre public liée au régime totalitaire allemand ignore les subtilités juridiques qu'entraîne la répression raisonnée de la criminalité des foules; celles-ci tendent à disparaître entièrement au profit de démonstrations de masses plus disciplinées et mieux organisées.

(6) Von HINÜBER, *Neues Strafsrecht*, Leipzig, 1934.

SECTION IV

La Belgique

La Belgique a révisé et promulgué en 1867 un Code pénal qui s'écarte sur certains points du modèle français de 1810. La criminalité des foules est loin d'y être traitée à fond, cependant on y rencontre quelques passages qui témoignent d'un esprit d'analyse profond et font figure, étant donnée l'époque de leur rédaction, d'anticipation hardie.

Les articles consacrés à la rébellion collective sont ainsi rédigés :

Article 272 : « Si la rébellion a été commise par plusieurs personnes, et par suite de concert préalable, les rebelles porteurs d'armes, seront condamnés à la réclusion et les autres à un emprisonnement d'un an à cinq ans.

« Si la rébellion n'a pas été le résultat d'un concert préalable, les coupables armés seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et les autres d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ».

Article 273 : « En cas de rébellion avec attroupe-ment, aucune peine ne sera prononcée contre les rebelles sans fonction qui se sont retirés au premier avertissement de l'autorité, sans avoir commis d'autre délit, ou qui ont été pris hors du lieu de la manifestation sans résistance et sans armes ».

Par l'expression « réunion sans concert préalable », le Code entend viser l'hypothèse de foule, tandis que la réunion « avec concert préalable » désigne le

cas de bandes organisées. La première entraîne une peine inférieure à la seconde, ce qui est tout à fait logique. Malheureusement meneurs et menés subissent tous une pénalité identique et la distinction entre ces deux sortes de participants n'apparaît pas pour ce délit. Il est vrai que l'article 273 permet aux menés d'échapper à la répression s'ils se sont retirés au premier avertissement de l'autorité ou s'ils ont été saisis hors du lieu de la manifestation sans résistance et sans armes: cette disposition ne peut s'appliquer aux meneurs.

La discrimination entre meneurs et menés ne se fait clairement jour que dans le délit de pillage en bande ou réunion, délit prévu par l'article 313 ainsi conçu: « Ceux qui par attroupement ou par violences ou menaces, auront troublé l'ordre public dans les marchés ou dans les halles aux grains, avec le dessein de provoquer au pillage ou seulement de forcer les vendeurs à se dessaisir de leurs denrées à un prix inférieur, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Les chefs ou meneurs seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et placés sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ». La rédaction est identique dans le cas de destruction ou dégât de propriété mobilière: article 528: « Toute destruction, tout dégât de propriété mobilière d'autrui exécuté à l'aide de violences ou de menaces, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 500 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Article 529: « Si le fait a été commis en réunion ou bande, la peine sera la réclusion. Les chefs et les provocateurs seront punis des travaux forcés de dix à quinze ans ».

Quant aux autres crimes ou délits commis dans un rassemblement volontaire, il faut se rabattre, pour punir tous les membres de la foule, sur les théories de la complicité. Le Code pénal belge consacre le système de l'emprunt relatif de criminalité: il distingue soigneusement les co-auteurs des complices.

Article 66: « Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit :

Ceux qui l'auront exécuté ou qui auront coopéré directement à son exécution.

Ceux qui par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, le crime ou le délit n'ait pu être commis.

Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou artifices coupables auront directement provoqué à un crime ou délit.

Ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions publiques ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits imprimés ou non, et vendus ou distribués, soit par des dessins ou des emblèmes, auront provoqué directement à le commettre ».

Article 67: « Seront punis comme complices d'un crime ou délit :

Ceux qui auront donné des instructions pour le commettre.

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi au crime ou au délit, sachant qu'ils devaient y servir.

Ceux qui, hors le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 66, auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, au dans ceux qui l'ont consommé ».

Les meneurs ou instigateurs sont donc co-auteurs par provocation, les menés complices par assistance. La distinction est intéressante, car les complices ne sont pas mis sur le même rang que les auteurs de l'infraction :

Article 69: « Les complices d'un crime sont punis de la peine immédiatement inférieure à celle qu'ils encouraient s'ils étaient les auteurs de ce crime.

La peine prononcée contre les complices d'un délit n'excèdera pas les deux tiers de celle qui leur serait appliquée s'ils étaient les auteurs de ce délit ».

Malheureusement — et c'est la lacune du code — il n'existe pas de circonstance atténuante spéciale aux auteurs d'une infraction commise dans une foule: suivant la vieille conception, ceux-ci sont punis comme s'ils avaient perpétré leur forfait individuellement. Les textes belges mériteraient à ce point de vue une sérieuse refonte.

SECTION V

L'Angleterre

Le droit pénal anglais est un droit essentiellement casuistique, fondé sur la coutume (*common law*) cristallisée dans les sentences des tribunaux; malgré un certain nombre de lois (*statute law*) promulguées depuis une cinquantaine d'années, le droit criminel repose encore sur une littérature touffue, dont l'autorité est incontestable, puisqu'on la cite devant les juridictions à l'appui de l'existence de tel ou tel principe de droit coutumier.

Les attroupements rentrent dans la catégorie des infractions contre la paix publique; leur étude est intéressante à plus d'un titre, car le droit anglais a prévu et distingué les différents degrés de témébilite que pouvait revêtir la foule (7).

1° Les réunions prohibées (*unlawful assemblies*): ce sont les réunions d'au moins trois personnes formées dans le but de commettre des crimes à l'aide de violences ou de poursuivre un but légitime, mais en troublant la paix publique. Cette disposition ne peut viser que les rassemblements volontaires qui ont prémédité leurs actes; tous les membres du groupe qui s'est organisé malgré cette défense sont punis de prison.

2° Les réunions menaçantes (*routs*): sont interdites toutes les foules qui se sont déjà mises en mouvement pour l'exécution des entreprises qu'elles vien-

(7) Cf. Third institute de COKE, cap. 79 et Digest of the criminal law de J. STEPHEN, art. 70 à 75.

nent de décider ; toutes les personnes surprises dans la foule sont également punies de prison. La peine intéresse aussi bien les agrégats fortuits que les rassemblements volontaires : son application se situe entre le moment où la foule a acquis l'unanimité qui la caractérise et celui où elle va passer à l'action qui a motivé sa constitution.

3° Les réunions violentes (*riots*) : sous ce vocable sont cataloguées les foules qui ont accompli ou tenté d'accomplir les infractions ou simplement les entreprises, même légitimes, dont l'idée leur avait été suggérée. Une loi de la fin du xvi^e siècle, le *Riot Act*, distingue, suivant la gravité des résultats qu'a obtenus la foule,

a) le *riot* simple : est ainsi dénommé le cas où la foule qui a tenté de perpétrer une infraction s'est dispersée après lecture par l'autorité d'une proclamation rédigée en ces termes : « Notre souverain et roi ordonne à toutes les personnes ici rassemblées de se disperser et de rentrer paisiblement dans leurs demeures ou de retourner à leurs affaires, sinon de s'attendre aux peines que la loi de la première année du règne du roi Georges a édicté contre les attroupements tumultueux. Dieu ait le roi en sa sainte garde ». Les membres de la foule dispersée sont punis de la peine des travaux forcés à temps.

b) le *riot* qualifié : c'est la qualification applicable à un attroupement d'au moins douze personnes qui ne s'est pas dissous après la proclamation mentionnée ci-dessus. La peine est alors la réclusion à perpétuité.

c) le *riot* simple combiné avec la destruction d'objets

mobiliers : la foule dans cette hypothèse a commis des dégâts matériels avant qu'on n'ait pu la disperser, puis s'est évanouie au moment de la proclamation prévue par le *Riot Act*. La loi établit encore des subdivisions basées sur la nature de l'objet détruit : la peine est de sept ans de réclusion lorsqu'il y a destruction de choses ordinaires ; si la dévastation porte sur des bâtiments publics ou sur des machines, l'infraction est assimilée au *riot* qualifié et est punie de la réclusion perpétuelle.

Enfin cette dernière peine de la réclusion à perpétuité s'applique encore dans le cas de résistance à un fonctionnaire qui est en train de donner lecture de la proclamation prévue par le *Riot Act*.

Les autres infractions commises par les foules ne sont pas aussi minutieusement commentées dans les recueils de jurisprudence. En général la foule constitue une circonstance aggravante : c'est ainsi que le vol avec violences (*robbery*) est passible de la réclusion perpétuelle s'il est commis par plusieurs, alors que consommé individuellement il comporte une peine de sept ans de réclusion. L'attentat contre les personnes dans le but de commettre un *robbery* est ordinairement puni de cinq ans de réclusion ; perpétré par plusieurs, il entraîne la réclusion perpétuelle (8).

La rigueur apparente de la répression est toute de façade : si les circonstances atténuantes n'existent pas en droit pénal anglais, les peines édictées par la loi, quand elle prévoit l'infraction, ne constituent que des peines *maxima*. Les quelques exemples de délits de

(8) STEPHEN, *op. cit.*, art. 296, alin. 2.

masse relevés dans les compilations ne peuvent être donnés qu'à titre d'indication ; le juge possède en réalité un arbitraire presque absolu que tempèrent seulement les différents plafonds de pénalité établis par les lois.

D'ailleurs les tribunaux sont rarement saisis d'infractions collectives : l'Angleterre est un pays habitué depuis longtemps à une vie de liberté politique et d'émancipation sociale : les foules composées d'individus flegmatiques par excellence, y sont remarquablement pondérées et les manifestations se déroulent dans le calme, sauf quand on leur donne l'impression de s'opposer ouvertement à leur dessein. Alors les sujets britanniques les plus paisibles, les plus respectueux de l'ordre se révèlent terribles. Ils considèrent l'intervention de la force armée comme une intolérable atteinte à leurs droits. Aussi la police est-elle depuis longtemps entraînée à ne jamais aborder de front un rassemblement volontaire ou un agrégat fortuit. Elle endigue le flot, le canalise et en dévie l'activité. « L'idéal (pour *Scotland Yard*) c'est d'amener les manifestants jusqu'à Hyde Park. Si on y parvient, tout est sauvé. Ils crient tout à leur aise sans faire de mal à personne et après ils sont tellement fourbus qu'ils ne sont plus dangereux » (9).

(9) P. COUSTEAU, Une heure à Scotland Yard, in « Je suis partout » du 20 novembre 1935.

SECTION VI

Les Etats-Unis et le problème du lynchage

On a pu dire du lynchage qu'il était le phénomène-type de foule: c'est une brutale réaction populaire, où plusieurs individus s'assemblent spontanément, entraînent à leur suite différents citoyens et tous ensemble, par surprise ou par force, enlèvent aux tribunaux les délinquants pour les mener eux-mêmes, sans jugement, au dernier supplice.

Cette coutume inhumaine, qui fait penser aux modes de justice des peuples les plus barbares, survit aux Etats-Unis dans des proportions inquiétantes; de 1891 à 1901 la foule a lynché 3.130 individus dont 1.678 nègres (10); actuellement encore on peut évaluer le nombre de ces exécutions sommaires à une centaine par année.

L'origine de cette « *loi de lynch* » doit probablement être recherchée dans les coutumes des premiers colons américains qui défrichèrent le Far-West; la nécessité de se défendre contre les malfaiteurs leur fit organiser une self-police impitoyable et énergique: des troupes de cows-boys se lançaient à la poursuite des voleurs de bétail, les rejoignaient souvent après une course mouvementée et pénible et les exécutaient sans autre forme de procès.

De l'Ouest, la coutume s'est généralisée à toute l'Amérique du Nord: le 23 février 1891, à Salina (Colorado), après un combat avec les gardiens de la

(10) *Rivista penale*, avril 1902.

prison, la foule se saisit d'un meutrier, le pend à un poteau de voie ferrée et, comme il se débat, le crible de balles : « A ce moment passait un train arrivant de Marshall : la foule excitée tira des coups de feu sur le train pendant qu'un certain nombre de voyageurs s'était mis à la portière pour voir les dernières convulsions du pendu. Quelques-uns furent blessés » (11). Le 9 mars 1904, à Springfield (Ohio), un « *mob* » de 2.000 hommes, après avoir enlevé de prison et tué un noir coupable de meurtre, envahit le quartier nègre et y met le feu (12). Le 14 mars 1891, à la Nouvelle-Orléans, à la suite d'un meeting, une multitude « qui ne représentait pas seulement les dernières classes de la population, mais encore les banquiers et les membres les plus considérables de la ville » court à la prison, se fait remettre les clefs, pend ou égorge dix Italiens accusés du meurtre d'une nommé Hennessy.

A l'heure actuelle, le lynchage est encore accepté par le sentiment populaire américain ; il a sa littérature et ses théoriciens : il n'existerait pas, paraît-il, d'autre moyen de calmer l'effervescence des noirs, de protéger l'honneur et la pudeur de la femme blanche contre leurs attentats. La loi de *lynch* serait une loi de salut public. On a également tenté d'expliquer cette coutume par le goût dépravé, mais invincible, que posséderaient les Américains pour le spectacle d'une pendaison.

En réalité, aucun argument ne peut justifier ces

(11) DESJARDINS, La loi de lynch, in *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1891.

(12) *Revue pénitentiaire*, 1904, p. 580.

procédés sanguinaires : la foule n'offre aucune garantie de procédure, elle ne sait même pas distinguer l'identité des prévenus : lors du massacre de la Nouvelle-Orléans, les envahisseurs de la prison commencèrent par tirer des coups de feu à tort et à travers, et sans l'intervention d'un citoyen qui se possédait encore, les premiers venus étaient assassinés. Le lynchage n'est plus, comme autrefois, la punition d'un homicide, mais un assassinat féroce fomenté par une foule elle-même excitée par quelques meneurs : « Ce n'est plus un instrument barbare de justice, mais le plus barbare des crimes » (13).

Si la coutume du lynchage est si profondément enracinée chez le peuple américain, c'est qu'elle apparaît comme un palliatif aux lenteurs et à la corruption de la Justice. Les procès criminels sont effroyablement longs : l'accusé passe de jury en jury, soutient contre l'accusation des joutes oratoires interminables, dispose de moyens d'appel innombrables et, lorsqu'il est enfin condamné, de la voie du recours en grâce souvent accordée. L'opinion n'est pas moins exaspérée de la dépravation des juges : certains jurés entrent au dernier moment dans la composition des jurys ; à la solde des accusés, ils arrivent à vivre confortablement en se promenant de Cour d'Assises en Cour d'Assises. La foule ne les oublie pas : à Missouri, en 1890, elle a exécuté sommairement un juge et un attorney soupçonnés de connivence avec une bande de voleurs.

A notre connaissance un seul Etat de l'Amérique du Nord, l'Illinois, a réprimé législativement le lyn-

(13) C. DE VENCE, in. *Rev. Pénitent*, 1896, p. 885.

chage. La loi du 16 mai 1905 définit d'abord ce qu'il faut entendre par « *mob* » : c'est la réunion d'au moins cinq personnes formée en vue d'exercer des violences quelconques contre les délinquants. Le simple fait de l'existence du groupe est réprimé, même si en réalité les prisonniers n'ont souffert aucun dommage : toute personne qui fera partie de l'attroupement sera passible d'une amende de 100 à 1.000 dollars ; il suffit qu'elle ait eu l'intention de causer un dommage quelconque aux personnes ou aux propriétés. Si ce dommage a été réalisé, tous les membres du *mob* encourrent une peine de prison de un mois à une année pour chaque délit, quant aux auteurs de ce dommage aux personnes ou aux propriétés (et par dommage aux personnes le législateur entend même l'assassinat), ils seront poursuivis pour crime et seront punis d'un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq années. La loi tient donc compte, dans une large mesure, de l'entraînement collectif ; elle établit également une distinction à l'intérieur de la foule entre les simples manifestants et les agents d'exécution ; il est regrettable qu'elle n'ait pas cru devoir étendre la discrimination aux meneurs et les assimiler aux auteurs de l'infraction.

Les victimes du lynchage pourront réclamer la réparation du préjudice qui leur aura été causé et demander des dommages et intérêts au comté ou à la ville dans laquelle ces attentats auront été commis. Le chiffre de ces dommages et intérêts ne devra pas excéder 5.000 dollars. Nous retrouvons ici la notion de responsabilité pour risque que notre Droit français

a appliqué aux communes et à l'Etat à l'occasion de troubles collectifs quelconques. En cas de mort du lynché, la veuve, les héritiers en ligne directe ou les enfants adoptifs de la victime pour le cas où celle-ci subvenait à leurs besoins auront également le droit de réclamer dans les mêmes limites des réparations pécuniaires.

Enfin la loi prévoit des sanctions administratives lorsqu'une personne arrêtée aura été arrachée des mains du *sheriff* et lynchée; le Gouverneur de l'Etat d'Illinois pourra révoquer cet officier de police reconnu coupable d'une faute dans la garde ou de complaisance envers la foule; les fonctions de ce dernier seront immédiatement remplies par le *coroner* chargé de l'instruction du crime.

Le gouvernement fédéral désapprouve les lynchages et le Président ROOSEVELT, en 1903, a dû publier une lettre où il blâme ces exploits: « Si odieux que soit l'attentat commis par un nègre, la loi ne permet jamais la condamnation d'un coupable sans les garanties de la Justice ». Cela n'empêche pas certains Etats de continuer les massacres. Le seul moyen de les arrêter serait d'agir sur l'opinion publique en procédant à une réforme profonde de la Justice: cette opération de longue haleine n'est pas près d'être terminée, et il est probable que nous verrons encore aux Etats-Unis de nombreux et révoltants lynchings.



CHAPITRE II

LA CRIMINALITÉ DES FOULES EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Les délits internationaux ne comportent jamais de pénalités d'ordre criminel (1) : si une foule quelconque cause des dommages à des étrangers, l'Etat dont ceux-ci dépendent ne pourra obtenir qu'une réparation de caractère civil. Il n'existe pas de règles bien définies pour déterminer la nature et évaluer le *quantum* de cette réparation : en général, l'Etat lésé demandera la *restitutio naturalis*, c'est-à-dire le rétablissement de l'état de choses antérieur au délit, ou, lorsqu'il y a destruction de biens par la foule, des dommages et intérêts, ou bien encore une satisfaction morale quand il s'agit de dommages non matériels.

En général, pour qu'il y ait un délit international engageant la responsabilité civile de l'Etat, il faut :

- 1° qu'un dommage ait été causé par l'Etat ;
- 2° qu'il soit le résultat d'une action illicite de sa part, d'une omission ou d'une imprudence ;
- 3° qu'il lui soit imputable, ce qui exclut le cas fortuit et la force majeure.

(1) K. STRUPP, *Eléments de droit international public*, p. 333.

Or, à l'occasion de mouvements de foule, des dommages peuvent être causés à des étrangers de deux façons différentes : ils peuvent être le fait de la foule proprement dite ou ils peuvent être produits par les agents de l'Etat chargés de réprimer la foule.

SECTION I

La foule a causé un dommage à des étrangers

Il est impossible, en pratique, au gouvernement le mieux ordonné de contenir en toute occasion ses administrés, d'éviter la formation d'agréats fortuits qui peuvent s'en prendre aux biens ou à la personne des étrangers. Aussi, en principe, les actes des foules composées de nationaux n'engagent pas la responsabilité de l'Etat. Au mois d'août 1851, à la nouvelle que des Américains faisant partie de l'expédition de Lopez contre l'île de Cuba avaient été condamnés et arrêtés, la populace de la Nouvelle-Orléans détruisit le Consulat d'Espagne et plusieurs établissements commerciaux appartenant à des Espagnols. Le secrétaire d'Etat américain se déclara prêt à accorder toute réparation convenable au Consul qui était placé, par son caractère diplomatique, sous la protection des autorités, mais il se refusa à indemniser les simples particuliers ; ceux-ci ne pouvaient réclamer aucune réparation suivant la loi locale qui tenait la réunion d'un agrégat fortuit pour un cas de force majeure exonérant de toute responsabilité (2).

(2) *Journal de D.I.P.*, XVIII, 1153.

Pourtant, en 1900, l'Institut de Droit International avait élaboré un règlement sur la responsabilité des Etats à raison des dommages soufferts, en cas d'émeute ou de guerre civile, par les étrangers: ces derniers auraient eu droit à une indemnité, notamment si l'acte dont ils avaient pâti avait été dirigé contre eux en raison de leur extranéité (3). Ce projet, qui tendait à consacrer une sorte de responsabilité de l'Etat pour risque analogue à celle appliquée depuis 1914 en France, fut l'objet d'un amendement de M. FAUCHILLE ainsi conçu: « L'Etat tirant profit des étrangers qui sont sur son territoire, est tenu de réparer les dommages causés par les émeutes ou guerres civiles survenues sur son territoire, à moins qu'il n'établisse que les dits dommages ont été occasionnés par une faute, une imprudence ou une négligence des étrangers qui en sont victimes ». Malgré ce projet farci d'amendements qui révèlent les hésitations des jurisconsultes, le principe de non-responsabilité des Etats pour infractions commises par une foule contre les étrangers est à l'heure actuelle définitivement établi.

Le Gouvernement doit cependant avoir pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir ces crimes et délits collectifs, ne pas laisser les faits impunis et, si sa législation l'y autorise, livrer les coupables à l'Etat offensé. C'est ce que met en relief le projet du *Research committee* américain dont l'article 11 dispose: « Un Etat est responsable du dommage causé à un étranger par le fait d'un individu ou d'une foule

(3) FAUCHILLE, *Traité de D.I.P.*, I, 516.

si le dit Etat n'a pas fait preuve de la diligence requise pour prévenir le dommage, et si les voies de recours locales ont été épuisées sans réparation suffisante pour ce manque de diligence, ou s'il y a eu déni de justice ». Le projet n° 15 de codification du droit pénal américain s'exprime en termes identiques :

« ART. 1. — Le Gouvernement de chaque République américaine est obligé de maintenir sur son territoire l'ordre intérieur et la stabilité gouvernementale indispensable à l'accomplissement des devoirs internationaux.

ART. 2. — En conséquence de la règle formulée dans l'article précédent, les Gouvernements des Républiques américaines ne sont responsables des dommages subis par les étrangers dans leurs personnes et dans leurs biens, pour quelque motif que ce soit, que s'ils n'ont pas assumé l'ordre à l'intérieur, s'ils ont été négligents dans la répression des actes qui ont troublé cet ordre, ou, enfin, s'ils n'ont pas accordé, dans la mesure de leurs moyens, les garanties nécessaires pour prévenir les dits dommages ou préjudices » (4). Enfin, l'Institut de Droit international, revenant sur ses opinions de 1900, a adopté, en 1927, à sa session de Lausanne, un projet (5) de convention fondé sur le même principe: « ART. 7. — L'Etat n'est responsable des dommages causés en cas d'attroupement, d'émeute, d'insurrection ou de guerre civile que s'il n'a pas cherché à prévenir les actes dommageables avec la diligence qu'il convient d'apporter normale-

(4) In LEFUR, *Recueil de textes de D.I.P.* (Paris, 1928).

(5) *Annuaire de l'Institut*, 23, 3, 330.

ment dans ces circonstances, ou s'il n'a pas réagi avec la même diligence contre ces actes, ou s'il n'applique pas aux étrangers les mêmes mesures de protection qu'aux nationaux. Il est notamment obligé d'admettre les étrangers au bénéfice des mêmes indemnités que ses nationaux, en regard des communes et autres personnes.

ART. 9. — L'Etat fédéral est responsable de la manière d'agir des Etats particuliers... il ne peut invoquer, pour se soustraire à cette responsabilité, le fait que sa constitution ne lui donne ni le droit de contrôle sur les Etats particuliers, ni le droit d'exiger d'eux qu'ils satisfassent à leurs obligations ».

Ce dernier article tend à éviter le retour d'événements semblables à ceux que provoqua, en 1891, le lynchage des Italiens établis à la Nouvelle-Orléans : le gouvernement fédéral américain proposait d'allouer une indemnité aux victimes ou à leurs parents, mais se déclarait incompétent pour faire juger les coupables par les juges de la Louisiane. Cette position était très contestable, car si chaque Etat, dans une Fédération comme celle des Etats-Unis, garde son indépendance intérieure, il n'existe au regard des étrangers qu'un seul gouvernement fédéral et ce gouvernement doit faire justice.

Il peut arriver que l'infraction commise par la foule constitue une offense à un gouvernement étranger ou à son représentant : en 1883, Alphonse XII, roi d'Espagne, traversait Paris à son retour d'Allemagne où il venait d'être créé colonel d'un régiment de uhlands en garnison à Strasbourg : des sifflets et

des huées se firent entendre sur son passage dans les rues de la capitale. Au point de vue français il pouvait y avoir lieu à l'application de l'article 84 du Code pénal: ce texte réprime les actions hostiles exposant l'Etat à une guerre; à notre connaissance il a été appliqué une seule fois à un attroupement de 40 ou 50 Français qui attaquèrent un poste de douaniers sardes en 1831 (6); pratiquement, le Parquet s'abstint de poursuivre sur le fondement de ce texte; il existait bien l'article 36 de la loi de 1881 sur la Presse, mais Alphonse XII ne porta pas plainte. Deux ans plus tard, en septembre 1885, le correspondant d'un journal parisien disparaissait dans la Haute-Egypte. Le quotidien auquel il était attaché entreprit une violente campagne contre l'Angleterre, sa souveraine et son ambassadeur. A la sortie d'un meeting, la foule vint manifester devant l'Hôtel de l'ambassade d'Angleterre (7): ici encore il n'y eut ni plainte ni poursuite. Au contraire le Gouvernement serbe-croate et slovène, en février 1920, introduisait une plainte auprès de la Hongrie en raison de manifestations hostiles auxquelles s'était livrée la population hongroise devant la légation tchécoslovaque à Budapest, et au mois d'avril de la même année, la Hongrie fit des excuses au royaume requérant (8).

Le boycottage en lui-même, c'est-à-dire le fait de ne pas acheter de marchandises à certains pays étrangers, n'engage pas la responsabilité de l'Etat, mais il

(6) Grenoble, 25 avril 1831, S. 31-2-90.

(7) *Journal de D.I.P.*, XIV, 5.

(8) FAUCHILLE, *op. cit.*, I. 520.

en est autrement lorsqu'il s'accompagne de violences collectives contre les biens ou les personnes des étrangers: un mémorial diplomatique du 28 janvier 1906 a admis le principe d'une réparation due à ce sujet par les Etats-Unis et le Canada aux Japonais résidant dans le pays (9). Le plus souvent les Etats soumis périodiquement à des mouvements de masse passent avec les pays étrangers des conventions fixant les modalités de réparations qu'ils doivent. C'est ainsi qu'une convention a été conclue le 25 septembre 1924 (10) entre le Mexique et la France pour régler et évaluer les dommages causés par les révolutionnaires mexicains. La commission franco-mexicaine de réclamations instituée conformément à ce traité, a rendu, notamment en 1929, deux jugements (11) visant les dévastations de magasins accomplies à Durango en juin 1913 par la foule encadrée de forces constitutionnalistes: la commission a accordé la réparation pécuniaire.

Enfin un Gouvernement peut être lésé par les actes de ses propres nationaux résidant dans un autre Etat: par exemple, des Italiens domiciliés en Suisse tinrent en 1898 des réunions et organisèrent des cortèges pour protester contre les mesures prises par le Gouvernement italien afin de réprimer des troubles dont avaient été le théâtre plusieurs villes du royaume, notamment Milan (12). Dans ce cas, il appartient à

(9) *Revue de D.I.P.*, XIV, 653.

(10) Au *J.O.* de même date.

(11) Sentences n° 2 B et n° 3 B, in *Réparation des dommages causés aux étrangers par les révolutions au Mexique* (Paris, 1933).

(12) *Revue de D.I.P.*, V, 480.

l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, de maintenir l'ordre dans ses possessions et de réprimer les crimes et délits suivant ses propres lois (13).

SECTION II

Les agents de l'Etat, en dispersant un mouvement de foule, ont causé des dommages à des étrangers

En général le Gouvernement n'est pas responsable des dégâts inévitables que cause toute répression: l'étranger n'a pas droit, sur le territoire d'un Etat, à plus d'égards que les nationaux. C'est la formule d'égalité entre les nationaux et les étrangers, dont la première extériorisation est la fameuse note adressée à l'Angleterre, qui réclamait des indemnités pour des troubles survenus en Toscane, par le prince Schwartzberg, le 14 avril 1850: « Les nations ne peuvent accorder aux étrangers des privilèges que les lois territoriales ne garantissent pas aux nationaux ». Avec l'obstination qui la caractérise, l'Angleterre, en 1904, réclama encore au Vénézuëla, sans plus de succès, des indemnités pour ses ressortissants; finalement le principe d'égalité a triomphé et de nombreuses clauses de non-responsabilité l'ont sanctionné dans les traités internationaux (Traité Bolivie-Pérou du 5 novembre 1863, art. 10; Honduras-Nicaragua du 20 octobre 1892, art. 17; Mexique-France du 27 novembre 1866; Equateur-Espagne de 1889; Colombie-

(13) Sous réserve de dispositions analogues à l'art. 5 C. I. C. français.

Italie du 27 octobre 1892, etc.). Quelques Etats ont cependant alloué des secours — et non des dommages et intérêts — pour les crimes de foule, mais à titre de libéralité spontanée, sans faire aucune distinction entre étrangers et nationaux. Un décret français du 24 décembre 1851 accorda une compensation pécuniaire pour les troubles de 1848; en 1871, l'Assemblée Nationale vota des sommes assez considérables pour réparer les dégâts causés par la répression de la Commune.

*
* *

En résumé, les dommages commis tant par les foules que par les agents chargés de leur répression n'engagent pas la responsabilité internationale des Etats, sauf dans des cas exceptionnels de négligence; malheureusement, et c'est le côté le plus angoissant du problème, les troubles peuvent dégénérer en un *casus belli* lorsqu'ils mettent en présence deux gouvernements susceptibles dont l'un a toléré et absous les actions collectives dirigées contre les ressortissants de l'autre.

TITRE IV

Conclusion

Nous avons terminé notre périple autour des diverses législations anciennes et contemporaines : nous avons noté au passage leurs avantages et leurs inconvénients, déploré ceux-ci, approuvé ceux-là, et amassé ainsi les matériaux nécessaires pour parer à l'éventualité d'une refonte de la législation française. Il nous reste maintenant à les ordonner en une théorie générale qui fera l'objet de notre conclusion.

Nous ne reviendrons pas sur la condamnation déjà formulée contre la foule par tous les psychologues qui l'ont étudiée : la sentence n'est certes pas sans appel, et il s'en faut de beaucoup qu'il n'existe sur terre que des rassemblements pervers et animés de noirs desseins, que des agrégats névrosés et morbides. Certaines masses sont poussées à l'action par des mobiles grands et généreux, mais leur courant d'idées est trop aisé à dévier, les moyens qu'elles emploient sont souvent trop brutaux pour justifier la tolérance de leurs agissements. Nous poserons, en principe, que nulle foule tant soit peu dangereuse — et elles le sont presque toutes — ne devrait se former dans une société

bien ordonnée. Comme tout organisme social, le rassemblement et l'agrégat peuvent naître, se développer, accomplir leurs forfaits, puis disparaître. Le législateur, dont la mission en cette délicate matière consiste à intervenir chaque fois que l'ordre public est susceptible d'être troublé par un mouvement collectif, devra donc successivement prévenir leur naissance, réfréner leur apparition pour empêcher leurs actes répréhensibles, enfin, s'ils ont réussi à commettre des infractions, réprimer leurs crimes et leurs délits.

Les mesures préventives à la naissance des foules se justifient aisément : l'Etat doit prendre des mesures pour refouler dans les limites de l'égalité les volontés qui essaieraient de rompre les barrières sociales, de détruire, en monopolisant à leur profit la force aveugle des masses, l'équilibre mutuel préétabli.

Quant à la répression des foules, de leur existence ou de leurs infractions, sans nous attarder à des controverses interminables sur le fondement du droit de punir, sur les doctrines de l'expiation ou de l'exemplarité, nous réprimerons, d'accord avec TARDE, « comme criminelle toute action qui, au profit d'un programme étroit, incarné dans quelques conspirateurs, fut-ce même dans des milliers et des millions de sectaires, jette l'alarme dans la grande communauté humaine et n'en a nul souci, comme immorale toute règle de conduite qui, ne tenant nul compte des idées morales du passé, ni surtout des conséquences éloignées de nos actes, tend à nous affranchir de tout devoir envers des groupes d'hommes différents du nôtre ou envers les générations à naître ». La société

doit se défendre contre toute attaque violente ou tout danger d'agression; aucun mouvement collectif non autorisé par elle, *a fortiori* aucun crime de foule ne doit rester impuni. L'homme happé dans la masse ne perd pas toute sa conscience; la suggestion n'est jamais totale et laisse place encore à un libre-arbitre, en veilleuse peut-être, mais toujours présent: les individualités vraiment morales savent se défendre contre cet entraînement, elles résistent plus ou moins selon leur prédisposition organique, mais conservent leur personnalité (1).

Nous avons vu que la foule prépare les individus au réveil de leurs instincts brutaux, de leur soif de sang, de leur atavisme homicide: ne pas réprimer la foule dès sa formation, c'est encourager le crime; ne pas châtier ses membres dès qu'elle a commis un acte répréhensible, c'est encore favoriser de nouveaux forfaits: « La populace insurgée contre les lois est le plus insolent de tous les maîtres » (2); le meurtre appelle le meurtre, fait apparaître chez les menés un nouveau potentiel de criminalité insoupçonnée; sous la Révolution, écrit TAINÉ, « on était parti pour avoir du pain, on finit par des meurtres et des incendies, et la sauvagerie qui se déchaîne ajoute ses violences illimitées à la révolte limitée des besoins » (3).

(1) C'est ce que décide l'avant-projet du Code pénal français de 1934 dans son art. 123: « L'ivresse, les états passionnels ou émotifs, ou ceux résultant de l'emploi volontaire de substances stupéfiantes ne sont pas des causes d'exemption de la peine ».

(2) FÉNELON, Dialogues des morts, dialog 16.

(3) Origines de la France contemporaine, I, 20.

CHAPITRE PREMIER

MESURES PRÉVENTIVES A L'APPARITION DES FOULES

Certaines concernent l'agrégat fortuit et le rassemblement volontaire, d'autres visent plus spécialement ce dernier.

SECTION I

Mesures communes

à l'agrégat fortuit et au rassemblement volontaire

La première des causes des instincts bouillonnants de haine impulsive qui animent les foules, c'est, nous l'avons vu, le paupérisme. Il n'existe pas de paix sociale non seulement quand le peuple meurt de faim, mais quand il ne peut donner satisfaction aux besoins qu'il estime indispensables.

On s'est indigné sur l'engouement de notre époque pour les salles de spectacle, sur les ravages que pouvait exercer le cinéma, sur la contamination morale et matérielle qu'il réalisait. Ecrire sur le sujet des pages fulminantes ne sert pas à grand'chose : le cinéma est devenu un besoin physiologique, une pâture indispensable aux appétits populaires, et peut-être cette évolution n'est-elle pas mauvaise : l'austère

BENTHAM lui-même (1) n'énumère-t-il pas, parmi les facteurs préventifs du délit, les jeux de passe-temps, la culture de la musique, les théâtres, les amusements publics? La sociabilité n'y perd pas ses droits et l'adoucissement des mœurs peut y gagner beaucoup. Il existe des époques troublées où la création d'un « Ministère des loisirs » ne produit que l'illusion d'une plaisanterie paradoxale.

Les réformes sociales enrayent la criminalité née des besoins inassouvis; le « contrat collectif » substitué aux luttes des individus et des groupes dans la réglementation des conditions du travail effacera probablement un nombre considérable d'infractions de foule: rebellions, atteintes à la liberté du travail, etc. Rien de ce qui permet la diminution de la misère matérielle ou morale ne doit être négligé: cette préoccupation est un des meilleurs palliatifs à la criminalité collective.

*
* * *

La liberté de la Presse, dont on a fait le dogme sacro-saint de la démocratie, perd du terrain depuis quelque temps: non seulement elle n'existe plus dans certains Etats totalitaires comme l'Allemagne, la Russie ou l'Italie, mais il serait question de la restreindre en France même. Il est incontestable que la paix sociale en bénéficierait: la Presse attise trop souvent les haines, façonne trop facilement une mentalité collective propre à l'éclosion des foules, quand elle ne prêche pas ouvertement les luttes fratricides ou la guerre civile. Les lois actuelles réprimant la provo-

(1) Législation civile et pénale, II, 242 à 250.

cation directe au crime laissent les Parquets désarmés contre les insinuations, les allégations la plupart du temps fausses dont les journaux ont le secret et qui entretiennent sournoisement l'orage prêt à gronder. Sans aller jusqu'aux mesures extrêmes, il serait prudent, suivant l'exemple du Code Pénal russe, de renforcer les pénalités prévues par les lois de 1881 et de 1936, et même de punir les provocations indirectes, dans les temps de troubles, de tension politique, d'agitations de masse et... d'élections.

Nous croyons en effet qu'il serait particulièrement utile, en période électorale, de brider les écarts de la Presse, de supprimer les affichages de scrutin, dont nous avons déjà signalé le caractère dangereux, d'interdire même tout usage de la T.S.F. pour des fins politiques.

Enfin, pour assoupir cette volupté de sang dont nous sommes tous plus ou moins friands, et qui se réveille particulièrement dans les foules, nous voudrions voir interdire tous les spectacles sanglants: combats de coqs, courses de taureaux, voire même les matches de boxe, libre aux particuliers de pratiquer ce sport « pour l'art », non pour les recettes (2). Nous préconiserons même la suppression de la guillotine et son remplacement par la chaise électrique: l'exécution moins sanglante garderait un caractère privé. Il serait bon également de prohiber les comptes rendus de crimes qui s'évalent complaisamment en première page des journaux et dont la précision des détails est un véri-

(2) Des maires ont parfois interdit des combats de boxe en se fondant sur le « caractère brutal et parfois sauvage » de ces exhibitions contraires à « l'hygiène morale » et le Conseil d'Etat s'est refusé à annuler ces arrêtés (C. E., 7 août 1911, rec. p. 968).

table scandale, d'interdire la publication de photographies d'assassinats, de meurtres, de pendaisons, de noyades, représentant en gros-plan les horreurs les plus suggestives : faces tuméfiées, yeux révulsionnés, membres figés dans le dernier spasme et marqués déjà des symptômes de décomposition cadavérique, etc... Nous n'aurions aucune pitié pour ces hebdomadaires innommables qui, spécialisés dans les affaires de basse police, vivent des vils instincts de la multitude et assouvissent ses passions sanguinaires. La liberté de la Presse n'en serait pas compromise et l'assainissement de la mentalité collective marquerait un progrès considérable.

SECTION II

Mesures concernant plus spécialement les rassemblements volontaires

Nous approuvons dans leur ensemble les décrets-lois du 23 octobre 1935 relatifs à la déclaration préalable des manifestations politiques sur la voie publique et au port d'armes dans ces réunions. On ne sera jamais trop sévères contre les individus armés qui attendent de la violence la réalisation de leurs ambitions politiques, c'est-à-dire le plus souvent de leurs intérêts personnels.

Le principe de la déclaration préalable des manifestations est excellent : il permet à l'autorité de prendre toutes les mesures utiles au maintien de l'ordre public ; il est seulement regrettable que le législateur n'ait pas donné une définition précise de la notion d'ordre public : l'élasticité de cette dernière permet en fait l'ar-

bitraire des agents du pouvoir exécutif qui peuvent aisément confondre l'ordre public en général avec l'ordre souhaité par le parti qu'ils représentent. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'il n'était guère possible de soumettre cette question de fait administrative à l'appréciation des juges ordinaires. A notre sens, l'obligation de la déclaration préalable n'est qu'une étape vers l'interdiction légale de toute manifestation politique sur la voie publique. Nous n'avons jamais très bien compris à quelles fins pouvaient servir ces défilés en pagaïe, coupés de chants et de cris, tirés à hue et à dia, sinon à fomentier des troubles et à favoriser les palinodies d'hommes politiques qui passent leur temps à dénoncer leur malfaisance réciproque. Il existe bien d'autres moyens pour un parti de soigner sa propagande, si tant est que le spectacle d'une manifestation dite « de masse » ait engagé un seul électeur à voter blanc ou noir. L'interdiction légale des manifestations n'affecterait en rien la liberté de réunion que nous entendons respecter : seuls les partisans de la prohibition des processions religieuses pousseraient les hauts cris à la suppression de processions politiques pourtant beaucoup moins pacifiques.

Nous admettons également le principe de la loi du 10 janvier 1936 sur les associations, groupes de combat et milices privées : il est normal de dissoudre les groupements destinés à encadrer des rassemblements volontaires dont les desseins sont suspects : mais là encore nous déplorons que le vague des termes législatifs autorise le pouvoir exécutif à se servir de ce texte pour satisfaire les exigences politiques de

tel ou tel parti. Il est regrettable que les représentants de la souveraineté nationale qui prétendent par une application unilatérale de cette loi veiller au maintien de l'ordre public, soient obligés, pour se cramponner au pouvoir, de ratifier les exigences toujours inassouvies d'une majorité enhardie par le succès, d'anéantir des milices privées et d'ignorer ou d'autoriser la formation de clubs révolutionnaires ou de comités populaires, de poursuivre toujours plus à fond une dangereuse politique sectaire qui exaspère les minorités. A bout de patience, celles-ci se groupent en foule, déchainent l'émeute, sont victimes d'une répression qui perpétue les haines ou triomphent et s'empressent d'instaurer à leur profit le régime contre lequel elles s'étaient insurgées. Le seul remède, à notre avis, — ce n'est pas une critique, mais une suggestion — serait de mettre un frein, par un meilleur équilibre des pouvoirs, à l'omnipotence et au despotisme des parlementaires.

CHAPITRE II

MESURES PRÉVENTIVES A LA CRIMINALITÉ DES FOULES

Si malgré les mesures dont nous venons de signaler l'opportunité, un rassemblement volontaire ou un aggrégat fortuit prennent naissance, nous sommes résolument partisans d'appliquer à tous ses membres une pénalité pour le seul fait de ne s'être pas dispersés aux sommations de l'autorité compétente, même si le groupe n'a commis aucune autre infraction.

Il faudrait donc modifier la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements dans ce sens ; tous les attroupements, même ceux qui ne sont pas « de nature à troubler la tranquillité publique », doivent être interdits et proclamés délictueux : les foules les plus paisibles peuvent se muer en hydres féroces, sur la simple excitation d'un meneur professionnel dépravé. Nous serions d'avis, d'ailleurs, pour éviter cette transformation, de rétablir le décret du 18 juillet 1791 qui punissait les cris proférés dans un attroupement. Sans doute la loi de 1881 sur la Presse prévoit bien la répression des cris poussés dans un rassemblement, mais il faut que ces provocations au meurtre ou au pillage aient été suivies d'effet : il nous semble préférable de les sanctionner indépendamment de leurs résultats.

Nous approuvons, malgré son arbitraire, la distinction entre les attroupements armés et non armés : il nous semble cependant que la loi ne devrait reconnaître armé qu'un attroupement où les armes sont apparentes et apportées sur les lieux dans le but de commettre une infraction en foule : un homme qui reviendrait de la chasse avec son fusil et se mêlerait accidentellement à un rassemblement volontaire, serait moins coupable qu'un émeutier accouru avec un revolver au cœur de l'attroupement.

Il y aurait lieu encore de reprendre la distinction entre les braves gens et les individus sans aveu, suspects ou mal intentionnés, que le Droit révolutionnaire avait inaugurée, d'aggraver les peines pour les étrangers porteurs d'armes, ou simplement présents dans un attroupement, suivant la proposition de M. IBAR-NEGARAY, et même de prévoir des sanctions plus sévères pour les individus domiciliés hors du département où s'est formée la foule, pour les auteurs de troubles que Paris envoie régulièrement en province organiser des agitations locales.

Le taux des peines de la loi de 1848 sera abaissé en général, ce qui permettra une répression plus efficace englobant tous les individus faisant partie de la foule.

Enfin, il importe de ne pas perdre de vue que cette répression des attroupements se justifie uniquement comme un moyen de prévenir les crimes collectifs : les lois les mieux faites ne peuvent rien contre les mœurs de l'époque, (*quin leges sine moribus?*) et on ne peut espérer, par quelques peines appropriées, réduire les

infractions collectives si l'on n'enseigne aux individus la conduite à tenir dans une foule. On devra d'abord les mettre en garde contre le danger qu'ils courent en participant aux manifestations politiques ou autres rassemblements de même acabit; les joies d'une griserie collective ne valent pas les graves périls auxquels ils s'exposent. Si par hasard l'individu est englobé dans un agrégat fortuit, il devra tout faire pour se dérober à la suggestion, il se méfiera de ses associés d'un moment et se gardera de lui-même. Il fera l'effort intellectuel nécessaire pour conserver le jugement net et stable au milieu de cette mer de têtes parfois affolée. Cette « hygiène mentale » présuppose d'ailleurs une éducation poussée, saine et complète: l'ordre est utile à toutes les classes de la société et il serait bon, pour réfréner les déplorables ravages des excitations à la révolte et à l'anarchie, d'enseigner dès le jeune âge que le désordre finit toujours par affecter chaque membre du corps social. On apprendra surtout aux jeunes générations à rester maîtresses de leur volonté, à dompter leurs nerfs, à acquérir une maîtrise d'elles-mêmes capable de les faire échapper aux entraînements irréfléchis:

« *Justum et tenacem propositi virum*
Non civium ardor prava jubentium
Non vultus instantis tyranni
Mente quatit solida... » (1).

En exaltant le courage et les valeurs morales, les citoyens de demain seront capables de garder tout

(1) HORACE, *Odes*, III, 3.

leur sang-froid au milieu d'une foule, et nous ne verrons plus de scènes lamentables semblables à celle que nous extrayons d'un fait-divers de quotidien : « A la suite d'une annonce que la direction d'un music-hall de l'avenue de Wagram avait fait paraître pour demander des jeunes femmes désireuses de travailler comme ouvrees, environ deux cents personnes briguant cet emploi se trouvaient massées hier, vers 14 heures 15, dans le passage du théâtre de l'Etoile, 35, avenue de Wagram.

« Survint à ce moment une automobile conduite par M. C..., âgé de soixante-dix ans et demeurant au fond du passage, 35, avenue de Wagram. L'automobiliste s'engagea donc dans le couloir en faisant fonctionner son appareil avertisseur. Selon les dires des témoins, les jeunes femmes ne s'étant pas rangées assez rapidement, l'une d'elles, heurtée par l'aile avant de l'automobile, fut renversée et se fractura la jambe gauche.

« Cet accident regrettable eut pour résultat immédiat de rendre furieuses les deux cents candidates à l'emploi d'ouvrees, déjà quelque peu énervées par l'attente.

« Cernant alors l'auto de M. C..., elles ouvrirent les portières et frappèrent le conducteur, le menaçant de lui faire un mauvais parti. M. C..., complètement affolé et perdant tout contrôle de ses actes, appuya, sans s'en rendre compte, sur l'accélérateur de sa voiture. Le véhicule fit un bond en avant et renversa alors huit jeunes femmes qui ne furent, fort heureusement, que contusionnées » (2).

(2) *Petit Parisien* du 15 janvier 1936.

Le conformisme, le mimétisme moral qui sont l'apanage des faibles et des passionnés, devront également être combattus sur les bancs de l'école : il faudra lutter contre la tendance paresseuse des individus à accepter n'importe quelle idée développée devant eux, à la recevoir sans critique approfondie, à l'adopter même s'ils ne la comprennent pas : les meneurs de foules connaîtront alors beaucoup moins de succès. En développant l'éducation, on élargit le cercle des idées neuves du sujet, on cultive son scepticisme au détriment du fanatisme destructeur. Le primaire intellectuel ne doute de rien : il affirme, il tranche et finalement il agit selon ses passions ; les Socrate, Platon, Diogène, Zénon ne sont certains que de leur ignorance : ils n'auront pas beaucoup de chance d'être aggripés par le tourbillon de la foule.

*
* *

Cependant, même si ces diverses dispositions étaient adoptées par le législateur, nous sommes persuadés qu'il se produira toujours des infractions de foule : les mesures préventives ou curatives diminuent le champ de la répression, elles ne la suppriment pas ; il existera encore bien des agrégats fortuits ou des rassemblements volontaires dont la formation et l'action seront brusques et déconcertantes : les lois ne pourront intervenir que pour le châtiment des coupables.

CHAPITRE III

RÉPRESSION DE LA CRIMINALITÉ DES FOULES

Quand la foule se rue sur ses holocaustes pour les lyncher comme fétus de paille dans un remous invincible, la société doit se défendre comme elle peut, quitte à stopper la masse par le feu des canons et des fusils ; une telle répression n'a rien de juridique, mais, avant d'en arriver à ces extrémités, et, dans les cas de légitime défense, quand le calme est revenu, le pouvoir social doit envisager le châtiment des individus surpris et arrêtés dans une foule qui vient de commettre un crime ou un délit. Deux cas se présentent en pratique : les tribunaux connaîtront l'auteur ou les auteurs exacts de l'infraction perpétrée collectivement, ou ils en ignoreront le ou les responsables. Dans ces deux hypothèses, le législateur devra en outre édicter certaines mesures d'ordre général dont nous bloquerons l'étude en une section particulière.

SECTION I

Mesures répressives

dans le cas où les tribunaux connaissent le ou les auteurs de l'infraction commise en foule

Cette hypothèse se présentera quand le ou les auteurs auront reconnu expressément avoir commis l'infraction qui leur est reprochée, ou lorsqu'ils auront été surpris en flagrant délit par la force publique, ou enfin quand ils auront été confondus par des témoins *extérieurs* à la foule. A notre sens, il n'est pas indiqué de baser une accusation sur les témoignages des membres du rassemblement ou de l'agrégat; ceux-ci sont trop souvent l'objet d'hallucinations collectives et si le Parquet ne rapporte pas d'autres preuves, il vaut mieux tenir pour inconnus les véritables auteurs de l'infraction.

Ceux-ci, lorsqu'ils sont avérés, ont droit à des circonstances atténuantes spéciales (1): par le seul fait qu'ils ont commis une infraction en foule, il faut supposer que la fièvre du moment les a entraînés, qu'ils ont subi une sorte d'enivrement volontaire entravant partiellement la liberté de leurs volitions: le nouveau

(1) Pour le Droit Canon, qui fait souvent figure de précurseur dans le subjectivisme des peines, la multitude des délinquants était déjà une circonstance atténuante: « Fraternitati tua per Apostolica scripta præcipiendo mandamus, rei veritate diligentius inquisita, si XL solummodo vel pauciores in his deliquisse constiterit, omnes in perpetuum ab officio sacerdotali deponas, si vero multitudinem magnam in hoc pecasse cognoveris, eos, quos magis causam delicti esse constiterit, perpetua depositione condemnes, et alios, qui non tantum deliquerunt, ab officio ad tempus suspendas, et omnibus poenitentiam secundum discretionem tibi a Deo datam injungas » (Décret. Grég. V, 27, 4).

Code pénal italien a adopté cette solution incontestable en droit positif.

Que deviendront les autres membres de la foule? A notre avis, l'abolition de la vieille distinction entre co-auteurs et complices s'impose, au moins dans cette hypothèse de criminalité collective: nous avons vu qu'elle aboutissait à assurer aux individus composant un agrégat fortuit une impunité qu'ils ne méritent certes pas. Seront considérés comme co-auteurs tous ceux qui auront assisté au crime ou au délit, ou l'auront encouragé, avec la ferme intention, manifestée sur les lieux, d'assister à la réalisation d'une infraction. S'il était besoin de justifier par des considérations pratiques cette assimilation entre les auteurs matériels du crime et les autres membres de la foule, nous ferions remarquer que souvent les gens qui se contentent d'exciter les autres sont les plus dangereux criminels, alors que ceux qui ont été le plus en vue, entraînés par les suggestions de plus habiles ou de plus pervers, ont pu être des inconscients ou de simples criminels d'occasion. Punis de la même peine légale, auteurs matériels de l'infraction et simples co-auteurs ainsi définis ne seront pas mis sur le même pied que les instigateurs et les meneurs: ces deux dernières catégories de gens, à supposer que dans la foule elles soient déterminées avec exactitude, ne seront admises au bénéfice des circonstances atténuantes légales que si elles prouvent la suggestion réciproque des menés sur eux.

Mais dans cette dernière hypothèse, il faudrait, semble-t-il, pour marquer encore la différence entre

meneurs et menés, accorder à ces derniers des circonstances très atténuantes (2) qui pourraient aller, par exemple, jusqu'à quatre ou cinq jours de prison pour des crimes normalement punis de travaux forcés. En effet, cette réaction de la foule sur ses chefs, si elle est démontrée, prouve l'unanimité du groupe, la force irrésistible de la suggestion et des passions qui entraînent la masse et diminuent d'autant la responsabilité des menés.

SECTION II

Mesures répressives dans le cas où les tribunaux ignorent le ou les auteurs de l'infraction commise en foule

C'est l'hypothèse qui se présentera ordinairement dans la pratique pour vérifier le célèbre aphorisme de Napoléon: « Les crimes collectifs n'engagent personne »; ordinairement les co-accusés ou les co-inculpés d'un crime ou délit collectif auront beau jeu pour s'attribuer réciproquement la paternité de l'acte matériel, cause de la poursuite pénale. Il n'est évidemment pas question dans ce cas d'employer les procédés de décimation chers aux militaires, ou de répéter, après TACITE, que « là où beaucoup sont coupables, on ne doit châtier personne ».

Faut-il alors imputer l'infraction à une personnification fictive ou réelle de la foule, peut-on parler ici d'une responsabilité collective de la masse? Pour SI-

(2) Cf. sur les circonstances très atténuantes, les articles parus dans la *Revue Pénitentiaire* de 1902.

GHELE (3) le groupe tout entier est responsable parce qu'il est impossible de démêler les causes de ces crimes anonymes; ceux-ci sont la résultante de deux forces: le caractère individuel de l'agent criminel et le milieu social de l'agrégat ou du rassemblement volontaire: la responsabilité collective du milieu-foule serait en raison inverse de la responsabilité personnelle du ou des criminels inconnus. La conséquence logique de cette théorie, c'est que le châtiment individuel étant impossible à réaliser dans notre hypothèse, seule subsisterait la responsabilité collective de la masse. Mais en réalité l'entité-foule n'est jamais qu'un agglomérat d'individus, et au fond la responsabilité du groupe s'identifie avec celle de tous ses éléments: chaque personne est responsable des actions d'autrui en vertu des liens de solidarité qui l'amalgament aux autres, dans la société temporaire réalisée par l'agrégat fortuit ou le rassemblement volontaire. La responsabilité collective dont il s'agit doit être conçue comme un tout dont une fraction seulement repose sur la tête de chaque partie.

Or, pour apprécier la témébilité des membres de la foule, tenus solidairement responsables de l'infraction dont l'auteur est resté inconnu, il faut remonter, croyons-nous, jusqu'à l'origine même du mouvement collectif. Nous ne ferons d'ailleurs que systématiser la théorie esquissée sous l'Ancien Droit par JULIUS CLARUS distinguant la sédition occasionnée ou non par un accident imprévu, théorie reprise par le Code

(3) *Op. cit.*, p. 127.

pénal belge discriminant la rébellion collective avec concert préalable de la rébellion collective spontanée.

Lorsqu'un rassemblement volontaire se forme avec l'intention bien caractérisée de commettre telle ou telle infraction et lorsqu'en fait il a réalisé le crime ou le délit prémédité, nous proposons, pour tous les individus faisant partie *dès le début* d'un tel rassemblement, d'établir une *présomption de culpabilité* basée sur la circonstance même de préméditation. Tous seront présumés coupables d'avoir commis l'acte répréhensible dont on n'a pu découvrir le véritable auteur et tous seront punis comme s'ils avaient perpétré le crime ou le délit isolément. Il n'est pas question de leur accorder des circonstances atténuantes en raison de l'état de foule dont ils se sont servis pour accomplir leur forfait : un rassemblement volontaire créé en vue d'enfeindre la loi pénale devient une véritable association criminelle dont tous les membres sont responsables individuellement des conséquences d'une activité néfaste librement consentie. Pour qu'un individu surpris agglutiné au groupe puisse échapper à la rigueur de cette présomption et puisse faire l'objet d'une diminution de peine, il faudrait qu'il démontre son ignorance du but de la manifestation : il se serait, par exemple, amalgamé en simple curieux à la masse après la formation de cette dernière et aurait été entraîné dans le tourbillon collectif artificiellement créé pour commettre l'infraction.

Si le rassemblement volontaire s'est constitué sans avoir pour but la commission d'un crime ou d'un délit précis, on ne peut plus parler alors de prémé-

dition : cependant chaque membre, en adhérant au groupement, a couru le risque d'être mêlé à un crime ou à un délit et en a approuvé d'avance les actes bons ou mauvais. Nous appliquerons dans ce cas à tous les membres de ce rassemblement une *présomption de responsabilité atténuée*, car l'individu surpris dans la foule n'est plus tenu individuellement de l'infraction perpétrée, mais il est responsable seulement d'être entré dans le groupe, d'avoir par sa participation volontaire aidé à réaliser le climat favorable à l'industrie malfaisante du véritable coupable demeuré inconnu.

Enfin lorsqu'un agrégat fortuit se sera formé par le pur effet du hasard et aura commis une infraction anonyme, il est bien difficile de parler de responsabilité individuelle des membres : seul le milieu-foule est pleinement responsable du crime ou du délit et les individus ne seront punis qu'en vertu de considérations de défense sociale : dans l'intérêt de la société, aucune infraction ne doit rester sans sanction, aussi est-on obligé de reporter sur le groupe tout entier la charge du châtiment : ce dernier n'aura d'ailleurs pas le caractère d'une peine, et la présomption de responsabilité qui pèsera sur tous les membres de la foule n'aboutira qu'à une mesure de sécurité lénifiée qui résultera du jeu des circonstances très atténuantes dont la place est ici toute indiquée.

Dans les trois cas que nous venons d'examiner, la distinction entre meneurs et menés se déterminera au moyen du caractère de la présomption de responsabilité qui leur sera impartie. Pour les premiers, la

présomption de responsabilité sera absolue, dès qu'il sera reconnu qu'ils auront pris la direction effective de l'agrégat fortuit ou du rassemblement volontaire; nous leur assimilerons les instigateurs dès qu'il sera démontré qu'ils ont contribué directement à la formation du rassemblement volontaire. Ces deux catégories de chefs seront automatiquement condamnées, même s'ils ont été débordés par la foule entraînée ou rassemblée par leurs soins. Pour les menés, au contraire, la présomption de responsabilité sera relative, à charge de prouver qu'ils n'ont pas participé à l'infraction ou qu'ils étaient venus s'agglomérer au groupe en simples spectateurs, sans intention de s'associer à un crime ou à un délit. Les seules dépositions valables pour disculper les menés proviendront de personnes *extérieures* au groupe, agents de la force publique, passants isolés, etc. En pratique nous ne nous faisons aucune illusion sur la difficulté d'administrer cette preuve de non-participation : le Ministère public rencontrera d'ailleurs les mêmes obstacles pour différencier les meneurs de la masse grouillante des menés; cependant notre système de présomptions légales ne peut être taxé, semble-t-il, d'exagération dans la répression. Sans doute, par exemple, dans l'hypothèse de rassemblement volontaire formé pour commettre un crime, les membres du groupe seront tous punis comme s'ils avaient perpétré l'infraction individuellement, mais dans le cas de rassemblement volontaire occasionnellement et accidentellement criminel, les circonstances atténuantes réduiront la peine à un emprisonnement correc-

tionnel; enfin pour l'agrégat fortuit, le jeu des circonstances très atténuantes permettra de ramener la peine sanctionnant le crime à un emprisonnement d'un ou deux jours, ou à une simple amende.

SECTION III

Mesures d'ordre général à caractère répressif

Ces mesures comprennent certaines catégories d'excuses prévues par le droit positif actuel et quelques circonstances aggravantes concernant individuellement les membres des foules criminelles.

§ I. — CAS D'ABSOLUTION DE LA CRIMINALITÉ DES FOULES

Ces cas d'absolution se rapportent aux théories de la légitime défense, de l'état de nécessité et de l'erreur de droit.

Lorsqu'une foule est victime d'une agression injuste de la part d'un individu ou d'un autre groupe, nous croyons que l'on doit absoudre ses actes répréhensibles: encore faut-il que la défense soit simultanée et proportionnée à la vigueur de l'agression: il sera difficile, en fait, d'arrêter une foule qui se croit en danger et d'éviter que la simple résistance à une attaque ne dégénère en une véritable offensive où la masse trouvera prétexte à satisfaire ses tendances les plus cruelles. En tous cas, il ne peut être question de confondre l'agression dont est victime un agrégat ou un rassemblement volontaire avec la simple provocation

qui sert de paravent à de nombreux crimes collectifs. Cette dernière ne justifie pas l'exercice de la légitime défense et ne constitue qu'une excuse atténuante; la provocation doit d'ailleurs consister en coups ou violences graves reçus par les membres de la foule (art. 321 du Code pénal).

La seconde cause d'absolution, c'est l'état de nécessité: on admet généralement que la contrainte née du besoin de se nourrir est un motif d'irresponsabilité pénale; toutes les émotions populaires nées des famines de l'Ancien Régime ou de la Révolution rentrent dans cette catégorie; seules la misère et la faim ont déchaîné les instincts d'animalité de la multitude: il était peut-être plus politique de saisir trois ou quatre factieux et de les pendre pour donner une leçon aux autres, mais la Justice pouvait-elle être satisfaite de ces exécutions sommaires? La femme qui, en 1789, mit une poignée de foin (4) dans la bouche d'un « accapareur », Huez, égorgé par la masse, accomplit un geste symbolique dont tous les dirigeants feraient bien de se souvenir. On se rappelle les flots d'encre que fit couler, vers 1900, la confirmation par la Cour d'Amiens du célèbre jugement du Tribunal de Châteaueu-Thierry (5): si l'on absout le vol d'un pain à la devanture d'une boulangerie par une femme effamée, quel châtiment pourrait-on réserver à une foule tenaillée par une impérieuse nécessité, se ruant aux portes des boulangeries, sur les convois de grains, massacrant tous les individus qui, dans l'affolement

(4) TAINÉ, *Origines de la France contemporaine*, I, 88.

(5) Amiens, 22 avril 1898, *S.* 99-2-1.

de leur imagination surexaltée, devaient leur retirer le pain? Nous croyons également qu'il y a lieu d'absoudre l'individu qui n'a marché avec la masse que contraint et forcé par l'opinion publique, sur lequel a été exercée une véritable pression morale souvent extériorisée par des menaces, qui s'est trouvé présent sur le lieu de la réunion en spectateur obligé, ou même qui n'a participé activement au crime que pour ne pas devenir la victime de la foule ombrageuse, féroce, perfide et toujours aux aguets. Il existe ici, semble-t-il, une force irrésistible capable de devenir, d'après l'article 64 du Code pénal, une cause d'impunité.

Enfin la théorie de l'erreur de droit peut, selon nous, être appliquée aux foules. Certains rassemblements crurent, au commencement de la Révolution, obéir aux volontés du roi et user d'un droit conforme aux nouvelles lois promulguées (6); dans les époques de troubles sociaux, les masses égarées peuvent commettre de très bonne foi des actes répréhensibles en s'y croyant autorisées par des textes imaginaires: il serait difficile et inhumain de leur infliger dans toute sa rigueur l'adage « *nemo jus ignorare censetur* ». Au contraire, l'erreur de fait ne doit pas intervenir dans la répression des infractions collectives: la foule meurtrière d'un individu qu'elle a pris pour une autre personne antipathique ne peut rapporter aucune excuse à son crime: nous serions même tentés de classer cette hypothèse dans la catégorie des circonstances aggravantes que nous allons maintenant étudier.

(6) TAINÉ, *Origines de la France contemporaine*, I, 24 seq.

§ 2. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES LÉGALES
DANS LES CRIMES DE FOULE

Ces diverses circonstances aggravantes, que nous désirons prévues par la loi afin d'éviter des diminutions de pénalité scandaleuses, ont pour but d'individualiser complètement la peine et de tenir compte du facteur anthropologique dans la criminalité collective.

Nous ne partageons pas entièrement les idées de LOMBROSO, les dimensions des arcades zygomatiques du type criminel-né et la question de savoir si la prostituée a le pied préhensible nous laissent indifférents. Cependant il ne faut pas oublier qu'une foule est un ramassis d'individus de toutes catégories, de témébilité très différente à passer au crible avant d'ordonner une peine appropriée. Nous distinguerons soigneusement les fous, les épileptiques, les névrosés, contre lesquels nous prendrons des mesures de sécurité ou de traitement, les honnêtes gens égarés dans la foule et enfin les spécialistes du crime, récidivistes, délinquants d'habitude, pour lesquels la foule est une excellente occasion de se livrer à leurs exploits accoutumés : nous proposons de sanctionner leur seule présence au milieu de la masse par une augmentation de pénalité qui leur sera spéciale. Nous n'épargnerons pas également les souteneurs, toujours trop nombreux dans les rassemblements volontaires : ce joli monde, expert dans les bagarres contre la police, est recruté à tour de rôle par les différents partis politiques désireux de fomenter des troubles : sa présence contribue,

dans une proportion insoupçonnable, au déclenchement des grossiers instincts de la multitude.

Lorsque celle-ci dépasse toute mesure, qu'elle égorge sans pitié une victime inoffensive, que les massacres s'accompagnent de raffinements de cruauté, que les tueries se succèdent sans raison apparente, nous sommes d'avis d'infliger une circonstance aggravante spéciale aux auteurs connus de ces crimes que rien n'excuse, pas même l'affolement du moment ou la légitime défense. Cette augmentation de peine s'appliquerait notamment au cas d'assassinats inhumains de prisonniers et autres horreurs dont les massacres de Septembre restent l'exemple caractéristique.

Comme la barbarie, la préméditation, ainsi que nous l'avons déjà dit, serait une circonstance aggravante spéciale, car celui qui a prémédité un crime collectif ne peut être considéré comme un criminel accidentel. Cette disposition ne s'appliquera qu'au rassemblement volontaire : la formation de l'agrégat fortuit exclut toute idée de préméditation du crime. Le seul fait de la participation à un rassemblement volontaire convoqué par voie d'affiches, de tracts ou d'imprimés est évidemment toujours prémédité ; cependant, nous ne croyons pas opportun d'édicter dans ce cas pour tous les membres du rassemblement une circonstance aggravante de préméditation qui les distinguerait des personnes composant un agrégat fortuit. Tant que la foule n'a pas commis d'infractions, le seul fait de sa réunion, que nous avons proposé de réprimer, ne présente pas un caractère tellement dangereux qu'il faille déjà l'assortir de circonstances aggravantes.

! *
* *

Le système que nous venons d'exposer ne prétend pas prévoir la totalité des cas particuliers qui se présenteraient dans la pratique. S'il ne paraît pas d'une simplicité exemplaire, c'est que nous nous méfions des généralisations à courte vue, des constructions séduisantes qui, en une matière aussi complexe, ne résistent pas à une analyse approfondie. Consacré législativement, ce projet pourrait peut-être arrêter le meneur éventuel d'une foule sur la pente fatale des désordres, inciter à la réflexion le futur mené sur le point d'entrer par sympathie ou par solidarité dans un rassemblement ou dans un agrégat qui lui semblent défendre des principes intangibles, servir au magistrat de ligne de conduite, l'éclairer en lui fournissant des points de repère mûrement déduits du nombre considérable d'espèces sur lesquelles nous avons travaillé. Bien que nous ayons fait une large place au subjectivisme dans l'établissement des peines, nous ne sommes pas moins partisans d'un certain barème objectif de la pénalité, barème fondé sur l'intensité du danger social que représentent les infractions de la foule : nous admettons et maintenons, lorsqu'on est sûr de connaître les coupables, la vieille distinction romaine, reprise par notre Code, entre les délits ou crimes intéressant l'existence, la sécurité et la tranquillité de l'Etat ; nous serions même d'avis de rétablir le crime de foule séditeuse que l'Ancien Droit connaissait, mais que les rédacteurs du Code pénal ont écarté : tout ce que nous demandons dans cette hypo-

thèse, c'est une circonstance atténuante légale capable de tenir compte de l'entraînement collectif.

Malgré tout, nous ne sommes pas assez idéalistes pour attendre de ces solutions la disparition de la criminalité des foules, ni assez réalistes pour n'espérer la survenance d'une détente dans les périodes troubles que nous traversons; nous souhaitons sans réserve l'accession de la plèbe au bonheur et nous sommes persuadés que, las des agitations collectives stériles, détourné par son rude bon sens d'un cataclysme social où la confusion se forge dans la haine, notre pays saura aplanir les différends sociaux et réaliser le rapprochement unanime dont nous saluerons avec enthousiasme la lumineuse aurore.

VU:

Nancy, le 12 Novembre 1936.

Le Président de la Thèse,

A. HENRY.

Professeur de Droit criminel.

VU:

Nancy, le 15 novembre 1936.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 16 Novembre 1936.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

BRUNTZ.

APPENDICE

ÉNUMÉRATION DES MESURES PRISES SOUS L'ANCIEN RÉGIME POUR PRÉVENIR LES ÉMEUTES EN AGISSANT SUR LE PRIX DU BLÉ ET DU PAIN

1° MESURES INTÉRESSANT LES CULTIVATEURS

Dans les années de disette, avant même l'emblavage, on fait, contre juste prix, la répartition des semailles entre les paysans. C'est ainsi qu'un arrêt du Conseil d'Etat de Lorraine en date du 12 septembre 1709 (1) nomme des commissaires chargés de reconnaître les lieux où l'on a recueilli, d'après les registres des décimateurs, des grains au delà des semailles suffisantes et de répartir l'excédent entre les cultivateurs qui en manquent.

Le blé une fois semé est protégé par toute sorte de dispositions : plusieurs coutumes sanctionnent les dégâts causés aux blés en herbe (Normandie, art. 81 ; Poitou, art. 195), principalement quand ils sont commis par les bestiaux (Montargis, ch. 4, art. 9). Une ordonnance de Charles IX à Orléans, en janvier 1560, défend de chasser dans les blés ; l'interdiction est renouvelée, selon l'habitude de l'ancien régime, par Henri III à Blois en mai 1579, par Henri IV à Follembroy le 12 janvier 1599, par Louis XIV en août 1669 (art. 18 du règlement général des chasses). Un arrêt du Conseil d'Etat

(1) Recueil factice d'ordonnances, édits et arrêts des princes lorrains in Fonds Lorrain de la Bibliothèque de Nancy, 6384, pièce 92.

de Lorraine, pour faire respecter cette prohibition, va jusqu'à faire garder les récoltes et les champs jour et nuit par des volontaires (2). L'ordonnance de police du 23 mai 1704 défend de cueillir des barbeaux (fleurs) dans les blés en herbe (3).

Pendant tout le temps où le blé croît, « les Français de toute condition surveillent avec la même angoisse l'état du ciel et les chiffres des mercuriales; les journaux, les mémoires du temps enregistrent partout les mêmes appréhensions, les mêmes appréhensions, les mêmes plaintes, les mêmes cris de soulagement et de joie. Au fond, le texte qui exprime le mieux la pensée profonde des masses, c'est en lui restituant, avec son sens matériel, sa plénitude douloureuse, la prière « Mon Dieu, donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien ! » (4). Les évêques ordonnent des prières publiques pour obtenir la pluie dans les périodes d'excessive sécheresse; l'opinion publique considère l'absence de nuages comme une manifestation de la vengeance divine. « Dieu est visiblement irrité contre nous. Il a cessé de jeter sur nous ses regards favorables; il a fermé le ciel qui depuis deux mois ne verse ni pluie, ni rosée sur nos terres; une chaleur excessive et prématurée brûle nos prairies et nos campagnes, une infinité de vers et d'insectes ont mangé et dévoré les fruits de nos arbres » (5). Chaque année la procession des Rogations, établie par saint Mamert en l'an 469, confirmée et étendue à toute la France par le Concile d'Orléans de 512, se déroule sur tout le territoire pour obtenir du ciel une récolte abondante, seul et véritable secret du calme.

Lorsqu'arrive la moisson, les minutes sont si précieuses qu'on suspend l'obligation d'assister à la messe le dimanche et que les Tribunaux proclament la vacation de leurs audiences.

(2) *Id. loc.*, Fonds Lorrain, 6384, pièce 88.

(3) DELAMARRE, *Traité de la police*, II, 30.

(4) CAHEN, *La question du pain à Paris au XVIII^e siècle*, in *Cahiers de la Révolution française*, Paris, 1934.

(5) Mandements de l'évêque de Toul des 22 août 1718 et 3 juin 1719, Fonds Lorrain, 6384, pièces 150 et 166.

Le blé engrangé doit être vendu dans les meilleures conditions à l'acheteur : on oblige l'agriculteur à porter toute sa récolte au marché de la ville la plus voisine et il lui est défendu de la vendre en dehors des places publiques et marchés (6). Comme corollaire à cette prescription, Louis XII, au mois de juillet 1482, dispose que : « dorénavant nuls marchands ni autres quelconques ne soient osez et si hardis d'acheter blez en verd sur le plat pays, n'en faire provision en amas, sinon pour la provision de son hôtel, si ce n'est en plein marché ». La vente de blés en vert est interdite à nouveau par François I^{er} le 6 novembre 1544, par Henri III le 21 novembre 1577, et par la Cour de Paris le 13 juillet 1662 ; cette prohibition entraînait celle de la vente de « vins pendant par racines » (Ordonnance de Lorraine du 9 septembre 1624). Elle ne fut pas toujours scrupuleusement observée : « Nous nous sommes informés qu'au mépris des dites ordonnances (antérieures), plusieurs négociants et marchands de grain qui ont acheté avant la moisson, poursuivent les vendeurs en justice, pour être condamnés à leur en faire délivrance, sous prétexte que les bleds des achats, approchant de leur maturité, ne doivent plus être réputés en herbe, et que les ventes en sont pour lors permises, ce qui est une mauvaise interprétation à nos ordonnances, qui tend à en éluder l'exécution, et à quoi il est bon de remédier » (7). L'ordonnance du 21 novembre 1577 interdit encore de garder les blés invendus pendant plus de deux ans ; en pratique, le délai devait être rarement atteint, car les méthodes de conservation des grains étaient plus que défectueuses. Les autorités locales prenaient souvent sur elles de forcer, en cas de famine, les greniers des particuliers même avant ce délai de deux ans, quand l'autorité royale ne leur accordait pas cette faculté. Une ordonnance de Lorraine, en date du 21 août 1565 (8), dispose que tous les

(6) Ordon. de Philippe le Bel de 1305, de Charles IX à Paris le 4 février 1567, d'Henri III à Paris le 21 novembre 1577, de Louis XIII à Paris le 1^{er} février 1629.

(7) Fonds Lorrain, 6384, pièce 311.

(8) G. DE ROGEVILLE, *Dictionnaire historique des arrêts et ordonnances de Lorraine et du Barrois*, V^o Grains, Fonds Lorrain, 6383.

officiers de justice feront la visite des grains de toutes les maisons ; lorsqu'ils en trouveront plus que le nécessaire, ils en sépareront le tiers qu'ils conduiront au marché. Une nouvelle ordonnance ducale porte : « La nécessité à laquelle notre peuple est réduit présentement pour le peu de bledz qui se trouve ez marchés des villes et bourgs de notre pays, nous ayant obligé d'y pourvoir, nous vous mandons et ordonnons qu'aussitôt la publication de cette, et sans retard, vous fassiez recherche et revue par toutes les villes, bourgs et villages, de la quantité de bled qui se trouvera ez maisons de tous les habitants ; et s'ils en ont plus qu'il ne leur en faudra pour la nourriture et l'entretien de leur famille jusqu'à la Saint-Martin prochaine, vous les contraindrez à ouvrir leurs greniers dedans trois jours après pour du plus secourir ceux de nosdits sujets qui en auront à faire, à prix raisonnables » (9). Lors de la terrible famine de 1709, un arrêt du Parlement de Paris, du 6 mai 1709, ordonne à tous cultivateurs ou marchands ayant de l'orge chez eux de l'envoyer immédiatement au marché et leur défend de la vendre plus de 40 livres le septier. Après le 17 du mois, les possesseurs d'orge, outre les amendes qu'ils encourront, ne pourront la vendre plus de 30 livres et, après le 21, plus de 20 livres.

Malgré ces lois et arrêts, propriétaires et fermiers répugnaient visiblement à conduire leur grain au marché et cette répugnance s'explique aisément si l'on considère la réglementation de ces derniers. Ils étaient fort mal établis, le plus souvent en plein vent et à ciel ouvert ; d'après l'art. II de l'ordonnance du 21 novembre 1577, les propriétaires de grains devaient en personne accompagner leurs marchandises au marché : à la rigueur ils pouvaient se faire remplacer par leurs femmes ou leurs enfants, mais jamais par un commissionnaire ou un courtier. DELAMARRE (10) justifie naïvement ces mesures vexatoires : on pensait que le vendeur exposé aux intempéries, pressé de s'en retourner chez lui, céderait sa marchandise à

(9) F. DE NEUFCHATEAU, *Ordonnances de Lorraine*, I, 260.

(10) DELAMARRE, *Traité de police*, t. II.

bon compte pour le consommateur. S'il lui restait des invendus, le cultivateur ne pouvait les remporter chez lui : il devait les confier aux « officiers du marché », les représenter aux deux marchés suivants, et les écouler au troisième, même à prix réduit ; cette dernière disposition pouvait d'ailleurs être tournée facilement par des ventes fictives.

Les producteurs brimés par l'ensemble de cette législation se trouvaient souvent forcés de vendre à des conditions désavantageuses. Du maigre prix qu'ils obtenaient de leur récolte, il fallait encore déduire les innombrables impôts et droits (11) : de marché pour les seigneurs ou les villes, de mesurage pour les mesureurs jurés, de leudes, d'octroi ou de péage à l'entrée de la ville, droits au bénéfice des pauvres, des couvents, parfois même du bourreau ! Le gouvernement essaya bien de supprimer ces divers droits, estimés au trentième de la valeur de la marchandise : mais la plupart appartenaient à des villes ou à des particuliers qui avaient acheté leur fonction : faute d'argent, l'opération était impossible.

2° MESURES CONCERNANT LES MARCHANDS DE GRAIN

Ces règlements étaient encore plus stricts que pour les producteurs. D'abord la profession de blattier était interdite à certaines catégories de personnes que l'art. 5 de la déclaration du 31 août 1699 rappelait en ces termes : « Il est interdit à tous laboureurs, officiers de justice et de ville, à tous receveurs, fermiers, commis, caissiers ou autres intéressés dans le maniement des finances de Sa Majesté, ou chargés du recouvrement de ses deniers, de s'immiscer directement ou indirectement, à faire le trafic de marchandises de bleds sous peine d'amende et même de punition corporelle ». Il fallait en outre obtenir une permission spéciale des officiers des justices

(11) Cf. G. AFANASIEFF, *Le commerce des céréales en France au XVIII^e siècle*, chap. II et III.

royales, prêter serment devant eux et faire enregistrer cette permission (12).

On voulait ainsi éloigner du commerce intérieur des grains les producteurs et surtout les gens de finance plus ou moins intéressés à la ferme des impôts. L'énormité des capitaux dont ils disposaient aurait pu entraîner l'accaparement et la mentalité collective du peuple était hantée par le spectre des « accapareurs » qui firent souvent, à tort ou à raison, les frais des « émotions populaires ». En pratique les marchands de grain ont fini par se diviser en petits forains et colporteurs, peu dangereux, et gros blattiers qui emmagasinaient le blé : or, vers le XVIII^e siècle, la spéculation sur le froment s'est généralisée (13) ; au lieu de jouer un rôle régulateur, l'intervention de ces intermédiaires entraîne souvent des hausses et des baisses excessives de cours. De telles fluctuations déroutent le consommateur qui tient volontiers le blattier responsable de sa misère et soupçonne le pouvoir royal lui-même de s'intéresser à de louches spéculations (14). On trouve souvent

(12) Cette obligation fut supprimée par la Déclaration de 1764, rétablie par l'arrêt du Conseil d'Etat de décembre 1770 et définitivement abrogée par l'édit du 13 septembre 1774.

(13) Cf., par exemple, une ordonnance de Lorraine en date du 11 novembre 1713 : « Sur ce qui nous a été représenté par le munitionnaire qui doit fournir le pain à toutes les troupes que le Roi-très-chrétien nous oblige à recevoir en quartier d'hiver dans les villes et bourgs de notre Etat, pour lui faciliter le moyen de trouver dans nos pays les bleds nécessaires, il est absolument nécessaire d'empêcher que les dits grains ne soient transportés ailleurs et qu'aucune personne n'en fasse des amas pour en trafiquer ». Fonds Lorrain 6384, pièce 110.

(14) Dans l'*Almanach Royal* de 1774, on trouve mention d'un trésorier des grains pour le compte de Sa Majesté, le sieur Mirlavand, demeurant rue Saint-Martin. L'opinion publique y vit la preuve que le roi spéculait sur les blés et épancha sa rancœur dans l'épigramme suivante :

« *Ce qu'on disait tout bas est aujourd'hui public.
Des présents de Cérès le Maître fait trafic,
Et le bon roi, bien qu'il s'en cache
Pour que tout le monde le sache,
Par son grand Almanac sans façon nous apprend
Quel est celui qui l'aide à voler notre argent* ».

exposé dans les jugements de l'époque que « la hausse est due aux marchands de grains qui, par une spéculation infâme, ont caché et emmagasiné d'innombrables quantités de blé qu'ils comptent écouler avec de grands bénéfices (lorsque) sur les marchés dégarnis par leurs manœuvres le blé aura atteint un prix de famine » (15). Avec une telle mentalité collective (16), il ne s'est guère passé d'années où la foule n'ait, de 1700 à 1792, pillé les magasins de quelque marchand de grains.

Ces derniers, même autorisés, n'exerçaient pas leur commerce comme bon leur semblait; une ordonnance de Charles IX (Paris, 4 février 1557) leur interdisait d'acheter des

(15) Remontrances du Parlement de Paris, 20 octobre 1769.

(16) Voici un curieux exemple de mentalité collective génératrice de foules : il nous est rapporté par une lettre du gouverneur de la Lorraine, des Combes, missive envoyée au Secrétaire d'Etat de Lomelie, le 16 juin 1652 (F. L. 607) : « Il (le peuple lorrain) a vu au ciel quelque chose qui l'a entièrement espouventé; il croit que le grand jour d'horreur et de misère est prochain et qu'il n'y a plus personne qui les puisse sauver... Sur les quatre heures de relevée, il se fit entendre en ce lieu des tonnerres épouvantables, suivis de peu de pluies, mais de très grandes quantités de grêle, laquelle ravagea la plus part des vins et des grains d'ici autour; chose espouvantable: c'est que cette tempeste dura près de trois heures. Cela fini, il se leva un vent bruyant et bruslant qu'il estoit impossible de supporter, icelui dura trois quarts d'heure et quelque plus; ce qu'estant fini, le ciel se rendit clair et serein comme si rien n'eust été fait: lors on vit une estoille se lever contre son ordinaire, laquelle disparut aussitost. Puis voicy arriver un homme fort grand... qui menaçait un autre somptueusement vestu... et peu de temps après ces impressions disparurent.

Dès aussitost il fut entendu un bruit en l'air, lequel ne ressemblait rien moins qu'à un cliquetis d'armes: ce qui dura près d'une demie-heure sans rien voir. Enfin on vit le ciel s'ouvrir et nous apparut deux armées rangées en bataille désirant de s'entrechoquer... Il fut entendu une voix qui criait: tue, tue, détruit et assome. Ce qui nous espouvanta d'abord et encore plus quand nous vîmes une jonchée de corps morts et leur sang ruisseler de toutes parts... Après cela il plut des gouttes de sang et le ciel se couvrit derechef... Sans quelques magistrats et Jésuites, il n'y aurait plus personne en cette ville et mesme la garnison de nostre citadelle estoit sur le point de lascher le pied ».

grains dans l'étendue de deux lieues aux environs de leur demeure. Cette zone prohibée que confirmèrent l'ordonnance du 27 novembre 1577 et l'édit du 20 février 1673, était réservée à la consommation et aux ventes directes, pour permettre aux particuliers de faire leur pain eux-mêmes dans de bonnes conditions.

Dans les autres marchés qui leur sont ouverts, ils ne peuvent acheter dès l'ouverture; une ordonnance de Charles VI, de février 1415, leur interdit l'accès de la place avant la deuxième heure du marché. De nouvelles décisions reculèrent cette limite jusqu'à midi (ordonnance du 19 septembre 1469), puis jusqu'à 10 heures, sauf pour les Halles de Paris (Ordonnance du Châtelet du 23 novembre 1546). Les grainiers partageaient d'ailleurs cette prohibition avec les boulangers, pâtisseries et brasseurs.

Enfin, ils ne pouvaient acheter, d'après une ordonnance de 1672, à chaque marché, plus de 6 sétiers d'avoine et plus de 2 sétiers d'autres grains. Ces quantités ridicules étaient en contradiction avec les dispositions d'autres ordonnances qui leur enjoignaient de tenir « garnis de grains les ports et les marchés » (17). En pratique, dans l'application de ces textes qui semblent établis au petit bonheur, les marchands de grains restaient soumis à l'arbitraire local des agents du roi qui se servaient des règlements suivant des circonstances impossibles à prévoir. Comme le constate TURGOT, « les règlements sont un glaive toujours levé, avec lequel les magistrats peuvent frapper, ruiner, déshonorer à leur gré tout négociant qui leur aura déplu ou que les préjugés populaires leur auront dénoncé ».

3° MESURES CONCERNANT LES BOULANGERS

L'Ancien Régime, qui fut l'ère des privilèges, en avait attaché quelques-uns à certaines corporations de boulangers, si bien que pour Paris, par exemple, on distinguait :

(17) Art. 7 de l'ordon. du 27 novembre 1577.

- a) les boulangers de Paris, corporation reconnue par lettres patentes du 8 octobre 1431 ;
- b) les boulangers des faubourgs ;
- c) les boulangers privilégiés de la Cour, qui dataient de lettres patentes octroyées par Henri IV le 16 septembre 1601 ;
- d) les boulangers forains.

Dans les autres villes, on distinguait aussi les boulangers sédentaires et les boulangers forains : ces derniers ne pouvaient vendre leur blé qu'au marché (Sentence du Prévôt de Paris du 5 août 1485) et ne pouvaient le remporter une fois amené sur la place publique ou aux halles (Règlement du Prévôt de Paris du 14 avril 1366).

Pour que le pain reste à bon marché, la Monarchie réglementa minutieusement le poids et le prix du pain bis et blanc-bis, nourriture du peuple et laissa de côté le pain blanc réservé aux classes riches (18). Le gouvernement recourt souvent à la taxe d'office, surtout pour Paris (arrêts du Parlement de Paris du 31 mars 1418, du 20 novembre 1424, du 21 juin 1548, etc.). Cette fixation du prix se faisait à la suite d'un *essay* ou expérience de cuisson des différents modèles de pain. Les conséquences en sont le plus souvent désastreuses car les boulangers forains ne viennent plus à la ville et leurs confrères sédentaires se ruinent : ceux-ci se montrent récalcitrants à fournir en grosses quantités la population qui reflue à leurs boutiques : ce sera la queue impatiente, bientôt l'étagère vidée, les clients furieux, l'émotion populaire et les violences.

4° INSUFFISANCE DE CES MESURES

Malgré une réglementation qui suit la fabrication du pain depuis les semailles du froment jusqu'à la vente des miches à la clientèle, le gouvernement de l'Ancien Régime n'a pu éviter les disettes générales et même locales. Elles jalonnent

(18) Cf. CAHEN, *La question du pain à Paris à la fin du XVIII^e siècle*, *op. cit.*, chap. IV.

l'histoire de toutes les dynasties, depuis Charlemagne (disettes de 778, de 794, de 806), jusqu'aux « chertés » qui ont marqué l'agonie du règne de Louis XVI. Elles tiennent à toutes sortes de causes économiques et techniques : mauvaise mouture, transports lents et défectueux, conservation aléatoire des grains, cuisson onéreuse du pain. A celles-ci viennent s'ajouter des causes politiques : à côté des douanes intérieures entravant le ravitaillement des provinces déficitaires par les régions excédentaires, la circulation était paralysée par l'apparition, à chaque croisée de chemins, à chaque pont, à chaque écluse, à chaque ville, d'un percepteur de péage ou d'octroi. Ces droits n'étaient pas très lourds en eux-mêmes, mais leur accumulation les rendaient excessivement onéreux. Leur suppression, tentée plusieurs fois, n'était pas facile, car ils se rattachaient à toute l'organisation sociale du royaume.

Aussi le gouvernement, désespérant d'assurer le ravitaillement abondant par le jeu normal du commerce, noyé lui-même sous une réglementation touffue et tenaillé par la perspective des mouvements de foule automatiquement déclenchés par la famine, se lance résolument, en temps de disette, dans une politique interventionniste. Pendant les périodes de cherté, il défend aux brasseurs de faire de la bière (Ordonnances du Prévôt de Paris du 4 avril 1415, du 1^{er} octobre 1432, arrêt du 15 septembre 1693), aux distillateurs de fabriquer des eaux-de-vie de blé (Ordonnances du 14 novembre 1683, du 1^{er} mai 1694). Il ordonne au Chapitre de N.-D. de Paris et aux couvents riches de pourvoir à la nécessité des autres monastères et des pauvres de la ville (arrêt du 24 septembre 1560), et, à l'instar d'Auguste, enjoint aux pauvres étrangers de sortir de Paris et de se retirer en leurs provinces (arrêts du 15 juillet 1587, du 1^{er} décembre 1695). A côté de ces mesures prises dans l'affolement du moment, il en existe deux autres qui reviennent périodiquement en cas de famine : l'interdiction de l'exportation des céréales et les achats de blé en masse pour le compte du roi.

La question de l'exportation des grains est une des plus

embrouillées de l'Ancien Régime (19). Soumise au Moyen-Age au régime de l'autorisation préalable des seigneurs, gouverneurs et baillis, interdite par François I^{er} (ordonnance du 15 novembre 1539), sauf autorisation spéciale du roi, libre de 1601 à 1660, de nouveau réglementée sous le ministère de Colbert et de ses successeurs, prohibée sauf permissions royales de 1723 à 1767, sans aucune entrave ensuite jusqu'aux environs de 1789, l'exportation des grains est passée par les régimes les plus variés. Mais en principe, à chaque disette, l'exportation fut automatiquement interdite, quitte à la rétablir quelques mois après (20). Ces revirements s'expliquent, car en période d'abondance il était impossible de conserver les grains dans de bonnes conditions et il fallait les exporter ; mais ce transport présentait lui-même des inconvénients et risquait d'affamer, l'année suivante, la population.

En effet, l'importation était parfois impossible, toujours difficile, car chaque pays se suffisait à peu près à lui-même : on ne pouvait donc jamais être sûr de rétablir en temps opportun l'équilibre des besoins et des ressources détruit par l'exportation. Dans le but de favoriser l'importation, le gouvernement avait décidé d'exempter de péages et de droits les grains venant de l'étranger (arrêt du 22 septembre 1693), ou d'allouer des primes assez fortes (Turgot pendant la cherté de 1775, Necker pendant celle de 1778). Malgré tout, en France les prix étaient généralement trop bas pour qu'il y ait intérêt à faire venir du blé de l'étranger et la Monarchie, pour éviter les émeutes, dut se résigner à importer elle-même le froment et à en faire des répartitions à bon marché.

Dès 1662, Louis XIV fit distribuer, moyennant une modique rétribution, des blés importés à grands frais de Pologne ; lors de la disette causée en 1693 par la nielle des blés, il fournit du pain à prix modique. Mais c'est surtout au XVIII^e siècle

(19) Cf. A. CARRÉ, *Necker et la question des grains à la fin du XVIII^e siècle*, Paris 1903, p. 110.

(20) Dans le recueil des ordonnances de F. DE NEUFCHATEAU, on relève en six années consécutives sept ordonnances des Princes de Lorraine interdisant l'exportation de blé !

que se fait sentir l'intervention royale : cette politique semble avoir été inaugurée par le duc Léopold II de Lorraine dans une déclaration en date du 6 février 1721 (21) qui portait création de magasins de blés étrangers gérés par une « Compagnie de commerce ». Ces magasins, en cas de disette, devront distribuer, au prix fixé par le Duc, le blé au peuple ; si ce prix est plus bas que le prix d'achat, la Compagnie sera indemnisée sur le produit de la Ferme générale ducal. Le système fut repris en France et pratiqué sur une grande échelle : « Le roi, écrit l'abbé TERRAY, doit tenir dans sa main le prix de cette denrée et se charger de nourrir le peuple ». En 1750, le gouvernement achète directement des grains à l'étranger et les jette sur le marché à perte pour faire baisser les cours et ramener la confiance. Mais le plus souvent il se sert de commissionnaires secrets auxquels il avance les fonds nécessaires et donne une forte commission, avec ordre de vendre les blés en leur nom et en dessous du cours. De grandes sociétés, par exemple la Société Malisset, qui opéra de 1765 à 1768, furent créées dans ce but : elles servirent souvent non seulement à l'achat des blés étrangers, mais aussi au ravitaillement massif de Paris. L'intervention de ces sociétés, dont le négoce fut loin d'être fructueux, provoqua surtout une hausse des cours, par la maladresse de leurs opérations : « Elles y ont mis trop d'ardeur et par leurs opérations ont créé ou aggravé la panique qu'elles avaient pour mission de prévenir et de combattre » (22). Les masses populaires ont toujours vu d'un mauvais œil les grandes opérations sur les blés ; la hausse des cours en synchronisme avec ces dernières leur ont fait penser que le gouvernement cherchait à affamer le peuple : c'est là toute l'origine du légendaire « Pacte de Famine ». La dernière des Compagnies chargée de régulariser le marché intérieur et extérieur des blés se fonda vers 1768 sous le nom de « Compagnie des blés du Roi ». Dès 1771, une disette

(21) Fonds Lorrain, 6384, pièce 240.

(22) CAHEN, *Le prétendu Pacte de Famine*, in *Revue Historique*, sept. 1935.

éclatait, suivie de troubles dirigés contre les accapareurs que le peuple voyait partout; on dut revenir à l'achat direct par le gouvernement de blés à l'étranger. TURGOT, malgré ses idées libérales, avouait dans une circulaire d'août 1773: « Les exemples récents et des dernières années apprennent que le blé sera arrêté et peut-être pillé dans tous les passages, lorsque ces enlèvements, quoique destinés à la subsistance des sujets du roi ou d'autres princes du royaume, feront trop hausser le prix des grains dans la province d'où il sort et dans celle qu'il traverse... Il (le peuple) voit partout des monopoleurs, jusques et dans les secours qu'on lui donne » (23). Devant cet état de l'opinion, « les négociants de plusieurs villes de France se refusaient non seulement à faire venir des grains étrangers, mais ils ne voulaient même pas être employés comme simples agents, sorte de fonction néanmoins recherchée avec empressement, parce qu'elle procure un droit de commission sans obliger à aucune avance et sans exposer à aucun risque. Les personnes attachées par leur état à l'Administration ne se chargeaient de pareilles commissions que par obéissance et plusieurs en s'acquittant de leurs devoirs ont couru le risque de leur vie ». L'auteur de ces lignes, NECKER (24), malgré ses répugnances doctrinales, fut bien obligé de recourir à l'achat de blé hors de France pour le compte du gouvernement.

Nous arrivons ainsi à la fin de l'Ancien Régime sans trouver résolue de façon satisfaisante la question des disettes et des troubles qu'elles entraînent.

(23) Archives Nation., K 908, n° 26.

(24) Sur l'administration de M. Necker, p. 371.

BIBLIOGRAPHIE

- ABBO. — Les crimes des foules, Menton, 1910.
- ADAM. — Le mystère des foules, Paris, 1895.
- BEAUDIN. — Manuel de Psychologie, 6^e édition, 1929.
- BEAUDOIN. — Suggestion et auto-suggestion, Paris, 1919.
- BERR. — La synthèse en histoire, Paris, 1911.
- BLONDEL. — Introduction à la psychologie collective, Paris, 1928.
- CARRÉ. — Necker et la question des grains à la fin du XVIII^e siècle. *Thèse*, Paris, 1903.
- CARON. — Les massacres de Septembre, Paris, 1935.
- CICERON. — Opera.
- CORPUS JURIS ROMANI. — Edition Krueger et Mommsen.
- DELAMARRE. — Traité de la Police, Paris. 1705-1719.
- DOMINIQUE. — La Commune, Paris, 1930.
- ESMEIN. — Histoire du Droit français de 1789 à 1815, Paris, 1911.
- FAUCHILLE. — Traité de Droit international public, Paris, 1922.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Théorie du Code pénal, 4^e édition.
- FRANCE. — Liges et complots, Paris, 1931.
- GARÇON. — Code pénal annoté.
- GARNIER-PAGÈS. — Histoire de la Révolution de 1848.
- GARRAUD. — Traité de Droit pénal, 3^e édition.
- GIRARD. — Les Trois Glorieuses, Paris, 1929.
- GRASSERIE (de la). — Des sciences intermédiaires entre la psychologie et la sociologie, in *Annales de l'Institut International de Psychologie*, 1903.

- JAMES. — Principles of psychology, 4^e édition, 1921.
JANET. — L'automatisme psychologique, Paris, 1889.
JOUSSE. — Justice criminelle, Paris, 1771.
KRETSCHMER. — Psychologie médicale, Paris, 1927.
LAFARGUE et ALLENDY. — La psychanalyse et les névroses, Paris, 1924.
LEBON. — Psychologie des foules, Paris, 1907.
LOMBROSO. — El homo delinquente.
MERLIN. — Répertoire de Droit criminel, Paris, 1827.
MESTRE. — La responsabilité pénale des personnes morales, *Thèse*, Paris, 1899.
MICHELET. — Histoire de France.
MOMMSEN. — Histoire romaine, Paris, 1888.
— Droit pénal romain, Paris, 1907.
MONDON. — L'armée et le maintien de l'ordre public, *Thèse*, Paris, 1907.
MONTESQUIEU. — L'Esprit des lois.
NEUFCHATEAU (de). — Ordonnances de Lorraine, Nancy, 1737.
NIKIVOROFF. — La grève, Paris, 1931.
OVIDE. — Opera.
PARK. — Masse und publikum, Munich, 1903.
Recueil des Ordonnances des Rois de la troisième race, ou « Ordonnances du Louvre ».
ROSSI. — Les suggesteurs et la foule, Paris, 1907.
SALLUSTRE. — Opera.
SIGHELE. — La foule criminelle, Paris, 1901.
SOULIÉ. — Les journées de Février 1848, Paris, 1929.
SOURIAU. — La suggestion dans l'art, Paris, 1893.
SPENCER. — Introduction à la science sociale, Paris, 1903.
STRUPP. — Eléments de Droit international public, Paris, 1930.
SUETONE. — Opera.
TACITE. — Opera.
TAINÉ. — Origines de la France contemporaine.
TARDE. — L'imitation, Paris, 1899.

— L'opinion et la foule, Paris, 1907.

TEITGEN. — La police municipale. Thèse Nancy, 1934.

TILLAC. — L'émeute, Paris, 1928.

TRAVERS. — Traité de Droit pénal international.

TITE-LIVE. — Histoire romaine.

VALERE-MAXIME. — Opera.

PÉRIODIQUES

Compte rendu du Centre International de Synthèse, 1934.

Compte rendu du Congrès d'Anthropologie criminelle de 1892.

Compte rendu du Congrès d'Anthropologie criminelle de 1901.

Nouvelle Revue.

Revue des Deux-Mondes.

Revue Hebdomadaire.

Revue Pénitentiaire.

Revue Philosophique.

Revue des Revues.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 7
--------------------	------------

TITRE PRÉLIMINAIRE

ÉTUDE PSYCHOLOGIQUE DE LA FOULE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Formation de l'agrégat fortuit..</i>	19
CHAPITRE II. — <i>Formation du rassemblement volontaire</i>	23
CHAPITRE III. — <i>L'unanimité de la foule</i>	29
CHAPITRE IV. — <i>Les meneurs</i>	35
CHAPITRE V. — <i>Les menés</i>	41
CHAPITRE VI. — <i>Les idées et les sentiments des foules</i>	45
CHAPITRE VII. — <i>Les actes de la foule</i>	57
CHAPITRE VIII. — <i>Causes de l'apparition des foules..</i>	65
<i>Section I. — L'influence du paupérisme sur l'éclosion des foules</i>	66
<i>Section II. — L'influence de l'opinion sur l'apparition des foules</i>	71

	Pages
<i>Section III. — L'influence des sociétés secrètes, clubs, ligues et associations</i>	77
CHAPITRE IX. — <i>Conclusion à l'étude psychologique des foules</i>	81

TITRE PREMIER

LA CRIMINALITÉ DES FOULES DANS LES LÉGISLATIONS ANTÉRIEURES AU CODE PÉNAL DE 1810

CHAPITRE PREMIER. — <i>La criminalité des foules dans le Droit Romain</i>	90
<i>Section I. — La République</i>	90
§ 1. Répression des crimes mettant en danger l'existence même de l'Etat	99
§ 2. Répression des crimes troublant la sécurité publique	102
§ 3. Répression des crimes troublant la tranquillité publique	104
<i>Section II. — L'Empire</i>	105
§ 1. L'action en réparation des dommages causés par les foules	110
§ 2. Les actions publiques répressives	113
CHAPITRE II. — <i>La criminalité des foules dans l'Ancien Droit français</i>	125
<i>Section I. — Prévention des infractions commises par les foules</i>	133
A) La politique du blé	133
B) Interdiction des assemblées illicites et des attroupements	134

	Pages
<i>Section II. — Répression des infractions de foule..</i>	142
A) Emotion populaire aboutissant à une sédition	142
B) Emotions populaires ne donnant pas suite à une sédition	149
 CHAPITRE III. — <i>La criminalité des foules dans le Droit Révolutionnaire</i>	157
<i>Section I. — Prévention des crimes de foule</i>	168
<i>Section II. — Répression des crimes de foule</i>	177

TITRE II

LA CRIMINALITÉ DES FOULES DANS LE DROIT FRANÇAIS CONTEMPORAIN

CHAPITRE PREMIER. — <i>Mesures préventives et répressives à caractère pénal</i>	193
<i>Section I. — Tableau de la législation pénale applicable aux foules</i>	193
Sous-Section I. — Prévention des mouvements de foule	193
§ 1. Les lois sur les attroupements	194
§ 2. Loi du 12 janvier 1936 sur le port d'armes prohibées	212
§ 3. Décret-loi du 23 octobre 1935 sur les manifestations	216
§ 4. Provocation aux crimes de foule	218
§ 5. Lois sur les réunions publiques, clubs, associations, groupes de combat et milices privées	222
Sous-Section II. — Répression de la criminalité des foules	228

	Pages
§ 1. Pénalité frappant l'auteur d'une infraction commise dans une foule	229
§ 2. Pénalité frappant les membres d'une foule autres que les auteurs de l'infraction	239
<i>Section II.</i> — Application jurisprudentielle des textes pénaux	251
CHAPITRE II. .. <i>Mesures préventives et répressives de caractère administratif</i>	261
<i>Section I.</i> — Pouvoirs réglementaires et personnels des Maires et des Préfets	261
<i>Section II.</i> — L'emploi de la force publique contre les foules	278
§ 1. La Police	278
§ 2. La Force armée	284

TITRE III

LA CRIMINALITÉ DES FOULES EN DROIT COMPARÉ ET EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

CHAPITRE I. — <i>Notions sommaires de Droit comparé.</i> ..	297
<i>Section I.</i> — L'U. R. S. S.	297
<i>Section II.</i> — L'Italie	302
<i>Section III.</i> — L'Allemagne	306
<i>Section IV.</i> — La Belgique	309
<i>Section V.</i> — L'Angleterre	313
<i>Section VI.</i> — Les Etats-Unis et le problème du lynchage	317

	Pages
CHAPITRE II. — <i>La criminalité des foules en Droit international public</i>	323
<i>Section I.</i> — La foule a causé un dommage à des étrangers	324
<i>Section II.</i> — Les agents de l'Etat, en dispersant un mouvement de foule, ont causé des dommages à des étrangers	330

TITRE IV

CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Mesures préventives à l'apparition des foules</i>	337
<i>Section I.</i> — Mesures communes à l'agrégat fortuit et au rassemblement volontaire	337
<i>Section II.</i> — Mesures concernant plus spécialement les rassemblements volontaires	340
CHAPITRE II. — <i>Mesures préventives à la criminalité des foules</i>	343
CHAPITRE III. — <i>Répression de la criminalité des foules.</i>	349
<i>Section I.</i> — Mesures répressives dans le cas où les tribunaux connaissent le ou les auteurs de l'infraction commise en foule	350
<i>Section II.</i> — Mesures répressives dans le cas où les tribunaux ignorent le ou les auteurs de l'infraction commise en foule	352
<i>Section III.</i> — Mesures d'ordre général à caractère répressif	357

	Pages
§ 1. Cas d'absolution de la criminalité des foules	357
§ 2. Circonstances aggravantes légales	360

*
* * *

APPENDICE. — Énumération des mesures prises sous l'Ancien Régime pour prévenir les émeutes en agis- sant sur le prix du blé et du pain	365
--	-----
